

idées

L'ANCIEN ET LE NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL

Le point de vue de ...
Paul Moyrand

Une politique de Gribouille

M. Paul Moyrand est l'ancien chef du département énergie de la firme SACLOR.

LA trente-deuxième Assemblée générale des Nations unies s'est ouverte à New-York le 20 septembre. Elle devrait notamment examiner les résultats — assez minces — de la conférence Nord-Sud et, si le projet de résolution du groupe des pays du tiers-monde, dit des « 77 », est adopté, élaborer une nouvelle stratégie pour le développement dans les années 80.

À propos de la « longue marche » du tiers-monde vers son affranchissement économique, nous publions ci-dessous trois articles d'inspirations très diverses.

Il devient un lieu commun de dire que la décision unilatérale des Etats producteurs et exportateurs de pétrole en 1973 de quadrupler le prix du brut a été une décision historique qui a bouleversé l'économie des pays qui n'en ont pas. Il est remarquable et banal de constater que ces producteurs sont peu ou même sous-développés et très peu consommateurs eux-mêmes, alors que leurs clients, qui en sont dépourvus, en ont un besoin vital pour alimenter leur industrie et leur activité générale de pays développés.

Le drame est que, par décision des « seigneurs de la Terre », le pétrole, chef de file, se paye en dollars, et que les pays concernés doivent se procurer cette précieuse devise par milliards pour vivre dans une euphorie qu'ils ne peuvent se résoudre à abandonner (ce qui ne veut pas dire que l'Amérique est plus à l'aise que les autres pour le faire, l'objet de notre propos n'étant pas de détailler ce point).

Les Etats pétroliers, qui n'ont pour l'instant dans leur grande majorité aucun emploi des sommes énormes qui leur sont versées d'un fois saisi leur goût pour les voitures, les bijoux et les œuvres d'art, les remettent dans le « circuit international », et ces dollars, qui ont leur propriété, « flottent » ici et là sous l'appellation de pétrodollars, d'euro-dollars, que les Etats consommateurs empruntent pour pouvoir acheter, etc. Il est assez clair que ce maletroit financier ne peut pas durer éternellement.

C'est pourquoi les « pauvres Etats développés » cherchent tellement à définir une politique qui, sans imposer leurs puissants fournisseurs, leur permette de desserrer le lacet avec lequel l'OPEP les étouffe, et de respirer un peu mieux.

Il n'est pas près tous d'accord actuellement — et d'importantes personnes et économistes de renom l'ont recommandé — pour dire que le salut doit venir de la vente aux Etats producteurs de leur « technologie avancée », de manière à disposer ainsi de rentrées de devises supplémentaires.

Ici, on croit rêver.

Comment ! Nous allons exporter, tout souriants, notre matière grise, nos techniques de pointe, sous forme d'« ingénierie », d'aides diverses, de brevets. Nous allons construire chez les « nouveaux riches » des complexes industriels (avec démonstration de bon fonctionnement), des équipements. Nous allons même jusqu'à fournir tout l'assistance technique désirée. Et tout cela sans voir que, lorsque ces usines marcheront, nos exportations seront alors progressivement réduites à néant ! Et que cette fois nous ne saurons plus rien à vendre aux Etats producteurs (au double sens du mot) mais que nous serons concurrencés, chez nous, par leurs produits — concurrence d'autant plus redoutable qu'elle sera faite à partir de main-d'œuvre bon marché.

D'autre part, on peut se demander si l'OPEP ne profitera pas de nos suppléments de devises pour ramonter la barre des prix un peu plus haut. L'affaire est en route.

REPRENDRE LE DIALOGUE NORD - SUD

par PIERRE URI

LY a quelques années, le monde industrialisé se plaignait de ses excédents agricoles, face à un tiers-monde plongé dans la famine. Aujourd'hui, le monde industrialisé souffre d'un chômage massif, face à un tiers-monde qui a besoin de tout. On n'a pas trouvé le joint financier pour faire communiquer la capacité de production inutilisée et la couverture des exigences les plus urgentes.

Le pouvoir d'achat, par dizaines de milliards de dollars chaque année, s'accumule dans des Etats dont, faute de population, la capacité d'absorption est l'impression est presque nulle. Cet argent se replace à très court terme dans les Etats les plus solides, Etats-Unis, Allemagne, ou les euro-marchés. Les producteurs enrichis font endosser les risques par le système bancaire. On peut admirer que cette mécanique ait jusqu'ici fonctionné sans catastrophe. Mais ce sont les banquiers eux-mêmes qui soulignent les pertes en ligne, les coûts accrus, les dangers pour la liquidité qui résultent de cette fantastique transformation d'argent au jour le jour en engagements à long terme. Il y a bien une institution financière internationale de caractère public : mais le Fonds monétaire ne s'insère que pour un dixième dans la masse totale des sommes ainsi manipulées.

Il vaudrait la peine de proposer aux pays en excédent un mécanisme permettant directement des financements à long terme tout en leur évitant de prendre les risques qu'ils refusent. Les pays industrialisés pourraient convenir de se répartir entre eux la charge d'une garantie aux prêts que les producteurs de pétrole accorderaient aux pays en développement. Un tel geste ne serait pas très coûteux : la discipline introduite par la Banque mondiale fait que les défauts sont extrêmement rares, encore prennent-ils ordinairement la forme d'un report de dette plutôt que d'un refus de s'acquitter. Au pis, les pays en excédent rejetteraient cette offre : il resterait une manœuvre politique qui, face au monde en développement, les mettrait au pied du mur. Au mieux, ils accepteraient : le monde industrialisé pourrait retrouver le plein emploi sous la forme qui répond le mieux à ses capacités, en équipant

les pays démunis. Progressivement, il pourrait accueillir les produits qui ressortiraient de cet équipement. Une division internationale du travail, une répartition de la production industrielle, s'installeraient de la sorte : c'est le trait le plus incontestable de ce nouvel ordre économique mondial qu'on réclame plus vigoureusement qu'on n'est capable de le définir.

Qu'on ne s'y trompe pas d'ailleurs : une consolidation des dettes accumulées par le tiers-monde n'a de sens que si d'abord il n'est pas condamné à l'échec. Mais ce n'est pas tout. On ne peut pas simplement dire un endettement sur des durées trop courtes. Au surplus, les pays industrialisés qui, dans le passé, ont concentré ces créances sont largement devenus débiteurs eux-mêmes. Ils ne peuvent consentir à l'étalement de leurs rentrées sur les crédits qu'ils ont octroyés que si eux-mêmes ils trouvent des financements prolongés auprès des plus gros détenteurs de capitaux.

Reprise du dialogue Nord-Sud pour assurer le financement du développement : nouvelles règles du jeu pour échapper à la spirale de la déflation ; montage légitime de la clause de la nation la plus favorisée ; utilisation des entreprises multinationales comme témoins de point pour forcer le progrès social : telle est la politique que la France doit proposer à l'Europe.

Il est bien dommage que l'Europe ne soit pas faite ! Quoi qu'il en soit, il faut se persuader que la faiblesse et les palliatives, dont nous sommes, nous les « développés », coutumiers, n'ont jamais mené à rien. Et les Etats producteurs ne manquent pas d'économistes ni d'hommes de haut niveau capables de comprendre le langage non de l'agressivité mais de la fermeté. Il est grand temps d'arrêter la politique véritablement suicidaire à terme qui est celle des pays consommateurs actuellement. Notre devoir est d'éviter que nos petits-enfants n'aient d'autre solution que d'être les ouvriers des producteurs de pétrole et de matières premières... à moins qu'ils ne les laissent en chômage non secouru en leur disant : « Débrouillez-vous, maintenant ! »

Coopération intercommunale et développement

par ROLAND COLIN (*)

NOTRE dernier quart de siècle sera inévitablement dominé par le problème de la construction d'un nouvel ordre international. Du succès ou de l'échec de cette entreprise dépendront la paix entre les nations et une plus grande justice dans les rapports sociaux, ou, au contraire, les conflits armés et les luttes de classes intensifiées. Les questions brûlantes sont de deux ordres, et leur jeu croisé rend, en effet, la recherche et la mise en œuvre des solutions particulièrement difficiles. D'une part, se nouent les contradictions d'intérêts entre les Etats, industrialisés et non industrialisés. La répartition entre les camps est fonction de la maîtrise des facteurs décisifs de la production qui commandent la croissance : tout spécialement des sources d'énergie et des technologies. Mais aussi des facteurs financiers qui déterminent l'ordonnement des forces productives et régissent les circuits d'accès des matières premières aux unités de production, et des produits aux marchés de consommation.

Les pays se trouvent classés selon les diverses combinaisons de ces facteurs : possesseurs d'énergie, de technologie et de moyens de paiement ; possesseurs d'énergie sans technologie ; possesseurs de technologie sans énergie, etc. ; enfin, non-possesseurs d'énergie, de technologie et de finances.

D'autre part, les rapports sociaux surajoutent à ces différences et à ces contradictions des contradictions nouvelles et fondamentales. Les relations d'intérêt entre les classes sociales ne correspondent pas, de façon rigoureuse, au découpage des ensembles nationaux. Les travailleurs du tiers-monde sont présents, par leurs migrations, au cœur même des nations industrielles, et les industries installées dans les pays du tiers-monde sont, pour une part dominante, contrôlées par le capital des pays industrialisés. Les pouvoirs d'Etat, au nord comme au sud, portent lourdement la marque de ces imbrications antagoniques, et c'est là la raison essentielle (et redoutable) de l'échec observé jusqu'à présent dans les tentatives d'un nouveau dialogue international. Ce dialogue doit être repensé pour qu'il s'inscrive dans le système des Nations unies, qu'on affirme irremplaçable (mais qu'il faudrait pouvoir profondément réajuster), ne peut de lui-même, et à lui tout seul,

président a accepté avec « regret et chagrin » la nomination du directeur du budget

créer des solutions à la mesure des problèmes. La relation intercommunale apparaît, dans cette perspective comme l'une des voies en mesure de faire jouer des forces nouvelles, sans imaginatives quel'actives, dans ces rapports internationaux bloqués. La démocratie communale s'étend à une échelle où l'expression d'un pouvoir reconnu au peuple donne à ce peuple, et donc à différents groupes sociaux qui le constituent, un moyen de contrôle beaucoup plus concret, direct, précis, sur les intérêts généraux du cadre institutionnel de base. Dans l'espace communautaire, on ne sure mieux les composantes effectives d'une combinaison économique, sociale, politique, culturelle possible, viable et vivable et des barrières jugées insurmontables peuvent être brisées. Ainsi, par exemple, l'accès des travailleurs aux responsabilités électorales auxquelles leur formation leur place effective du la cité.

Comment agir ?

On peut suggérer deux axes de travail complémentaires :

1) Lancer un mouvement d'information, de réflexion et d'éducation, dans le grand réseau intercommunautaire du monde, pour faire connaître, auprès de chaque citoyen des cités unies, les problèmes du nouvel ordre international ; non seulement économique, à quoi on le redit trop souvent, mais social, politique, culturel. Il s'agit d'analyser la situation existante, de montrer ce qui peut changer, et qu'il faut changer. Cette campagne de réflexion et d'information doit être faite en français, mobilisant toutes les ressources du jumelage. On analyserait de conjointement, dans la vie d'une commune de tel pays d'Afrique ou d'une commune de pays européens, ce que veut dire le niveau (quantitatif) de consommation alimentaire, l'accès à l'éducation, à la santé, etc. ;

2) Rechercher conjointement une programmation d'activités intercommunales concrètes, en liaison avec le nouvel ordre international, touchant, par exemple des campagnes de transformation de l'utilisation des ressources, la création de nouveaux courants de production ou de nouveaux modèles de consommation, la réalisation de nouveaux types d'éducation ou d'agriculture, et de création intercommunale — toujours dans le jeu croisé des jumelages.

Dans chaque cité pourrait ainsi se mettre en place un comité de cités unies pour le nouvel ordre international, qui lancerait à 1 fois l'information et les opérations nécessaires. Pour avoir tout sa portée, une campagne d'un tel ampleur devrait pouvoir trouver sa place, comme phénomène majeur, dans le réseau et les structures de la Fédération mondiale des villes jumelées-cités unies. Encore une fois, il ne s'agit pas d'un mouvement restreint à un seul pays, mais d'une ligne d'ouverture de grande ampleur, touchant la court terme, le moyen terme et le long terme.

Une telle action exige du soutien et des moyens. Le congrès de cette fédération, qui se tiendra du 29 octobre au 2 novembre à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), devrait décider la création de structures de coordination d'appui, d'animation, à l'échelle internationale, d'un tel mouvement. Il devrait aussi étudier les voies possibles et nécessaires pour mobiliser des moyens et soutenir les actions envisagées à tous les niveaux. Il serait souhaitable, si l'organisation d'un tel programme prend corps, de rechercher la tenue, d'ici un an, d'un grand colloque international pour faire le point des idées, des analyses, des réalisations et des faits, et pouvoir, à partir de là, interrompre toutes les institutions internationales et leur proposer quelques lignes de travail essentielles.

(*) Directeur général de l'INPES (Institut de recherche pour la formation et le développement).

CLEFS POUR

55 titres parus, dont

L'ARCHEOLOGIE LA CANCEROLOGIE LA CREATIVITE L'ECOLOGIE LE JUDAISME LA LINGUISTIQUE LA PENSEE ARABE LA SEXOLOGIE	André Parrot Pr Pierre Denoix Hubert Jaoui Pierre Aguesse André Néher Georges Mounin Vincent Monteil Gilbert Tordjman
--	--

Vient de paraître

LE MARXISME **Roger Garaudy**

SEGHES
Clefs

Le savoir transmis simplement par ceux qui savent.

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

LES DIFFICULTÉS DE M. CARTER

L'ÉPILOGUE DE L'AFFAIRE LANCE

Le président a accepté avec « regret et chagrin » la démission du directeur du budget

De notre correspondant

Washington. — « Bert Lance est mon ami. Je le considère personnellement, aussi bien que j'ai pu l'être pour son frère. Je suis sûr que mon frère dans mon esprit comme dans mon cœur, qu'il est un homme bon et honorable (...). Il est proche de moi et le sera toujours. » M. Carter venait de lire devant les journalistes, le mercredi 21 septembre, la lettre de démission de son directeur du budget. Plus encore qu'à l'ordinaire, ayant perdu ou presque le sourire légendaire, le président, avant d'annoncer qu'il acceptait cette démission « avec regret et chagrin », tenait à faire savoir d'entrée de jeu qu'il prenait la décision la plus difficile en ce moment de sa présidence.

Cet épilogue apparaît comme probable depuis quelques jours, mais il a été entouré du suspense propre aux grands événements washingtoniens. M. Bert Lance avait rendu la même jour deux visites à la Maison Blanche. La déclaration du président avait été retardée de deux heures au dernier moment. Alors que M. Carter n'avait pas tenu de conférence de presse de ce genre depuis près d'un mois (il avait promis d'en faire un principe tous les quinze jours), celle-ci, qui dura trente-cinq minutes, fut entièrement consacrée à l'affaire.

Les raisons données tant par M. Lance pour offrir sa démission que par M. Carter pour l'accepter sont simples, presque trop simples. Le directeur du budget assure non seulement qu'il est sorti blanc de l'épreuve des « hearings » (auditions) de la semaine dernière au Sénat, mais qu'il aurait pu continuer de remplir efficacement ses fonctions.

LES ACCUSATIONS PORTÉES CONTRE M. LANCE

Les accusations qui ont été portées contre M. Bert Lance sont les suivantes :

• Directeur de la First National Bank of Columbia, en Géorgie, il a été, lui et les membres de sa famille, des charges à décharger pour un montant atteignant à une époque donnée 250 000 dollars.

• Lors d'une campagne sans succès pour briguer le poste de gouverneur de Géorgie, il a aussi été responsable de charges stériles à décharger pour des sommes dépassant 250 000 dollars.

• M. Lance a utilisé l'avion de sa banque pour des voyages personnels ou politiques.

• En 1975, M. Lance a garanti deux prêts différents pour des montants dépassant 5 millions de dollars avec les mêmes valeurs.

• Le département de la justice a abandonné une enquête sur ses pratiques bancaires vingt-quatre heures avant la nomination de M. Lance à son poste dans le cabinet du président Carter.

S'il démissionne, c'est en raison du « volume de la controverse », de son aspect « continu ». Autrement dit, il sait qu'il n'est pas sorti du cycle infernal des enquêtes à répétition (pas moins de cinq agences gouvernementales, du service des impôts à la commission des opérations de Bourse, en passant par le ministère de la justice et le contrôle des finances, préparent des rapports sur son cas) et laisse entendre que cela pourrait gêner le président dans la conduite de sa politique.

A la recherche d'un successeur

Quant à M. Carter, il redit sa confiance en son ami Bert. Le président ne peut pas appeler M. Lance, même en public, autrement que par son prénom. Avec plus de vigueur encore que le mois dernier, il affirme que le directeur du budget a dit toute la vérité au Sénat, que les accusations lancées contre lui n'ont pas résisté devant sa défense. Mais, vindicte ou non, il rend hommage à tout le monde, à la presse, qui a été « correcte », à la justice, qui a été « impartiale », à la commission des opérations de Bourse, qui a été « diligente », à la commission des finances, qui a été « compétente ». Mais en même temps, il accepte la démission de

De notre correspondant

M. Lance qui « a besoin de rentrer chez lui et de s'occuper de ses propres affaires ».

L'argument n'est pas sans fondement. M. Lance était endetté plus que de raison, et c'est parce que M. Carter avait demandé lui-même au Congrès de prolonger le délai imparti au directeur du budget pour vendre les actions (en baisse) qu'il possédait dans la principale banque de Géorgie que les enquêtes ont recommencé. Mais le sénateur républicain est fondé à voir une justification de sa fameuse sortie contre la « culpabilité par accumulation ». Tant le président que M. Lance ont d'ailleurs rappelé qu'une des obligations de l'État est de « protéger la réputation des honnêtes gens » et d'encourager les comportements à son service. Or, après la mésaventure survenue à M. Lance, quel banquier accepterait de lui succéder d'un cœur léger, au risque de voir ses motivations faites et gérées des cinq dernières années passées au crible sur la place publique ?

Le remplacement de M. Lance, en fait, un double problème. Le directeur du budget jouissait de la confiance des hommes d'affaires, du moins jusqu'à ce que les récents troubles financiers de ses activités bancaires les obligent à une retraite prudente. Le communiqué de l'association des banquiers, au début de ce mois, jugait anormale et peu rassurante la démission de ce retourneur. Il ne manquait pourtant pas de techniciens pour remplir honorablement ces fonctions, à commencer par M. Mc Intyre, Géorgien, qui secondait M. Lance à la direction du budget. Les noms de M. Blumenthal, secrétaire au Trésor, et Strauss, ancien président du parti démocrate, ont aussi été cités.

« Toutefois, comme l'a dit M. Carter lui-même, M. Lance remplissait auprès de lui bien d'autres fonctions : « Je n'ai jamais connu », a dit le président, « un chef d'un service fédéral ou d'un État qui soit plus compétent, ait un meilleur jugement, comprenne mieux et puisse travailler avec moi en aussi étroite harmonie (...). Je ne crois pas pouvoir trouver quelqu'un d'aussi compétent à mes yeux, aussi fort, aussi honnête, aussi proche comme ami et conseiller qu'il l'a été jusqu'ici. »

M. Lance, ami du président depuis onze ans, était, en effet, le confident privilégié, le partenaire de tennis et des pique-niques improvisés. M. Carter lui avait confié, outre la direction du budget, la tâche de diriger une profonde réforme de tous les services administratifs du gouvernement. De l'avis des experts, M. Lance consacrait d'ailleurs plus de temps à ces missions d'ordre général et politique qu'aux détails du budget. Son départ intervient néanmoins dans une période cruciale, alors que la préparation du budget 1978-1979 bat son plein dans les services.

Le président, qui assure n'avoir pas encore réfléchi à la question, devrait faire connaître son choix dans les prochains jours.

De notre correspondant

Washington. — Les entretiens que M. Gromyko a eus jeudi 22 septembre avec M. Vance et vendredi avec M. Carter sont de tradition en ce moment de l'année, le ministre soviétique ayant toujours profité de la session de l'ONU pour rendre visite à l'hôte du moment de la Maison Blanche. Depuis Eisenhower, il en est à son sixième président, et M. Carter, qui n'a jamais rencontré un membre du bureau politique soviétique, est pour lui un novice.

La rencontre n'en sera pas facilitée, d'autant plus que ce sont les difficultés des relations soviéto-américaines, et non pas la présence officielle devant la signature du traité avec Panama, qui ont retenu M. Vance de se rendre à Moscou, le 7 septembre, pour reconstruire son homologue soviétique.

Le problème des armements stratégiques (SALT) figure bien entendu en tête de l'ordre du jour. Après trois années de négociations infructueuses, les deux parties doivent se résigner à voir l'accord intermédiaire sur les armes offensives signé en 1972 (SALT-1) expirer le 3 octobre sans être remplacé. Ici, on s'emploie à « dédramatiser » cet échec. Washington compte publier une déclaration unilatérale affirmant son intention de s'en tenir aux obligations souscrites en 1972 et espère que les Soviétiques feront de même. Cette procédure est jugée préférable à une extension formelle du traité, qui demanderait l'accord du Sénat, dont de nouveaux délais et embarras pour l'administration (certains sénateurs annoncent déjà leur refus d'élever des obstacles à la déclaration unilatérale) elle aussi, quant à toute mesure tendant à réduire les forces armées américaines est du ressort du Congrès.

Même si la suggestion américaine est acceptée par les Soviétiques — ce qui n'est pas encore acquis — la situation n'est pas moins différente de ce qu'elle était en 1972 et à quelques mois :

1) L'accord de Vladivostok, conclu entre MM. Ford et Brejnev en novembre 1974, va-t-il être révisé au magasin des souvenirs ? M. Carter n'a jamais débouché sur un traité en bonne et due forme — il n'était qu'une « directive » donnée aux négociateurs — il s'efface aujourd'hui devant l'accord plus récent de 1977, le seul qui ait valeur juridique. Mais cet accord SALT-1 n'imposait pas les mêmes plafonds d'armements que celui de Vladivostok. Les deux pays fixaient une inégalité numérique entre les deux puissances : les Soviétiques, qui ne disposaient pas alors de fusées à tête multiple (MIRV), en avaient 60 % de lanceurs terrestres en

APRÈS TROIS ANS DE NÉGOCIATIONS INFRUCTUEUSES

MM. Vance et Gromyko rouvrent le dossier des armements stratégiques

De notre correspondant

plus que les Américains et à une supériorité moindre, mais nettement de même en matière de missiles marins. Depuis lors, l'U.R.S.S. s'est dotée du MIRV. Même si le nombre de têtes nucléaires opérationnelles dans son arsenal reste largement inférieur à celui dont disposent les Américains, sa supériorité en capacité d'emploi (throwweight) lui donne l'espoir de dominer à terme sur le plan de la quantité, son rival.

Les estimations du Pentagone et du Congrès

2) Le traité SALT-1, très incomplet, n'incluait ni les bombardiers à long rayon d'action ni les missiles de croisière. Ces derniers, qui ont fait leur apparition sur la scène dans leur variante moderne depuis environ un an, préoccupent vivement les Soviétiques : Moscou n'acceptera de « mettre en forme » l'accord de Vladivostok que si ces engins sont inclus dans la négociation. La reconduction de SALT-1 satisfait à cet égard les États-Unis, mais il est douteux que les Soviétiques s'en accommodent.

Les deux parties ont donc intérêt à ne pas faire traîner en longueur les négociations pour un nouveau traité : les Américains pour ne pas perpétuer les plafonds inégaux de SALT-1, les Soviétiques pour obtenir une limitation du missile Cruise avant qu'il ne soit trop tard. Du côté américain, du moins au département d'État, on considère que le problème du Backfire — bombardier soviétique qui pourrait dans certaines conditions atteindre le territoire américain — n'est plus très important aujourd'hui. Les plus grandes difficultés sont attendues à partir du missile de croisière et des fusées soviétiques lourdes, dont M. Brown, secrétaire à la Défense, a dit récemment que « les nouvelles données sont en cours de développement ». Les Américains constatent aussi que leur arsenal est déjà proche du plafond retenu à Vladivostok pour

les fusées à tête multiple (1820). Les Soviétiques, eux, sont loin d'avoir la même quantité de MIRV, mais ils sont tout près du plafond global de vecteurs fixé par le même accord, s'ils ne l'ont pas déjà dépassé (2 400). Pandra-t-il modifier le rapport de ces deux chiffres, maintenant que tout le monde fait du MIRV en série ? C'est une question qui peut se poser aux négociateurs.

Quant au missile de croisière, les Américains envisagent surtout pour le moment une limitation de portée : 500 kilomètres pour les engins lancés d'avion, 600 pour les engins terrestres. Ces chiffres sont toutefois contestés par le Pentagone. Pour les militaires, l'abandon du bombardier B-1, décidé en juin par M. Carter, rend nécessaire une rallonge de la portée du Cruise : le B-52, avion plus robuste sur lequel on compte pour tenir les rôles assignés au B-1, devra pouvoir lâcher ses missiles sans s'aventurer sur le terrain de l'U.R.S.S. Ces engins devront donc avoir une très longue portée pour atteindre tous les objectifs possibles en U.R.S.S. Un projet chassant l'autre, les militaires insistent aussi pour lancer une nouvelle stratégie de l'avion FB-111, capable d'assumer, lui, des missions de pénétration comme le B-1. Les commissions du Sénat et du Congrès semblent favorables à ce projet, qui coûterait, pour cent cinquante avions environ, 7 milliards de dollars au lieu des 24 estimés pour le B-1. Mais l'on sait que les évaluations données au début d'un programme ne coïncident jamais avec le coût réel après exécution.

MICHEL TATU.

● **ERRATUM.** — Une ligne a sauté dans l'article du président Carter publié dans le *Le Monde* du 22 septembre. Il fallait lire, à propos des libertés civiles : « *inclus dans le nombre des documents historiques de notre Déclaration des droits et la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies.* »

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

• **LE COMITÉ DIRECTEUR DU SPD** (social-démocrates) a adopté lundi 19 septembre un certain nombre de résolutions d'ordre économique. L'une d'elles demande notamment au gouvernement de consacrer davantage de fonds publics à la lutte contre le chômage. Un autre projet vise à rendre plus difficile l'obtention des permis de construire des centrales nucléaires. — (A.F.P.)

Argentine

• **BUENOS-AIRES A ACCUSE** LE CHILI d'avoir violé son territoire à quatre reprises ces deux derniers mois. Le ministre des affaires étrangères argentin, le vice-amiral Oscar Montes, a, d'autre part, réfuté les allégations de Santiago relatives à des incursions aériennes et navales de son pays en territoire chilien. — (A.F.P.)

El Salvador

• **APRÈS L'ASSASSINAT**, LE 16 SEPTEMBRE, du recteur de l'université nationale, M. Carlos Alfaro Castillo, par un groupe d'extrême gauche, les autorités de cette université ont demandé au gouvernement du général Carlos Romero de mettre fin au terrorisme. Le recteur d'extrême gauche, à son tour, a été menacé de mort, à démissionner. D'autre part, des éléments de l'armée révolutionnaire du peuple ont occupé le mercredi 21 septembre neuf stations de radio, et ont diffusé des messages « subversifs », ont annoncé les autorités salvadoriennes. — (A.F.P.)

Haïti

• **M. JEAN-CLAUDE DUVALIER**, président à vie de la République haïtienne, a décrété une amnistie générale pour les prisonniers politiques à l'occasion du vingtième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de la famille Duvalier. Cette mesure intéresse cent quatre personnes, a annoncé M. Aurélien Jeanty, ministre de l'intérieur. Celui-ci a assuré qu'il n'y avait, désormais, plus aucun prisonnier politique dans le pays. Onze prisonniers libérés ont été immédiatement conduits à l'aéroport de Port-au-Prince pour prendre le premier avion en partance pour l'étranger. Il s'agissait de personnes accusées de complot contre la vie de l'actuel chef de l'État.

Islande

• **LE PREMIER MINISTRE D'ISLANDE**, M. Geir Hallgrímsson, est arrivé, mardi 20 septembre, à Moscou, en visite officielle. — (A.F.P.)

Namibie

• **LES REPRÉSENTANTS DES CINQ PAYS MEMBRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU** (France, États-Unis, Grande-Bretagne, Canada et Allemagne fédérale) ont repris jeudi 22 septembre à Pretoria leurs négociations sur l'avenir de la Namibie avec des membres du gouvernement SWAPO. D'autre part, ce dernier a annoncé mardi le transfert à Windhoek des prisonniers politiques namibiens encore détenus en Afrique du Sud. Parmi eux figure le fondateur de la SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain), M. Herman Toivo de Toivo. — (A.F.P.)

Pérou

• **UNE CINQUANTAINE DE CHILIENS** réfugiés au Pérou ont décidé de se joindre, le jeudi 22 septembre, à huit camarades qui font une grève de la faim depuis quatre jours. Ils demandent au haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, au siège duquel ils se sont installés à Lima, l'accélération du départ pour d'autres pays d'accueil des deux cent quarante Chiliens qui se trouvent encore au Pérou.

Philippines

• **DES COMBATS** ont opposé mercredi 21 septembre les forces gouvernementales et des rebelles musulmans du sud de l'archipel. Il s'agit de la plus grave violation de l'« armistice » conclu en décembre. Le gouvernement a ordonné la reprise des opérations militaires après un attentat qui avait tué vingt-cinq personnes, tous chrétiens (*Le Monde* du 20 septembre). D'autre part, le président Marcos a déclaré à Manille que la loi martiale imposée le 21 septembre 1972 devait rester en vigueur, mais il a promis un retour au régime parlementaire d'ici la fin de l'année prochaine. — (A.F.P., Reuters.)

République Sud-Africaine

• **UN JEUNE AFRICAÏN**, âgé de quinze ans, a été tué par balles mercredi 21 septembre à Soweto, cité satellite de Johannesburg, lors des affrontements entre la police et des centaines de personnes qui assistaient à un service religieux à la mémoire du leader noir Steve Biko, mort en prison. — (A.F.P.)

« Œuvre d'une vie, entreprise monumentale, tentative imposante. »
ROGER-POL DROIT (LE MONDE)

« Une somme. Il nous faut nous laisser emporter par cet élan que soutient une information rigoureuse. »
MARCEL PEJU (LE POINT)

« Morin ou la seule manière d'être philosophe aujourd'hui ? »
MAX GALLO (L'EXPRESS)

« Edgar Morin a gagné son premier pari. »
CLAUDE JANNOUD (LE FIGARO)

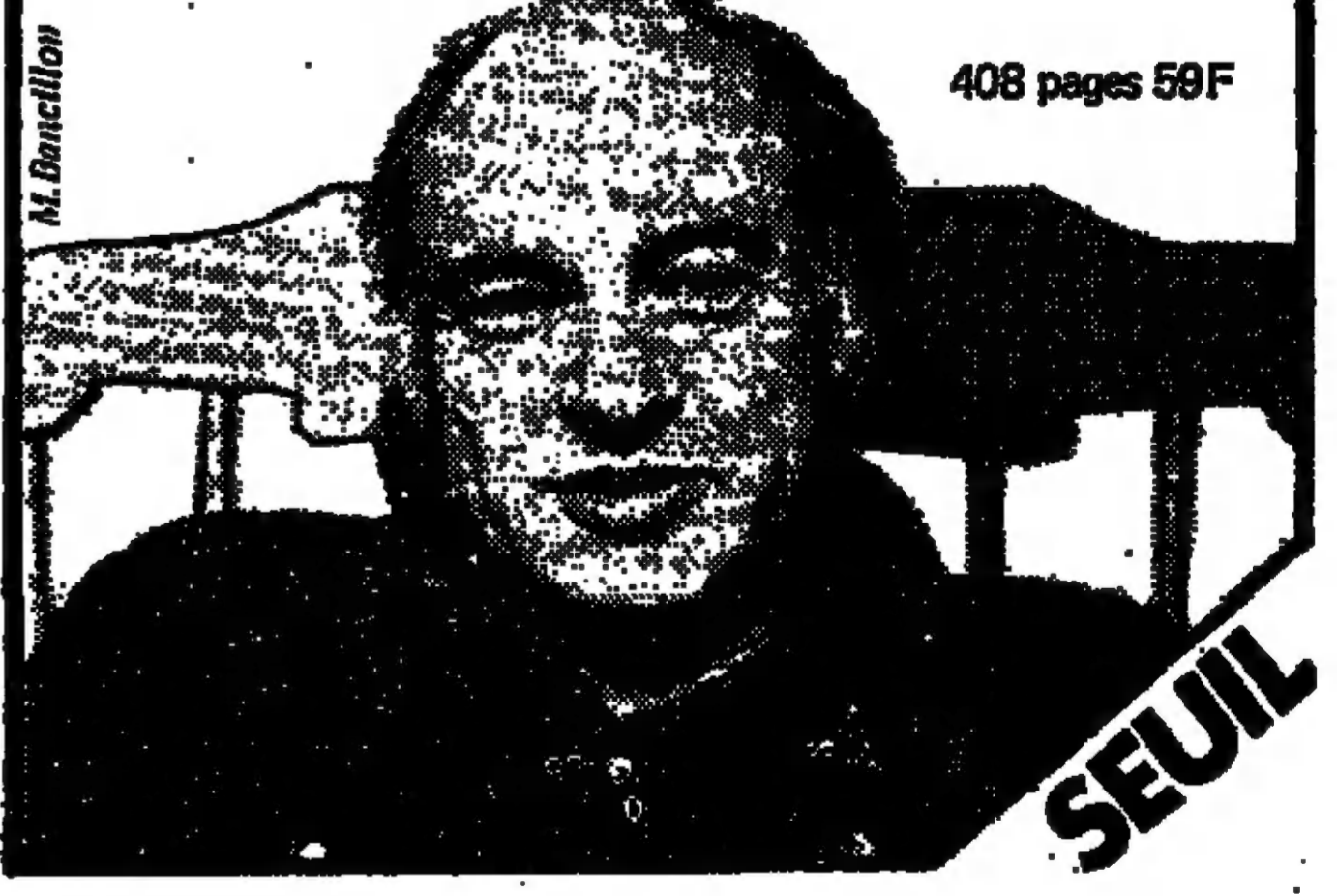
« Une problématique incontournable... le bilan positif de ce premier volume est considérable. »
C. CASTORIADIS (LE MONDE)

« Le livre d'Edgar Morin me charme, me prévoque et je m'y reconnais. »
S. MOSCOVICI (LES NOUVELLES LITTÉRAIRES)

« Il s'agit peut-être d'un de ces ouvrages matriciels qui déterminent une époque, une ère nouvelle. »
JACQUES DE DECKER (LE SOIR DE BRUXELLES)

Edgar Morin La Méthode

1 / La Nature de la Nature



408 pages 59F

SEUIL

صكزامت الأمل

DIPLOMATIE

LA RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE ATLANTIQUE

M. Barre : l'arme nucléaire française renforce la dissuasion alliée

Mercredi 21 septembre, devant l'Assemblée de l'Atlantique nord, qui ouvrira au Sénat sa session annuelle, M. Taittinger, secrétaire d'État aux affaires étrangères, a lu un message de M. Raymond Barre.

Le premier ministre déclare : « La politique de défense du gouvernement français s'inspire de trois principes : l'indépendance inaliénable de nos moyens nucléaires, la liberté de décision dans l'utilisation de nos forces, la fidélité à l'alliance atlantique.

« Pour sauvegarder son indépendance, la France, au prix d'un effort considérable, a décidé de se doter de moyens de défense indépendants. Tout ce qui offenserait cette indépendance de décision remettrait en cause les fondements mêmes de notre politique de défense. La France s'est retirée, en 1966, de l'Organisation militaire intégrée de l'OTAN. Elle n'y reviendra pas. Ceci est clair, et d'ailleurs clairement compris de tous. L'ajout d'une capacité de dissuasion nationale indépendante, loin d'affaiblir l'alliance, contribue au renforcement global de la dissuasion, comme cela a été reconnu dans la déclaration d'Ottawa (1).

« Membre à part entière de l'alliance atlantique, nous attachons une valeur fondamentale aux principes qui sont à l'origine du traité de Washington et qui ont permis, depuis vingt-huit ans, la sauvegarde de nos nations et le maintien de la paix en Europe. Nous sommes conscients de la sécurité collective, et c'est pour quoi, notre solidarité et notre coopération avec les alliés s'étendent à tous les domaines qui n'affectent pas notre liberté de décision.

« Si l'alliance doit être vigoureuse, elle doit encore le message de M. Barre, elle ne saurait être tantôt monolithique. (...) La force de l'alliance n'est nullement diminuée par une certaine diversité des approches à l'égard de la détente. (...) Ces deux objectifs, le renforcement de la sécurité et l'établissement de rapports plus confiants entre les peuples, sont

au cœur de nos préoccupations à tous.

« Prenant ensuite la parole, M. Luns, secrétaire général de l'OTAN, a d'abord tracé un tableau relativement optimiste de la situation de l'alliance. « Malgré les traverses et les aléas de la conjoncture, les ressources économiques de l'Occident demeurent immenses, a-t-il dit. Ses ressources sont plus qu'amplément suffisantes pour assurer un dispositif de défense puissant et crédible. (...) Le système économique de l'Occident a fait la preuve de son aptitude à surmonter la crise engendrée par le quadruplement des prix pétroliers, l'inflation mondiale et l'instabilité monétaire.

M. Luns s'inquiète cependant de facteurs extérieurs qui « risquent d'avoir des conséquences sérieuses pour la sécurité ». « Nous avons assisté, a-t-il dit, ces dernières années à une spectaculaire expansion des activités de la flotte de guerre et de commerce de l'U.R.S.S. (...) Une telle politique pourrait bouleverser les structures des transports mondiaux et même priver les compagnies de navigation occidentales d'une part substantielle du trafic sur certaines routes commerciales. » En raison de l'instabilité qui règne en Afrique et au Proche-Orient, poursuit M. Luns, l'U.R.S.S. a pu « pousser plus avant sa pénétration idéologique ». En outre, elle consacre à sa défense quelque 11 à 13 % de son produit national, alors que « les pays alliés, dans leur ensemble, n'en consacrent qu'un peu moins de 5 % de leur produit national à la protection de leur population et de leur mode de vie ».

Recevant auparavant les parlementaires atlantiques à l'Élysée de Ville, M. Chirac, maire de Paris, avait déclaré : « Notre solidarité et notre coopération avec les alliés sont totales, pour autant qu'elles n'affectent pas notre liberté de décision. »

(1) Signée en 1974.

La C.E.E. et le Comecon

(Suite de la première page.)

Les entretiens se sont déroulés selon le scénario voulu par la Communauté. M. Simonet a accueilli M. Marinescu, puis lui a expliqué que le conseil des ministres des Neuf entendait ne pas s'écarter de la règle politique et juridique qui doit être la sienne, à savoir qu'il revient à la Commission européenne de mener les pourparlers, au nom de la Communauté, avec le Comecon. Dans cet esprit et comme prévu, il a présenté M. Haferkamp à M. Marinescu, puis s'est retiré, laissant au vice-président de la Commission le soin d'expliquer le point de vue de la Communauté. M. Marinescu a accepté la règle du jeu ainsi définie, dont la signification ne se ramène pas, tant s'en faut, à des considérations d'ordre protocolaire.

La C.E.E. veut normaliser ses relations avec les pays de l'Est et, puisque ceux-ci le souhaitent, accepte de négocier avec le Comecon. Toutefois, elle entend que ce rapprochement n'aboutisse à aucune manière à compromettre le fonctionnement normal de ses institutions. De plus, elle refuse toute formule qui reviendrait à placer sur le même plan la Commission européenne, institution à vocation politique, et le secrétariat du Comecon, quelle qu'elle soit, un organe technique et dont, à vrai dire, elle n'a nulle envie de relever le prestige.

Le communiqué commun, publié à l'issue de la réunion, est bien différent du projet préparé par M. Marinescu et son équipe. Il montre sans ambiguïté que, sur ce point politique-institutionnel, la C.E.E. a obtenu satisfaction. Le lieu et la date exacts de la négociation seront définis ultérieurement.

Cependant, sur le fond des choses, les positions restent éloignées. Les déclarations d'intention — il n'y a pas eu de déclaration — faites par M. Marinescu et Haferkamp montrent que c'est toujours à deux types d'accord très différents que songe chacune des parties en présence. M. Marinescu a réaffirmé la volonté du Comecon de négocier avec la C.E.E. un vaste accord incluant des dispositions commerciales, non pas avec le Comecon, mais avec chacun des pays de l'Est, pris séparément.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

AFRIQUE

LE CONFLIT DE L'OGADEN

Moscou a livré quarante-huit Mig 21 à l'Éthiopie

L'Union soviétique a livré quarante-huit chasseurs Mig-21 en pièces détachées à l'Éthiopie, a-t-on appris, mercredi 21 septembre, de sources françaises à Paris et de sources diplomatiques à Addis-Abeba. Une partie de ces appareils ont été acheminés en Éthiopie par avions porteurs Antonov, ce qui semble indiquer que ces livraisons répondent à une demande pressante du régime éthiopien. Assemblés sur place, les appareils pourraient être opérationnels dans quelques semaines. D'autre part, des chars soviétiques T-55 et vingt-huit camions

équipés de lance-roquettes ont été débarqués dans le port d'Assab.

Addis-Abeba, qui n'a pas répondu aux offres de négociation du Front de libération somali et continue de recruter des milliers de volontaires pour le front sud, paraît avoir réussi à stabiliser la situation militaire dans la région de Dire-Daoua. En revanche, le Front de libération afar (FLA) qui opère dans le sud-est de l'Érythrée, vient de se manifester en revendiquant le sabotage d'un pont entre Addis-Abeba et Assab. Le FLA pour-

rait coordonner désormais ses actions avec les maquisards somalis et l'armée de Mogadiscio.

Ces nouvelles initiatives et préparatifs militaires, de part et d'autre, laissent peu d'espoir à une solution négociée du conflit. A New-York, cependant, M. Hassan Gouled, président de la République de Djibouti, laquelle vient d'être admise à l'ONU, a proposé ses bons offices, en dénonçant « les affrontements sanglants qui font à nos frères du nord et du sud une épouvantable et injuste blessure ».

(A.F.P., Reuter.)

Les réactions antisoviétiques se multiplient à Mogadiscio

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — Le restaurant Capucetto Nero a beau encore offrir une « salade de poisson à la russe », il ne s'agit que d'une manière d'accommoder les restes. « Les Russes sont finis », dit le vendeur de plage somalien en contemplant un pêcheur soviétique — petite casquette blanche et embonpoint marqué, — qui se débat avec sa ligne au pied des deux bungalows où les Soviétiques se réunissent le vendredi. Une assistante de pharmacie aura le réflexe aussi spontané : « Ne prenez pas le produit russe, il n'est pas bon, prenez l'allemand ».

Sept années de coopération, dont plusieurs de « relations privilégiées », n'y font plus rien. Aux yeux des Somaliens, Moscou choisit d'appuyer pour des raisons d'opportunité l'ennemi héréditaire éthiopien et, quoi qu'il arrive, le climat entre la Somalie et l'Union soviétique ne sera plus jamais le même. Quelques choses s'est brisé chez les Somaliens au plus profond d'eux-mêmes, qui prévoient désormais, comme la grande majorité des diplomates en poste à Mogadiscio, non pas une rupture brutale mais un gel progressif des relations entre les deux pays.

Depuis 1960...

La coopération soviéto-somalienne remonte au lendemain de l'indépendance, en 1960. Elle s'était renforcée en 1969, lors du changement de régime à Mogadiscio. En 1974, les Soviétiques ont fourni une aide économique considérable aux Somaliens victimes de la sécheresse. Parallèlement, Moscou a équipé et formé la jeune armée somalienne, l'aider à devenir l'une des meilleures d'Afrique orientale. Ces efforts devaient être couronnés en 1976, par un traité d'amitié et de coopération.

À l'issue de cette année, les Occidentaux estiment à six mille le nombre de Soviétiques stationnés en Somalie. La Somalie, en retour, avait offert à Moscou des « facilités portuaires ».

encore davantage ceux qui les approuvent.

Dans ces conditions, les relations entre Mogadiscio et Moscou ne pouvaient que brutalement changer de nature. La coopération militaire est au point mort depuis plusieurs semaines. Les experts soviétiques ayant été priés de se tenir « à la disposition » de collègues somaliens qui se gardent bien de leur demander un service.

Seuls les projets économiques — la construction d'un barrage sur le fleuve Schebele, deux conserveries de viande et de poisson — se poursuivent comme par le passé.

Les Somaliens deviennent méfiant. Ils ont appris par exemple que les Soudanais n'ont découvert qu'un début de cette année, soit longtemps après le refroidissement des relations entre Khartoum et Moscou, que des experts soviétiques avaient faussé leurs radars afin de « noircir » un conflit aérien entre l'Irak et l'Arabie Saoudite. Il a fallu un hasard — le survol de deux avions bulgares, — pour que les Soudanais découvrent le pot aux roses. En Somalie, experts et diplomates soviétiques semblent désormais soumis aux mêmes restrictions de circulation que les autres diplomates.

Les Soviétiques ont tenté — et

peut-être le font-ils encore — d'éviter à tout prix d'avoir à choisir entre Addis-Abeba et Mogadiscio. Quand on leur demande comment ils ont pu se placer dans une situation si délicate, leur réponse est déconcertante. « Qui pourrait prévoir avant 1974, disent-ils en privé, que l'Éthiopie deviendrait révolutionnaire ? » Une thèse que le gouvernement somalien ne partage sûrement pas, lui qui voit dans la révolution éthiopienne une forme cachée de « fascisme » et de « colonialisme ».

Seuls les projets économiques — la construction d'un barrage sur le fleuve Schebele, deux conserveries de viande et de poisson — se poursuivent comme par le passé.

Dans les milieux diplomatiques de la capitale somalienne, le sentiment est quasi unanime : « Plus un Somalien, entend-on dire, ne pourrait se permettre d'afficher des sentiments pro-soviétiques. »

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Rhodésie

A MAPUTO

Les pays de « première ligne » examinent le plan anglo-américain

Les dirigeants des cinq pays africains de « première ligne » (Angola, Botswana, Mozambique, Zambie, Tanzanie) devaient participer, le 22 septembre, à Maputo (Mozambique) à une réunion « au sommet » afin d'examiner les dernières propositions anglo-américaines de règlement du conflit rhodésien. M. Nkomo et Mugabe, leaders du Front patriotique du Zimbabwe, sont associés à ces entretiens.

L'organe de l'Union nationale du Zimbabwe (ZANU) affirme que les forces nationalistes contrôleront désormais les deux tiers du territoire rhodésien. D'autre part, selon Salisbury, des attaques de maquisards contre deux trains ont fait une victime mercredi 21 septembre.

Le révérend Ndabandani Sithole, dirigeant de la ZANU, a indiqué, mercredi, avoir pris des contacts avec les responsables de la guérilla opérant sur la frontière mozambicaine. M. Sithole servait d'intermédiaire entre Salisbury et les combattants noirs dans la recherche d'un cesse-le-feu. Pour sa part, l'évêque Muzorewa, président du Conseil national africain unifié, a décliné les propos du vice-président de ce mouvement, M. Chikereza, qui avait approuvé lundi dernier deux des principales exigences de M. Ian Smith (le maintien en place des actuelles forces de sécurité et l'attribution d'un tiers

des sièges du Parlement à la minorité blanche). M. Chikereza, un des « pères » du nationalisme rhodésien, est rentré dimanche dans son pays après quatorze ans d'exil volontaire.

A Londres, l'organisation Amnesty International a publié, mercredi, les témoignages de trois Noirs rhodésiens qui accusent les forces de sécurité de Salisbury de les avoir torturés. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

● La C.E.E. et l'Afrique du Sud. — Le « code de conduite » adopté par la C.E.E. pour les sociétés européennes opérant en Afrique du Sud a reçu mercredi 21 septembre la soutien de la TUCSA, principale confédération syndicale multiraciale sud-africaine. Son secrétaire général, M. Grobelaar, a cependant estimé qu'« une sorte de contrôle » des migrations de la main-d'œuvre noire (dont l'abolition est prévue par le code) devait être maintenue. Un porte-parole des syndicats noirs a, d'autre part, regretté que le « code » n'ait pas un caractère contraignant. C'est aussi le point de vue de la Confédération internationale des syndicats libres (dont le siège est à Bruxelles). La C.I.S.L. regrette que la C.E.E. ait renoncé à décourager les investissements en Afrique du Sud. — (A.F.P.)

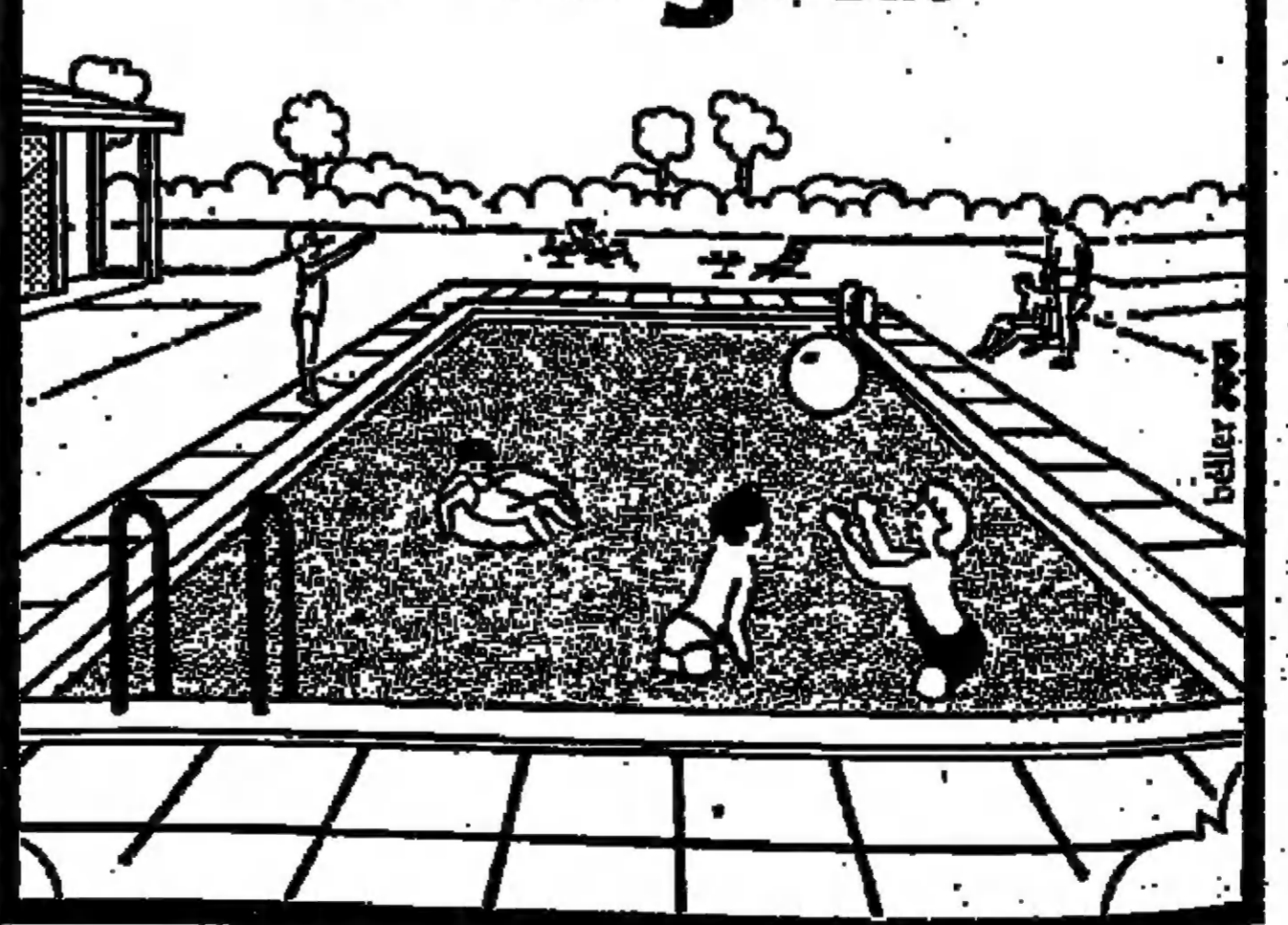
A Chevy 2, on peut s'instruire.



A Chevy 2, on peut faire ses courses.



A Chevy 2, on peut se baigner.



هكذا من الأصل

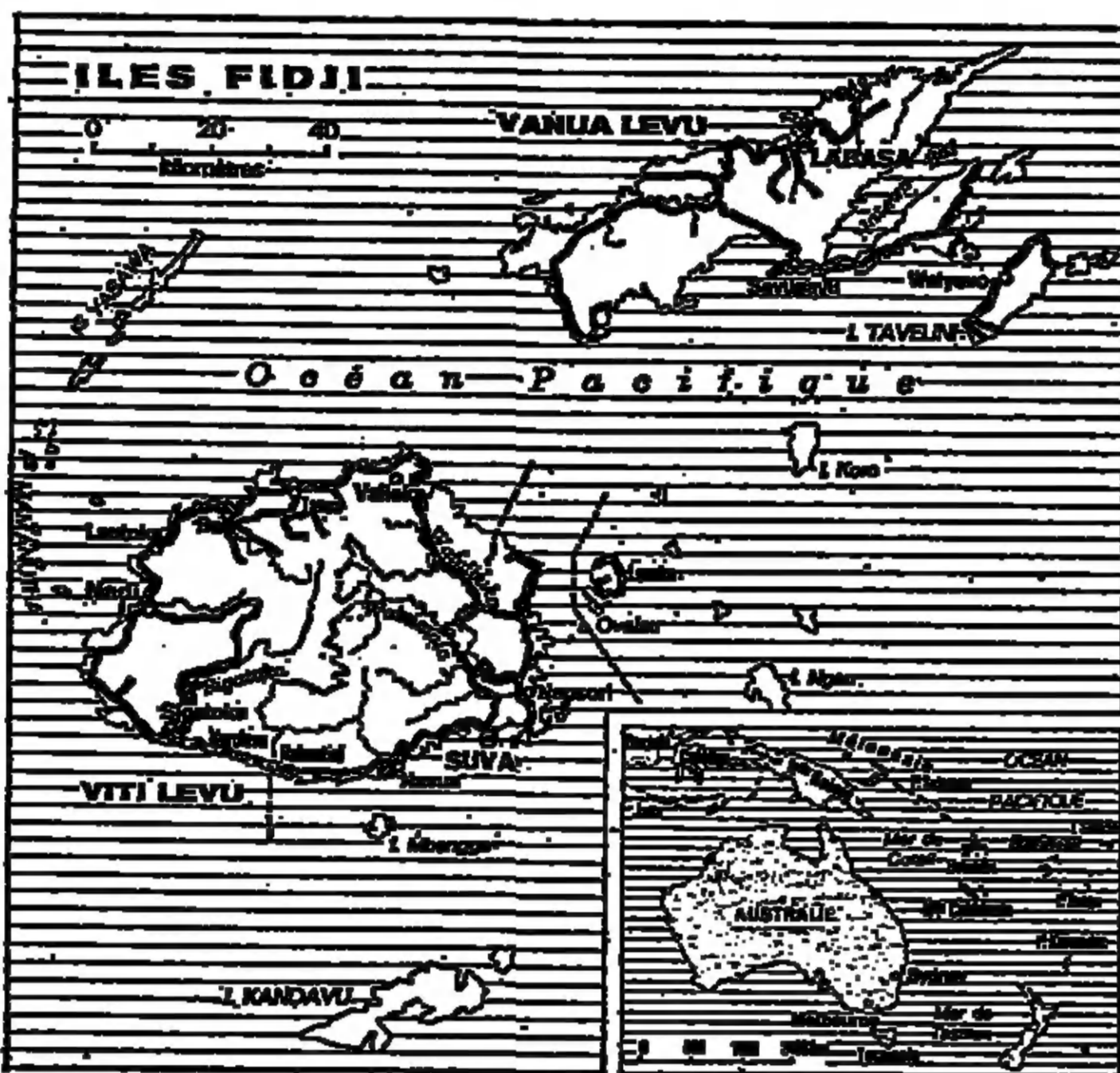
Océanie

Mes Fidji

Lors que les perspectives économiques sont bonnes L'arrivée au pouvoir des Indiens entraînerait une grave crise politique

Des élections anticipées ont été convoquées pour le 17 septembre à Fidji, qui dureront jusqu'au 24 septembre. Il s'agit de renouveler la Chambre des représentants. La session d'avril n'avait pas permis la formation d'un gouvernement majoritaire et la Chambre avait été dissoute le 1^{er} juin (« le Monde » des 6 avril et 3 juin). Serge Thion, de retour de l'archipel, fait le point sur la situation à Suva, où l'arrivée au pouvoir des représentants de la communauté indienne provoquerait une grave crise politique.

Le recensement aux urnes pourrait remettre le retour à une stabilité dont Fidji a certainement besoin. En effet, l'archipel possède une forte population indienne, originaire du sous-continent indien, et qui est majoritaire. En 1976, la population était estimée à 580 000 habitants (sur 1 000 km²) dont 282 000 Indiens, 258 000 Fidjiens. Venu de salines de milliers au début de siècle pour couper la canne à sucre, les Indiens sont restés et ont encore fermiers. Les autres, installés en village, y monopolisent le commerce. Depuis une dizaine d'années, le planning familial a permis de baisser l'augmentation démographique des Indiens que ceux-ci Fidjiens, qui peuvent, à moyen terme, redevenir majoritaires.



res à l'achat du pétrole lampant. L'église, méthodiste, et parfois l'école sont construites le plus souvent en planches. Dans la maison, on trouve bien peu d'objets manufacturés.

Un étrange mode de scrutin

Le système électoral se prête assez remarquablement à cette nonchalance venue des anciens temps. Depuis le début du siècle, l'administration britannique a gelé les transactions foncières : 5 % du sol peuvent être librement vendus et achetés, et 95 % sont et demeurent « terre indigène ». Le reste est domaine de la couronne.

Les « terres indigènes » sont détenues, depuis 1940, par le Native Land Trust Board, qui veille à régulariser les droits d'usage, surveille les contrats de fermage et répartit les terres vacantes. Dans les sociétés mélanésiennes et polynésiennes (Fidji participe de ces deux cultures) il n'existe pas de propriété foncière individuelle. Le système instauré par l'Office de tutelle est le suivant : la partie des terres sur laquelle un groupe d'agnats (1) a des droits et qu'il peut se répartir et cultiver lui est réservée collectivement. Le reste peut être loué à d'autres fermiers, parfois des Indiens, pour une durée qui peut atteindre trente ans.

Les trois quarts du loyer vont aux ayants droit, le quart restant va au Board, qui s'en sert pour bonifier des terres ou investir dans d'autres activités. A l'expiration du bail, le groupe peut reprendre la terre s'il trouve qu'il peut l'exploiter. Ce système, qui permet aux « ayants droit » de rester sur les terres ancestrales tout en évitant l'effondrement des structures sociales fidjiennes que menaçait la constitution de grands domaines fonciers par des compagnies anglaises.

Si aucune crise économique ni aucun bouleversement social ne sont à prévoir, le climat politique est pourtant agité. Il semble résulter pour partie de l'étrange mécanisme électoral mis en place par les Britanniques pour assurer justement la stabilité des institutions. Les citoyens sont classés en trois catégories ethniques : les Fidjiens d'origine, les Indiens et les autres (métis, Chinois, autres insulaires, etc.), qui forment trois collèges électoraux distincts. A chacun d'eux correspondent des circonscriptions particulières, délimitées en vertu de densités démographiques respectives. Chaque électeur est appelé à déposer quatre bulletins dans l'urne : il vote pour un candidat « communautaire », c'est-à-dire appartenant au même groupe ethnique que lui ; il vote ensuite trois fois pour les candidats « nationaux », respectivement un Fidjien, un Indien

et un « général » (ni fidjien ni indien). Chacun des électeurs vote donc pour deux candidats de sa propre « ethnicité » et pour un candidat de chacune des deux autres. De quoi faire pâlir plus d'un politologue... Il paraît que le système fonctionne.

La Chambre compte cinquante-deux sièges, dont vingt-deux Fidjiens (douze communaux et dix nationaux), autant d'Indiens et huit « généraux » (trois et cinq). Le système favorise évidemment la formation de partis à

fête et a fait perdre des voix à l'Alliance. Le parti de la Fédération remportait vingt-six sièges et aurait dû venir au pouvoir si, arguant de ses divisions internes, le gouverneur général, Ratu Sir George Cakobu, n'avait préféré maintenir Sir Kamiseva Mara à la tête d'un gouvernement décoré mais minoritaire.

Une même oligarchie

Depuis lors, les dirigeants nationalistes ont pris le chemin de la prison, à la suite de nombreux décrets avec le fisc. L'enjeu des élections est le suivant : le premier ministre retrouvera-t-il une majorité à la Chambre, ou devra-t-il laisser la place, pour la première fois, à un Indien, au gouverneur Sir Kamiseva Mara, qui, à l'inverse de M. Mara, ne jouit pas du même prestige ? Jusqu'à présent, une grande partie des postes de responsabilité étaient occupés par des membres des vieilles familles de chefs dont l'influence reste prépondérante en milieu fidjien. L'arrivée au pouvoir des négociants indiens entraînerait certainement l'ouverture d'une crise politique durable.

Fidji est certes un pays où les tensions raciales semblent presque insignifiantes. Mais on se souvient d'émeutes survenues en 1959 : l'harmonie semble malgré tout fondée sur le contrôle qu'exercent les Fidjiens sur la terre et le pouvoir politique, l'argent restant l'appanage des Indiens. Sir Kamiseva Mara, homme remarquable à beaucoup d'égards, insiste, depuis l'indépendance en 1970, sur la « manière pacifique » qui lui semble devoir être la caractéristique de la politique de Fidji et des autres Etats de la région : il s'agit de rester soi-même en s'appuyant sur les vertus locales du consensus et de la discipline qu'il suscite et affirme en même temps sa présence dans le monde moderne des échanges.

On peut enfin remarquer qu'il n'existe guère de divergence politique sensible entre les différents protagonistes. Ils appartiennent tous à la même oligarchie qui, tierce ou financière, défend à peu près les mêmes intérêts.

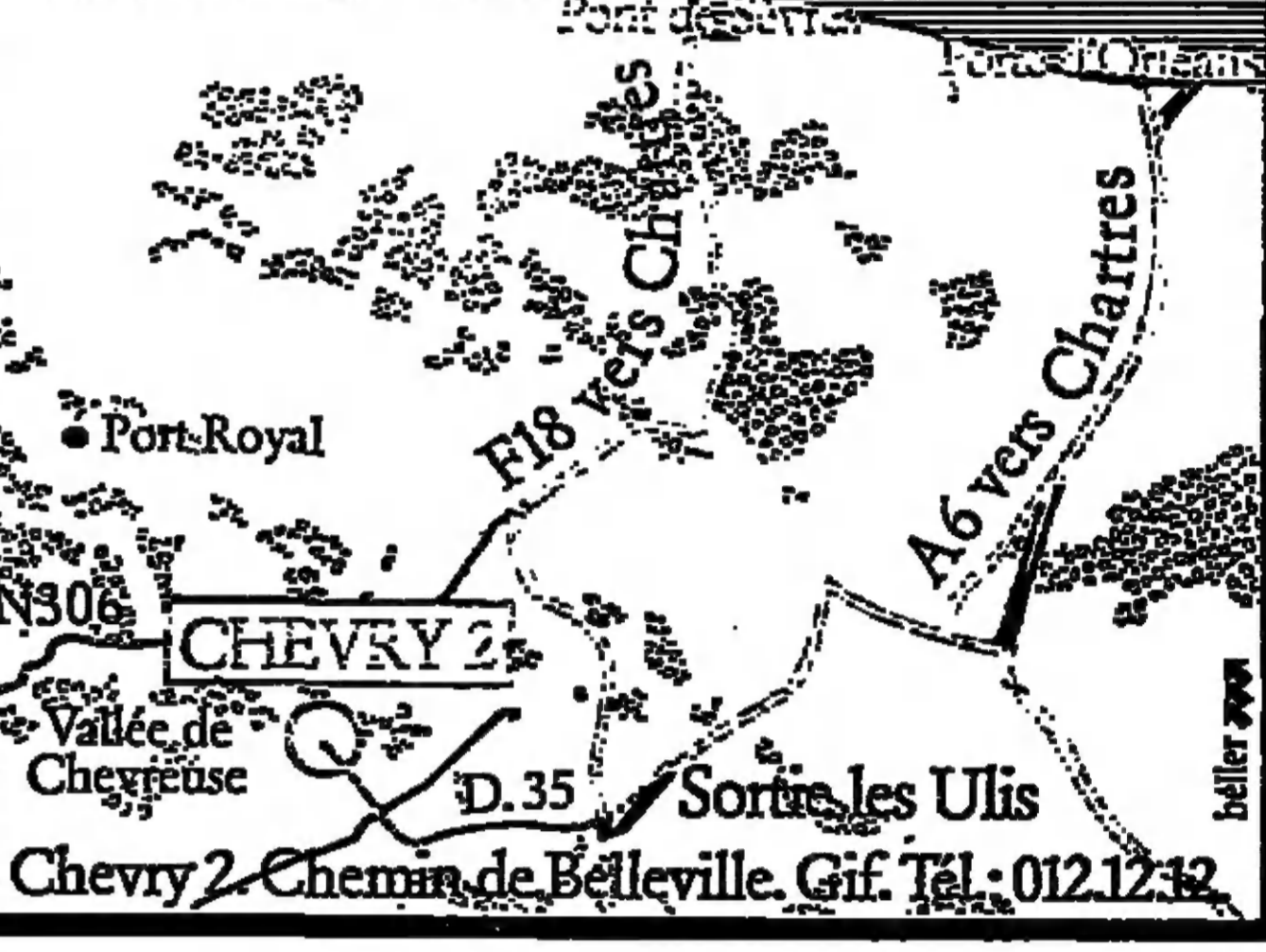
SERGE THION.

(1) Personne descendant d'une même souche masculine et appartenant à la même famille.

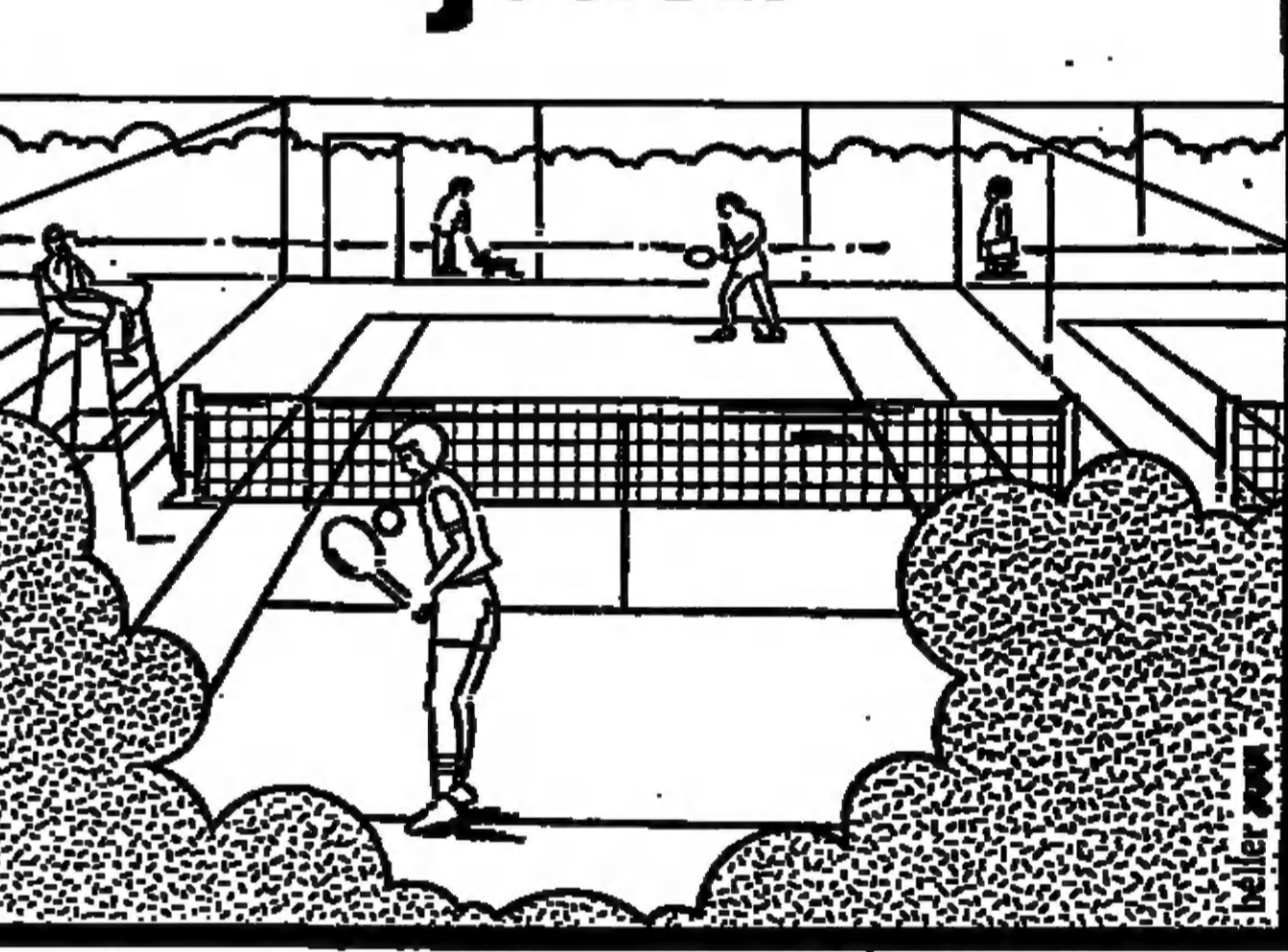
A Chevy 2, on peut respirer.



A Chevy 2, allez y demain.



A Chevy 2, on peut jouer.



A Chevy 2, on peut habiter.

Centier 2

476 000 F prix ferme et définitif, terrain compris.
Exemple de financement : 2180 F par mois, les 18 premiers mois* avec 238 000 F d'apport personnel.
*Selon un barème de crédit préférentiel à mensualités progressives d'une durée de 18 ans.

Rez-de-chaussée

512 000 F prix ferme et définitif, terrain compris.
Exemple de financement : 2345 F par mois, les 18 premiers mois* avec 256 000 F d'apport personnel.
*Selon un barème de crédit préférentiel à mensualités progressives d'une durée de 18 ans.

Étage

LIT DE L'OGADEN

Le Mig 21 à l'Éthiopie

Les avions Mig 21 ont été livrés à l'Éthiopie. Ils sont destinés à la défense du pays. Les avions sont livrés par l'Union soviétique.

Les attaques se multiplient à Mogadiscio

Les attaques se multiplient à Mogadiscio. Les forces gouvernementales ont subi de lourdes pertes. Les rebelles continuent de progresser dans la ville.

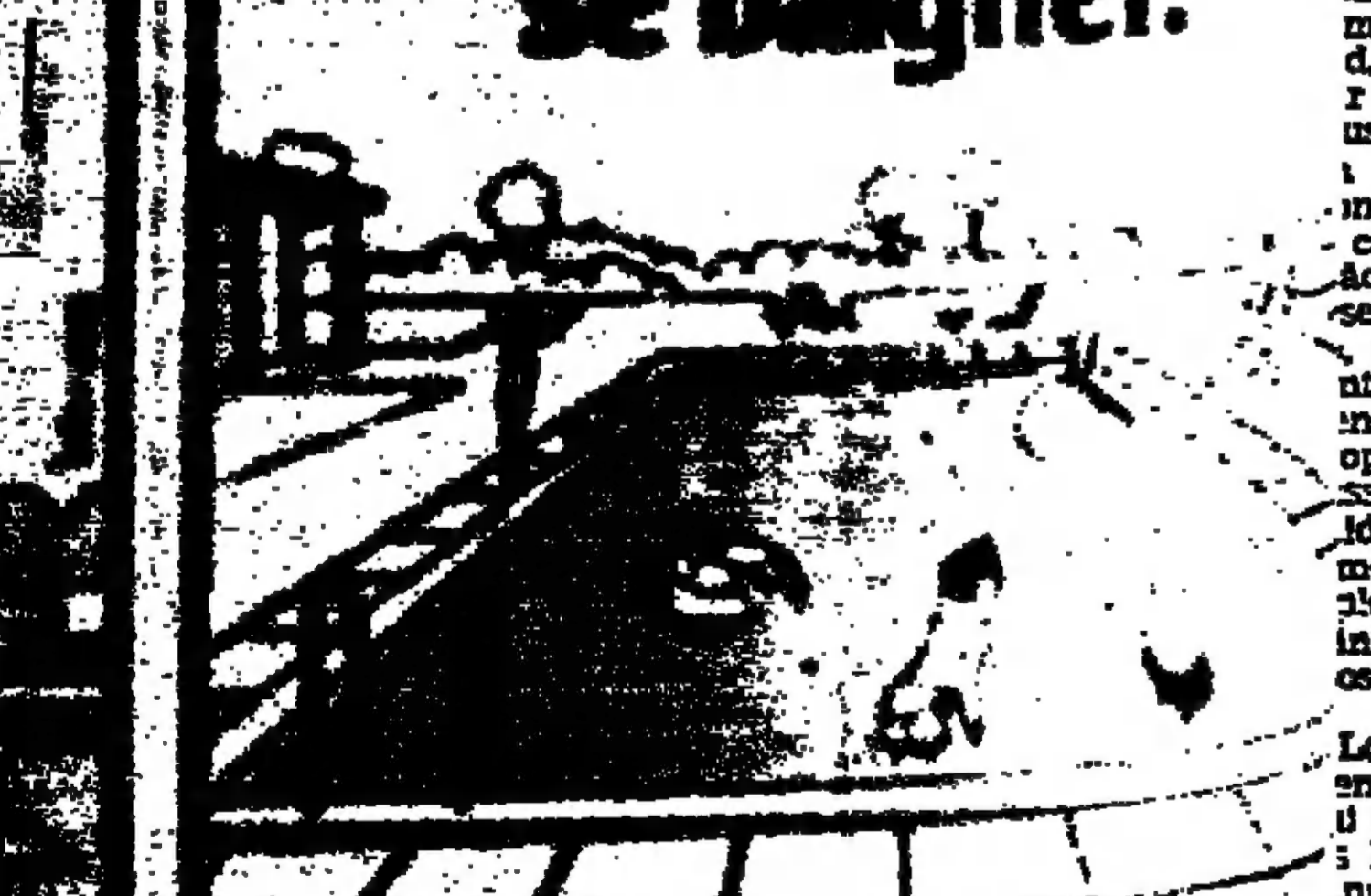
Rhodésie

A NAPIITI

Les pays de première main examinent le plan anglo-irlandais.

Le plan anglo-irlandais est examiné par les pays de première main. Le plan prévoit la création d'une zone de libre-échange entre l'Irlande et l'Angleterre.

A Chevy 2, on peut se baigner.



PROCHE-ORIENT

Washington s'inquiète de l'aggravation des combats au Sud-Liban

L'intensification des combats au Sud-Liban et la participation israélienne aux affrontements — qui n'est pas officiellement confirmée du côté américain — ont été évoquées au cours des entretiens qu'a eus, mercredi 21 septembre, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Ismail Fahmi, avec les dirigeants de Washington.

Le problème du Sud-Liban a été discuté au cours de la réunion Carter-Fahmi, qui a été, cependant, consacrée, pour l'essentiel, aux perspectives d'une reprise de la conférence de Genève. Le chef de la diplomatie égyptienne s'est ensuite entretenu plus longue-

ment, au département d'Etat, de la situation au Sud-Liban, avec le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance. Ce dernier, à la suite de cet entretien, a lancé un appel à « un cesse-le-feu immédiat ». « Nous ferons tout de quoi nous pourrions, a-t-il dit, pour tenter, avec les parties concernées, d'empêcher que la situation ne dégénère ».

M. Fahmi, qui, selon des sources égyptiennes, aurait été chargé d'exprimer à M. Carter les inquiétudes du président Sadate devant l'aggravation des combats au Sud-Liban, n'a cependant pas évoqué ce problème devant les journalistes. Il a exprimé l'espoir que la conférence de Genève sur le Proche-Orient pourra reprendre avant la fin de l'année et si toutes les parties s'efforcent de parvenir

à cet objectif. Selon le communiqué de la Maison Blanche, diffusé à l'issue de la rencontre entre M. Carter et M. Fahmi, ce dernier a remis au président américain une lettre personnelle du chef de l'Etat égyptien, M. Carter, pour lui faire part de ses inquiétudes et lui demander de faire pression sur Israël pour qu'il cesse ses opérations militaires au Sud-Liban.

● A PARIS M. de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, a déclaré, mercredi, à l'issue d'un entretien de quinze minutes avec M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., que la France était « vivement préoccupée » par la situation au Sud-Liban et qu'elle avait fait savoir aux parties intéressées, notamment à Israël, « que nous espérons que la raison prévaudra », a-t-il ajouté. En ce qui concerne le problème palestinien, le ministre français a réaffirmé que la situation au Proche-Orient ne saurait être réglée que par la négociation et le droit des Palestiniens à une patrie. Il a répété que « pour le moment, la France n'a pas l'intention de prendre d'initiatives particulières » et qu'elle voulait « laisser au président Carter la possibilité de développer son initiative actuelle ».

Le moment qu'il a choisi pour intervenir, à l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations

unies, montre que les Israéliens veulent empêcher les parties en présence, y compris les Etats-Unis, de trouver une solution pacifique au conflit du Proche-Orient », a-t-il dit.

Moscou dénonce les « agresseurs » israéliens

Mgr Antoine Pierre Khorechi, patriarche maronite du Liban, a pour sa part déclaré, mercredi après-midi, à son arrivée en France (le Monde du 23 septembre), que « les maronites avaient constamment considéré la France comme leur nation protectrice ». Il a ajouté : « Le problème de la violence au Liban n'est pas résolu, la situation dans le sud du pays est très dangereuse et pourrait même aboutir à un conflit général. Tous les Libanais ont conscience que la France et celle-ci pourrait beaucoup faire pour arriver à une solution. C'est pourquoi je viens solliciter une action plus intense et plus efficace de la France pour résoudre le problème libanais, sans l'inclure dans l'ensemble des problèmes du Proche-Orient ».

● A MOSCOU, commentant la situation au Sud-Liban, l'agence Tass écrit que « l'agression israélienne au Liban est une violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban et un corollaire logique de la politique expansionniste d'Israël. Dans la ligne de leur politique du fait accompli, les agresseurs assietent de consolider par la force une série de positions illégitimes et de plans pacifiques ». L'O.L.P. a une « seule et unique objection à la diplomatie israélienne à Washington. Sous prétexte d'aider les forces chrétiennes conservatrices libanaises, Israël tente de consolider par le truchement des Arabes eux-mêmes le mouvement de la résistance palestinienne, de chasser les Palestiniens du Sud-Liban, et d'installer à l'extrême de la lutte contre les agresseurs ».

De nouvelles interventions israéliennes



Selon les milieux militaires de Beyrouth, des unités de l'armée israélienne ont pris position, mercredi 21 septembre, dans les villages frontaliers de Houra et de Beit Manna au Sud-Liban. Hier, les correspondants des agences de presse occidentales avaient annoncé que des forces israéliennes avaient installé dans le village de Houra des positions d'artillerie lourde et des chars. Les forces palestiniennes ont réagi en tirant des roquettes et des obus sur les positions israéliennes.

L'artillerie israélienne a également bombardé, mercredi, la région de Tallat-Bihane, à une trentaine de kilomètres de la frontière. Lundi déjà, l'artillerie israélienne avait tiré des obus contre le village de Sounayn, sur la rive libanaise, à quelques kilomètres du barrage Karoun.

L'agence Associated Press signale que des journalistes ont pu voir des chars M-48 de fabrication américaine sur le feu sur la position palestinienne d'El-Ki-Saki, ce qui semble confirmer l'intervention directe d'Israël dans les combats. Selon le chef des forces palestiniennes à El-Ki-Saki, il ne fait aucun doute que ces chars sont israéliens, bien qu'ils ne portent aucune marque distinctive.

Egypte

Le président Sadate a examiné avec les chefs religieux les moyens de « défendre l'unité nationale »

De notre correspondant

Le Caire. — Le président Sadate, qui, après les troubles de janvier, avait tenu une réunion tripartite avec les deux plus hauts dignitaires religieux d'Egypte, le cheikh Abdel Halim Mahmoud, recteur d'Al-Azhar et Chenouda III, pape copte orthodoxe, a réuni séparément ces deux personnalités, le mercredi 21 septembre.

De source officielle on précise que le Raïs a examiné avec le cheikh et le patriarche « les moyens de défendre l'unité nationale » (fondée sur l'entente entre musulmans et chrétiens). Devant chacun de ses interlocuteurs, le président a souligné la nécessité « de redoubler d'attention face aux tentatives des ennemis pour semer la discorde entre Egyptiens ».

Il s'agissait pour M. Sadate à la fois d'éviter que la tension confessionnelle ne monte comme il y a cinq ans après l'incendie d'une église à Khenka, près du Caire, et de sonder les deux principaux chefs religieux à l'heure où certains responsables

politiques veulent faire du droit canonique la seule source de la législation égyptienne. Le cheikh d'Al-Azhar passe pour être favorable à ce projet, tandis que le pape copte y est hostile. A la demande de ce dernier, les Egyptiens orthodoxes (environ 12 % de la population) ont observé ce mois-ci un jeûne de protestation de cinq jours. De leur côté, les mahométans intégristes ont organisé à la fin du mois un rassemblement public qui ont regroupé quelque cinq mille personnes au Caire et dix mille à Alexandrie.

Auparavant, divers incidents s'étaient déroulés dans les provinces. Une église a été détruite dans l'oasis du Fayoum, tandis que l'Assiout des images de la Vierge ont été déchirées et un pèlerinage chrétien interdit. Afin d'apaiser ses compatriotes coptes, le Raïs a annoncé à Chenouda III qu'il persisterait lui-même le mois prochain la première pierre du futur hôpital Saint-Marc, en faveur duquel il a fait un don équivalant à 350 000 francs. — J.-P. P. E.

Une manœuvre de diversion ?

De notre correspondant

Beyrouth. On approchait d'un accord sur les conditions de démantèlement de l'armée libanaise dans la zone frontalière, lorsque Israël, en lançant la bataille au Sud-Liban, a fait capoter la négociation qui se déroulait par l'intermédiaire des Etats-Unis, apprend-on de source américaine bien informée. Selon ces informations, en opérant de la sorte, Israël aurait voulu tendre un double piège aux Palestiniens.

— A leurs unités sur le terrain, en provoquant l'envoi de renforts, qui auraient pu ensuite être détruits.

— Au conseil central, réuni à Damas les 17 et 18 septembre, et où l'on aurait assisté à un ralliement de l'O.L.P. au mouvement même où les Etats-Unis se rapprochaient de cette organisation.

Ce calcul, s'il a existé, s'est révélé faux. Les Palestiniens n'ont pas envoyé de renforts, substantiels et ils ont adopté à Damas une attitude d'expectative au sujet de la résolution 242.

Israël aurait cherché également à mobiliser l'attention des Etats-Unis sur le problème du Sud-Liban où une explosion risquerait de provoquer, d'impliquer la Syrie et d'autres pays. Washington aurait ainsi été am-

pêché de consacrer ses efforts diplomatiques aux principaux problèmes de l'heure : participation palestinienne à la conférence de Genève et colonies de peuplement juives en Cisjordanie. La déclaration faite mercredi par le secrétaire d'Etat américain, M. Vance — « La situation au Sud-Liban ne doit pas dégénérer, échapper à tout contrôle et affecter les discussions en cours pour la mise en œuvre d'un règlement du conflit Israël-Arabe » — paraît corroborer ces informations.

Quant à la proposition de cessez-le-feu, faite mardi par M. Begin, elle est restée sans effet. En effet, cette offre ne peut s'adresser qu'à l'Etat libanais, puisqu'il est hors de question qu'Israël négocie avec l'O.L.P. Or, l'Etat libanais, qui n'est pas belligérant, est lié par ses accords avec les Palestiniens, difficilement conduits sous l'égide de la Syrie, en juillet 1977, à Chitana. Dans une telle négociation, Israël remettrait totalement en cause ses accords et, en introduisant officiellement dans la fragile édifice libanais, il disperserait d'un moyen supplémentaire de « déstabiliser » la situation.

LUCIEN GEORGE.

ISRAËL SERAIT PRÊT À ACCUEILLIR UNE BASE NAVALE AMÉRICAINE À HAÏFA

New-York (A.F.P.). — Israël serait prêt à accueillir à la VI^e flotte américaine une base dans le port de Haïfa, a indiqué M. Moshe Dayan, ministre de la Défense, lors d'une conférence de presse à la Chambre des représentants. Cette information est donnée jeudi 22 septembre par le « New York Times », qui cite des sources sûres.

Toujours selon le journal new-yorkais, des sources de l'administration, interrogées sur les déclarations

de M. Dayan, ont indiqué que les Etats-Unis s'intéressent effectivement à l'opportunité d'entretenir une base navale dans cette région. Mais cette éventualité, ont ajouté les mêmes sources, ne pourrait être considérée que dans le cadre d'un règlement d'ensemble au Proche-Orient et seulement s'il apparaissait clairement qu'elle ne serait pas perçue négativement par les pays arabes.

DU 19 SEPT. AU 1^{er} OCT.

QUINZAINE DE LA MESURE INDUSTRIELLE

MADÉLIOS

PLACE DE LA MADELINE - PARIS

UNIQUE ! VOITURES CD-TT non exportées

TOUTES MARQUES de 0 à 100 000 km

RENAULT CITROËN SIMCA CHRYSLER PEUGEOT et étrangères

GRAND CHOIX DE COULEURS

FINITION EXPORTATION FAIBLE KILOMÈTRAGE GARANTIE USINE TOUTES POSSIBILITÉS DE CREDIT-LEASING

SEDAX 3 bis, Rue SCHEFFER 75016 PARIS. Tél. 553-28-51 Metro. TROCADÉRO.

EUROPE

Italie

Entre le P 38 et la non-violence

(Suite de la première page.)

Maigre, barbu, le regard sombre, cet enseignant de logique à l'université de Rome est un grand admirateur de Sartre.

« Le mouvement, dit-il, nous l'avons fait avec la Critique de la raison dialectique en poche. L'idée de base de M. Modugno est la suivante : « En France, il y a des immigrés. En Italie, il y a cinq millions de personnes contraintes au travail noir. » Cinq millions, vraiment ? Oui, dans la mesure où il additionne les chômeurs, les « sous-occupés », les étudiants, les travailleurs à domicile... Cinq millions de personnes sous-payées, pour servir, sans assurances sociales, victimes d'une politique personnelle et que le P.C. abandonne, il s'ensuit sur eux une véritable dictature. Le capital veut les empêcher de s'organiser. D'où la répression. Mais ces couches sociales commencent à répondre à la violence. » Voilà, selon M. Modugno, la « base économique du mouvement ».

Ne lui dit pas que seuls quelques groupes se sont soulevés. Il vous répondra : « Vous ne voyez pas, vous avez des lunettes qui filtrent la réalité. Dans toutes les usines, dans toutes les écoles, on se révolte. »

Comment expliquer alors la faible adhésion de l'extrême gauche aux élections ? « Faites Sartre. C'est quand les masses sont passives qu'elles votent. Au contraire, quand elles sont actives, elles entrent dans le mouvement, font de la politique à la première personne, refusent toute délégation. »

Le mouvement n'est pas une fédération de groupes. On y adhère à titre personnel. Cela n'empêche pas des tendances, des courants de forces, des luttes internes. Toute une série de groupes s'agitent, en effet, à la gauche du parti communiste. C'est un vrai magma. S'y aventurer avec des schémas traditionnels (néolibéraux, trotskistes) serait perdre son temps, car ce genre de classification ne s'applique plus à une réalité mouvante, qui a déjà beaucoup changé. C'est plutôt leur attitude à l'égard de trois questions concrètes qui détermine aujourd'hui les révolutionnaires italiens : la lutte armée, les forces classiques de gauche et les rapports interpersonnels.

Les violents et les autres

La lutte armée a été choisie par un certain nombre de militants qui vivent dans la clandestinité. Pendant tout un temps, la gauche n'a voulu voir en eux que des provocateurs de droite, déguisés en révolutionnaires, et plus ou moins manipulés par le pouvoir ou par des services secrets étrangers. C'était se voiler les yeux car, manipulés ou non, le plupart de ces terroristes sont bel et bien des militants dont le but est de faire exploser « les contradictions du système capitaliste », d'entraîner les réactions en chaîne et préparer ainsi la voie à un soulèvement général.

Ces terroristes révolutionnaires ne sont pas d'accord entre eux. D'aucuns voudraient s'en prendre au système de production, d'autres aux rouages de l'Etat. Une troisième catégorie professe une stratégie tout azimut qui consisterait à attaquer aussi bien des usines que des magistrats, des institutions religieuses que des journalistes. Seuls les Brigades rouges et les Noyaux armés prolétariens (NAP) ont réussi, semble-t-il, à coordonner leur action. Nombre d'unités combattantes — on en a dénombré une centaine, réelles ou fantomatiques — préfèrent d'ailleurs la dispersion, estimant qu'elles sont ainsi moins vulnérables.

Parmi les violents, il faut classer aussi les « adeptes du P 38 », ces tireurs qui s'immiscent dans des manifestations et tentent de les faire dégénérer. Il suffit souvent d'une seule balle bien placée pour provoquer un drame et un événement. Là aussi, il est trop facile de s'y voir que des provocateurs professionnels, payés par on ne sait qui. Dans la majorité des cas, ce sont des militants, cyniques ou désespérés, qui ont appris que la violence pouvait être terriblement efficace. Et tant pis, disent-ils, si dans un premier temps on arrive à l'inverse de ce que l'on cherche, c'est-à-dire à un rapprochement du parti communiste et de la démocratie chrétienne. Il faut voir plus loin.

Tous ceux que l'on appelle « autonomes » ne sont pas des partisans de la violence. Ce qualificatif veut exprimer une indépendance à l'égard des partis, des syndicats et des forces de l'extrême gauche « officielles ». Il s'agit de groupes qui se sont constitués en des lieux précis — usines, quartiers — pour une lutte économique, puis politique. Ne craignant l'affrontement ni avec les policiers ni avec les services d'ordre des syndicats et du parti communiste, les autonomes sont devenus les « effraux » du mouvement.

« A part quelques minorités, affirme M. Modugno, aucun groupe n'a décidé d'être violent. C'est une

violence diffuse qui répond à celle du capital. » La théorie du « mouvement » explique le terrorisme ainsi : « C'est un fait social. Regardez les NAP : ils ont décidé d'être violents parce qu'ils n'avaient pas d'autre alternative. Tous disent que le feu est violent, mais personne ne dit que les rires sont étouffés. »

Au P.D.U.P.-Manifesto, la violence est condamnée sans équivoque. A Lotta continua, c'est moins clair. Il y a, en effet, trente-six façons de justifier la violence tout en la refusant.

Les forces révolutionnaires ne sont pas d'accord non plus sur l'attitude à adopter à l'égard des forces traditionnelles de gauche et des syndicats. Les lignes de clivage passent à l'intérieur de chaque mouvement. On l'a vu récemment quand le comité du Parti d'unité prolétarienne s'est uni à une moitié d'Avant-Garde ouvrière, laissant les autres militants s'enliser de leur côté.

« Le P.C. est irrécupérable »

Schématiquement, il y a ceux qui pensent que le P.C. est irrécupérable et ceux qui croient, au contraire, que sa ligne peut être corrigée. M. Enrico Deaglio, directeur du quotidien Lotta continua, appartient à la première catégorie.

« A Bologna, dit-il, le P.C. a réagi de manière très dure à la contestation. Beaucoup de nos camarades ont été arrêtés sur dénonciation de membres du P.C. Cela ne s'était jamais vu. Comment l'expliquer ? Par le changement du P.C., par sa transformation sociale : c'était un parti réformiste qui maintenait une certaine diversité. C'est devenu un parti autoritaire, de gouvernement, engagé dans l'administration de l'Etat, conduit à défendre toutes les valeurs de la bourgeoisie. Il est aujourd'hui entièrement subordonné aux exigences de la restructuration capitaliste et ne veut rien faire qui heurterait ce projet. »

C'est un autre son de cloche qu'on entend au P.D.U.P.-Manifesto. « Le compromis actuel entre communistes et démocrates-chrétiens », affirme Mme Castellina, « va peut-être se prolonger, mais il ne conduira pas à un régime stable. Car il faudrait pour cela résoudre la crise économique au prix d'une restructuration capitaliste brutale que le P.C. ne peut accepter. Actuellement, démocrates-chrétiens et communistes se persécutent mutuellement. Mais les premiers comptent sur cette persécution pour engendrer une grève, des luttes corporatives, une désaffection des citoyens et finalement une contre-offensive réactionnaire. Or le cadre démocratique italien est suffisamment riche pour empêcher ce processus fatal. Le P.C. devra tôt ou tard se réveiller. Si ce n'est qu'il n'y a plus qu'à partir en vacances. »

Avec ses « Indiens métropolitains au visage barbouillé de peinture », le mouvement de 1977 a contaminé la plus grande partie de l'extrême gauche italienne. Elle a découvert le féminisme, redécouvert les rapports interpersonnels. Un militant du P.D.U.P. n'y voit pas cependant que des avantages. « Une nouvelle idéologie a vu le jour, souligne-t-il. C'est la théorie des besoins. La révolution n'est plus considérée comme une stratégie patiente, une alternative à une nouvelle culture. La culture simplement n'est, l'ordre refusé est tout ce qui compte. Pour beaucoup, la révolution est devenue la « révolution immédiate de ses propres besoins. Tout ce qui s'y oppose est réprimé. Et, au fond, très autonome du P.C., la même idéologie domine. Elle influence même les jeunes communistes. »

Une chose est sûre : au printemps dernier, les contestataires — étudiants ou chômeurs — réclamaient avant tout du travail et de meilleures conditions de vie. L'un des rares dirigeants communistes qui soit allé à leur rencontre, M. Bruno Trentin, secrétaire national du syndicat C.G.I.L., affirme : « La gauche n'a pas eu une ligne simple et défensive, mais prendre l'initiative d'ouvrir clairement sa position au renouveau et l'emploi. »

Un pas a été franchi car, avec la loi 285, qui vise à lutter contre le chômage des jeunes, il ne s'agit pas d'une simple assistance, mais de la création d'un système original de préemploi s'adressant à une majorité de diplômés que l'on veut adapter au marché du travail.

Les autonomes prétendent boycotter la loi. Mais six cent cinquante mille jeunes se sont déjà inscrits sur les listes. « Rien qu'à Naples », souligne M. Trentin, « des dizaines de milliers de jeunes viennent de trouver ainsi une identité sociale. Nous questions la possibilité de les admettre dans les syndicats. Une grande occasion existe donc, mais tout cela peut donner lieu à de terribles déceptions. Si elles échouent, la réforme de l'enseignement et la loi 285 deviendront des boomerangs. »

ROBERT SOLÉ.

EUROPE

Entre le P 38 et la non-violence

(Suite de la page 6)

Un autre groupe de quatre-vingt-dix détenus avait déjà été libéré dans des conditions identiques la semaine précédente. (Nos dernières éditions datées du 20 septembre.) Selon certaines estimations ouest-allemandes, ces nouvelles libérations portent à trois cent dix le nombre des prisonniers politiques expulsés par la R.D.A. depuis le début de l'année.

Si peu glorieux qu'apparaissent un tel marchandage autour de la libération de prisonniers politiques, de la part d'un pays socialiste en particulier, il a des avantages pour la République démocratique allemande.

D'abord, il « débarrasse » le gouvernement allemand de ses dissidents. Celui-ci préfère maintenant expulser les opposants — ou leur permettre d'émigrer à l'étranger — plutôt qu'en faire des martyrs. Wolf Biermann en novembre dernier, Sarah Kirsch plus récemment, en ont fait, parmi d'autres, l'expérience.

Ensuite, il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'apport de devises que constituent pour Berlin-Est ces rachats de prisonniers par la R.F.A. Le quotidien conservateur Die Welt affirmait mardi que, selon une étude qui vient d'être réalisée à Bonn, la République fédérale aurait déjà dépensé l'équivalent d'un milliard et demi de francs pour obtenir la libération de détenus politiques en Allemagne de l'Est, dont plus des deux tiers depuis 1974. L'exportation des contes-

Quand la R.D.A. « exporte » ses prisonniers politiques

La ministre des affaires interallemandes a annoncé, mercredi soir 21 septembre, à Bonn, que quatre-vingt-dix prisonniers politiques venaient d'être libérés par les autorités de R.D.A. et expulsés en République fédérale. Un autre groupe de quatre-vingt-dix détenus avait déjà été libéré dans des conditions identiques la semaine précédente. (Nos dernières éditions datées du 20 septembre.) Selon certaines estimations ouest-allemandes, ces nouvelles libérations portent à trois cent dix le nombre des prisonniers politiques expulsés par la R.D.A. depuis le début de l'année.

Si peu glorieux qu'apparaissent un tel marchandage autour de la libération de prisonniers politiques, de la part d'un pays socialiste en particulier, il a des avantages pour la République démocratique allemande.

D'abord, il « débarrasse » le gouvernement allemand de ses dissidents. Celui-ci préfère maintenant expulser les opposants — ou leur permettre d'émigrer à l'étranger — plutôt qu'en faire des martyrs. Wolf Biermann en novembre dernier, Sarah Kirsch plus récemment, en ont fait, parmi d'autres, l'expérience.

Ensuite, il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'apport de devises que constituent pour Berlin-Est ces rachats de prisonniers par la R.F.A. Le quotidien conservateur Die Welt affirmait mardi que, selon une étude qui vient d'être réalisée à Bonn, la République fédérale aurait déjà dépensé l'équivalent d'un milliard et demi de francs pour obtenir la libération de détenus politiques en Allemagne de l'Est, dont plus des deux tiers depuis 1974. L'exportation des contes-

Cotations diverses

Ensuite, il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'apport de devises que constituent pour Berlin-Est ces rachats de prisonniers par la R.F.A. Le quotidien conservateur Die Welt affirmait mardi que, selon une étude qui vient d'être réalisée à Bonn, la République fédérale aurait déjà dépensé l'équivalent d'un milliard et demi de francs pour obtenir la libération de détenus politiques en Allemagne de l'Est, dont plus des deux tiers depuis 1974. L'exportation des contes-

République fédérale d'Allemagne

LES SUITES DE L'ENLÈVEMENT DE M. SCHLEYER

Bonn poursuit ses contacts avec différentes capitales arabes

De notre correspondant

Bonn. — Le silence maintenu par les autorités ouest-allemandes autour des tractations visant à sauver M. Schleyer a été partiellement rompu mercredi 21 septembre. Quelques indications nouvelles ont été données sur les tractations menées au Proche-Orient par M. Wischewski, ministre chargé de missions spéciales auprès de la chancellerie.

La semaine dernière, on avait appris que M. Wischewski, dont les bonnes relations personnelles avec différents dirigeants arabes sont connues, s'était rendu en Algérie et en Libye (le Monde daté 18-19 septembre). Mercredi, le porte-parole du gouvernement a annoncé spontanément que l'homme politique ouest-allemand venait également d'effectuer des visites en Irak et au Yémen du Sud.

L'objet de ces voyages n'est cependant pas précisé et les spéculations les plus contradictoires continuent d'avoir cours. Selon une première interprétation, le gouvernement de Bonn s'efforcerait de découvrir quel pays du Proche-Orient serait éventuellement prêt à accueillir les onze

membres du groupe Baader-Meinhof dont le commando Haugner exige la libération en échange de M. Schleyer. Mais, selon une deuxième hypothèse avancée dans les milieux politiques, les autorités ouest-allemandes s'efforceraient, au contraire, de convaincre les gouvernements arabes qu'ils ne devraient pas se déclarer prêts à recevoir les terroristes.

Dans la soirée de mercredi, le « grand état-major de crise » s'était, une fois encore, réuni pendant plus de deux heures. D'autre part, l'avocat genevois M. Denis Payot, qui joue le rôle d'intermédiaire entre les ravisseurs et les autorités de Bonn, a fait savoir, dans une interview à la radio suisse, que, une fois l'affaire Schleyer terminée, il engagerait des poursuites en diffamation contre certains journalistes qu'il n'a pas nommément désignés. L'avocat entendait ainsi protester contre des commentaires très critiques publiés dans la presse allemande et qui le présentent plus comme un ami politique des terroristes que comme un négociateur neutre.

JEAN WEITZ.

Alain Peyrefitte
LE MAL FRANÇAIS

Une approche globale, neuve et convaincante d'un problème qui se pose à tous les Français, quelles que soient leurs préférences politiques.
François GOGUEL,
Le Monde

J'en pense beaucoup plus de bien que je ne puis le dire... Un ouvrage magnifique, fondamental pour la pensée politique française.
Jean-Denis BREDIN,
Forum "Historia"

MEDECINE
• Encadrement annuel
• Année préparatoire "O"
IPEC
46, bd Saint-Michel
633.81.23 / 633.45.87
Enseignement Supérieur Privé

BLOUSONS
PEAU
Daim-Service
123, RUE SAINT-LAZARE
(Face gare) 357 45 22

29 boulevard de Port Royal

UN PETIT IMMEUBLE DE STANDING
STUDIOS 2 ET 3 PIECES EQUIPES
parkings et boxes

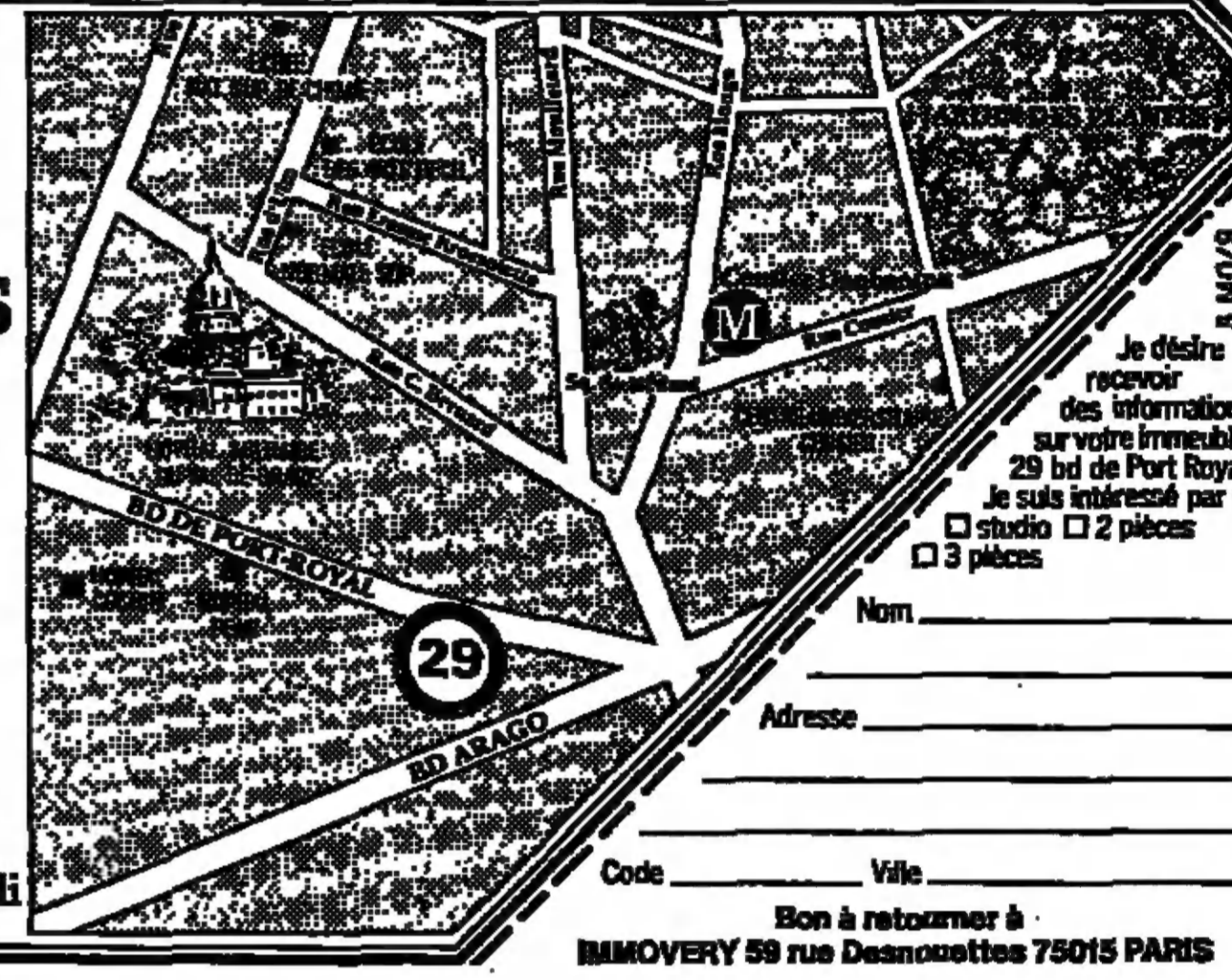
Prix fermes et définitifs. Livraison 4^e trimestre 1977.

Capteurs d'énergie solaire installés.
(Economie d'énergie: charges moins élevées)

Pour tous renseignements:

immover
59 rue Desnouettes, 75015 PARIS
tél.: 533.68.91

Appartement témoin
et bureau de vente sur place.
Ouvert: Tous les jours
de 14 h à 19 h, sauf mardi et jeudi.



Aller vite avec un moteur Diesel est impossible, déclarait Rudolf Diesel.



Citroën AX 2200 D
60 ch / 5500 tr/min, 2100 cm³

VW Golf D
50 ch / 5000 tr/min, 1500 cm³

Mercedes-Benz 300 D
80 ch / 4000 tr/min, 3000 cm³

Opel Rekord 2100 D
60 ch / 4400 tr/min, 2100 cm³

Peugeot 304 GLD
45 ch / 5000 tr/min, 1350 cm³

A son époque, certaines difficultés techniques étaient insurmontables. C'est la pompe à injection qui a permis d'équiper un véhicule avec un moteur diesel.

Aujourd'hui, les applications du Diesel aux véhicules de tourisme sont plus que jamais développées.

Rudolf Diesel a vu son invention s'imposer au monde entier. Très vite, il n'y eut pratiquement plus d'alternative pour les bateaux et pour les moteurs stationnaires. Mais Rudolf Diesel n'a pas vécu suffisamment longtemps pour connaître

l'application du diesel à l'automobile. La technique n'était pas assez avancée pour permettre une injection avec une forte pression, et de faible encombrement.

Un moteur diesel peut-il être nerveux? Chacun sait que le moteur diesel est économique et robuste. On connaît moins l'intérêt de ses gaz d'échappement. Même son aptitude sportive est souvent sous-estimée; la voiture du pilote d'essai

Fritz B. Busch par exemple, surnommée «la star du diesel» a une accélération plus rapide que beaucoup de voitures de sport. 5 s / 6/10 suffisent pour atteindre les 100 km/h en départ arrêté. Les performances des voitures de série sont également très honorables.

Les possibilités du diesel dans un véhicule de tourisme sont réellement impressionnantes. L'équipement d'injection y contribue pour une bonne part. Dans les moteurs de voitures, cet équipement doit être particulièrement léger et occuper peu de place. Il doit également résister aux chocs

brutaux et aux vibrations, tout en fournissant un travail de précision: les gouttes de carburant de la grosseur d'une tête d'épingle sont injectées au millième de seconde près; jusqu'à 40 fois par seconde et par cylindre. Rudolf Diesel s'en serait réjoui.

Le Groupe BOSCH en France: 5 usines.

BOSCH

صكنا من الأمل

Le Monde

politique

LE « SOMMET »

A Antenne 2

M. Mitterrand : le P.S. et moi-même sommes garants de l'union de la gauche

M. Mitterrand a suffisamment bien parlé de ses difficultés devant l'œil vide de la caméra pour que l'on n'y revienne pas. S'il a paru, au premier abord, crispé, voire irrité, mercredi, à l'antenne d'Antenne 2, ce n'est pas tant parce qu'il s'exprimait à la télévision mais parce qu'il se voyait obligé de répondre aux commentaires des journalistes que M. Marchais avait faits après la nouvelle réunion « au sommet » de l'union de la gauche. Il a donc répondu sur un ton sec. De la même

façon, il a laissé percer son agacement devant la fausse sortie de M. Robert Fabre.

Rapidement, en exposant avec fermeté mais sans agressivité la position de son parti, le premier secrétaire du parti socialiste s'est détendu. Curieusement, ses interlocuteurs, Jean-Pierre Elkabbach et Alain Duhamel, l'ont aidé en croyant le piéger : à ce jeu-là, M. Mitterrand n'est pas le plus mauvais. Il a même retrouvé son aplomb en obligeant l'un de ses interrogateurs à interrompre à rompre lorsqu'il

s'engageait sur le terrain des comparaisons ironiques. MM. Marchais et Chirac — en des raccourcis trop rapides pour être banales. Ainsi, au fil du débat, le ton cassant du début est devenu aimable pour le secrétaire général du P.C. — « On en a tant fait ensemble » — et compréhensif pour son parti, naturellement conduit à s'interroger sur une stratégie qui l'a rendu minoritaire au sein de la gauche. On était à la télévision, devant des millions de téléspectateurs. M. Mitterrand ne l'a pas oublié, et il n'a pas hésité à personnaliser son

propos pour s'adresser à eux. Aux électeurs communistes notamment, « à leur rappelant qu'il fut le porte-parole de l'union de la gauche, à tous les autres, en se portant garant de cette union et de sa réussite ».

S'imposer pour premier devoir de préserver le « tissu » national et les libertés, c'était tenir le langage des plus hautes responsabilités. C'était, en tout cas, dépasser une querelle jugée, « si près du but », néfaste. Si près du but... A.L.

Ses interlocuteurs rappellent à M. Mitterrand les déclarations faites par M. Marchais à la sortie de la deuxième réunion « au sommet » sur le blocage de la négociation. « Je pense comme lui, l'attitude de la gauche, il faut la bien avoir le plus tôt possible où nous en sommes », répond-il.

Le premier secrétaire du P.S. en vient au problème des filiales des entreprises romaines à la nationalisation. Il s'agit de formulations agressives, selon lui, utilisées par le P.C. à l'encontre du P.S. avant de s'expliquer plus complètement sur ce point :

« Le programme commun prévoit la nationalisation de nouvelles entreprises romaines à la nationalisation. Nationalisons tout ce qui appartient à ces groupes, mais ne nationalisons pas ce qu'ils n'ont pas. On ne nationalise pas le bien des autres, sinon on se prendrait par surprise. Ce serait un autre programme commun, et il faut le dire ».

M. Mitterrand estime que les communistes ont établi arbitrairement une liste des filiales à nationaliser. Il revient sur ce point en déclarant :

« Quand on a une société possédant 100 % des actifs — ou 98 %, c'est la même chose — des filiales, celles-ci deviennent nationales. Là où la détention est de 75 %, on nationalise ces 75 %, mais pas les 25 % qui restent ».

Le premier secrétaire du P.S. espère que « le bon sens finira par l'emporter ». Lui-même aussi s'interroge sur la pression exercée par le P.C. depuis trois mois et dans laquelle il voit une part de tactique :

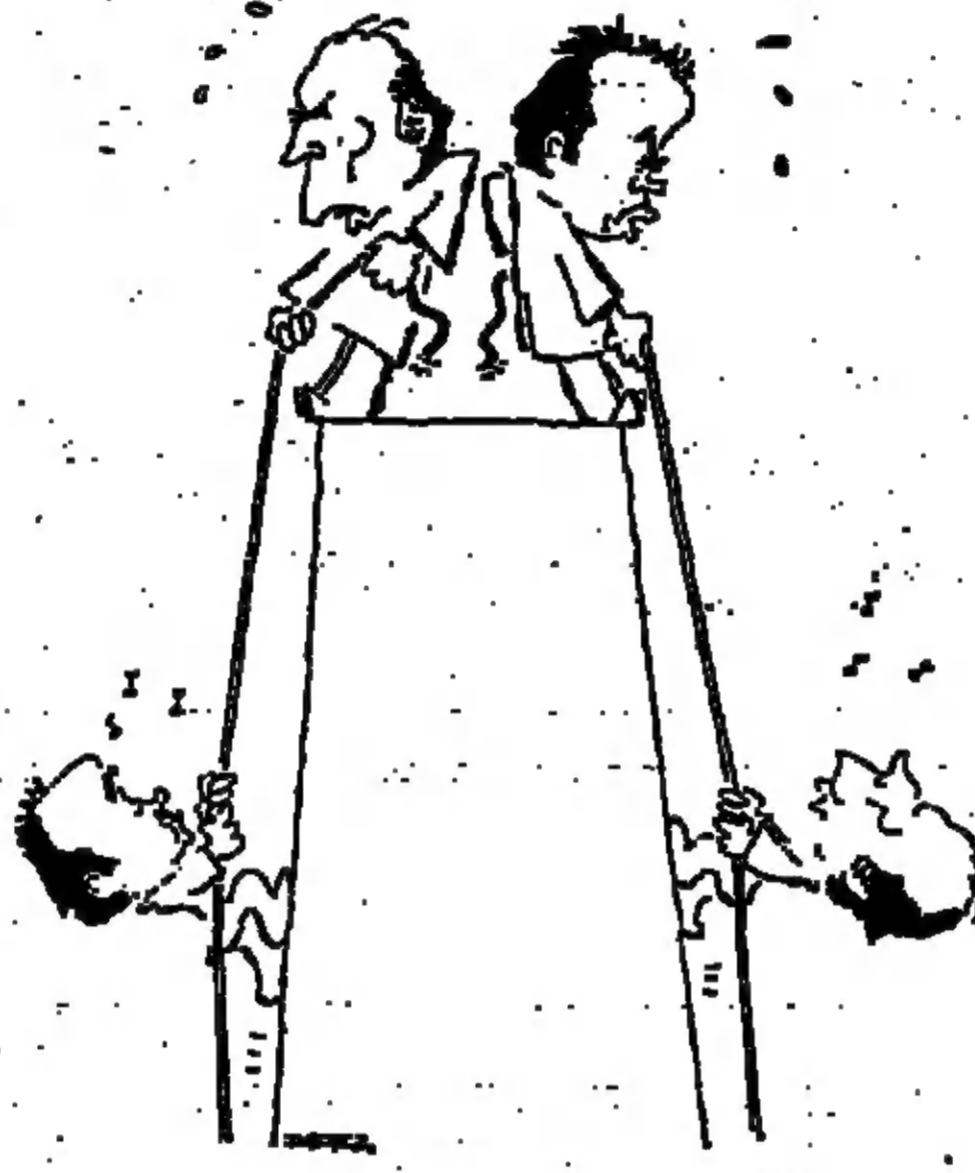
« Nous aurons à faire face à une situation difficile, car nous sommes devant une grave crise. Aussi faut-il avoir le sens des responsabilités. On ne peut pas promettre n'importe quoi. Il est dommage qu'on ait créé une situation

plus difficile pour la gauche en avançant des exigences excessives. Soyons raisonnables. On a un bon contrat, gardons-le ! ». Le P.S. et moi-même sommes garants de l'union de la gauche et, après la victoire, garants de la réussite. Voilà pourquoi nous ne voulons pas faire n'importe quoi ! »

L'éventail des salaires et des revenus

En sujet de la phrase qui figure dans le programme commun, et qui ouvre au personnel d'une entreprise la possibilité de demander la nationalisation de celle-ci, M. Mitterrand explique que comment il a été conduit à proposer une autre rédaction pour arranger les choses. Il évoque, à ce sujet, la manière dont M. Robert Fabre a interrogé la première réunion le 14 septembre, et il ajoute : « Il est parti, il est revenu et les problèmes sont restés ».

Après avoir rejeté toute évolution vers le collectivisme et le capitalisme d'Etat, le dirigeant socialiste s'explique sur la planification et sur la réduction de l'éventail des salaires, que le P.C. voudrait ramener au rapport de 1 à 5. « L'effort d'un gouvernement de gauche », déclare-t-il, « tendra à réduire l'éventail des revenus et des salaires, mais préservera l'unité sociale ». M. Mitterrand rappelle que le P.C. a demandé la réduction de l'éventail des salaires à 1 à 5, ce n'est pas réalisable, et ce serait donc démagogique. Ce serait substituer à la réalité une fausse réalité. Nous ne réajusterons, jusqu'au bout, s'il le faut, je suis convaincu que les communistes n'ont pas plus loin qu'il ne faut ».



(Dessin de CHENEZ.)

M. Mitterrand rappelle que depuis des années la gauche s'oppose à l'armement atomique. Cet armement a été en œuvre, et tout le système de défense s'organise autour de lui. Il convient de tenir compte des réalités, mais à passer, par décision d'Etat-major, du oui au oui et nous sommes de dire oui, ce nous a un peu choqués ! ». Le dirigeant socialiste note que les travaux préparatoires avaient permis de dégager une base d'accord. Il ajoute : « Je n'ai jamais posé le problème de référendum sur l'armement atomique en termes de dilemme. Je pense que c'est une bonne idée. Il est important que les Français puissent

dire leur mot, mais cette affaire de référendum n'est pas une condition sine qua non ».

L'engagement de ma vie...

M. Mitterrand s'élève ensuite au-dessus de ces divergences au sein de la gauche pour déclarer : « J'ai dit oui au programme commun. L'histoire a voulu, la gauche aussi, que je représente, à plusieurs reprises, l'union de la gauche. Croyez-moi qu'à six mois des élections législatives, qu'à six mois du tout, on va faire le contraire ? Qui pourrait le croire ? C'est toute ma conviction et l'engagement de ma vie. Le P.S. a la volonté de réussir jusqu'au

but. Peut-être les dirigeants communistes ont-ils des objectifs qui leur sont particuliers ? Les dirigeants des milieux, des milieux d'électeurs communistes savent que je dis la vérité. Ils me font confiance. Nos partenaires ont dit comme nous, que le programme commun est bon. Avant qu'il soit appliqué, dire qu'il faut faire autre chose, ce n'est pas raisonnable ».

« Un saisissement »

M. Mitterrand s'interroge sur le comportement du P.C. Il fait observer que le P.S. est devenu le premier parti de la gauche et le premier parti de la gauche et note-t-il : « Il est normal que les dirigeants communistes éprouvent un saisissement et qu'ils se demandent s'ils doivent poursuivre une stratégie qui intègre un nouveau rapport de forces ».

M. Mitterrand estime que M. Marchais représente bien son parti et il le juge sincère, « totalement sincère, même quand je le trouve agressif ». Il poursuit : « On en a fait assez ensemble. Je dis à Georges Marchais que le P.S. a le droit de diminuer la masse de ses demandes nouvelles, alors, ça s'arrangera ».

Le premier secrétaire du P.S. assure qu'il n'a pas dans sa poche le ministère de la gauche et réaffirme que les trois partis y assureront leurs responsabilités. Il n'y aura pas de ministère du travail commun. L'histoire a voulu, la gauche aussi, que je représente, à plusieurs reprises, l'union de la gauche. Croyez-moi qu'à six mois des élections législatives, qu'à six mois du tout, on va faire le contraire ? Qui pourrait le croire ? C'est toute ma conviction et l'engagement de ma vie. Le P.S. a la volonté de réussir jusqu'au

socialiste et moi-même « ne se laisseront pas porter au fil de l'eau, comme un chien crevé, comme un boucher ».

« Dieu n'est pas mort... »

Après avoir mis en cause « le milliard du patronat » — « Nous avons les suffrages, ils ont l'argent », le premier secrétaire du P.S. énumère ce qu'il considère comme les échecs de M. Barre : les prix, le chômage, le commerce extérieur, le déficit du budget, la réduction de la croissance. « Plus ça va mal, plus M. Barre a l'air réjoui », note-t-il. Aussi, est-il persuadé que si la gauche surmonte ses contradictions, ce sera un raz de marée. Il regrette que la controverse sur le programme commun ait déformé le véritable débat. « Notre premier devoir, déclare-t-il, est de préserver l'unité nationale, le tissu national. Nous devons ensuite nous demander : où se trouve la liberté où se trouve l'unité ? » « On ne pourra — pour tout dire — rien changer avec les hommes qui nous gouvernent aujourd'hui et sans briser le cercle du centralisme ».

Le leader socialiste a évoqué les aspirations des Français dans divers domaines, les loisirs, la culture, la condition de l'homme, « Dieu n'est pas mort », a-t-il notamment déclaré. En conclusion, M. Mitterrand déclare : « Si nos partenaires veulent le programme commun, tout ce programme commun, tout ce programme commun, mais rien que lui, nous signerons demain. S'il y a des problèmes nouveaux, posés d'une façon raisonnable, cela prendra un peu plus de temps, mais on s'en tirera. Mais si on veut nous faire signer un deuxième programme commun, cela n'aboutira pas. A nous de faire des pas en avant, mais à eux aussi ».

M. CHEVÈNEMENT : les discussions permettront d'aboutir.

M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, chef de file de la minorité du P.S., a déclaré à l'A.P. mercredi 21 septembre, à l'issue du « sommet » de la gauche : « Nous sommes convaincus que les discussions actuelles, forcément longues et difficiles, permettront d'aboutir en définitive à un accord de grande portée. Le texte du programme commun actualisé constitue déjà un progrès remarquable par rapport au texte de 1972. Il sera l'instrument clair et efficace de l'engagement profond auquel aspire notre peuple ».

Revenant sur les travaux du comité directeur du P.S. (le Monde du 21 septembre), il a ajouté : « Dans la période actuelle, on note que le P.S. offre un visage uni et cohérent. C'est la raison pour laquelle nous avons jusqu'ici, mes amis et moi, développé au sein des instances dirigeantes du parti notre point de vue. Les critiques que nous avons formulées n'auraient pas dû être rendues publiques. Il faut que le P.S. trouve la capacité de s'affirmer uni et solidaire. Nous y sommes prêts en ce qui nous concerne comme nous l'étions au congrès de Nantes. Notre ligne n'a pas changé. Nous continuerons à faire progresser le parti sur des positions communes pour unir la gauche et rassembler notre peuple ».

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

LE DROIT DE LA MER

Envoyez 15 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dautin, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (40 F. pour l'abonnement annuel ou 40 F. d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Les événements confirment les analyses du chef de l'Etat

estime-t-on à l'Élysée

Trois faits ont été accueillis avec satisfaction au palais de l'Élysée : la conclusion d'accords électoraux entre les principaux partis de la majorité, la remontée de la cote de popularité de M. Giscard d'Estaing, de 48 à 49 % (1), et l'éclat de M. Fabre lors de la première réunion des dirigeants de l'union de la gauche. Le président de la République avait, le 17 janvier, invité la majorité à s'organiser dans le pluralisme. Les démonstrations de « pluralisme » n'ont pas manqué dans les mois qui ont suivi, chacun cherchant à se démarquer d'une politique qui avait abouti aux succès de la gauche lors des élections municipales. Il fallait qu'un désarroi succédât à l'organisation, l'urgence que M. Giscard d'Estaing avait rappelée dans le discours qu'il avait prononcé le 8 juillet, à Carpentras.

« Musique de chambre »

L'attente ne s'est pas faite sur la base que le président de la République suggère alors, celle d'un « programme d'action pour la législature ». Mais on estimait, dans l'entourage du chef de l'Etat, que l'indispensable accord de délégués, érigé par M. Chirac en « pacte majoritaire », s'accompagnait, à tout le moins, de l'éclosion d'« options » communes (2). C'est chose faite depuis que les quatre partis, qui ont procédé ensemble à un examen des circonscriptions, ont établi un « manifeste » dans lequel ils se déclarent solidaires de la « grande œuvre de rénovation » menée « sous l'autorité du président de la République ». « Musique de chambre », dit un conseiller du chef de l'Etat qui ne se méprend pas sur la portée réelle de ce document et sur l'usage qui en sera fait à l'heure des professions de foi électorales. De même, les « objectifs d'action » que le premier ministre devrait présenter au mois de décembre seront nécessairement acceptés par les partis de la majorité, sans qu'ils puissent constituer pour autant un contrat de législature. Seules quelques personnalités (une

vingtaine, peut-être) pourraient placer leur candidature sous le signe d'un « barilisme » qui reste à inventer. M. Michel Jobert sera-t-il l'un d'entre elles ?

L'attente des partis de la majorité ne peut dissimuler leurs différences, et il serait surprenant que M. Giscard d'Estaing souhaite le renforcement de celui d'entre eux qui s'est montré le plus hostile — ou le moins favorable — à sa politique de réformes. D'autre part, la mécanique du soutien majoritaire ne peut qu'inciter les partis du centre à « organiser », eux aussi, leur « diversité », alors que les sondages donnent aux candidats du R.P.R. de fortes chances de battre leurs camarades de la majorité, au premier tour, dans un grand nombre de circonscriptions. Il en résulte un jeu pour le moins délicat entre le « front uni » des signataires du manifeste et le « front démocratique » dont M. Servan-Schreiber a cru pouvoir annoncer la constitution sous la houlette du président de la République. On doute fort, à l'Élysée, que le président du parti radical puisse, comme il l'affirme, présenter des candidats dans toutes les circonscriptions. Sa « tactique » pourrait cependant, estime-t-on, se révéler efficace dans une quarantaine de circonscriptions où se manifestent, chez les électeurs de la majorité comme chez ceux de l'opposition, un refus de la « bipolarisation ».

L'éclat de M. Fabre

L'attitude du Mouvement des radicaux de gauche face au P.S. et au P.C.F. a été accueillie avec satisfaction dans l'entourage de M. Giscard d'Estaing. L'éclat de M. Fabre est considéré comme la preuve d'une incompatibilité d'humeur entre les radicaux et leurs alliés et, plus encore, entre l'électorat radical — voire, dans certaines régions, socialiste — et la « logique » que le parti communiste et l'aile gauche du parti socialiste tentent d'imposer à l'union de la gauche. Les propos du président de la République et du premier ministre ne sont pas étrangers, estime-t-on, à cette prise de

conscience qui permet aux radicaux de se débarrasser d'un fardeau de leur représentation au Parlement.

Un éventuel groupe radical de gauche à l'Assemblée nationale pourrait constituer, en cas de victoire de la gauche aux élections, une « structure d'accueil » pour les députés centristes — radicaux, valaisiens, socialistes-démocrates, ou même membres du C.D.S. — et pour ceux de la droite du P.S. qui opteraient pour une expérience sociale-démocratique de type allemand ou britannique. Car, même si l'on songe que l'arrivée au pouvoir de la gauche unie pourrait avoir, dans le mouvement communiste européen, des conséquences que l'union soviétique ne peut que redouter, on ignore de la part des dirigeants du P.C.U.S. pensent-ils encore disposer pour convaincre le P.C.F. de renoncer à l'objectif qu'il poursuit depuis quinze ans. L'hypothèse d'une victoire de la gauche reste donc forte et incite à réfléchir sur les rapports qui pourraient s'établir entre le chef de l'Etat et la nouvelle majorité parlementaire.

On souligne, à l'Élysée, que l'évolution des débats, tant au sein de l'actuelle majorité que dans l'opposition, remène progressivement la discussion politique au centre en montrant que le conflit des idéologies ne permet pas de traiter les problèmes véritables qui se posent au moyen des dirigeants du P.C.U.S. pensent-ils encore disposer pour convaincre le P.C.F. de renoncer à l'objectif qu'il poursuit depuis quinze ans. L'hypothèse d'une victoire de la gauche reste donc forte et incite à réfléchir sur les rapports qui pourraient s'établir entre le chef de l'Etat et la nouvelle majorité parlementaire.

chef de l'Etat même, d'autre part, une campagne active auprès des représentants des couches moyennes. Au mois d'août, il s'est rendu dans la Meuse pour souligner l'importance de l'agriculture dans l'économie française ; la semaine dernière, il a inauguré les Journées d'études des barreaux de France par un hommage à la profession d'avocat ; il reçoit ce jeudi, le bureau de la Confédération générale des cadres ; jeudi prochain, il prononcera, devant les médecins réunis pour les Entretiens de Bichat, un discours sur la politique de la santé. On voit donc que, s'il se veut attentif au mouvement de longue durée de la société française, M. Giscard d'Estaing ne se déshabille pas de ses choix à court terme.

Faut-il voir un écho de la préoccupation directrice du chef de l'Etat dans les propos tenus mercredi soir par M. Mitterrand qui a exprimé son souci de « l'unité du tissu social de la France » et de son équilibre écologique ? Ce serait la preuve que l'attention que l'on porte, à l'Élysée, aux problèmes de la communication et l'usage que l'on veut y faire de la sémantique auraient permis au président de la République de se faire entendre de ceux qui paraissent encore les plus réfractaires à ses vues.

PATRICK JARREAU.

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a notamment déclaré, lundi 19 septembre : « L'éclat du président des radicaux de gauche démontre que les socialistes faisaient bien peu d'efforts pour résister à la pression communiste. Que M. François Mitterrand, président du P.S., ait gardé son état pas réellement un. Finalement, le parti socialiste ne cessait de céder au parti communiste ».

« S'il y a de nouvelles ententes, ce sera, pour des raisons purement électorales. Il ne peut y avoir entre socialistes, communistes, et radicaux de gauche d'entente de gouvernement ou d'accord sur le fond ».

M. LECANUET : le gouvernement n'attaque pas assez la gauche.

M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, ancien ministre d'Etat, a déclaré, mercredi 21 septembre, au micro de France-Inter :

« Je me permets un seul reproche à l'égard du gouvernement actuel : il avait une occasion extraordinaire, tout au cours de l'été et maintenant, de montrer l'énormité des contradictions de la société française, de la gauche. En effet (...) voilà quatre ou cinq mois que M. Marchais dit clairement que la victoire de la gauche — c'est-à-dire qu'il appelle son camp — étant en vue, il convient de déboucher non pas sur une social-démocratie à la française, comme en Angleterre ou comme en Allemagne, mais d'engager définitivement la France sur la voie d'une démocratie populaire. Eh bien ! Je trouve que c'était une occasion merveilleuse pour le gouvernement et son chef de dénoncer cette évolution considérable ».

« Il se peut que je me trompe et que, en effet, le gouvernement ait des raisons de ne pas vouloir se consacrer à ces problèmes difficiles de la gestion et du redressement économique ; je n'aurais pas une polémique, mais, enfin, j'aurais voulu un gouvernement ne se limitant pas à l'action économique et passant à l'attaque politique parce que l'on est à cause de voir ce que l'on appelle la « majorité » être mise en accusation par les communistes et les socialistes, qui, eux, sont dans l'attente et la contradiction ».

« Le moment est merveilleusement choisi pour faire valoir les étapes franchies par la France depuis des années sur la voie du progrès, sur l'affirmation des libertés. Quand l'adversaire se contredit, c'est le moment de faire voir à l'opinion publique ses illusions, ses erreurs et ses fausses espérances ».

AU GARRÉ D'AGNEAU

CHEZ ALBERT

122, av. de la Meuse, S.F. 47-42 (F. mail) TERRASSE COUVERTE PARKING Ses démonstrations en bicyclette « Ben hormais poché » Ses célèbres « carrés d'agneau » Ses bécasses, spécialité Albert 30 cves. l'une des meilleures de Paris

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page, possibly reading "J. P. Mitterrand" or similar.

LE « SOMMET » DE LA GAUCHE

M. Marchais : il est impossible de dire si nous arriverons à un accord

A l'issue de la réunion du « sommet » de l'Union de la gauche, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., après avoir rappelé les nouvelles propositions faites par sa formation, a déclaré, mercredi 21 septembre :

« A l'heure où je vous parle, nous n'avons pas de propositions nouvelles ni de la part du Mouvement des radicaux de gauche ni de la part du parti socialiste. La discussion a porté — et nous l'avons fait porter — sur un fait capital, à savoir que les propositions qui nous ont été sou-

mises par le parti socialiste ne correspondent absolument pas à la décision prise par le programme commun en 1972 de nationaliser le secteur bancaire et financier et les neuf groupes industriels. La liste du parti socialiste n'est pas seulement une liste en retrait, c'est une liste qui ne correspond pas du tout aux filiales des neuf groupes. Nous en avons fait la démonstration.

« Vous avez observé que dans la déclaration que j'ai faite, au nom du parti communiste français, j'ai souligné que nous serions très intéressés par l'application des engagements pris en 1972. Si vous me posez la question — et il est normal que vous me la posiez — est-ce que vous pensez aboutir à un accord ? Je répondrais : il est impossible de le dire maintenant.

« La seule chose — et elle est importante — dont on peut se féliciter, c'est que l'action menée par le parti communiste français depuis la décision unilatérale du Mouvement des radicaux de gauche a permis de reprendre la discussion aujourd'hui. Mais nul doute que la négociation ne restera très difficile. Le P.C.F. a fait un effort considérable pour y aboutir. La parole est maintenant à nos partenaires. C'est d'eux dont dépend la décision qui peut éventuellement permettre d'aboutir à un accord.

En réponse aux questions des journalistes, M. Marchais a ajouté :

« Nous ne sommes pas de ceux qui disent : « Passe-moi le pot, je te passe la sal. » C'est la raison pour laquelle le P.C.F. a élaboré des propositions qui sont étroitement liées les unes aux autres sur ce chapitre des nationalisations. Il est évident que nous ne pouvons pas aller au-delà de l'effort que nous avons fait, sous peine de remettre nous-mêmes en cause la signature du programme commun de 1972 en ce qui

concerne la nationalisation des neuf groupes à laquelle nous sommes tant attachés. (...)

« La proposition du P.S., en ce qui concerne la nationalisation des filiales des neuf groupes, ne correspond absolument pas à la réalité du programme commun tel que nous l'avons signé en 1972. Par conséquent, ce ne serait pas seulement un retrait, ce serait adopter un document qui n'aurait rien à voir sur ce chapitre avec les engagements pris devant notre peuple il y a cinq ans et qui ont déjà reçu l'approbation de la moitié des Français. »

Après l'intervention télévisée de M. François Mitterrand sur Antenne 2, le secrétaire général du P.C.F. a indiqué :

« François Mitterrand a affirmé que le parti socialiste était prêt à accepter la nationalisation de tous les biens appartenant aux neuf groupes.

« Or ce que possèdent ces neuf groupes, c'est avant tout un ensemble de filiales (usines, bureaux, magasins) qui doivent devenir intégralement propriété nationale et non rester en partie aux mains du capital privé. Nous en avons fait le compte au plus près : il y en a sept cent vingt-neuf.

« La déclaration de François Mitterrand signifie-t-elle que le parti socialiste est prêt à accepter notre proposition « nouvelles et raisonnables » ?

« Si la réponse était positive, l'une des divergences importantes du dossier des nationalisations serait immédiatement surmontée. »

M. Herzog (P.C.) dresse une liste d'une quarantaine de filiales omises par le P.S.

M. Philippe Herzog, membre du comité central du parti communiste, publie dans « l'Humanité » du 22 septembre un commentaire technique de la discussion de mercredi entre partis de gauche à propos des nationalisations. Ce texte est doublement intéressant : par les détails qu'il fournit sur la négociation et par les ouvertures qu'il fait en vue d'un accord possible entre les trois partis.

« Les propositions contenues dans la liste du parti socialiste ne sont pas fidèles à l'accord conclu en 1972 », écrit M. Herzog, qui signale au passage que le P.S. n'a jusqu'ici présenté à ses partenaires qu'une liste de filiales à plus de 98 % ne comportant pas les filiales « stratégiques » que nous avons citées dans ces colonnes le 21 septembre (notamment Thomson - C.S.F., CIT - Alcatel, Pharmacia et Coudancher) non plus qu'Alsthom-Atlantique.

Pour M. Herzog, les filiales à 98 % non citées par le P.S. ne sont pas seulement des « sociétés de garage » ; en réalité, il s'agit très souvent de sociétés nécessaires au fonctionnement des groupes. Par exemple, le centre de recherche de l'U.C.R. (Marsenne), avec plus de trois mille salariés, ne figure pas dans la liste du parti socialiste.

D'autres exemples d'omissions, à ses yeux regrettables, sont indiqués par M. Herzog, qui — ne retenant pas, lui, le critère des 98 % — cite entre autres : chez Thomson - Brandt, la Compagnie générale de radiologie (que le P.S. semble effectivement garder

en réserve pour la négociation avec ses partenaires), L.T.T. (téléphone), CIT (B) (mini-informatique), la Compagnie des lampes ; chez C.G.R.-Alsthom, les sociétés produisant des accumulateurs et des piles, la Société générale d'entreprises, Ceravac, Bateau ; chez Poulenc - Chimie, l'Institut Mériel (également tenu en réserve par le P.S. pour la négociation), le laboratoire Roger Bellon, Gess (engrais) ; chez Pechiney - Ugine - Kuhlmann, la Française d'électro-metallurgie, Ugine-Carbône, SERS, la Fonderie de précision, Lorilleux-Leffrand, Eurofuel ; chez L.T.T., les lampes Oland et la Signalisation ; enfin, chez Dassault, Inter technique et la Générale mécanique aéronautique.

Pour M. Herzog, ces omissions — une quarantaine d'entreprises — « aboutissent à vider les neuf groupes [nationalisables] d'une partie importante de leur substance ».

Une piste d'accord ?

(Suite de la première page.)

Le parti communiste s'en tient, lui, à l'appropriation publique de la totalité. Mais une piste de conciliation est offerte par le fait que le parti communiste n'envisage pas l'indemnisation rapide des « gros propriétaires », particulièrement nombreux dans ce secteur industriel.

En ce qui concerne les filiales des neuf groupes de 1972, le débat, apparemment obscur, s'éclaircit peu à peu. Le P.C. demande la nationalisation totale des 729 filiales contrôlées à plus de 51 % ; ces entreprises emploient, selon lui, 503 000 salariés. Le P.S. propose, lui (le Monde du 21 septembre), la nationalisation complète de 67 filiales, contrôlées à 98 % par les neuf groupes de 1972 soit l'équivalent d'à peu près 250 000 salariés. Mais le P.S. y ajoute une série de quatre filiales « stratégiques », qui pourraient être complétées par deux autres, employant au total un peu plus de 100 000 salariés.

« Une fourchette » de négociation entre les partis de gauche porte donc sur un total de 656 entreprises employant quelque 150 000 salariés.

quarantaine de firmes que cite M. Herzog dans l'Humanité du 22 septembre comprend un bon nombre de ces entreprises (quelques 25 000 salariés sur les quelque 90 000 que nous citons hier). D'autres firmes nommées par M. Herzog sont parfois des filiales nées de la restructuration depuis cinq ans de certaines des neuf groupes (CIT (B), par exemple) ou sont passées sous le contrôle d'entreprises qui ne figuraient pas dans la liste des « nationalisables » (Râteau, notamment, absorbé par Alsthom-Atlantique).

Il se pourrait donc que, en élargissant la liste des sociétés « stratégiques » du P.S. pour reprendre certaines des firmes citées par M. Herzog, on agrandisse considérablement les possibilités d'accord entre les partis de gauche, le parti communiste cherchant à élargir le pôle économique de l'ensemble des filiales nationalisées, sans que le P.S. ait, lui, à dépasser beaucoup la liste d'une centaine de filiales intégralement nationalisables.

L'accord possible entre partis de gauche dépend avant tout de considérations politiques. Mais, techniquement, la marge qui sépare leurs propositions se réduit de jour en jour.

GILBERT MATHIEU.

Nombre de critiques ont loué ce gros livre en disant qu'il constituait un excellent diagnostic de la France actuelle. Moi, j'y vois plutôt une autopsie à peine prématurée. Mais, je m'empresse d'ajouter, le docteur, qu'elle est remarquablement conduite.

Jean CLEMENTIN, Le Canard Enchaîné

Un livre admirable. Roger-Gérard SCHWARZENBERG, Forum « Historia »

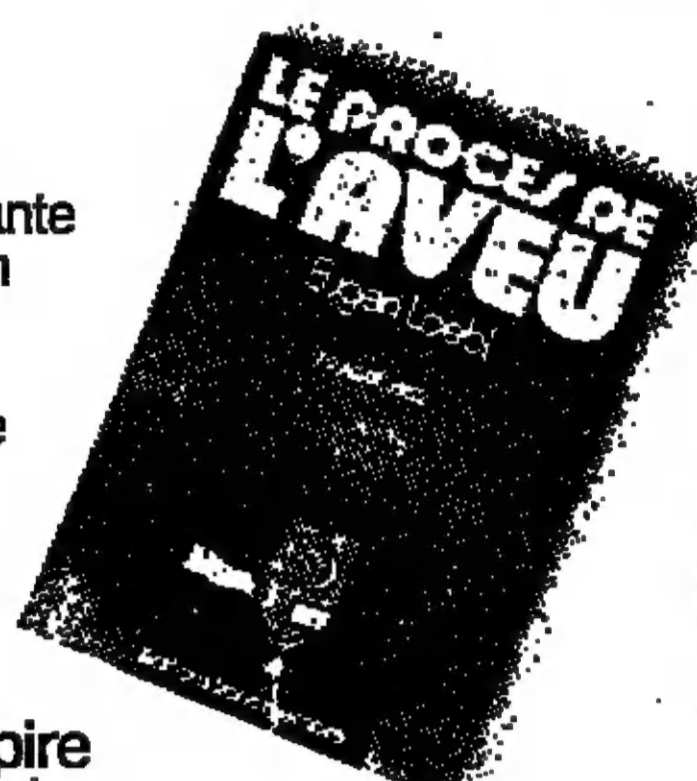
LE MAL FRANÇAIS

Pion

CHEZ ALBERT

APRES L'AVEU, LE PROCES DE L'AVEU.

Le procès de l'aveu, la confession bouleversante d'Eugène LOEBL, ancien ministre de la Tchécoslovaquie, qui pour échapper à la peine capitale dut « avouer »



288 pages 36 F

Editions France-Empire



aider les hommes à mieux se nourrir

Dans la chimie, parmi les groupes de niveau international, nous ne sommes ni les plus grands, ni sans doute les plus ingénieux.

Le chiffre d'affaires annuel de DSM* équivaut cependant à plus de 20 milliards de francs — ce qui nous classe au 16^e rang de la chimie mondiale et parmi les 50 plus grandes entreprises européennes.

Bien que nous n'ayons pas la prétention de savoir tout faire (pas encore...), DSM s'est fixé pour objectif de faciliter la vie des hommes en les aidant à faire face à leurs besoins essentiels, tels que se nourrir.

Savez-vous, en effet, que DSM, à partir du gaz naturel, fabrique dans ses usines 4 millions de tonnes d'engrais. Sans parler des millions de tonnes produites dans les usines des cinq continents qui utilisent ses procédés. Au total, directement et indirectement, DSM concourt efficacement à la lutte contre la faim dans le monde. En France, les engrais DSM sont vendus par notre filiale UKF.

Savez-vous que nous fabriquons aussi des produits qui permettent d'accélérer les cultures, de maintenir l'humidité de la terre sous les climats arides, d'emballer les aliments, de les conserver.

En fait, croyons-nous, nos progrès sont dus à notre expérience — 75 ans d'ancienneté cette année — et peut-être aussi à notre caractère hollandais, à qui l'on reconnaît ténacité et rigueur. Entreprise d'Etat au dynamisme affirmé, nous faisons de notre mieux pour aider les hommes à vivre mieux.

DSM

Si vous souhaitez en savoir plus sur le groupe DSM, le Département Information PO Box 65 Heerlen Holland est à votre disposition.

*DSM, c'était hier : Nederlandse Staatmijnen, en néerlandais, Dutch State Mines, en anglais, Mines d'Etat néerlandaises, en français. Aujourd'hui, DSM signifie « chimie » dans toutes les langues du monde.

صك:ماتن الأصل

LE « SOMMET » DE LA GAUCHE

POINT DE VUE

(Suite de la première page.)

Le P.C. et le mouvement communiste

Après l'incident d'Antenne 2

**UNE RÉPONSE
DE M. MARCEL JULLIAN
A M. BERNARD DE FALLOIS**

la délégation socialiste,

nationalisations en plus ou en moins que se joueront l'orientation et finalement le sort de ce que la gauche va entreprendre en 1978.

Les nationalisations contre le collectivisme

par GEORGES SARRE (*)

1

Les mesures de simplification administrative entreront en vigueur avant la fin de l'année

● **Les enfants pourront être, sur option, rattachés à la caisse d'assurance-maladie de leur mère** alors qu'actuellement ils sont, en règle générale, automatiquement rattachés à la caisse de leur père, même si leur mère travaille.

information et consultation sur tout ce qui a trait à la marche générale de l'entreprise, généralisation, des comités d'hygiène et de sécurité

La simplification liquide avant la

● **Redevance radio-télévision :** uniformisation des treize modèles différents d'avis d'échéance.

(*) Conseiller de Paris, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du CERES.

**administrative :
fin de l'année :**

● Les personnels volontaires accomplissant le service national actif au titre de la coopération étant généralement payés avec retard la possibilité de leur accor-

PATRIC C

SOMME : aucun s

LAND

هكذا من الأصل

POLITIQUE

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Socialistes et communistes sont d'accord sur l'essentiel
nous déclare M. André Chandernagor

Deux prix, d'une valeur de 50 000 francs chacun, ont été décernés, mercredi 21 septembre, au titre du Salon national de la création d'entreprises, qui a eu lieu sur les bords du lac de Vassivière (Haute-Vienne et Creuse). Les deux lauréats sont les sociétés J.C.P. France (échaudages, dans le Puy-de-Dôme) et Art-Vie-Bois (accessoirs de sanitaires en bois) qui ont créé une usine dans la Creuse.

M. André Chandernagor, président (P.S.) du conseil général de la Creuse et du conseil régional du Limousin, nous a, à cette occasion, précisé la position des socialistes sur la réforme des collectivités locales.

« La crise au sein de l'union de la gauche a-t-elle, selon vous, des répercussions dans les assemblées locales et régionales qui sont dirigées par une majorité de gauche ?

— Il n'y a eu jusqu'ici dans le Limousin aucune répercussion sensible. La gauche est majoritaire au conseil général de la Creuse et au conseil régional du Limousin. Au niveau des élus, je n'ai rien remarqué de dégradé. Au cours des dernières années, voire des dernières années, je ne me souviens que de deux incidents marqués, à l'occasion du vote du budget, par des prises de position séparées du parti communiste par rapport aux socialistes.

« Ainsi au conseil régional, au sein duquel les élus ont une grande liberté pour préparer le budget, les communistes, qui avaient participé de très près à l'élaboration du budget, ont dit, sur instruction du comité central de Paris, s'abstenir lors du vote. Ils l'ont fait d'ailleurs avec discrétion et je leur ai dit : « Vous êtes disciplinés, mais pourquoi au-delà du raisonnable. » Dans les prochains mois je ne m'attends pas à des difficultés sérieuses dans mes rapports avec les communistes. En revanche, ils vont faire une campagne pour les législatives dans laquelle ils devront bien se démarquer de nous en allant peut-être jusqu'à nous accuser de collaboration de classe.

— Aurait-il fallu, selon vous, actualiser le programme commun avec vos partenaires

pour ce qui concerne le chapitre de la régionalisation et des collectivités locales ?

— Non, je ne le pense pas. Dans le programme commun, sur ce point, on a à peu près tout dit et nous sommes d'accord avec nos partenaires sur l'essentiel. Le programme commun de 1972, au chapitre des collectivités locales est sans doute la meilleure chose que l'on ait faite ensemble (1). Les communistes, même s'ils sont contrariés par l'évolution historique, sont désormais persuadés qu'il est nécessaire de décentraliser pour aller dans le sens du progrès et de la démocratie.

« J'essaierai toutefois à Grenoble, le mois prochain, au cours d'une rencontre des présidents de conseils généraux socialistes, d'entrer un peu plus dans le détail notamment pour préciser comment organiser les services de l'exécutif élu dans le département.

« Le rapport Guichard, s'il a mal pris le problème au départ, fait toutefois sur ce chapitre des réflexions intéressantes. Quant au questionnaire envoyé par le gouvernement à tous les maires, je le trouve tellement préfabriqué que pour ma part je n'y répondrai pas.

« Quelle est la marge d'autonomie du conseil régional dirigé par la gauche peut avoir dans la définition de sa politique ?

— Nous sommes très libres ici en ce qui concerne l'élaboration de notre budget. Pour ma part, je souhaiterais pouvoir aller plus loin dans le prélèvement fiscal par habitant mais mes partenaires communistes résistent sur ce point. Ils sont tellement attachés aux positions de principe qu'ils en arrivent parfois à s'abstraire de la gestion quotidienne.

« Nous avons une certaine liberté mais bien sûr nous n'avons pas une autonomie telle que nous puissions par exemple mettre en application un plan régional ce que nous demandons le programme commun au niveau national. Il ne faut pas rêver. Je me demande même s'il est souhaitable qu'une région ait une politique très différente des objectifs de la politique nationale. Je ne suis d'ailleurs pas fédéraliste. Il faut que l'Etat fasse appliquer ses lois.

— Dans le cas d'une victoire de la gauche aux prochaines élections, est-il judicieux d'appliquer, qu'en une seule région, la Corse — un statut spécial ?

— Sur ce point, je suis très réservé. Je ne crois pas opportun d'appliquer un statut spécial à une seule région, car on risque d'aller très vite vers la fédéralisme. Autant les limites régionales ou départementales ne me paraissent pas une chose intangible, autant je pense qu'on risque de mettre en péril l'unité nationale si on donne à une collectivité territoriale des pouvoirs différents de ceux des collectivités voisines.

« Il serait plus intelligent de mettre au point un statut régional suffisamment général et ouvert qui permettrait l'expression des différences culturelles de chaque région. Mais ce statut ne doit pas être la consécration des différences régionales. On peut très bien prendre en compte la spécificité de la Corse sans pour autant lui appliquer un statut dérogatoire du statut général.

— Si la gauche arrive au pouvoir, quelles sont, selon vous, les réformes qu'il faudrait appliquer de manière prioritaire ?

— Première priorité incontestable : organiser le transfert des pouvoirs de l'autorité préfectorale aux élus de la région, des départements et des communes.

« Deuxième priorité : faire voter une loi cadre ou un texte général fixant clairement le partage des compétences entre l'Etat, la région et le département, ainsi que le partage des ressources.

« Troisième priorité : organiser les règles essentielles d'une fonction publique départementale. A propos de la région, je ne suis sûr que celle-ci ait besoin d'un important personnel, car, selon moi, il ne faut pas que la région fasse trop de tâches de gestion.

« Quant à l'élection des membres du conseil régional au suffrage universel, je ne pense pas que ce soit la première des priorités. Elle viendra comme un couronnement.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Dans la troisième partie du programme commun « Démocratie, les institutions, garantir et développer les libertés », le chapitre « Le statut des collectivités territoriales et de la décentralisation », il est prévu notamment : pour les communes que « le conseil régional du préfet des services de l'Etat sera supprimé ; pour les départements que « le président et le bureau de l'assemblée départementale assureront l'exécution des décisions du conseil général » ; pour les régions que celles-ci « disposeront d'une assemblée élue au suffrage universel direct et au scrutin proportionnel ».

La préparation des élections sénatoriales

SOMME : aucun sortant ne se représente
De notre correspondant

Amiens. — Sur les trois sénateurs de la Somme élus en 1968, il ne reste plus que M. Raymond de Waziers (gauche dém.) après les décès de MM. Pierre Garat (crist. ind.) et Pierre Maille, C.D.P. M. de Waziers et Mlle Gabrielle-Marie Seiller, remplaçante de M. Maille, ne se représentent pas. Quant à M. Reppin, qui remplaçait M. Garat, il est lui-même décédé, et son siège est vacant depuis décembre 1976.

M. Max Lejeune, député et maire d'Abbeville, président du conseil général de la Somme, président national du Mouvement démocrate socialiste de France et du groupe réformateur à l'Assemblée nationale, a constitué une liste avec MM. Charles Edmond Lenglet, maire de Frechencourt, président des chambres régionales et départementales d'agriculture, et M. Jacques Monson, gendre-expert, conseiller général C.D.S., maire de Doullens, vice-président

du conseil régional. M. Max Lejeune estime que la majorité devrait emporter les trois sièges, mais il peut y avoir des surprises. M. Gilbert Remmerman, tête de liste socialiste, maire de Cambrille, conseiller général de Dornot-en-Ponthieu, qui est issu du mouvement rural de la jeunesse chrétienne, pourrait notamment prendre le vote aux deux collines du maire d'Abbeville. L'autre part, une candidature individuelle, celle de M. Pierre Claisse, vétérinaire, conseiller général de Villers-Bretonneux, premier vice-président du conseil général, apporte un élément supplémentaire d'imprévisibilité. Outre les candidats de la liste communiste, on enregistre deux autres candidatures individuelles : celles de M. Henri Chauchoy, inspecteur d'académie honoraire, et M. Marcel Bouchon, maître d'œuvre en bâtiment à Amiens, président fondateur de la Mutualité nationale des constructeurs.

RAPATRIÉS

LE PROJET DE LOI D'INDÉMNISATION SERAIT PRÉSENTÉ AU CONSEIL DES MINISTRES LE 26 OCTOBRE

Le conseil restreint, qui s'est réuni mercredi après-midi 21 septembre, à l'Elysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, a examiné le projet de loi d'indemnisation des rapatriés, qui a été élaboré par M. Jacques Domenech, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre. L'échange de vues a porté essentiellement sur le mécanisme de financement de l'indemnisation, dont l'étatement dans le temps pourrait varier en fonction de différents critères, priorité étant donnée aux personnes âgées.

Le conseil restreint se réunira de nouveau une ou deux fois avant la fin d'octobre pour arrêter le texte qui sera soumis au Parlement. Le calendrier fixé à l'Elysée prévoit que le projet de loi doit être présenté au conseil des ministres le 26 octobre.

(PUBLI-CITE)

pieds larges et GRANDS jusqu'au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6^e à la 11^e largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. Tél. : 357-45-02.

Ouvrez son ouvrage, vous ne l'abandonnez pas que vous ne soyez parvenu à la dernière page... Quel esprit de synthèse, quel talent dans l'expression simple et limpide des choses graves!

Pierre-Luc SEGULLON, Témoignage Chrétien

Un livre important et emportant.

Maurice CLAVEL, Le Nouvel Observateur

Malin Peyrefitte LE MAL FRANÇAIS

Plan

GRANDE REOUVERTURE après AGRANDISSEMENT

Toutes les collections
77-78
PRIX

MANTEAUX

Opossum	3850F
Chevette grise	2150F
Patchwork Renard	2750F
Mouton doré	2150F
Lapin Nankin, bariolé, côtelé	1350F
	1450F 1850F
Patte de Vison	3850F
Murmel	3450F
Patte d'Astrakan	1950F 2750F
Astrakan russe pleines peaux	3750F 4650F
Astrakan Swakara	5850F
Rat d'Amérique	4850F 5450F
Flanc de Marmotte	2150F
Ragondin	4750F
Vison mille-raies	5250F

VESTES

Patchwork Renard	2250F
Agneau de Toscane	1850F

COLLECTION DE PRESTIGE

MANTEAUX

Vison dark allongé, pastel, tourmaline, Koh-I-Noor
8750F 9250F
10750F 12850F
et au-dessus

Vison Blackglama	18750F
Vison Pearl	18750F
Vison Emba	28500F
Vison Black Diamond	28750F

MANTEAUX et CAPES en: Vison blanc, Chinchilla, Zibeline, Breitschwanz.

Service après-vente.
Reprise en compte de vos fourrures au plus haut cours
Les plus larges facilités de paiement.
Garantie totale sur tous vos achats.

SAUVEGARDE DE LA NATURE et PROTECTION DES FELINS TACHETES EN VOIE DE DISPARITION
Les fourrures suivantes ne sont pas en vente dans nos magasins: Blé-Phoque, Phoque, Dog-Loup de Corbe, Chèvre, Hermine, Loup d'Hudson, Carval, Belette, Genette, Panthère, Ocelot, Tigre, Guépard, Whitecoat, Léopard, Jaguar, Léopard de neige, Loup de mer.

FOURRURES DU NORD

115, 117, 119, r. La Fayette | 100, Av. Paul Doumer
PARIS 10^e | **PARIS 16^e**

PRES GARE du NORD | ANGLE RUE de la POMPE

Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h sans interruption, sauf Dimanche

مكتبة الامم المتحدة

Peugeot fait confiance à **Esso**

RÉGIONS

Un entretien avec M. Chirac sur le budget de la capitale pour 1978

- Obtenir de l'État le transfert des « charges indues »
- Accorder la priorité aux logements, à la culture et aux personnes âgées isolées

En soumettant, lundi 19 septembre, au Conseil de Paris, une délibération qui autorise le financement d'une première tranche de mille cinq cents logements (« le Monde » du 21 septembre), M. Chirac a fait adopter l'un des premiers éléments d'une politique d'ensemble qui est en cours d'élaboration. Celle-ci devrait être définie à l'occasion de la prochaine discussion du budget municipal. Ce budget sera présenté d'une façon simplifiée, par opposition à la procédure minutieuse et détaillée qui était utilisée dans la précédente assemblée. Une présentation plus globale devrait permettre, selon M. Christian de La Malène (R.P.R., premier adjoint), de

« juger des choix politico-budgétaires de M. Chirac ».

Avant même que cette politique ne soit définie, l'opposition considère que la crédibilité du gouvernement du maire est « définitivement atteinte ». Elle estime que l'échéance électorale est désormais trop proche, les projets du maire seront perçus comme autant de promesses « démagogiques ».

Mais, disposant en son conseil municipal d'une majorité docile et dominée par le R.P.R., M. Chirac ne peut craindre de voir ses projets mis en péril à l'occasion de la discussion et du vote du budget. Les obstacles à la réalisation

de sa politique sont plutôt d'ordre administratif et financier. Sur le plan administratif, le maire se heurte aux habitudes d'une administration municipale peu favorable, semble-t-il, aux méthodes de travail qu'il a introduites, comme aux procédures de décision qu'il a instaurées. Sur le plan financier, les limites tiennent à la rigidité des dépenses budgétaires. Une hausse sensible de la fiscalité pourrait, certes, lui accorder une plus grande marge de manœuvre, mais le maire ne souhaite pas voir augmenter la fiscalité locale de plus de 10 %. Il lui faut donc solliciter le consentement actif de l'État au financement d'une politique qui reste à définir.

Ce consentement implique que le ministère de l'économie et des finances reconnaisse qu'il existe des charges indues supportées par la Ville de Paris.

En reprenant à son compte une revendication déjà ancienne, M. Chirac n'innove pas et reste très en deçà des chiffres avancés par l'opposition. Le P.C., notamment, estime que le montant des charges indues s'élève à près de 1 milliard de francs. Le nouveauté réside dans le fait que, pour la première fois, l'État semble faire droit à cette demande.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Interrogé sur la préparation du budget pour 1978, M. Jacques Chirac, maire de Paris, nous a déclaré :

« Pour la préparation du budget, j'ai donné trois orientations : réduire notablement l'augmentation de la pression fiscale, ouvrir une négociation avec l'État pour le règlement d'un contentieux d'ordre financier et définir trois priorités d'actions : il s'agit du programme de construction de logements sociaux, de l'animation culturelle et de l'aide aux personnes âgées, handicapées ou isolées. Pour l'heure, les travaux préparatoires ne sont pas achevés. En ce qui concerne le contentieux financier avec l'État, il faut savoir que Paris a toujours beaucoup

payé. Cela s'explique par le fait que Paris était une ville riche ; il n'était donc pas anormal qu'elle supportât un certain nombre de charges. Mais cette situation a évolué, la population a diminué et elle a vieilli. Pres de tiers des habitants de la capitale ont plus de soixante-cinq ans. La ville doit donc supporter des charges sociales considérables et en augmentation constante. Dans le même temps, les recettes subissent un phénomène de pesu de chagrin. »

La politique de décentralisation a vidé Paris de sa substance. La capitale n'est donc plus une ville riche. Elle ne doit sa bonne situation financière qu'à la façon rigoureuse avec laquelle elle a été gérée.

« Nous avons donc engagé avec

le ministère de l'économie et des finances des négociations qui devraient nous permettre de récupérer des sommes non négligeables. Ces négociations concernent d'abord la contribution de la ville au déficit de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. La part que prennent les collectivités locales dans le paiement de ce déficit est presque entièrement supportée par le budget de la ville. Il est inscrit au budget 1977, je le rappelle, 495 millions de francs. C'est une somme qui connaît un accroissement considérable chaque année, de l'ordre de plus de 100 millions de francs. Cette augmentation se produit dans des conditions tout à fait contestables pour la ville.

D'une part, parce que celle-ci n'est pas maîtresse du prix du

ticket de métro, d'autre part, parce que les comptes fournis par la S.N.C.F. ne permettent pas de dégager clairement la justification de ces augmentations. Pour toutes ces raisons, j'ai décidé de bloquer toute dépense supplémentaire. Le second élément du contentieux concerne le coefficient de participation de la ville aux dépenses sociales. Nous souhaitons transférer à l'État les charges qui lui incombent, d'autant que nous supportons le poids d'une assistance publique dont le contrôle, en réalité, nous échappe.

Enfin, nous souhaitons transférer à l'État certaines dépenses de police. Je ne suis pas décidé à engager les 396 millions que l'on nous demande pour 1978. C'est

un chiffre sans commune mesure avec celui que supportent les grandes villes de province. Il ne s'agit pas de refuser de participer à l'effort engagé pour la sécurité des Parisiens. Bien au contraire, nous fournirons un effort supplémentaire en faveur de la police. Mais nous entendons dépenser les sommes que nous inscrivons au budget de 1978 pour la sécurité de la façon la plus efficace possible. »

Le maire de Paris a ensuite évoqué sa conception de la « démocratie du quotidien » :

« Le moyen de répondre à la contradiction qui existe entre l'aspiration des citoyens à décider eux-mêmes et les contraintes qu'impose le développement des

techniques est de promouvoir un véritable concertation. C'est pourquoi j'ai pris l'engagement de ne rien arrêter qui n'ait été préalablement concerté et décidé, au sein des commissions extra-municipales notamment. C'est évidemment très difficile à réaliser dans la capitale, étant donné la complexité des problèmes qu'il faut traiter. Il y a également un risque qui est celui de se laisser entraîner dans une voie irréaliste. Enfin, il y a des obstacles qui tiennent à la machine administrative, qui n'est pas encore familiarisée avec ses nouveaux rouages. »

« Mais il y a toujours un certain bon sens qui se dégage de ces concertations et qui permet d'éviter beaucoup d'erreurs. J'en suis sûr, car nous sommes dans cette voie. De plus, je crois aussi beaucoup au développement des associations ; je souhaite d'ailleurs trouver un système de consultation populaire directe ou semi-directe. C'est pourquoi j'en encourage le renforcement de la vie associative. »

PARIS

CONTRE L'ÉTAT ?

Le maire de Paris poursuit deux objectifs : d'une part, imposer sa marque personnelle à la gestion de la capitale et faire de celle-ci un véritable modèle de l'action de la majorité qu'il conduit au conseil municipal ; d'autre part, constituer un solide bastion contre un éventuel gouvernement de gauche. Pour réaliser cette double ambition, M. Jacques Chirac a fait des commissions d'arrondissement, par exemple, autant de relais de son action. Il s'adresse, à travers les commissions extra-municipales, à un certain nombre de « clientèles ». Mais il a surtout besoin d'une autonomie que ne lui confère pas le droit commun municipal. Aussi compte-t-il sur sa dimension politique personnelle pour modifier les équations.

M. Christian de La Malène (R.P.R.) le concède à regret : malgré le nouveau statut et les pouvoirs importants dont dispose le maire, « le cadre rigide et centralisé dans lequel s'inscrivent les collectivités locales fait que les limites sont grandes à la réflexion et à l'action d'un maire sur une aussi vaste capitale ». Le premier adjoint rappelle que, pendant la campagne pour les élections municipales, il avait affirmé : « Il faut divorcer avec l'État et épouser la région. »

Il n'entre pas dans les intentions de M. Chirac de divorcer, aujourd'hui, avec l'État. Certes, il n'hésite pas à boussuler tel ou tel ministre peu enclin à lui donner satisfaction ; mais, souhaitant régler à l'amiable le contentieux financier qui oppose la Ville à l'État, il s'est engagé avec M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, une négociation qui devrait permettre la prise en charge, par le budget national, de dépenses qui, de l'avis de la municipalité, sont indûment supportées par le budget de la capitale.

En revanche, tout se passe comme si le président du R.P.R. se préparait à révéler à un État qui, demain, pourrait être conquis par l'union de la gauche.

Le dosage politique qui a présidé à la composition de l'équipe municipale, comme le comportement du maire et de son entourage, contribuent, dès maintenant, à accréditer l'idée qu'il existe, à l'Hôtel de Ville, un véritable contre-pouvoir. Ainsi, par exemple, lors des réceptions de chefs d'États étrangers, M. Chirac n'hésite pas à rapporter ses propres conceptions et matières de politique étrangère, dispose, à la main, d'un véritable ministère de l'information, dirigé par M. Denis Baudouin, dont le rôle politique ne saurait être limité aux seuls problèmes parisiens. De même, la question, M. Roger Roman, est chargée des relations avec le Parlement.

J.-M. C.

Traitement réparti, ou Confusion répartie?

Pour résoudre votre problème de traitement réparti, la plupart des sociétés d'informatique se contentent de vous apporter leur solution toute faite. En fondant sa solution sur vos besoins, Hewlett-Packard vous évitera beaucoup de déboires. Et beaucoup de confusion.

Si votre investissement en matériel informatique est déjà important, la première chose à éviter c'est un plan de traitement réparti de données qui risque de faire vieillir votre installation ou d'être lui-même dépassé dans quelques années.

Hewlett-Packard peut simplifier les problèmes d'implantation de la puissance de traitement. Nos systèmes peuvent vous aider à tirer le meilleur parti de votre système actuel, à informatiser de nombreuses fonctions que vous exécutez actuellement par des moyens manuels et vous laisser la maîtrise centrale grâce à des liaisons avec votre gros ordinateur. De plus ils peuvent s'adapter aux changements.

Ces performances globales font de HP 3000 l'ordinateur idéal au niveau du département de l'entreprise. En effet, vous pouvez recourir à ses services pour des problèmes aussi divers que : traitement des commandes, gestion des stocks, comptabilité analytique et calcul des besoins matériels.

Vous constaterez une amélioration considérable du rendement dans votre usine, votre bureau de vente ou votre centre de distribution. En même temps, vous disposerez d'un meilleur système de saisie des données, pouvant réduire les erreurs de saisie et donc

les coûts de transmission. En outre, notre système peut évoluer facilement, soit au sein d'un département, soit dans le cadre d'un réseau d'ordinateurs.

Un réseau d'ordinateurs à votre disposition.

Notre nouveau logiciel transforme un ensemble de HP 3000 en un réseau extrêmement simple et fonctionnel. A partir d'un terminal, vous pouvez utiliser les programmes, les fichiers et les données répertoriés dans n'importe quel HP 3000 interconnecté. Il suffit pour cela d'identifier l'ordinateur auquel vous voulez parler et vous êtes connecté.

Avec la même facilité, vous pouvez transférer des programmes et des fichiers d'un HP 3000 à l'autre et exécuter en même temps un traitement local et un traitement éloigné.

De cette façon, les points éloignés peuvent obtenir beaucoup plus rapidement des informations précises et d'actualité que lorsqu'ils sont tributaires d'un ordinateur central surchargé.

Comment un petit ordinateur exécute les travaux d'un gros ordinateur.

Grâce à la polyvalence du HP 3000, le système peut exécuter des programmes en traitement par lots pendant que vous obtenez des informations de l'ordinateur sur un terminal.

Vous pouvez utiliser également jusqu'à six langages de « gros ordinateur », exécuter de grands programmes et élaborer un logiciel rapidement et à peu de frais, (cet aspect prend, toute son importance quand on considère la

montée en flèche des coûts de programmation).

Le moniteur d'exploitation est si évolué qu'il constituera le cœur de l'ordinateur pendant de longues années. Vous pouvez donc ajouter des éléments à votre système sans avoir à abandonner vos anciens programmes. De plus, la souplesse caractéristique du HP 3000 vous permettra de faire face à l'évolution des besoins en matière de traitement réparti.

Exploitation des données brutes.

Votre gros ordinateur dispose d'une base de données pour regrouper des informations apparentées au sein de fichiers facilement accessibles. Cette possibilité est tout aussi importante au niveau des points éloignés pour permettre aux utilisateurs d'obtenir instantanément les éléments d'information dont ils ont besoin, et sous une forme facilement compréhensible.

Le HP 3000 dispose d'une fonction de gestion de base de données extrêmement efficace pour faire apparaître des imprimés, des titres, des en-têtes de pages et des colonnes. Et grâce au logiciel DS/3000, vous pouvez appeler n'importe quel fichier HP 3000 d'un réseau.

Un bon produit ne suffit pas.

L'assistance vient toujours en tête des préoccupations de Hewlett-Packard, avant et après la vente, avec formation sur place et documentation complète. Près de 1 000 ingénieurs-systèmes et ingénieurs de maintenance, répartis dans 65 pays, assurent la maintenance et peuvent proposer leur assistance à la mise au point de programmes d'application.

Si vous voulez voir plus clair dès maintenant en matière de traitement réparti, renvoyez-nous le coupon joint.

HEWLETT  PACKARD

France: B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78.25

Bon à renvoyer à Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. 70, 91401 Orsay Cedex.

Je désire recevoir votre documentation sur le traitement réparti sans confusion.

Nom _____

Fonction _____

Société _____

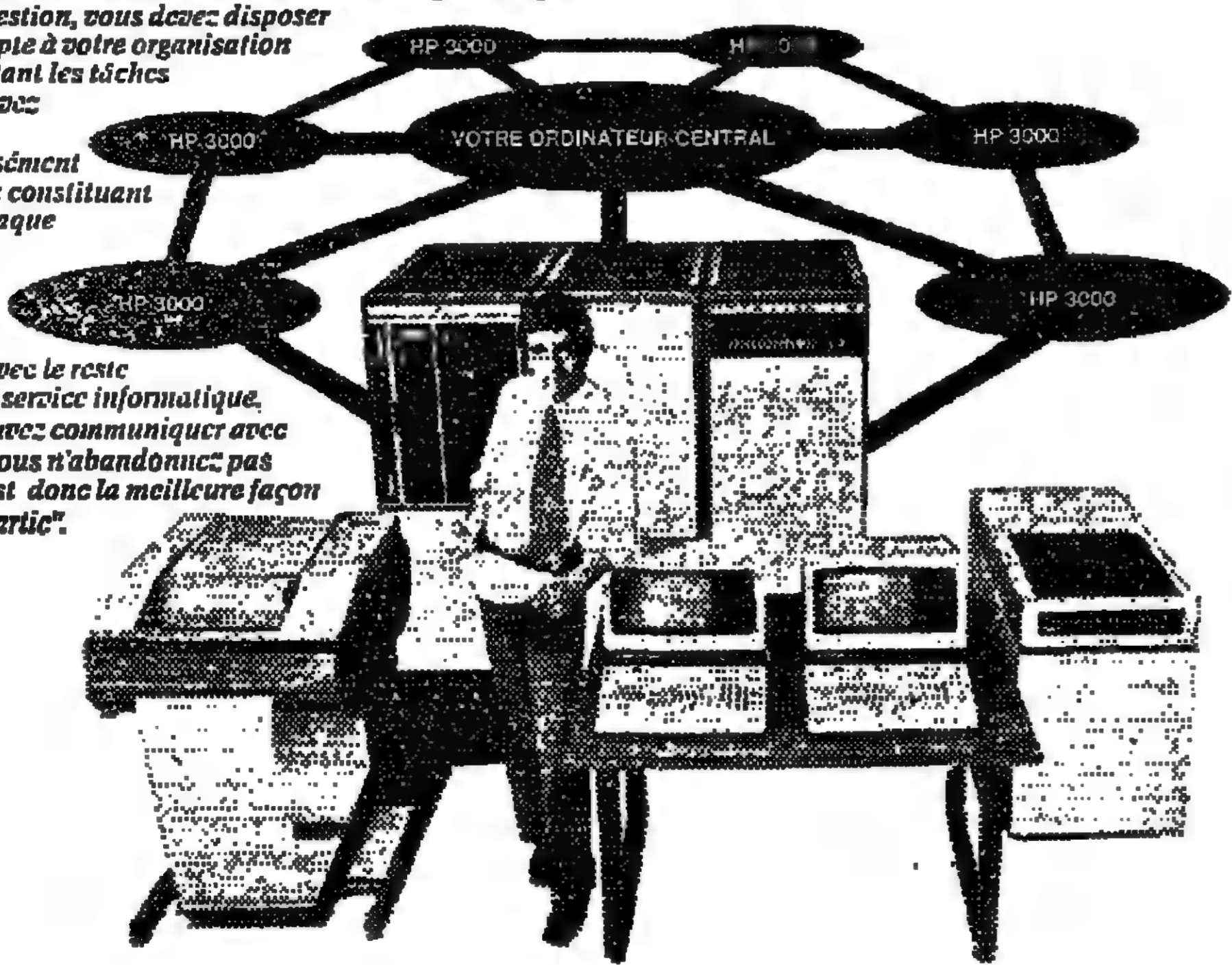
Adresse _____

Tél. _____

CR/MON 77/1

HP 3000: Avec le système HP 3000, tout paraît tout de suite plus simple.

Pour assurer une bonne gestion, vous devez disposer d'un ordinateur qui s'adapte à votre organisation informatique tout en traitant les tâches quotidiennes que vous devez informatiser dans les départements. C'est précisément ce que fait le HP 3000. En constituant un réseau de HP 3000, chaque département peut faire face à sa propre charge de travail et également partager des programmes et des bases de données avec le reste de l'organisation de votre service informatique. En même temps, vous pouvez communiquer avec votre gros ordinateur et vous abandonner à la gestion centralisée. C'est donc la meilleure façon d'éviter la « confusion répartie ».



هكذا من الأصل

SCIENCES

PAR UN ENSEMBLE DE MESURES PONCTUELLES

Le gouvernement veut encourager la recherche industrielle

M. René Monory, ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, et Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat à la recherche, ont détaillé mercredi 21 septembre, au cours d'une conférence de presse, les mesures visant à favoriser la recherche industrielle et technologique arrêtées le jour même en conseil des ministres (lire page 12).

Le conseil des ministres a aussi débattu de l'ensemble des problèmes de la recherche. M. Sourdille a rappelé deux axes de la politique de recherche : faire le point, en évaluant secteur par secteur les hauts et les bas de la recherche française et en jugeant de son niveau international ; insuffire la recherche pour qu'elle réponde à moyen terme aux problèmes que posent

les grands changements économiques. Pour le premier axe, le secrétaire d'Etat constate que n'existent pas actuellement les moyens de faire une évaluation critique. Quant à l'orientation, la difficulté essentielle vient d'un manque de cohérence entre les secteurs forts de la recherche fondamentale et ceux de la recherche industrielle.

M. Sourdille a fait adopter quelques mesures pour lever les obstacles ; pour l'essentiel, elles facilitent les échanges d'hommes et d'informations entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée d'une part, entre la France et l'étranger d'autre part.

LES PRINCIPALES MESURES

● **Maintenance du financement public de la recherche industrielle et technologique** — A un niveau comparable à celui des autres pays industrialisés. — Ce principe fera l'objet d'une étude du secrétariat d'Etat à la recherche qui proposera pour le 1^{er} janvier 1978 une répartition secteur par secteur.

● **Création d'un comité de coordination interministérielle de la recherche technique** — Placé auprès du ministre de l'industrie et de la recherche scientifique et technique, ce comité aura pour rôle de définir, secteur par secteur, les grandes orientations que doit suivre l'aide de l'Etat.

● **Rattachement au ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat du délégué à la recherche industrielle et technologique** — A la suite de la scission en deux du ministère de l'industrie et de la recherche, le délégué était à la fois rattaché au ministère de l'industrie et au secrétariat d'Etat à la recherche. Son rôle sera désormais de coordonner les actions du ministère en matière de recherche industrielle et d'aider le directeur général de l'industrie à intégrer les préoccupations de la recherche dans la définition d'une politique industrielle.

● **Encouragement à la « diffusion de la technologie »** — Les

grands organismes publics de recherche et les établissements d'enseignement supérieur seront amenés à renforcer leur appui technologique à l'industrie.

Les autres mesures sont notamment : ● **La décentralisation des procédures** — Les « points d'entrée » des dossiers de demande d'aide publique seront désormais régionalisés. Les dossiers seront accueillis par les services extérieurs régionaux des différents ministères. A titre expérimental et dans quatre régions (Rhône-Alpes, Aquitaine, Nord-Pas-de-Calais et Midi-Pyrénées) l'instruction des demandes inférieures au million de francs sera menée aux places.

● **L'assouplissement de certaines règles financières** — Les sociétés financières d'innovation verront leurs règles de fonctionnement allégées ; elles pourront bénéficier, dans une certaine mesure, de l'aide au développement ; les sociétés de développement régional recevront du ministère de l'économie et des finances des directives pour les inciter à mieux s'associer à l'effort d'innovation des P.M.I.

(1) Y compris le ministère de la défense et le secrétariat d'Etat aux P.T.T. qui développent traditionnellement à la coordination interministérielle au sein de l'enveloppe-recherche.

EQUIPEMENT

A PROPOS DE...

UNE INITIATIVE DES USAGERS

Un marché commun du téléphone ?

Quatorze associations nationales et internationales concernées par les difficultés que rencontrent les usagers des télécommunications se sont réunies le 15 et le 16 septembre à Paris pour jeter les bases d'une fédération européenne des organisations d'usagers des télécommunications.

Ces travaux préliminaires, organisés par l'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (AFUTT), ont rassemblé des organismes de consommateurs privés, des groupements d'industriels et des associations comprenant des deux catégories d'usagers : AFUTT (France), Association suisse des usagers des télécommunications (ASUT), European Communications Users' Committee (Grande-Bretagne), European Association of Scientific Information Dissemination Centers (EUSIDIC), International Telecommunications Users Group (INTUG), International Press Telecommunications Council (I.P.T.C.), Post Office Users National Council (Grande-Bretagne), Post Office Users' Council (Irlande), Svenska Mekanförbundet (Suède), Telecommunications managers association (Grande-Bretagne), Association de utilisateurs del telefono y de la Telecomunicacion (Espagne).

Certains ont exprimé leur détermination à obtenir des comptes des services des télécommunications. M. Crignon (POUC-Irlande), notamment, déclaré : « Il faut que nous soit reconnu le droit de nous occuper des prix et de la qualité du service, puisque ce sont les usagers du téléphone qui sont les propriétaires du réseau. »

M. Garcia-Palacios (UTTE-Espagne) a jugé inadmissible que les abonnés espagnols ne puissent pas discuter les clauses qui leur sont imposées par la loi de la téléphonie. « Nous avons formé un recours administratif pour obliger celle-ci à publier ses tarifs qu'elle tient secrets depuis 1959 », a-t-il déclaré.

Enfin, M. Jean-François Berry (AFUTT-France) a annoncé qu'un comité provisoire était chargé de préciser les objectifs et les moyens de la future fédération européenne des usagers des télécommunications qui ne devrait pas se contenter de rassembler des informations techniques, mais devrait aussi faciliter les discussions avec les administrations afin de faire aboutir les revendications des abonnés.

ALAIN FAUJAS.

CIRCULATION

FEUX TRICOLORES SONORES A LILLE

Des feux tricolores sonores viennent d'être inaugurés dans la banlieue lilloise, près d'un ensemble scolaire pour handicapés de la rue.

Lorsque le feu est au rouge, un rétroviseur prévient le piéton qu'il peut traverser. De tels systèmes existent déjà dans plusieurs grandes villes européennes, notamment en Grande-Bretagne.

TRANSPORTS

Le métro en trois langues.

Un nouveau guide du métro vient de faire son apparition dans les bibliothèques. Sa particularité : il est écrit en trois langues : français, anglais, allemand. Les usagers du métro y apprendront comment lire un plan du réseau, comment établir son itinéraire. Ils y trouveront également la liste des mots et expressions essentiels utilisés sur le réseau, la liste des trois cent cinquante-deux stations, le tracé détaillé des lignes, la liste des principaux monuments parisiens et les stations qui les desservent.

■ *Métro-Guide-Paris*, 110 pages. Edit. Guy Aubier.

● **Trop d'avions au-dessus de Chavigny** — Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire a eu du mal à rassurer M. Marc Lauriol, député U.D.R. des Yvelines qui s'inquiétait du trouble qu'apporte aux riverains la multiplication des vols des avions de tourisme autour de l'aérodrome de Chavigny dans les Yvelines.

Dans une lettre du 7 mars 1977, expliquait M. Lauriol, le ministre indiquait que le nombre des mouvements d'avions sur l'aérodrome serait limité à 100 000 par an. Or en 1976, le nombre des vols a été de 142 000. « Comment, demande le député, et dans quel délai envisagez-vous de rendre cette limitation effective étant donné que chaque année les nuisances augmentent et que celles subies au cours de ce printemps 1977 atteignent, pour les familles, les limites du tolérable. »

Réponse du ministre dans le *Journal officiel* du 10 septembre : « Des études sont en cours et elles pourraient aboutir à partir du printemps prochain. »

URBANISME

● **Une serre sous Beaubourg ?** — M. Pierre-Charles Krieg, député R.P.R. de Paris, interroge le ministre de la culture et de l'environnement sur la demande de permis de construire déposée pour la construction sur la place du Centre Georges-Pompidou (Beaubourg), en bordure de la rue

Saint-Martin, d'une serre de 220 mètres carrés destinée à des expositions florales (*Journal officiel* du 17 septembre). Le député rappelle qu'une servitude de non aedificandi frappe cette place, où a cependant été reconstruit l'atelier du sculpteur Brancusi (le *Monde* du 26 juillet).

Un contrat sur mesure.

Vous fixez vous-même le montant de la rente destinée à votre enfant. Vous décidez également de l'âge jusqu'auquel vous souhaitez qu'il bénéficie de cette rente.

Une double protection contre l'inflation.

Chaque année, le montant de la rente augmente doublement : à une première augmentation, fixe, de 3,5 % vient s'ajouter une seconde augmentation prélevée sur les résultats de la Société. A titre d'exemple, au 1^{er} juillet 1977, l'augmentation globale pour une année a été de 9,97%.

Cette augmentation globale intervient sur tous les éléments de la Rente Éducation : les cotisations futures, la valeur de la rente garantie et le montant de la rente en cours de paiement.

Un exemple de Rente Éducation.

Un chef de famille de 35 ans garantit

son enfant de 10 ans jusqu'à ses 25 ans. Pour une rente annuelle de 7.000,00 F, la cotisation trimestrielle payable pendant 9 ans seulement, est de 160,00 F taxes comprises.

Le Groupe Ancienne Mutuelle : la confiance de près de 1.000.000 de sociétaires.

Le Groupe Ancienne Mutuelle n'a pas d'actionnaires dont il faudrait rémunérer les capitaux. Il est la propriété des assurés eux-mêmes, ses sociétaires, à qui les excédents (bénéfices) profitent exclusivement. En souscrivant une Rente Éducation, vous devenez sociétaire du Groupe Ancienne Mutuelle.

Pour obtenir gratuitement et rapidement une documentation complète sur Rente Éducation, complétez le bon ci-dessous et renvoyez-le à : Groupe Ancienne Mutuelle Rente Éducation - 14, rue de Londres, 75440 Paris Cedex 09.

“Tu seras un homme mon fils...”

Je désire recevoir gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation sur Rente Éducation.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : n° _____, rue _____

Code Postal : _____

Ville : _____

A renvoyer à : Groupe Ancienne Mutuelle Rente Éducation - 14, rue de Londres, 75440 Paris Cedex 09

Société d'assurances à forme mutuelle
Entreprises régies par le code des assurances.

محکمات الاموال

RELIGION

JOUR DE PÉNITENCE ET DE MORTIFICATION

Les juifs célèbrent le Kippour 5738

par ARNOLD MANDEL (*)

A l'occasion du Yom Kippour, nous publions ci-dessous un article de M. Arnold Mandel. Critique littéraire et chroniqueur à l'«*Arché*», revu de la communauté juive de France, M. Mandel a déjà publié dans «*Le Monde*» du 18 juillet une «*Libre opinion*» consacrée à Israël et la Tora. Essayiste, il a publié chez Calman-Lévy un ouvrage sur «*La Voie du hassidisme*».

Cette année, le Grand Pardon tombe le 22 septembre, selon le calcul hébraïque, 10 Tishri en la nouvelle année 5738, qui a commencé le 1^{er} Tishri (13 septembre) avec la fête du Roch-Hachana.

Le jeûne total débute la veille au soir, le 21 septembre, et dure un peu plus de vingt-quatre heures, ne finissant que le jour de Kippour, même qu'après la tombée de la nuit, au moment où les portes du ciel sont censées se relever. Elles étaient ouvertes durant tout le temps de l'exil pour accueillir la voix du repentir et l'imploration de miséricorde.

Le Kippour est une grande fête juive, celle qui se substitue, pour désigner un jour de pénitence et de mortification, convienne assez mal. Le terme biblique de «*convocation*» est plus adéquat.

Dans Lévitique 23-27, la célébration de Kippour est ordonnée et codifiée : «*Ce sera le jour des expiations : vous aurez une sainte convocation ; vous humilierez vos*

âmes et vous offrirez à l'Eternel des sacrifices consumés par le feu... » L'universalité de Kippour, le fait qu'il concerne et touche la plus grande partie des quelques quatorze millions de juifs dans le monde, lui confère une vertu de communion sans comparaison avec les autres célébrations mosaïques, y compris le «*Pessah*», la pâque juive, commémorant l'exode de l'Egypte.

Les «*juifs de Kippour*», on qualifie ainsi, dans le milieu juif, les non-pratiquants qui, durant toute l'année, ne mettent jamais le pied à la synagogue, mais qui, le jour de Kippour, y affluent et, quand il n'y a plus de place à l'intérieur, stationnent sur la parvis.

Kippour étant voué à la quête de pardon pour les péchés commis, il est logique que les contrevenants attirés aient voix — voix de repen-

tir — au chapitre. Parmi ces assidus intermittents, il y a aussi des agnostiques. La prière dite «*Yizkor*», pour les parents défunts, contribue beaucoup à la présence sur les lieux de ces irréligieux ou irréguliers. Au terme d'une certaine déjudéisation subtile souvent encore, à l'état résiduel, une sorte de shintoïsme juif au second degré : le culte minimal du culte des ancêtres.

Très probablement moins nombreux que de nos jours, les «*juifs de Kippour*» ont sans doute existé aussi autrefois. Dans la prière introductive que l'on récite, à voix basse, la veille de Kippour, on demande à Dieu l'autorisation de «*prier avec les pécheurs*» (avec et pas pour).

Du «*Kol Nidré*» à la «*Neïla*»

La liturgie de Kippour, pour qui en connaît le sens, est d'un bouleversant pouvoir d'émotion. Hymnes, cantiques, louanges, litanies et élégies alternent. Dans les oratoires orthodoxes ou l'assistance comprend l'hébreu liturgique, les fidèles ne se contentent pas de suivre dans le rituel les vocalises du hazzan, le ministre-officiant, mais psalmodient ou chantent avec lui.

Tantôt psalmodie et tantôt plaignant, les oratorios de repentir et de réparation atteignent parfois le point culminant de l'effusion religieuse —

surtout dans les petits oratoires de rite hassidique — avec des voix sanglotantes, sans que jamais ce pathétique dépasse ses propres limites, celles qui séparent la ferveur de la frénésie.

Le long office de Kippour a commencé la veille par le «*Kol Nidré*», toujours très solennel, cantate chez les ashkénasim — les juifs d'Europe centrale et orientale, — récitatif chez les sepharim — les juifs méditerranéens. En dehors des quelques versions traditionnelles aux auteurs anonymes, la ligne mélodi-

que de cette oraison fut aussi tracée, ou harmonisée, par des compositeurs classiques, dont César Franck. On se perd en conjectures quant à l'origine du «*Kol Nidré*», dont le contenu textuel ne semble pas pouvoir expliquer suffisamment la charge d'émotion qu'il communique. Les deux mots «*Kol Nidré*» veulent dire tous les serments. C'est, en langue araméenne, une annulation de vœux, en substance. «*Nous annulons tous les serments faits et les considérons comme nuls et non avenue*». Il s'agit, en l'occurrence, d'effacer l'éventuel parjure en «*annulant*» sa cause première, la promesse.

Quelques exégètes et rabbins d'antan avaient proposé la suppression du «*Kol Nidré*», le considérant comme immoral dans ses effets psychiques, pouvant inciter au faux serment, en raison même de la possibilité d'annulation. Dans la communauté de Barcelone d'avant l'exode juif d'Espagne (1492), il était interdit.

Il s'est cependant maintenu presque partout ailleurs. Le «*Kol Nidré*» aurait été composé en Espagne par des marranes juifs convertis de force à la religion dominante, pratiquant officiellement le catholicisme, pour s'identifier, clandestinement, avec une profonde et douloureuse ferveur, au culte de l'hérésie juidaïque. L'annulation se rapporterait alors à la conversion même, à la promesse faite, sous la

contrainte, d'adorer la Croix. Or d'innombrables victimes des bûchers de la Sainte Inquisition étaient des marranes, condamnées en tant que relaps pour pratiques juives. Dans un tel contexte, on comprend la connotation pathétique du «*Kol Nidré*».

La «*Neïla*» est la prière de clôture de Kippour. Au terme de la pénitence et du jeûne, la joie revient dans la modulation du cantique. Confiants en la mansuétude divine, les fidèles supposent qu'ils sont pardonnés et que sont exaucées leurs prières.

A Paris

Le Kippour à Paris n'est pas tout à fait semblable au Kippour dans les monts de Galilée, ni même à celui du vieux ghetto de Rome, sur les bords du Tibre ou encore à celui d'Amers, dans la rue du Pelican, peuplée de diamantaires hassidiques. Ici, Kippour n'est pas «*dans l'air*». La promenade ou le pèlerin, non concentré remontant, les Champs-Élysées ou longeant le boulevard des Capucines peut ne s'apercevoir de rien. Cependant, sans parler du classique quartier juif Saint-Paul, avec sa «*main street*» judaïque, la rue des Rosiers et une partie du 9^e arrondissement — le faubourg Montmartre, la rue Richer, la rue Buffault, la rue Cadet, — bruissent, ce jour-là, d'oraisons hébraïques.

Avec ses bars, ses cinémas et ses restaurants, cette zone, qui ne semble pas être de prime abord vouée à la dévotion, présente la plus forte densité de synagogues et d'oratoires juifs du Grand Paris. La population juive y est à dominante nord-africaine, tunisienne surtout. La nature exubérante méditerranéenne de ces natifs de la Goulette, de Gabès et

de Sfax fait l'ambiance, non seulement dans les maisons de prière mais aussi en pleine rue.

Même spectacle — plus haut en couleur encore — dans le secteur central de Belleville et jusqu'à Ménilmontant. En dehors des synagogues régulières, ouvertes toute l'année, de nombreux locaux sont loués et temporairement transformés en lieux de prière. Sans maître-autel, ni colonnes, ni statues, la Maison de Dieu juive est amovible. Ses fondations importent peu. L'assistance et l'unique présence des rouleaux de la Tora la consacrent et la sanctifient.

On estime la population juive de l'agglomération parisienne à environ trois cent mille personnes. Il serait hasardeux d'avancer un chiffre précis sur la participation à la célébration du Grand Pardon. On peut cependant l'évaluer à 50 % environ de ce peuplement. En province, cette proportion est plus élevée. Elle doit approcher les 100 % en Alsace et en Lorraine, notamment à Strasbourg, qui, avec Amers et Milan, est l'une des métropoles européennes du judaïsme religieux.

La transplantation du jour de Kippour à la latitude de Paris n'a pas été fatale. Sur les rives de la Seine, bien que ce cours d'eau coule au cœur même de la Diaspora, ne se pose tout de même pas la question du psalme 137, celle des exilés près des fleuves de Babel : «*Comment chanterions-nous le cantique de l'Eternel sur une terre étrangère ?* »

(*) Romancier et essayiste.

Jones rajeunit et ouvre 10 nouvelles boutiques. Voici la troisième.



La boutique
FOURRURES.

Jones
39, av. Victor-Hugo, Paris 16^e - 727.06.30

Jusqu'au 20 octobre, 15 % de remise sur tous les articles avec la carte Jones.

A Paris

ROIS PAROISSES
CÉLÈBRENT
DES «*MESSES ACCORDÉES
À LA SENSIBILITÉ
DES TRADITIONALISTES*»

Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, actuellement à Rome avec les évêques de la région parisienne pour leur visite ad limina auprès du pape, a récemment décidé de désigner trois paroisses parisiennes pour célébrer chaque dimanche à partir du 25 octobre, une messe selon le rite de Paul VI, qui soit accordée à la sensibilité des traditionalistes.

D'autre part, devant la récente assemblée du conseil presbytéral de Paris, le cardinal a affirmé : «*Il convient que cesse le scandale de l'occupation de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. (...) J'en tends prendre en main directement l'avenir de l'action juridique. J'ai demandé à Mgr Pénit, aux Frères Huet et Coloni d'être mes délégués.* »

**TRÉCA
ÉPÉDA
SIMMONS**
Les 3 grands noms de la
littérature exposent leur
gamme complète chez :
CAPELOU

DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 10^e ■ TEL. 357.46.33
Métro : Parmentier

Préparation annuelle

SC.P.O.
sur place (3 centres à Paris)
ou par correspondance

- Examen d'entrée 1^{er} année ;
- Préparation ministérielle 2^e année ;
- Centres en cours d'A.P.

CEPES Groupement libre de professeurs
37, rue Ch.-Lefèvre, 92 Neuilly
Tél. 722.94.94 ou 745.08.19

هكذا من الأصل

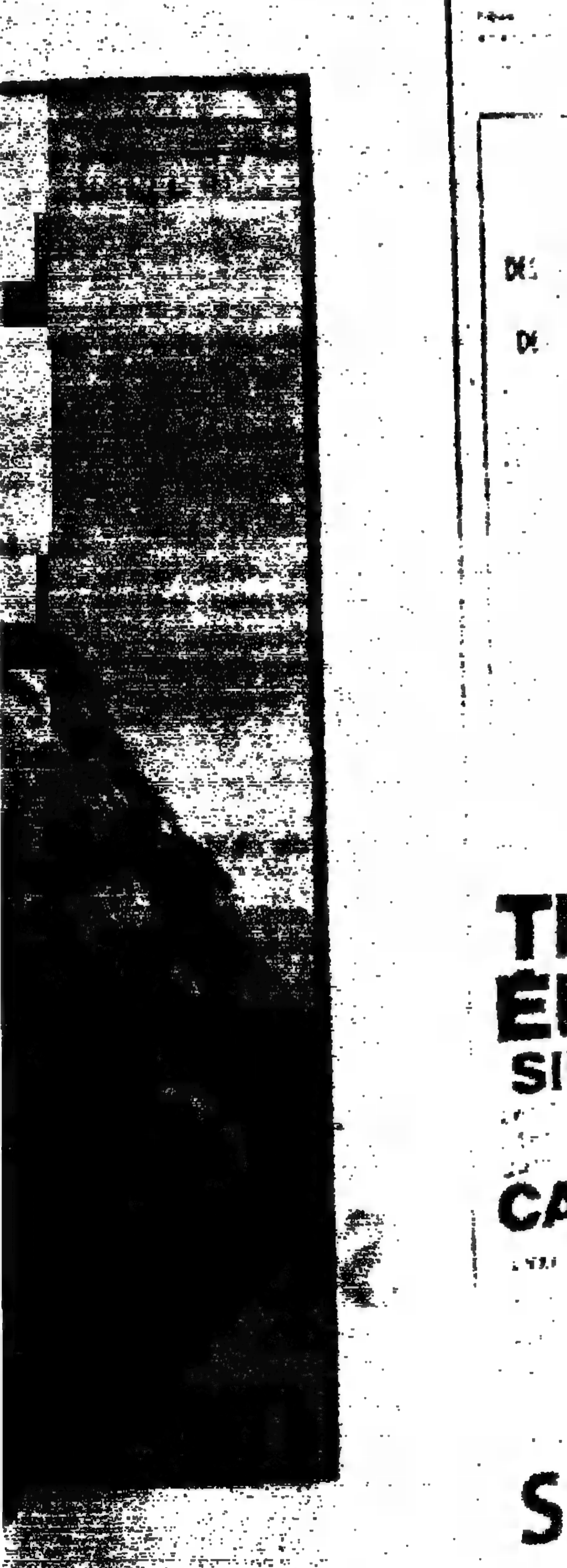
LIGNE

APPLICATION
pour 5738

LA ROSSETTE...
LA ROSSETTE...
LA ROSSETTE...

LA ROSSETTE...
LA ROSSETTE...
LA ROSSETTE...

boutiques.



LA ROSSETTE...
LA ROSSETTE...
LA ROSSETTE...



SIEGE KASHIMA. LE CENTRE FAMILIAL DE CONFORT ET DE LOISIRS LIGNE ROSET.

Kashima, c'est beaucoup plus qu'un siège. Roset l'a conçu pour vous, pour votre confort. Et parce que chacun de vous est différent, Kashima n'a pas une seule forme, mais toutes les formes que votre imagination voudra lui donner. Kashima existe en beaucoup de matières

et en beaucoup de coloris. Kashima de Roset, c'est votre confort comme vous avez envie de vivre votre confort. Et pourquoi ne pas l'acheter à crédit? Le catalogue 77-78 vous sera remis dans nos magasins ou vous sera envoyé contre 8 F en timbres poste.

ligne
roset

- Paris et région parisienne

75002 127 bd de Sébastopol, Ligne Roset

75007 7 rue de Solferino, Le Bihan

75007 189 bd St-Germain, Ligne Roset

75009 40 bd Hausmann, Ligne Roset, Galeries Lafayette

75009 64 bd Hausmann, Ligne Roset, Printemps

75011 25 fg Saint-Antoine, Le Bihan

75014 94 bd du Montparnasse, Jamica

75016 104 rue Michel-Ange, Ligne Roset

75018 57 bd Barbès, Ligne Roset

60100 Creil/Nogent, centre commercial Escale, av. de l'Europe, S.N.A.

77000 Melun 3 av. du général-Patton, Profil

78630 Orgeval, centre commercial Nationale 13, Art de Vivre

91000 Evry, centre commercial régional Evry 2 centre, Ligne Roset

93380 Pierrefitte, 129 bd Jean-Mermoz, Ambiance

94014 Créteil, centre commercial régional Créteil soleil, niveau haut, Ligne Roset

94150 Rungis, centre commercial de Belle Epine, Galeries Lafayette

94210 La Varenne, 81 bis av. du Bac, Formes Actuelles

94270 Kremlin-Bicêtre, 43/45 av. de Fontainebleau, Baudry

Province

01000 Bourg-en-Bresse, 10 rue Gambetta, Formes Contemporaines

01170 Cey-Macconnex, l'Habitation

01450 Poncin St-Jean-le-Vieux, Meubles Perraud

02200 Soissons, 1 rue du Commerce, Desmagne

03100 Montluçon, 4 bd de Courtais, La Calèche

03000 Moulins, 8 rue du 4-Septembre, Larmé

04200 Sisteron, 28 rue Saunerie, Meubles Bouisson

05000 Gap, 53 rue Carnot, Hermitte

05100 Briançon, 37 av. de la Gare, Hermitte

06500 Menton, 17 av. Carnot, Meubles Sélection

06000 Nice, 8 rue Halevy, Meubles Sélection

06000 Nice, 17 rue Raiberti, Euroméubies

06400 Cannes, 100 rue d'Antibes, Miami

06160 Juan-les-Pins, 103 bd Wilson, Verrier

06700 St-Laurent-du-Var, Bretelle Cap 3000, av. Léon-Béranger, Ligne Roset

08000 Charleville-Mézières, 51 cours Aristide-Briand, Ligne Roset-Module
- 09400 Tarrascon/Mercus, RN 20, Meubles Ferré

10000 Troyes, 14 rue Colbert, Ligne Roset 3

31000 Carcassonne, 6 rue Victor-Hugo, boutique Carance

11100 Narbonne, 28 bis et 30 rue Droite, Formes

12000 Rodez, 37 rue Beteille, Masson

13006 Marseille, 31 cours Lieutaud, Lignes nouvelles

13000 Marseille, 59 bd Rabateau, Ligne Roset

13700 Marseille-Vitrolles, galerie marchande Carrefour, Déco 3000

13100 Aix-en-Provence, 16 cours Sextius, Ligne Roset

14000 Caen, 3 quai de Juillet, Ligne Roset

14800 Deauville, 38 rue Désiré Le Hoc, Tragin

15000 Aurillac, 27 rue des Forgerons, Arco

17000 La Rochelle, 6 rue du Palais, Antariou

18000 Bourges, 13 rue Coursarion, Ligne Roset

19100 Brives, 14 av. du maréchal-Foch, Catherine Granet

21000 Dijon, 3 rue Chaudronnerie, Ligne Roset

22000 St-Brieuc, 7 rue Houvenagie, Modulor

24100 Bergerac, 40 rue neuve d'Argenson, Fray

24000 Périgueux, 3 quater rue des Jacobins, Novamob

25000 Besançon, 4 rue de l'Orme de Chamars, Koenig

25200 Montbéliard, 22 rue des Febvres, Cheval

26100 Romans, Le Neully place Jean-Jaurès, Espace Contemporain

26000 Valence, 8 rue Ferdinand-Marie, Espace Contemporain

27000 Evreux, 66 rue Joséphine, Ligne Roset

28000 Chartres, 28 rue porte Morard, Ligne Roset

29000 Quimper, route de Bénodet, Style et Décor

29200 Brest, 33 ter rue Traverse, Ligne Roset

29210 Morlaix, 57 rue de Paris, Exameuble

30100 Alès, 47 rue d'Avéjean, Renvier

30200 Bagnols/Cèze, av. du Pont, Renvier

30000 Nîmes, 1 bd Amiral-Courbet, Renvier

31000 Toulouse, 21 rue du Taur, Dalet
- 31000 Toulouse, 1 rue Ozanne, Ligne Roset

32000 Auch, route de Toulouse, Nogues

33700 Bordeaux-Mérignac, 209 av. de la Marine, route Cap Ferret, Domus

33500 Libourne, 78 rue Gambetta, Ligne Roset

34000 Montpellier, 24 av. du pont Juvénal, Renvier

35000 Rennes, 67 bd de la Tour d'Auvergne, Ligne Roset

35400 St-Malo, 50 rue Ville Pépin, l'Echoppe

37000 Tours, 21 rue Charles-Gilles, Profil

38000 Grenoble, 9/11 bd Maréchal-Joffre, Ligne Roset

38000 Grenoble, 35/37 rue des Déportés du 11/11/1943, Interiora

38000 Grenoble, 2 et 3 av. Rhin et Danube, Ralfin

38300 Bourgoin-Jallieu, 33 rue de la République, Vivier

39000 Lons-le-Saulnier, 15 av. d'Offenbourg, Décor 39

40100 Dax, 3 rue Saint-Vincent, Sailhan

42110 Feurs-Civens RN 82, Centre Meubles

42000 St-Etienne, 10/21 rue Léon-Nautin, Coursol

43000 Le Puy, 11 rue Porte-Aiguère, Geneste et Bordat

44000 Nantes, 3 rue Franklin, Ligne Roset

44000 Nantes, 1 rue Voltaire, Ligne Roset

44600 St-Nazaire, 36 rue Albert-de-Mun, Herveau Brissot

45200 Montargis, 53 rue du Général-Leclerc, Saigot

45000 Orléans, 101 rue Bannier, Ligne Roset

46000 Cahors, 6 place St-James, Couderc

47000 Agen, passage d'Agen, Environnement Futur

49308 Cholet, 17 rue Clemenceau, Chenuet

49000 Angers, 23 rue St-Julien, Ligne Roset

51000 Reims, 56 place Drouot d'Erlon, Ligne Roset

54000 Nancy, 14 rue Raugraff, Ligne Roset

56000 Lorient, 39 cours de la Bove, Ligne Roset, Chel Décor

57602 Forbach, 80/96 rue Nationale, Cahen

57000 Metz, 8 place St-Louis, Ligne Roset

58000 Nevers, 4 place du Lycée, Jancyr

59240 Dunkerque, 15 place de l'Europe, Meubles Coppin

59100 Roubaix, 15 rue Vieil Abreuvoir, Ligne Roset
- 59190 Hazebrouck, 57 Grande Place, Meubles Coppin

59000 Lille, 68 rue d'Esquermoise, Mobilier d'Aujourd'hui

59300 Valenciennes, 34/36 rue de la Vieille Poissonnerie, Belin

62000 Arras, 16 place de la Vacquerie, Climats d'Aujourd'hui

62400 Béthune, 650 bd Poincaré, Crim

62200 Boulogne/Mer, 89 Grande-Rue, La Meublerie

63000 Clermont-Ferrand, 18 av. des Etats-Unis, Ligne Roset

64600 Biarritz-Parme, av. du Mal-Juin, Ligne Roset

64000 Pau, 11 rue Léon-Daran, Trivium

65420 Ibos-Tarbes, route de Pau, Flash Mobilia, M.D.F.

66000 Perpignan, 51 av. du Gal-de-Gaulle, Ligne Roset

67000 Strasbourg, 27 rue du Dôme, Actuel 3

68100 Mulhouse, 7 rue Schlumberger, Ligne Roset

69002 Lyon, 41 rue de la République, Ligne Roset

69003 Lyon, centre commercial de la Part-Dieu, Galeries Lafayette

69006 Lyon, 1 quai du Général-Sarrail, Ligne Roset

71200 Le Creusot, 103 rue du Mal-Foch, Cottin

72000 Le Mans, 115 rue Nationale, Noël Bellier

73100 Aix-les-Bains, 7 av. de Tresserve, Ligne Roset

74000 Annecy, 53 rue Carnot (angle av. de Brogny), Ligne Roset

74100 Annemasse, 16 rue du Ghablais, Moenne-Loccoz

74800 La Roche-Foron, 33 rue des Afforêts, Moenne-Loccoz

76000 Rouen, 4 pl. de la République (près pont Corneille rive droite), Ligne Roset

76000 Rouen, 29 av. de Caen, Froger

76600 Le Havre, 47 pl. de l'Hôtel-de-Ville, Galerie Espace

76600 Le Havre, 7 rue Casimir-Périer, M.A.B. Décoration

79000 Niort, 23 rue Sarrazine, Bordet & Fils

81000 Albi, 18/38 rue de l'Hôtel-de-Ville, Fabre

82130 Villeneuve-Lafraîçaise, nationale 127, Coustau-Larigues

83400 Hyères, 9 av. Lyautey, Le Franc

83360 Port-Crimaud, les Trois Dauphins

83100 Toulon, 2 place de la Liberté, Décotec
- 83600 Fréjus, 450 av. Aristide-Briand, Sélection Design

84000 Avignon, 6 rue Rappe, Ligne Roset

85100 Les Sables-d'Olonne, 8 rue de l'Hôtel-de-Ville, Les Meubles R.Y.

85000 La Roche-sur-Yon, 4 rue du Lycée, Viva

86100 Châtelleraut, 115 rue Jean-Jaurès, Dupont

87000 Limoges, 14 rue Elie-Berthet, Guénand

88100 St-Dié, 48 rue Thiers, Bucher

89000 Auxerre, 29/32 place de l'Hôtel-de-Ville, Ligne Roset

90000 Belfort, 28 rue Thiers, Ligne Roset

LIGNE ROSET. 163 MAGASINS POUR MEUBLER VOTRE IMAGINATION.

صكنا من الأصل

SOCIÉTÉ

LE « PLAN D'ACTION » POUR LA JEUNESSE

Les oublis de M. Dijoud

Le « plan d'action » de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse, a été présenté le 21 septembre, à l'Assemblée nationale, à la tribune de la présidence de la République. Mais, au-delà de la nouveauté de la démarche, il y a-t-il eu des oublis ?

« La France, a-t-il déclaré, doit avoir une politique globale de la jeunesse. » Mais, à dire que les préférences ont été les aspirations, on s'en est tenu au premier ministre qui, il y a moins d'un mois, à Colmar, invitait précisément les jeunes chômeurs à renouer à leurs aspirations pour occuper le premier emploi disponible (« le Monde » du 23 août). Le service militaire est-il adapté ? Qu'en pense M. Dijoud ? M. Dijoud — qu'en pense le ministre de la défense ? — propose d'instituer un service national civil. L'orientation est

Le chômage et la drogue ?

Mais l'imposante série de mesures passe étrangement sous silence certains problèmes épineux : le chômage et la drogue, notamment. On objectera qu'ils ne relèvent pas directement de la compétence du secrétaire d'Etat. Mais, outre que M. Dijoud a prouvé qu'il savait s'écarter de son sujet, est-ce un « oui » n'est pas un hasard.

M. Dijoud croit à une jeunesse, dans sa très grande majorité, « heureuse, équilibrée et raisonnable ». Il a fait constater à l'Assemblée nationale, par sondage (« le Monde » du 10 septembre), il ne manque aucune occasion de le répéter : la politique déconne directement de cette « révélation ». Ce choix est, à un double titre, dangereux. D'abord parce que les chômeurs, les drogués et les marginaux — fusent-ils en petit nombre — méritent, par définition, davantage d'attention que les autres. Ensuite, parce que les maux dont souffrent nos sociétés sont parfois plus révélateurs que des signes apparents de vigueur. Que penserait-on d'un médecin qui, négligeant les syndromes circonscrits, mais douloureux, d'une maladie,

BERTRAND LE GENDRE.

DÉFENSE

Nominations militaires

- Le général Michel Duval reçoit sa quatrième étoile
- Le général Lucien Bourgue est gouverneur militaire de Marseille

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 21 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

■ **TERRE** — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Michel Duval.

(Né le 15 avril 1920 à Paris et ancien élève de Saint-Cyr, Michel Duval a été blessé et fait prisonnier en juin 1940. Il s'est distingué dans l'infanterie coloniale en Afrique et participe aux campagnes d'Algérie, de Corse, de France et d'Allemagne jusqu'en 1945. Il est ensuite affecté en Indochine, en Afrique et en Algérie.

Il sert à la division « organisation » de l'état-major des armées en 1962 et commande, en 1966, le régiment d'infanterie de chars de marine. Après plusieurs postes d'état-major, il commande en 1973 la 33e division militaire de Nantes. Il est placé, en 1975, auprès du ministre de la coopération, Pierre Abelin, comme chef de la mission militaire de coopération et, à ce titre, il est chargé des contacts avec le gouvernement libanais lors de la libération de M. Claude.

Sont nommés : commandant supérieur des forces armées aux Antilles-Guyane, le général de division Georges Maudin ; gouverneur militaire de Marseille, commandant la 53e division militaire territoriale, le général de division Lucien Bourgue ; major régional de la IIIe région militaire (Rennes), le général de division Pierre Caillaud ; sous-chef d'état-major des armées, le général de brigade Victor Loizillon ; chef de la division « organisation logistique » de l'état-major des armées, le général de brigade Jean Jarrige.

■ **MARINE** — Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Bernard Franchet ; contre-amiral, le capitaine de vaisseau Jacques Bonneton.

■ **AIR** — Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Paul Vaujour ; général de brigade aérienne, les colonels Edgard Pintor et Paul Simonet.

Est nommé adjoint au général inspecteur technique de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Jacques Roger.

■ **SERVICE DE SANTE** — Est nommé chef de la mission médicale française à Abidjan (Côte-d'Ivoire), le médecin général Georges Boule.

■ **JENDARMERIE** — Est promu général de brigade, le colonel Robert Andraud. Est nommé commandant des forces de gendarmerie d'outre-mer, le général de brigade Paul Bagarie.

A Brest

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR ADJOINT DE L'ARMÉE CHINOISE REND HOMMAGE AU GÉNÉRAL DE GAULLE

La délégation d'officiers généraux et supérieurs de l'armée chinoise conduite par le général Yan Cheng-wu, chef d'état-major adjoint des forces armées, était mercredi 21 septembre, à Brest (Finistère), l'hôte de la marine nationale et notamment du vice-amiral d'escadre Philippe de Gaulle.

Le général Yan Cheng-wu s'est rendu à bord de la frégate lance-engins *Duguay-Trouin*, où il était accueilli par le vice-amiral d'escadre de Gaulle, commandant l'escadre de l'Atlantique.

Le général Yan Cheng-wu, en s'adressant au vice-amiral d'escadre sur le pont de la frégate, lui a exprimé « tout le respect qu'avait eu le président Mao pour le général de Gaulle et la profonde admiration du peuple chinois pour le grand président de l'Etat français qu'avait été le général de Gaulle ».

Pour sa part, le vice-amiral d'escadre a rappelé que le général de Gaulle avait été un précurseur en renouant les relations diplomatiques avec la République populaire de Chine.

ÉDUCATION

M. JACQUES NARBONNE EST NOMMÉ PRÉSIDENT DU CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE

M. Jacques Narbonne, conseiller d'Etat, ancien conseiller technique au cabinet du général de Gaulle, vient d'être nommé président du conseil d'administration du Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.). Le conseil comprend seize membres, dont trois représentants du personnel et neuf membres de droit.

Outre M. Jacques Narbonne, trois personnalités ont été nommées par le ministre de l'éducation et de la jeunesse de leur compétence et de la nature de leurs activités : Mme Jacqueline Beytout, président-directeur général du journal *Les Echos* ; M. Guy d'Aboville, président du groupement des professionnels de l'audio-visuel, et Robert Fontillon, président de la commission d'aide électronique à l'enseignement de la Fédération des industries électroniques, membre du haut conseil de l'audio-visuel et maître (socialiste) de Buresnes.

[Né le 5 février 1918 à Courmayeur (Savoie), agrégé lettré, M. Jacques Narbonne est successivement professeur aux lycées de Lille, de Bordeaux et Jacques-Devoir à Paris (1942-1948), puis chargé d'enseignement à la faculté des lettres de Caen, assistant à la faculté des lettres de Paris (1953), détaché au C.N.R.S. en 1955. Membre du comité national de la recherche scientifique, il est chargé de mission (1959), puis conseiller technique (1963-1967) au cabinet du général de Gaulle, conseiller d'Etat, M. Jacques Narbonne a été chargé par le gouvernement de présider une commission de réforme de l'enseignement de l'architecture. Son rapport, remis à M. François Giroud, secrétaire d'Etat à la culture en 1976, est très sévère à l'égard de la politique menée jusqu'alors et préconise, notamment, la suppression de la sélection des étudiants en architecture (« le Monde », du 21 juin).

■ Un directeur d'école a été suspendu en Martinique, et plusieurs autres pourraient l'être prochainement en Guadeloupe, pour avoir participé au mouvement de grève lancé par les syndicats antillais les 15 et 16 septembre.

Mme MARIE-MADELEINE DE MONTERA QUITTE LE CABINET DE M. RENÉ HABY

Mme Marie-Madeleine de Montera, conseiller technique au cabinet de M. René Haby, va quitter ses fonctions le 26 septembre prochain. Elle était chargée notamment des relations publiques, des questions d'édition et d'enseignement audiovisuel. Elle ne sera pas remplacée, mais ses attributions seront réparties entre différents collaborateurs du ministre. Les relations avec la presse seront assurées par M. Claude Lafont, chef du service d'information, en liaison avec M. Claude Proux, directeur de cabinet. Les attributions pédagogiques reviendront à M. Jean Penard, conseiller technique.

Mme de Montera, qui avait occupé le même poste au cabinet de M. Joseph Fontanet lorsqu'il était ministre du travail, puis de l'éducation nationale, dirigera le service d'information et communication de Rhône-Poulenc.

LE SNES ET LA PUBLICITÉ POUR LA RÉFORME HABY

« Des chances égales dans tous les cartables », tel est le thème d'une publicité en faveur de la réforme Haby, projetée presque chaque jour sur les chaînes de télévision, entre deux « spots » publicitaires pour d'autres produits.

A ce propos, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) vient d'écrire au directeur de TFI et Antenne 2, ainsi qu'à M. Jean-Claude Servan-Schreiber, directeur de la Régie française de publicité.

Le secrétaire général du SNES demande aux directeurs de chaînes « dans quelles conditions » ils ont « pu accepter un procédé qui fait dérogation tant aux règles de la publicité qu'au cahier des charges qui s'impose à toute émission et qui vous oblige, en matière de communications du gouvernement, de les présenter comme tels aux téléspectateurs ».

Il demande d'autre part au directeur de la R.F.P. quel « contrôle » il a « effectué sur ce produit ». « Persuadés, ajoute-t-il, quant à nous, qu'il s'agit d'une publicité mensongère, nous sommes pris et en train de démonstration ; nous attirerons l'attention des médias qui ont été consultés au ministère de l'éducation et nous espérons que nous pourrions en bénéficier aux mêmes conditions ».

[M. Jean-Claude Servan-Schreiber, directeur de la R.F.P., nous précise qu'une circulaire du premier ministre antenne à la R.F.P. de diffuser les publicités pour les campagnes des grands services publics. Les scénarios ou les films sont envoyés par les ministères et c'est le premier ministre qui décide des termes de leur diffusion et des coûts payés par les autres clients. La R.F.P. n'a pas à contrôler les messages du gouvernement.]

La publicité pour la réforme Haby ne déroge donc pas à la règle. Il y a d'ailleurs des précédents tels que la campagne sur le service national, la lutte contre le cambriolage ou le recrutement des pompiers. Mais c'est la première fois que le thème de la campagne fait l'objet d'un débat politique dans le pays.

Le SNES ne peut prétendre à faire lui aussi de la publicité. Il peut simplement engager la procédure du droit de réponse.]

L'UNCAL RELANCE SON ACTION REVENDICATIVE DANS LES LYCÉES

L'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL) a fait « le bilan de la rentrée » au cours d'une conférence de presse tenue à Paris le 21 septembre.

Selon le président de l'UNCAL, M. Frédéric Maignan, « la rentrée est alarmante dans les lycées, dont les effectifs ont sensiblement augmenté cette année ».

Pour remédier à cette situation, « désastreuse malgré les déclarations d'auto-satisfaction de René Haby », les comités d'action lycéens vont faire campagne autour de cinq revendications : déblocage d'un crédit d'urgence pour les locaux vétustes, déblocage immédiat des classes de plus de trente-cinq élèves (pour arriver à un maximum de trente), augmentation de 25 % des bourses (pour arriver à la somme de 200 francs), recouvrement des inscriptions à l'université, allocation pour tous les jeunes à la recherche d'un premier emploi.

L'UNCAL va d'autre part mener campagne dans les lycées pour faire élire le maximum de délégués lors des élections au conseil d'établissement, qui se dérouleront en octobre prochain.

■ **RECTIFICATIF** — La proposition de loi de M. Guy Guérin, votée en juin dernier par l'Assemblée nationale, ne prévoit pas d'aide de l'Etat pour la construction des établissements privés, contrairement à ce que nous avons écrit dans l'article intitulé « Le Monde du 22 septembre ». Elle prévoit seulement une participation de l'Etat à la construction des ateliers mis en place par la réforme Haby.

AÉRONAUTIQUE

Une reprise de la production de Concorde aboutirait à des pertes considérables

estime une commission parlementaire britannique

De notre correspondant

Le rapport de la commission parlementaire britannique sur Concorde intervient au cours d'une semaine décisive pour l'avenir du super-avion franco-britannique. Celui-ci sera-t-il ou non autorisé à continuer à atterrir à Washington ? Pourra-t-il se poser à New-York ?

Théoriquement, le président Carter, qui reçoit actuellement partisans et adversaires de Concorde, doit prendre une décision au cours des tout prochains jours.

Londres. — La commission parlementaire de vérification des comptes publics a confirmé, mercredi 21 septembre, dans un rapport que la production de Concorde devra être arrêtée dans le courant de l'année prochaine. « Il ne semble pas qu'il soit pratiquement possible d'aller au-delà du programme de production des seize appareils autorisés », souligne la commission. En fait, les représentants du gouvernement avaient déjà abouti aux mêmes conclusions et avaient indiqué à plusieurs reprises que l'extension du programme de production ne pourrait être envisagée que si de nouveaux clients se manifestaient et si le prix de vente des appareils couvrait les coûts de production. La commission parlementaire estime que, « même avec de nouvelles commandes substantielles, une reprise de la production aboutirait à des pertes considérables ».

La société British Aerospace a déjà dû ralentir sensiblement sa production, notamment en réduisant de moitié (de six mille à trois mille) le nombre des ouvriers affectés à la construction de Concorde.

Le rapport de la Commission

indique que, sur les seize appareils prévus, le Royaume-Uni en construit huit. Pour le moment, neuf appareils sont achetés (cinq à British Aerospace, quatre à Air France). En tout état de cause, le contribuable britannique aura à supporter une perte de 200 millions de livres (100 millions de francs) résultant de la limitation du programme de fabrication, sans parler des 500 millions de livres représentant la part — évaluée sur quinze ans — de la Grande-Bretagne dans les coûts de recherche et de développement. Le rapport, critiquant les méthodes de financement gouvernemental, recommande qu'à l'avenir un contrôle normal des coûts soit appliqué dès le début d'un programme financé par des fonds publics.

Du côté syndical, un représentant des travailleurs de la chaîne de construction de Filton, près de Bristol, a déclaré qu'il était temps que les ouvriers soient fixés clairement sur leur sort et qu'ils sachent s'ils seront ou non sacrifiés en échange d'un contrat passé avec les Américains pour l'entretien et les réparations.

Plusieurs députés ont annoncé leur intention de lutter pour assurer la survie de l'appareil franco-anglais. « C'est en juillet 1973 que la construction du réacteur exemplaire, en cours de chantier à Filton, sera achevée. Les deux gouvernements sont convenus de longue date de ne pas lancer la production d'une nouvelle série tant que le marché sera qu'il est actuellement dans l'attente d'une décision d'atterrissage aux Etats-Unis. En 1977, la France, sans la participation de la Grande-Bretagne, a consacré 20 millions de francs à l'étude théorique d'un Concorde de seconde génération, et elle prévoit d'en dépenser dix nouveaux en 1978. »

ECOLE D'INTERPRETES ZÜRICH

Levants suisses de l'Institut C.

Cours d'allemand pour étrangers

Cours intensifs : 19 heures par semaine, le matin
Cours du soir : 2 fois 3 heures par semaine — laboratoire de langue
Début des cours : mars et octobre
CH-8000 Zurich

Schweizerstrasse 68

سكوا من الأصل

Le Monde

LES LIVRES

Le monde des siècles de M. J. G. Le Goff

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

« Le monde des siècles » de M. J. G. Le Goff est un ouvrage de référence, une véritable encyclopédie de la civilisation occidentale. L'auteur, historien de renom, aborde avec une maîtrise et une clarté exceptionnelles les grands thèmes de l'histoire humaine, de la préhistoire à l'époque contemporaine. L'ouvrage est divisé en volumes thématiques, ce qui permet de consulter facilement les informations recherchées. La richesse du contenu, alliée à une présentation soignée, en fait un ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la culture de notre civilisation.

Le Monde DES LIVRES

La « Légende des siècles » de Marguerite Yourcenar

● Marguerite Yourcenar élargit la geste individuelle jusqu'à l'histoire totale.

DANS ses *Souvenirs pieux*, Marguerite Yourcenar était partie à la recherche de son ascendance maternelle. Le Hainaut, le pays de Liège, ses ancêtres belges dont elle n'avait même pas connu la plus proche, sa mère, morte dix jours après sa naissance. Aujourd'hui, c'est la branche paternelle et la France du Nord dont celle-ci est issue.

Ce second volet du diptyque est encore plus beau que le premier. Et d'abord parce que le projet s'y définit plus largement. A la poésie, à la généalogie, à l'histoire, à la sociologie, cette sociologie du dix-neuvième siècle si féconde pour les femmes qui s'épanouissent dans *Souvenirs pieux*, s'ajoute ici une philosophie. Elle donne au dessin son ample profondeur. C'est un peu la *Légende des siècles* que Marguerite Yourcenar vient d'écrire, loin de toute pompe et de toute érudition, avec son art chaleureux et dur. Et cela tient à la composition même de son livre, qui ne cherche pas à flatter le lecteur.

La première partie s'ordonne en un prologue épique où la géographie et l'histoire des Flandres sont survolées dans une vision lucide. Elle est d'une rare pureté, au fond, cette France-Belge dont de part et d'autre de la frontière, presque tous les ancêtres ont parlé le flamand. Peignant sa famille, Marguerite Yourcenar n'a pas craint de remonter au déluge, en tout cas à des paysages vides de toute empreinte humaine, sinon animale. Mais pour elle l'animal ne souille jamais la terre. C'est une des grandes

affirmations répétées dans *Archives du Nord* sur des modes divers. « Contemplons plutôt ce monde que nous n'encombrons pas encore... Dans les marécages gorgés d'eau, un canard plonge, un cygne, qui prend son élan pour regagner le ciel, fait son énorme bruit de voiles déployées, les couleurs glissent silencieusement sur la mousse ou brisent sur les feuilles sèches, de vides herbes tremblent au bord des dunes... »

Des Celtes à la Révolution française, Marguerite Yourcenar marche à pas de géant. Quand les archives sont muettes, ce sont les grands mouvements des temps anciens qui lui rendent ses ancêtres : pèlerinages, croisades. Quand les documents se mettent à parler, à partir du seizième siècle où un petit personnage nommé Cleenewerk, avant de se donner au dix-huitième siècle du Crayenour, devient visible (Cleenewerk, c'est-à-dire « l'homme qui guérit » n'a son pendant que dans l'anglais *Docteur*), c'est la signature de deux des siens au bas d'une condamnation pour sorcellerie au dix-septième siècle ou le départ pour l'émigration en 1873 qui servent de jalons à l'histoire.

Un extraordinaire roman familial

Et tout d'un coup le livre tourne. D'épique il devient romanesque. Du sort commun il passe au destin des individus, et des gros plans vont surgir : le grand-père, Michel-Charles ; la grand-mère, Noëmi ; leur fils, Michel, plus tard Marguerite. Une tranche de passé qui va des dernières années de Louis-Philippe aux toutes premières du



(Copyright T.M.)

vingtième siècle, et un extraordinaire roman familial.

Il repose en partie sur la vie tumultueuse de celui qui occupe désormais toute la scène et qui touche de si près la narratrice. Mais, une fois de plus, Marguerite Yourcenar ne raconte que ce qu'elle n'a pas connu : la jeunesse de son père, marquée par tant d'aventures. Les uns viennent du sort, les autres d'un caractère qui ne se soumet à rien. Dès l'enfance, une fugue : à l'université, le coup de tête d'un engagement ; à l'armée, deux désertions, la première pour une dette de jeu qui ne peut être acquittée, la seconde

pour une femme dont l'absence n'est pas supportée. Michel, qui était enfui en Angleterre lors de son premier abandon de poste, a ravi là-bas, sans scrupule, cette Maud troublante à son bienfaiteur. Sept ans de vie de bohème anglaise et d'expédients lui ont révélé une autre société que la sienne dans laquelle, finalement, il respire mieux.

Mais la passion passe, la mésalliance est évitée, l'Angleterre quittée. Le jeune homme, condamné par ses incertitudes à demeurer hors des frontières de son pays, est ramené à son milieu du monde par son père, qui le marie dans la meilleure société. Un prospect se range-t-il ? Une seconde phase mondaine, brillante, menée de casino en casino, de Monte-Carlo à Ostende, et jusqu'à Kiev, s'ouvre dans la vie de Michel, qui paraît avoir épousé deux femmes, Berthe et sa sœur Gabrielle, qu'un divorce, mal toléré à l'époque, assole au couple. Trois personnes semblent, dix ans durant, glisser sur une piste de patinage aux accents des volées à la mode, sous un éclairage qui fait penser à ceux de Toulouse-Lautrec. Puis, soudain, tout s'écroule : la mort frappe les deux jeunes femmes à trois jours d'intervalle.

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 22.)

« Les Remembrances du vieillard idiot »

● Le silence d'Adolphe et la vieillesse d'Alfred.

LE troisième âge redevenait un sujet romanesque. On ne saurait dire qu'il soit dépeint sous des traits avenants. Dans la société moderne, c'est trop souvent le désespoir qui lui fait escorte, et la décision qui lui donne rendez-vous.

L'originalité du premier roman de Michel Arrivé, professeur de linguistique à Nanterre, pour ses travaux sur Jarry, vient de ce qu'il nous met en présence d'un « vieillard » de quarante ans, Alfred Hellequin, le narrateur, qui s'est retiré, depuis quelques semaines ou quelques mois, dans un hospice. Pourquoi cet ancien professeur d'université s'est-il enfoncé de son plein gré à l'asile de Châtel-sur-Loire, où il passe des jours tranquilles et mornes, parmi de pauvres et désastreux vieillards ? On le découvre peu à peu à travers les trois récits qui s'entrecroisent constamment dans le livre de Michel Arrivé : la chronique, que tient Alfred Hellequin de sa vie à l'hospice, les souvenirs de sa « vie d'autrefois », et des fragments de la biographie critique d'Adolphe Ripotols, qu'écrit le narrateur, pendant sa carrière universitaire.

Un « tourniquet » d'angoisses

Dans les deux premiers récits, Alfred Hellequin, s'adressant à lui-même, emploie le « vous de politesse » : « Depuis combien de temps êtes-vous à l'hospice des vieillards de Châtel-sur-Loire ? Vous ne savez plus très bien : le temps s'écoule sur vous sans douleur, rythme par les repas, le sommeil, les menues activités de la vie quotidienne... L'emploi du « vous », le ton légèrement cérémonieux, salués, d'Alfred Hellequin, font ressortir, par contraste, le caractère sordide, la misère du monde qui nous est dépeint. La biographie d'Adolphe Ripotols, auteur inconnu et professeur de sciences naturelles, est

écrite à la troisième personne, mais dans le même « style soigné », parfois « un peu compassé », avec la marque de la pédanterie universitaire, qui vient s'y ajouter par intermittence.

C'est justement son rôle social, cet esprit de sérieux, cette pédanterie, que le narrateur a délaissées, comme on se débarrasse d'un mensonge qui cachait l'insignifiance. Alfred Hellequin n'est guère indulgent avec son passé d'enseignant. « Votre cours », dit-il, finissait par prendre les apparences d'une sorte de déclamation collective. L'échec de sa « ridicule conférence sur P... », une étudiante pour laquelle il voulait se tuer — mais il a manqué jusqu'à son suicide, — n'est pas la vraie raison de son entrée à l'hospice. Il faut en chercher le motif dans le désintérêt croissant qu'il éprouvait à l'égard de lui-même.

Durant sa « vie d'autrefois », il était emporté dans un « tourniquet » d'angoisses, lorsqu'il s'avouait son imposture et sa médiocrité. A l'asile, ses angoisses, enfin, l'ont abandonné, car, déchargé de son « personnage », il a définitivement accepté son néant. Il s'est enseveli dans le temps immobile des vieillards, avec « une ombre de satisfaction ».



(Dessin de PLANTU.)

La biographie d'Adolphe Ripotols, qu'accompagnent quelques textes de cet étrange professeur de sciences naturelles, éclaire de manière indirecte la « personnalité » du narrateur. Si Hellequin s'est nagé passionnément pour Ripotols, c'est sans doute qu'il se retrouvait dans celui-ci. Adolphe nous livre la vérité d'Alfred. Aventurier du langage, Adolphe, qui publia, jadis, un livre intitulé *La Mutation*, n'a cessé de « mutiner » ses écrits, pour aboutir au silence : à la fin de sa vie, il ne pouvait (ne voulait ?) plus ni écrire ni parler. S'interrogeant sur Ripotols, le narrateur en est venu à s'interroger sur lui-même. Le mutisme d'Adolphe renvoie au gâtisme précoce d'Alfred.

Hellequin nous suggère qu'on vieillit très vite dans nos sociétés, et Ripotols qu'on y parle pour ne rien dire. Ils « n'ont tiré tous deux les conséquences. Les amateurs de pathétique ne trouveront pas leur nourriture dans le roman de Michel Arrivé. Le ton n'y perd jamais la froideur qui convient à cette peinture de l'indifférence.

FRANÇOIS BOTT.

LES REMEMBRANCES DU VIEILLARD IDIOT, de Michel Arrivé, Flammarion, 124 p., 32 F.

LE DÉLIRE NARCISSIQUE DE BUKOWSKI

● Comment la folie ordinaire fracasse le rêve américain.

« BUKOWSKI pleure dans des hôtels manabes. Bukowski est un grand angeoté » : c'est ainsi que se définit cet auteur encore inconnu en France, mais pas pour longtemps.

Lorsque les *Mémoires d'un vieux débauché* ont paru en début d'été, ce fut la surprise mitigée (1). Les péripéties formidables de cet employé de la fonction publique américaine semblaient moresques et la verdure de son écriture paraissait enfantine par l'alcool, ce compagnon fidèle de dame solitude. Il faut savoir que Bukowski passe des années à écrire et à vivre, comme une bouteille vagabonde sur les vagues, sans jamais arriver en vue des plages mythiques de la gloire, de l'amour. Donc, frustration. Cependant sa tendresse secrète laissait déjà pressentir autre chose.

Voici, plus vite qu'on ne l'attendait, « l'autre chose ». Lire son dernier recueil de récits, magistralement traduits par Bizo et Mercadet dans le langage cru d'une certaine jeunesse d'aujourd'hui, quel choc, quelle délectation et quel privilège. Dépassant

la pitié complaisante de soi et de ses autres, Bukowski nous fait cadeau d'une vingtaine d'histoires courtes, dix à vingt pages, crevant la page imprimée, vous emportant comme une lame de fond implacable, comme un mael-

strom d'immondices et de pureté, au-delà de la distraction, du confort, de l'indifférence.

EDGAR REICHMANN.

(Lire la suite page 24.)

EMBRASSER LE MONDE !

« LES ENFANTS DU PARC »

de Pierre-Jean Rémy

DIX livres d'un coup, après une douzaine, au moins, en dix ans : Pierre-Jean Rémy se moque qu'on l'accuse de trop écrire, et il a bien raison. Faut-il grier au pomier de crouler sous les pommes, au feu de vivre sa chimère ? En veut-on à l'enfant de supplier qu'on l'aime ?

Pour attendre, les *Enfants du parc* comptent sur le moment le plus troublant de la vie, l'adolescence, et ils en jouent triplement. Ce sont en effet trois récits d'éducatrices sentimentales qu'entremêlent des narrateurs de sobriété, quarante et vingt ans, réunis par convention dans une même maison feutrée de Regent's Park, et en qui l'auteur, il l'avoue, se projette.

Contemporain du second, il attribue à l'ainé de ses doubles un passé emprunté, en clair ou à demi-mot, aux nombreux romans d'apprentissage des années 30, notamment ceux de Gide, Martin du Gard, Laurotelle, Larbaud, Superville, Arland, Giraudoux, Cocteau et Aragon. A son cadet de vingt ans, plus féroce d'action que de culture, il prête le goût des musiques criardes de 1975 et certains faits divers violents de ces derniers mois.

Il aimerait que, ainsi truffés de reminiscences et de fictions foisonnantes, ses propres souvenirs des années 50-60 expriment, pour tout son milieu et sur trois générations, la jeunesse de la jeunesse. D'après ses incidences d'auteur, qui rappellent celles du *Journal des faux-monnayeurs*, et l'espèce de théorie échafaudée qu'il publie d'autre part — *Si j'étais romancier* — Rémy ne désespère pas de refaire son époque entière, de brasser l'ensemble du réel à la façon du « mentir vrai » d'Aragon, bref, d'embrasser le monde.

Le rêve de romanesque et d'universalité est courant chez les autobiographes, qui semblent y chercher une excuse, au demeurant inutile. Notre plaisir n'est jamais si vif que quand ils cèdent sans alibi au leur, qui est d'abord de

par Bertrand Poirot-Delpech

sauver le temps perdu en se racontant par le menu, sans omettre la moindre odeur de phosphore.

Avec Rémy, nous nous retrouvons vite en pays de connaissance, puisque tous ses livres, et singulièrement les derniers, renvoient à son univers personnel. Revolci donc les racines anglo-saxonnes, l'enfance suédoise, la Paris de la plaine Monceau et de la Closerie, les vacances studieuses face au Ventoux, la Genève des palabres diplomatiques et des bouquinistes, le Londres des bouges et des parcs après l'averse, sans oublier la prodigieuse érudition, qui entoure chaque sensation de références érudites à la littérature, à la peinture, à la musique, et jusqu'aux guides touristiques ou aux magazines de mode.

Car les femmes reprennent aussi leur ronde, d'autant plus obsédante que les personnages sont saisis à l'âge où on découvre la plaisir avec fringale. La crise de 1929 et l'Algérie s'effacent derrière la hantise des bourgeois de vingt ans, après comme avant la guerre : dans les cocktails ou les « surbours », à coups de porto ou de vin tiède, au son du ragtime ou des Platters, comment s'y prendre pour se retrouver seul avec une personne du sexe opposé, et qui couche ?

SELON la tradition du milieu, qui veut que les garçons s'amusent, et les filles de leur rang et épousent aussitôt, moyennant diplôme, d'abord les histoires, les bonnes et les gitanes aux appétits sans histoires. Des Suzon, les chérubins passent ensuite aux comesses et aux amies de maman. A condition toutefois qu'elles gardent le port mystérieux d'Ava Gardner et des ventres sans plis quand s'entrouvrent leur poignoir, au saut du bain.

Les narrateurs reprennent, en effet, toutes générations confondues, à la moindre filigrasse. L'un d'eux se déprend tout à coup d'une confidente très aimée, uniquement parce qu'il a surpris sur son corps les atteintes minuscules de la trentaine. La lâcheté vilaine de rompre pour trois rides lui fait moins horreur que de pactiser avec un vieillissement synonyme d'impotence, et auquel il se fait fort d'échapper.

Idealement, la femme doit rester une vierge lisse de seize ans, glisser dans une prairie au soir de nos débauches et laisser deviner, sous sa robe de liberté, des seins de nacre aux odeurs de cannelle. Il s'en faut, bien sûr, que toutes les cousines de gotters dansants égalent ces créatures de rêve pour photographies de Hamilton, et il arrive le plus souvent que nos amateurs de beauté intacte restent comme interdits devant elle. Mais seul paraît compter ce vertige d'un sein surpris entre deux chemises, sorte de talisman contre la mort.

(Lire la suite page 22.)

Jeanne Champion
LES GISANTS
ROMAN

«... une force extraordinaire... un lyrisme vibrant... le cri même de la souffrance humaine.»
ROBERT KANTERS (LE FIGARO)

CALMANN-LÉVY

مكتبة الأمل

« LES ENFANTS DU PARC », de Pierre-Jean Rémy

(Suite de la page 19.)

CETTE manie « morbide et inaltérable », ce « pôle sombre et terrible » de leurs vies croisées, un des narrateurs en pressent l'origine quand il parle d'oublier, en épiant de jeunes seins, ceux de sa mère aperçus sous le regard d'un étranger. Ce rapprochement confirmerait, s'il en était besoin, les liens tant de fois repérés, et pas seulement chez Proust, entre la vocation d'écrire et la transgression d'un inceste œdipien.

Il explique en tout cas les assimilations répétées de l'encre au sperme, du flot forcené des mots aux flux impérieux du désir, et des vierges pâles à la page blanche, sans parler des fantasmes de manuscrits brûlés, de vieilleries soudain muettes, et de poème mystérieusement défendu. L'auteur paraît en effet subir comme un tabou l'obligation où il serait, dans sa quête globale de la réalité, de ne pas toucher, tel Aragon, au noyau du langage, et même de renchérir dans la convention, non sans masochisme de la part d'un écrivain d'autant de puissance et de culture... Embrasser ses cousines et le monde, à défaut de violer la langue !

C'EST un fait que les *Enfants du parc*, comme *Rêver la vie* à quoi ils font suite, sont écrits délibérément selon les règles et le style rudimentaire du feuilleton populaire. Tout se passe comme si l'invention romanesque et la référence érudite devaient faire oublier, sous leur profusion, le recours forcé, dans la phrase, aux lieux communs.

Rémy prend le risque que les jeunes lecteurs s'accordent avec le benjamin de ses héros, incarnation de sa mauvaise

conscience, pour lui reprocher la complaisance de ses citations et de ses « nostalgies mouillées ». Lui-même craint à voix haute que son projet d'englober toute l'époque dans ces aveux douloureux ne tourne à l'« infantilisme ».

Il ne claironnerait pas tant son propos universaliste s'il n'en doutait en secret. Rien ne permet de parler au nom des autres : ni le droit reconnu au poète de se dire « enfoncé dans la vie commune » (Eluard), ni l'« envie » de raconter la lutte des gens du peuple, « les seuls qu'on aime », pour ne pas

par Bertrand Poirot-Delpech

« crever comme des ventres et vivre comme des hommes ». Ce seront eux qui écriront cette lutte, si ça leur chante, ou personne ; pas en tout cas les « enfants du parc », dont les parents en canotier et soie grège, si humains qu'ils semblaient et que les donne la bonne littérature, ont écrasé les autres sans phrases, et continuent.

A prétention de refiler aux pauvres la mémoire des riches serait aussi choquante et folle que de vouloir mettre sur ordinaire une culture à vocation mondiale et apolitique. Rémy en est si conscient qu'il imagine précisément un projet de ce genre, et son échec.

Un même mélange d'espoir fou et de doute sarcastique marque ses allusions continuelles à l'héritage littéraire. C'est en

effet une chance exquise de l'Occident, mais aussi sa limite pour les créateurs, que des rayons entiers de Saint-Simon et de Proust y écrasent les berceaux, qu'on y naît raconté d'avance par une mémoire hydrocéphale. Rémy vit de tout son être cette situation de l'écrivain français de 1977, de même que la condamnation monstrueuse à ne plus discerner l'écriture de la vie ni la vie de l'écriture.

On peut sourire de ce martyre volontaire, et s'étonner qu'il ne trouve d'autre apaisement que dans six cents pages jetées au vent. Mais après les douze ou quinze heures de silence engourdi où plonge ce fracas de souvenirs, on se prend à fixer l'angle du plafond que la nuit a noyé en premier, celui où se perd le regard des mourants, et on se dit que ce rêve de l'écrivain de laisser un peu plus qu'un paquet de lettres mortes quand on l'emportera dans des bruits de portes heurtées, cette rage de conserver sous la cire des reliures l'odeur d'une peau d'enfant offerte, un matin, cette folie de jouer toute sa vie sur un laurier, au risque de manquer l'essentiel et de récolter l'oubli, c'est bougrement beau !

Parce qu'elle reflète à la fois ces angoisses de toute création, le meilleur legs du passé, et le besoin intact du public en romanesque, l'aventure de Pierre-Jean Rémy pourrait bien devenir la plus monumentale de sa génération, la plus riche de nécessité, et de souffre, la plus digne de faire date.

★ LES ENFANTS DU PARC, de Pierre-Jean Rémy, Gallimard, 618 pages, 69 F.

★ SI J'ETAIS ROMANCIER, Garnier, 200 pages, 25 F.

La « Légende des siècles » de Marguerite Yourcenar

(Suite de la page 19.)

Le livre s'achève au moment où commence le troisième acte : le mariage de Michel avec Fernande, d'où naîtra, intrépide comme son père, libre et affranchi comme lui, Marguerite Yourcenar.

Il n'y a pas à dire, cette existence, ce personnage, sont romanesques, et d'autant plus qu'ils contrastent violemment avec la vie et le tempérament de ceux dont Michel procède. Des conformistes, les grands-parents de Marguerite Yourcenar ? Noémie est en tout cas une figure terrible, capable de casser les ailes à quiconque. Son mari, Michel-Charles, parfait bourgeois du Second Empire, trouve sa grandeur dans son rôle paternel. Sans lui, les aventures de son fils manqueraient de profondeur. Les rapports exemplaires faits de complicité qui se nouent, de part et d'autre du fossé des générations, situent *Archives du Nord* dans cette assumption de la

paternité, qui semble bien être un des thèmes de notre rentrée. Si éloignée qu'elle soit par la distance, dans cette île du Maine, balayant devant sa porte, recueillant le bois mort tombé après le vent, bref, retrouvant les gestes de la lignée paysanne qui s'est un jour croisée avec la branche patricienne de sa famille, Marguerite Yourcenar est d'emblée au cœur de ce qui nous agite.

Il reste que la grande beauté de ce livre tient à l'esprit qui y préside et qui le gouverne jusqu'en ses moindres détails, composition, scènes mises au présent, images, visions, comparaisons qui par leur référence à l'art, à la peinture, à la littérature agrandissent à tout moment la geste individuelle jusqu'à l'histoire totale. Marguerite Yourcenar ne s'est pas lancée par vanité à la recherche de ses ancêtres. La sévérité avec laquelle elle les juge, chaque fois qu'ils pensent comme tout le monde — c'est-à-

dire ne pensent pas — le garantit. Elle n'est ni aveugle ni tendre. Mais quelque chose monte en elle qui l'élève autant que son lecteur : le sentiment d'être relié à tout. Cette pensée cosmique, teintée d'un hindouisme qu'elle avoue avoir rencontré à vingt ans, lutte en elle contre un jansénisme auquel la mènerait seule son expé-

rience de la vie et des êtres. Elle n'est pas loin de croire que le salut n'appartient qu'aux tempéraments forts qui savent rompre leurs amarres et servir d'autres forces intérieures que les conventions. En cela maîtresse de liberté, tandis que c'est une pulsante et forte sérénité qu'enseigne sa communion avec le monde.

JACQUELINE PIATIER.

★ ARCHIVES DU NORD, de Marguerite Yourcenar, Gallimard, 384 pages, 54 F.

GERARD BUSQUET
CHRISTIAN DELACAMPAGNE
LADAKH

Le Ladakh, pays à la frontière sino-indienne - bien se renseigner avant le départ auprès de votre agence : ni routes, ni hôtels, ni restaurants.

LE CANARD ENCHAÎNÉ
Tout ce pays hésite entre la décadence et la résurrection : des villes démeublées, des montagnes blanches, des forteresses d'hymnes qui veillent sur de silencieux « déserts des tartares ».

GILLES LAPOUGE - LE MONDE
L'ouvrage qui révèle un pays que peu de gens connaissent - un pays impossible, une terre presque irréelle - est d'une lecture passionnante. Il aidera à mieux faire connaître un peuple admirable.

GERARD CUILLOT
LE FIGARO

Buchet/Chastel & Nouvelles Frontières

Agustín Gomez-Arcos
Ana non

« Une saga de la vie et de la mort. »
Yves Florenne - LE MONDE.

Stock

LISTE DE MARIAGE
JOAILLER
ORFÈVRE
HORLOGER

LOISEAU AYCARDI
3 Rue de la Vierge - PARIS 6
548 09 35

Spécialité ?

« Et il faut apprendre à lire tous les petits français »

La méthode pédagogique
Payot

LA RENTRÉE CHEZ ALBIN MICHEL...

**NICOLE AVRIL¹, ANDRÉ BERCOFF², ROGER BORDIER³,
JOE BOUSQUET⁴, GEORGES CONCHON⁵,
ROGER FOURNIER⁶, CHRISTIAN GERNIGON⁷,
MICHEL JOBERT⁸, RAYMOND LEVY⁹, MARC PAILLET¹⁰,
JACQUES PERRY¹¹.**

romans

1 / Nicole Avril - « *Le jardin des Absents* »
Un art béni d'angoisse comme un tableau de Magritte. Une des vraies découvertes de ces dernières années. Après « Les gens de Mias » et « Les remparts d'Hadrien », une grande confirmation. »
Le Nouvel Observateur.

2 / André Bercoff - « *La guerre des autres* »
Les enfants de mai 68, déçus et déboussolés, se lancent à corps perdus sur les sentiers de l'amour. Une quête de tendresse et d'absolu. Le livre d'une génération.

3 / Roger Bordier - « *Demain l'été* »
« Une fois leur rencontre faite, on ne peut plus quitter les personnages de « Demain l'été ». Un roman d'espoir, de justice, de fraternité, où l'auteur se donne totalement. »
Le Figaro.

4 / Joe Bousquet - « *Le roi du sel* »
Un grand roman inédit. À paraître en novembre.

5 / Georges Conchon - « *Le Sacre* »
Un roman-vérité où l'on retrouve la verve la plus cruelle de « L'État sauvage », avec ce sens du récit qui a fait le succès de « L'Amour en face ». Corrosif. Désopilant.

6 / Roger Fournier - « *Les cornes sacrées* »
Dans ce roman parabolique qui tourne autour de la force et du mythe du taureau, Fournier nous raconte un voyage initiatique magnifique d'élan et de sensualité. « Quel maudit beau roman ! » Louis Pauwels.

7 / Christian Gernigon - « *Kilomètres immobiles* »
Inspiré de l'embouteillage monstre qui bloqua des milliers d'automobilistes le 1^{er} août 75, un premier roman en forme d'apocalypse où chacun de nous est à la fois victime et bourreau.

8 / Michel Jobert - « *La vie d'Hella Schuster* »
Avec le 1^{er} roman de Michel Jobert, l'imagination prend le pouvoir. Un inoubliable portrait de femme.

9 / Raymond Levy - « *Schwartzennurtz, ou l'esprit de parti* »
« Inattendu, incassable, mélange insolite d'humour britannique et d'humour juif, Schwartzennurtz, ce brave soldat, Svyek du quartier des Batignolles sera l'éclat de rire de la rentrée. »

10 / Marc Paillet - « *Le manteau de cuir* »
Premier roman d'un grand spécialiste de la gauche et du marxisme, quête obstinée qui dévoile la vie secrètement romantique d'une génération féconde et vulnérable.

11 / Jacques Perry - « *Les fruits de la passion* »
« Un livre résolument paradisiaque. Superbe et délicieux. » Rémo Forani.

AM

مكتبة الأمل

société

L'éducation d'un berger sarde

● Padre Padrone ce n'est pas seulement un film. C'est aussi, c'est surtout un livre.

Les grandes autobiographies paysannes sont presque toutes l'œuvre de personnages qui ont échappé, jeunes encore, à leur condition rurale d'origine. Il s'agit donc de souvenirs d'enfance : je pense aux Mémoires de Thomas Flatter (neuvième siècle), de Colinet, de Rétif, et Jarmal Duval (dix-huitième siècle). Le Padre Padrone de Gavino Ledda ne fait pas exception à cette règle. Petit berger sarde (né en 1938), ne parlant que la langue dialectale de son île, illettré bien sûr, Ledda, grâce au service militaire et à son génie propre, parvient, sur ses vingt ans, à apprendre l'italien, et à passer la licence de lettres. Il est aujourd'hui professeur de linguistique sarde à l'université de Sassari. Retour aux sources, par le biais d'une chaire... Dans son livre, il raconte sa vie, de cinq à vingt ans. Vie longtemps solitaire ! Dès l'âge de six ans, elle comporte d'abord, sous les ordres d'un père compétent, mais abominable d'autorité (même pour son village), l'apprentissage des gestes de l'élevage et de la production agricole : reconnaître le chène-lège et le torrent qui bor-

nent la maigre propriété paternelle, apprendre à garder les brebis et à les traire sans que leurs crochets tombent dans le seau de lait, apprendre, encore enfant, à écorcher les bœufs, à labourer, à écorcher (défricher), à piocher la vigne, à moissonner ; cette éducation se faisant à coups de trique (avengles), et de discours du père (éclairés).

A grands coups d'eau bénite

Élevage sentimental aussi : les bergers de Sardaigne, à la différence de ceux de Virgile, semblent ignorer l'homosexualité. Mais à part ça, quelle gamme de comportements variés : liaisons avec des mères, des chèvres, ou de simples volailles, sur lesquelles le livre ne nous fait grâce d'aucun détail ; impitoyable masturbation « jusqu'au régime », conjugalité fœneuse ; adultères des femmes de bergers, des petites bonnes, avec les notables, promus par Ledda au rôle peu glorieux de bons émissaires.

Sociologie du village aussi. Comme dans les Mémoires de l'assassin paysan normand Pierre Rivière, que publiaient voici quelques années Michel Foucault

et son équipe, les curés et les seigneurs apparaissent peu, dans ces tranches de vie quotidiennes. Monde presque exclusivement pastoral... Le catholicisme sarde du cru (mais est-ce la faute au caractère nécessairement partiel du témoignage de Ledda ?) ne semble guère axé sur la spiritualité ni sur l'au-delà. Il sort surtout de paratonnerre sacré contre les sauterelles et contre la sécheresse, combattues à grands coups d'eau bénite et de processions. Quant aux riches et aux pauvres, ils fournissent au père-berger de Gavino Ledda, sociologue à ses moments perdus, l'occasion de définir ses vues sur la lutte des classes : il y a les agneaux et les lions. Le problème pour l'agneau, c'est de devenir lion... Le vrai clivage, au niveau du vécu du livre, sépare les bergers (qui certes n'ont pas la vie rêvée, mais qui sont les maîtres des agneaux), de leurs domestiques : agricoles. Séparation symbolisée par les nourritures : pain blanc ou un peu gris pour les maîtres, noir pour leurs salariés ; pain de son pour les chiens. Le vieil agronome Olivier de Serres avait déjà décrit ce système « à trois pains » pour les paysans français du Midi au seizième siècle. La Sardaigne, quatre cents ans plus tard, est donc un conservatoire des discriminations alimentaires.

Les histoires de vendetta

La culture ? Elle paraît se ramener à un folklore de chansons de geste. On y célèbre, entre bergers, les vieilles histoires de vendetta des pères du dix-neuvième siècle ; ils se déguisaient sous le masque de carnaval, et ils tuaient leur ennemi en attendant d'être tués par les survivants de la famille de ce nouveau mort. Ledda, bien sûr, ne travaille que sur un cas local,

mais il décrit, en fait, la civilisation « vendettique » des grandes îles de la Méditerranée occidentale. Corse, Sicile, Sardaigne. Et puis viennent les chansons tout court : l'enfant sarde pratique, tout jeune, le chant d'amour, et l'adulte use, lui, de la déclamation funèbre et musicale (le lamento corse).

Le glas de la vieille civilisation pastorale

S'en sortir ? Le mot n'avait guère de sens il y a cent ans. On ne quittait pas la brutale Sardaigne même pas les pieds devant. On la reproduisait tout simplement d'une génération à la suivante. Mais dans les années 1950, les perspectives émigratoires soulevèrent le glas de la vieille civilisation pastorale : embarquement pour l'Amérique, pour l'Australie ; et puis, plus proches, moins déchirants, pour l'Allemagne et pour la Hollande. Après un départ raté en vue d'un emploi mythique de mineur aux Pays-Bas, Ledda choisit, tout compte fait, la promotion par l'armée : il devança l'appel, s'engage militaire, et c'est l'apprentissage forcé par un jeune homme sûr de tous les éléments disparates de la culture italienne diffusée par des camarades obligés.

A commencer par la langue nationale bien sûr, accompagnée d'alphabétisation, et puis le latin, le grec (mais oui) et l'électronique. L'armée pour Ledda est un second père, guère plus aimé, mais plus doux et plus épanouissant que n'avait été le père biologique.

On y revient toujours à ce père. On ne peut s'empêcher, à la lecture de la haine, et pourtant de l'aimer à la fois, ce spécialiste du bon labour et de la grosse torçole, ce personnage odieux, mais bûcheur, tragique même... Le film par rapport au

livre a encore noirci le portrait de ce patriarche sans évidence nécessaire. Ledda père, c'est de la race de ceux qui en sept mille ou huit mille ans ont bâti la Sardaigne ovine, avec ses transhumances, ses escaliers de terrasses d'olivettes... L'olivier sarde ne terminera malheureusement sa longue carrière qu'avec l'arrivée de la civilisation moderne, et avec l'hiver glacé de 1986 qui tua les plantations, amoureusement créées par le père Ledda.

A côté du héros paternel, la mère, la tendre mère, fait un peu pâle figure, tout occupée qu'elle est à éduquer ses volailles, et à épousser, épousser, torcher ou haïner son marmot. Modernité déjà hygiénique : elle fait contraste avec l'archaïsme insulaire.

Pour Gavino Ledda, le père est un paysan comme bien d'autres, il ne fait que se conformer au modèle du *pater familias* proposé par la bourgeoisie ! On reconnaît là, dans un livre par ailleurs excellent, l'influence de cette vulgate populiste qui submerge aujourd'hui toute la culture italienne : elle a remplacé le diable de la Contre-réforme par un diable à sept têtes, le diable à cornes et son pied fourchu, par le spectre omniprésent de l'hydre bourgeoise et capitaliste. Je me demande, en fin de compte, s'il ne faut pas renverser cette équation de Padre Padrone : les pères sardes, en particulier, et méditerranéens en général, existant depuis huit millénaires pour le moins, ils n'ont donc pas copié la bourgeoisie, et pour cause. Ils sont beaucoup plus anciens qu'elle. Hommes primitifs de la Méditerranée néolithique, puis modernisants, ils ont fourni à tous les pouvoirs qu'ils ont engendrés et qui les ont domiés, la bourgeoisie incluse, l'archétype premier d'un modèle patriarcal.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

* PADRE PADRONE. L'éducation d'un berger sarde, de Gavino Ledda, Gallimard, collection « Témoins », 234 pages, 29 F.

AUBIER MONTAIGNE

les nouveautés de septembre

FRANÇOIS LARUELLE
Le déclin de l'écriture

GEORGES MOREL
Questions d'homme
Il. L'autre



WOLFRAM VON ESCHENBACH
Parzival

HERACITE FRAGMENTS
Introduction et traduction de A. Jeanneret

Les préromantiques anglais
en édition bilingue

Quelle pédagogie ?

ANDRÉ CHERVEL
...Et il fallut apprendre à écrire à tous les petits français
Histoire de la grammaire scolaire
BERNARD CHARLOT
La mystification pédagogique
Payot

...UN PROGRAMME HORS DU COMMUN

BENOIST-MECHIN¹, CAZAUX², CHARON³,
ELLEINSTEIN⁴, HALLIER⁵, PAUWELS & BRETON⁶,
PEYREFITTE⁷, PFISTER⁸, SUFFERT⁹,
VIANSSON-PONTÉ & SCHWARTZENBERG¹⁰,
VILAR¹¹.

essais, histoire, politique, science

- 1 / Jacques Benoist-Méchin - "Avec Marcel Proust" Récit d'une rencontre avec le célèbre écrivain, essai sur la musique du "temps perdu", correspondance et souvenirs personnels, un certain "temps retrouvé" par Benoist-Méchin.
- 2 / Yves Cazaux - "Henri IV ou la grande victoire" (Novembre) Un moment "prodigieux" de l'histoire : l'abjuration d'Henri IV, roi en fait méconnu, personnage secret, chevalier "initié" que révèle le grand historien Yves Cazaux.
- 3 / Jean Charon - "L'esprit est inconnu" (Novembre) Philosophe et physicien, Jean Charon évoque les grandes questions qui nous obsèdent : l'esprit, la matière, l'identité, la personne, avec un langage abordable par tous. Un ouvrage qui fera date.
- 4 / Jean Elleinstein - "Lettre ouverte aux citoyens de la république du programme commun" (Octobre) Une lettre ouverte qui s'adresse à tous, de droite ou de gauche, et se veut source de réflexions, base de dialogues constructifs. Un communisme nouvelle manière.

- 5 / Jean Edem Hallier - "Lettre ouverte de François Mitterrand à Jean Edem Hallier" (Octobre) Un pavé dans la mare politique et littéraire. Un grand texte qui pourrait être l'anti-Machiavel ou le Prince à l'envers.
- 6 / Louis Pauwels/Guy Breton - "Histoires magiques de l'histoire de France" - Tome 2 (Novembre) La suite de la "face cachée" de notre histoire : de la religion de Robespierre aux tables tournantes de Hugo, du rêve de Descartes au curé d'Als, de nouvelles histoires brillamment racontées et soigneusement documentées.
- 7 / Roger Peyrefitte - "La jeunesse d'Alexandre" La plus belle histoire, la plus belle poésie de l'humanité : la vie d'Alexandre le Grand, enfin écrite véritablement, à la fois par un historien, un romancier, un héliéniste, un voyageur et un esprit libre. Une œuvre monumentale où revit toute la Grèce antique.
- 8 / Thierry Pfister - "Les Socialistes" Les secrets de famille, les rires, le code et les hommes du P.S.

- 9 / Georges Suffert - "Lettre ouverte aux gens de 20 ans à qui l'on ment" "Un texte qui pose des questions si graves, si pressantes, que les sceptiques eux-mêmes en seront ébranlés. Il faut se jeter dans ce petit livre brouillon et merveilleux", François Nourissier.
- 10 / Pierre Viansson-Ponté/Léon Schwartzenberg - "Changer la mort" (Octobre) Deux auteurs, un journaliste et un cancérologue s'expriment tour à tour sans ménagements, sans concessions et sans détours, sur un sujet encore tabou, la mort. Pour savoir et ne plus subir.
- 11 / Esther Vilar - "Pour une nouvelle virilité" (Octobre) Une brillante remise en cause de la situation du mâle en Occident et un projet de société qui permettrait un nouveau couple homme-femme. L'auteur de "l'Homme subjugué" continue une réflexion très anti-conformiste.

حکومت اسلامی

essai

Jean-Paul Dollé hume la France

Le compte, jamais apuré, des rêves massacrés.

Ce livre, on pouvait aisément le prévoir. *Haine de la pensée* (1976) l'annonçait, et plus encore le *Myope* (1975), roman lyrique dans lequel Jean-Paul Dollé transposait sans mystère ses sincères et ses désenchantements d'une action publique qui passa avec la même rudesse par le communisme, le maoïsme et les flétries de 1968. Mais voilà que certains — même parmi ses amis — tiennent ce nouvel essai pour médiocre ou encore pour bavardage et s'en trouvent un peu comme embarrassés. Écrire c'est bavarder, pourtant. Reste qu'on peut le faire avec plus ou moins de bonheur.

Odeur de la France ? Quelle odeur ? Celle d'un cadavre puis-que — Jean-Paul Dollé nous l'assène d'emblée — la France est morte, même si, comme on a pu le dire, le cadavre bouge encore. Elle a existé, comme la pensée a existé, comme la poésie a existé. Dans cette odeur, malgré elle, il se promène et hume. C'est-à-dire qu'il se promène surtout parmi des souvenirs qui sont autant d'amertume. Du coup il rectifie Freud. Le présent, gigantesque monstrosité. On ne peut parler ainsi que lorsqu'on fait le compte de ses rêves massacrés. Ce sont là tous ceux que peut avoir follement embrassés un jeune homme né avec la seconde guerre mondiale. On n'avait pas fini de raconter la torture nazie, moins encore d'en analyser les fondements, qu'il fallait découvrir qu'elle peut aussi être française et qu'elle l'est déjà en Algérie.

Seulement voilà : « Être — mourir » et « révolutionnaire », contre les tortures et pour la révolution, nous ne nous doutions pas que c'était trop ou trop peu. *L'Odeur de la France*, c'est pour une bonne part le compte dressé une fois de plus, car jamais apuré, de « tant de naïveté et d'inconscience ». C'est ressortir aussi — et là on peut toujours apporter du neuf — « un peu de vie, de rage et de luites ».

Le philosophe y va donc, comme jamais encore il ne l'avait

fait, de sa propre confession. Comme la révolutionnaire y va de son utopie et de son nihilisme, maintenant qu'on bien été portés en terre tous les absolus. C'est pourquoi le philosophe ne se voit plus philosophe, comme le révolutionnaire ne se juge plus révolutionnaire, qu'entre guillemets. Même s'il faut constater incidemment, et parce qu'on arrive aux entrées de la quarantaine, que « les jeunes gens d'aujourd'hui s'en foutent de nos histoires », il se trouvera bien quelques aînés pour suivre, et en sympathie, Jean-Paul Dollé, qui du reste, n'a jamais autant cherché à les connaître et à les analyser. On ne partagera pas forcément sa vision, que ce soit celle de cette terre paysanne des origines redécouverte avec des accents de chantre, celle qu'il a, ironique et désespérée, de l'exercice du pouvoir, ou encore d'un de Gaulle « général de l'illusoire » avec lequel il s'offre le luxe d'un dialogue en même temps que la commodité d'imaginer la conversation avec celui qui, bien qu'ayant « désespéré la vie » en 1968, reste fascinant.

Comme il s'est promené, au temps de son militantisme, dans les banlieues, Jean-Paul Dollé se promène de Beaugency, où il vit, aux terres picardes. Il parle de son boucher et de ses gestes, de son grand-père et de la mort. Serait-ce un livre de tendresse ? Sûrement plus que celui d'un penseur. Le penseur au reste — s'il l'est resté — se classe « penseur de zinc » et « vagabond des terrains vagues ». Il n'entre là aucune part de dérision. Si ce Jean-Paul Dollé-là parle si long à lire des que s'en retire la simplicité dans l'émotion comme dans cette recherche d'un nihilisme de sérénité.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

* L'ODEUR DE LA FRANCE, de Jean-Paul Dollé, Grasset, collection « Figures », 149 pages, 22 F.

lettres étrangères

LE DÉLIRE NARCISSIQUE DE BUKOWSKI

(Suite de la page 18.)

Les moralisateurs de tous bords, pas les moralistes, car l'écrivain en est un, ont de quoi rougir et se couvrir le visage. Réaction prévisible, suscités en son temps par un autre grand impudique nommé Rabelais, et dans le nôtre par Céline et Miller.

Bukowski, né en Allemagne en 1920, arrive aux États-Unis âgé de deux ans. Sa vie, qu'il gagne comme postier, se passe ballottée entre la misère et la pauvreté. Pour ne pas perdre son âme dans le paradis climatisé, aseptisé, désoléré, d'une société qu'il refuse, mais qui le fascine tout autant, il écrit et publie des textes imprécatoires dans les journaux souterrains. Le temps qui lui reste, il court les filles, se soûle avec méthode et acharnement et, surtout, construit patiemment une œuvre qui est le reflet de sa vie. Certes, *l'Underground* n'est pas synonyme de *Samizdat*, mais, comme celui de ses confrères de Russie, le cri de Bukowski témoigne d'un monde malade de folie.

« Bukowski trouve Mickey Mouse plutôt naïf », Bukowski est jaloux de Ginsberg. Bukowski ne comprend rien à Rimbaud. Bukowski pleure. Et quand Bukowski pleure il se met à pleurer.

Quoi d'autre dans ce délire narcissique ? Les rencontres for-

tuées dans les bars aux relents de bière, de whisky, de vomit ; le désespoir qui conduit à la mort la plus jolie fille de la ville ; l'histoire cocasse de douze singes volants à l'arrivée jamais à s'almer ; la vie difficile et le décès d'un journal contestataire et obscène de Californie ; l'odeur écœurante des prisons surchargées ; la saga d'une sorcière — image allégorique de la femme américaine — qui consomme les bonshommes en les répétant, jusqu'à ce qu'elle se fasse elle-même consommer, assassiner ; l'attraction qu'exercent sur les faibles les faibles femmes qui les font enlever pour atteindre à la poudrière, mais qui payent la caution pour les libérer ; les mémorables beuveries et les copulations fabuleuses pendant que l'on discute, avec décontraction, d'Aldous Huxley, de Genet et de Picasso ; les pressions administratives contre ceux pour qui le rêve américain n'est qu'un rêve — et qui le trouvent en vivant, en écrivant autrement. Enfin, le refus viscéral, anarchiste, du conformisme grégaire qui pousse les contemporains au suicide collectif. A cet égard le *Zoo libéré*, le dernier récit, rigoureux, empreint d'une âpre beauté, est sans doute le plus significatif.

Dans une propriété, à l'écart de la métropole, Carol, une jeune femme, vit entourée de bêtes sauvages échappées du zoo. Le

serpent et le tigre sont ses amours préférées. Arrive le clochard Bukowski, saoul et déprimé. Il se fait adopter par l'inquiétante colonie, et c'est aussitôt l'Eden perdu, retrouvé. Carol devient mère d'une créature qui tient à la fois du tigre, de l'ours, du serpent et de l'homme, après le massacre de ses animaux par des inconnus. Juste au moment où l'enfant vient au monde, la couronne de dix mille soleils embrasse la clinique : la première bombe à hydrogène explosant sur la ville de San-Francisco.

Après Neal Cassidy, après Jack Kerouac, voici un autre rebelle américain. Il rêve d'une lointaine, voire impossible félicité, mais, contrairement aux écrivains d'ailleurs qui puisent leur foi et leur force dans le combat contre l'Autorité, Bukowski la cherche dans la défonce, l'alcool, la drogue, la sexualité. Maintenant, oubliez-moi, chers lecteurs, nous recommanderions-il. Je retourne aux puttes et au scotch, pendant qu'il est encore temps. Si j'y risque ma peau, il me paraît moins grave de consumer sa propre mort que celle des autres.



Mais peut-on oublier Charles Bukowski ?

EDGAR REICHMANN.

* CONTES DE LA FOLIE ORDINAIRE, de Charles Bukowski, trad. par J. Huet et L. Mercadet. Le Sagittaire, 256 p., 40 F.

histoire littéraire

LE GROUPE OCTOBRE, CE LOUP BLANC QU'ON CONNAÎT MAL...

Une troupe de théâtre, animée par Prévert, au temps du Front populaire.

Le Groupe Octobre, on en a souvent parlé. On en parle encore beaucoup sans vraiment le connaître. Il a sa légende, qu'entretennent ceux qui en firent partie et d'autres aussi, qui assistèrent à ses spectacles et dont le souvenir fut d'abord une légende souterraine, n'avait quasiment cours qu'à

Saint-Germain-des-Près, où ses membres se retrouvaient. Une légende qui ne fit surface qu'avec la publication de deux recueils de textes de Jacques Prévert qu'il figurent, dans l'un (*Spectacle*, 1951, la *Bataille de Fontenoy*) et le *Tableau des merveilles*, dans l'autre (*Le Fils et le beau temps*, 1955, la *Famille Payan*), de *Poésie*, trois pièces qui sont indéniablement les « pièces maîtresses » du Groupe Octobre.

Michel Fauré, à qui l'on doit déjà une remarquable étude, les *Vies posthumes de Boris Vian* (collect. 10/18), nous donne aujourd'hui, avec le *Groupe Octobre*, un fort volume de quatre cents pages qui, loin de détruire la légende, l'authentifierait en l'ancrant dans le réel et nous apprend bien des choses.

Le Groupe — dont le nom fait référence à la Révolution russe de 1917 — était, nous rappelle Michel Fauré, une troupe de comédiens amateurs pour lesquels le fait théâtral importait infiniment moins que la propagande politique, l'agit-prop comme l'on disait. Propagande de gauche, évidemment. La seule possible pour le Groupe et qu'imposait la montée des périls : le fascisme régnant en maître en Italie et qui faisait alors en France plus que montrer le bout de l'oreille ; la « révolte ascension » d'artistes que certains, chez nous et ailleurs, soupçonnaient si ardemment irrésistible qu'elle le devint très vite ; la guerre, enfin, qu'on entendait venir avec ses gros sabots.

En mars 1932, quand ils se séparèrent de Frémies, une autre troupe d'amateurs dont ils étaient membres mais qui, bien que se réclamant du théâtre prolétarien, leur paraissait manquer singulièrement de combativité, le comédien Raymond Bussières, alors dessinateur à l'Hôtel de Ville de Paris, et neuf de ses camarades, hommes et femmes, ne se doutaient guère qu'ils allaient être à l'origine du Groupe Octobre. En fait, ils créèrent d'abord le Groupe de choc Frémies qui se voulait avant tout théâtre militant.

Deux hommes de gauche, Léon Moussinac, historien et théoricien du théâtre, critique cinématographique écouté, et Paul Vaillant-Couturier, maître de Villéjais, rédacteur en chef de *l'Humanité*, encouragèrent leur entreprise et les aidèrent de leurs conseils. Ce fut au reste Moussinac qui, lorsqu'ils vinrent lui demander des textes susceptibles d'être dits ou joués dans les milieux populaires, meetings, réunions électorales, etc., les envoya chez « un gars très marquant, qui a l'air très bien et qui s'appelle Jacques Prévert ». Celui-ci, dont Moussinac avait fait connaissance à l'A.E.A.R. — l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, créée l'année précédente par Vaillant-Couturier, — n'avait encore publié que *Souvenirs de famille* ou *l'ange garde-chouanne*, dans *Bi'ur* (déc. 1930), et *Tentative de description*

d'un dîner de têtes à Paris-France, dans *Commerce* (été 1931).

Bussières et ses camarades lui firent part de leur désir. Ils voulaient, dit Ariette Besset, qui fut de la fondation du Groupe de choc Frémies, « un sketch sur la presse, fait avec des coupures de journaux de l'époque (...) illustrant ces thèmes de propagande : le capitalisme amène la guerre et la misère ; la social-démocratie a deux visages (l'un, démocratique ; l'autre, au service du capital) ». Prévert promit de leur écrire quelque chose dans ce sens. Ce fut vite la presse ! qu'il leur apporta, vers la fin avril de cette même année, avenue Mathurin-Moreau, aux confins de Belleville et de La Villette, où ils résidaient dans un local de la C.G.T.F. Prévert n'était pas venu seul : un Avignonnais débordant d'idées, Louis Bonin, dit Lou Tchimonkhow, et Jean-Paul Le Chanois l'accompagnaient. La conjonction fut heureuse. Tchimonkhow, qui suggéra de débaptiser la troupe pour l'appeler le Groupe Octobre, en assura bientôt les mises en scène avec une sorte de génie burlesque et inventif qui fit merveille, tandis que Le Chanois, se multipliant, nous d'utiles contacts, collaborait au découpage des sketches et les interprétait. Prévert et Tchimonkhow se retrouvèrent également acteurs par la force des choses.

Un jeu de massacre désopilant

Mais Prévert, on s'en doute, fut plus et mieux que cela car, ainsi que l'écrit Michel Fauré : « Le groupe se vit pratiquement grâce à sa verve impudique ». C'était la grande époque de Jacques, nous dit son frère Pierre, « et il était brillant, intarissable (...) il écrivait vite... ». Si vite que, devenu l'auteur principal et quasi unique de la troupe, il écrivait la demande, en plus des trois pièces déjà citées et alors même que le cinéma le requiert chaque jour davantage, de nouveaux sketches, des chorégraphies, des chansons, et deux mimodrames, *le Chômeur* et *le Camelot*, que Georges Fomies, danseur exceptionnel qui mourra jeune, créa inoubliablement. Le tout « collant » toujours à l'actualité socio-politique. Cependant la troupe s'enrichit de nouveaux éléments dont certains — Marcel Duhamel, Roger Blin, Pierre Prévert, Monclouff, Jean-Louis Barraut, etc. — se feront un nom.

Dès lors et jusqu'en début juillet 1933, le Groupe Octobre sera constamment sur la brèche. On le verra partout. Dans les meetings communistes — bien qu'il soit totalement indépendant du P.C., même s'il en soutient souvent la politique et les initiatives — ; au Mur des Pédérés, à Moscou — où il obtient, en 1933, le premier prix aux Olympiades

internationales du Théâtre ouvrier avec la *Bataille de Fontenoy*, cet admirable et désopilant jeu de massacre — ; à la Maison des Syndicats, rue de la Grange-aux-Belles ; dans des arrières-salles de bistrot ; et, durant les grandes grèves de mai-juin 1936 — où il donne surtout le *Tableau des merveilles*, de Cervantes, adapté par Prévert — ; aux ateliers et défilés de la Samartine ; aux studios Francoeur ; à la mairie de Montreuil ; au rayon « communistes » des magasins du Louvre ; etc. Puis le Groupe se dissout, se sépare, au soir du 1^{er} juillet 1938 à la Mutualité, après une ultime représentation du *Tableau des merveilles*, son spectacle le plus achevé, son chant du cygne.

Sans le Groupe Octobre, nul doute que Prévert eût tout de même été Prévert ; mais, sans Prévert, sans son extraordinaire génie poétique, sans son dynamisme, on ne se souviendrait pas plus du Groupe Octobre que de ces autres troupes françaises d'amateurs nées à la même époque et qui, bien que se réclamant aussi du théâtre populaire ou prolétarien, disparurent très vite sans laisser de trace.

C'était été une aventure exaltante, passionnée. Une aventure à laquelle seul, jusqu'ici, Bernard Chardère s'était avisé de consacrer une excellente, quoique trop courte étude, publiée en 1980 dans une défunte revue lyonnaise. Une aventure que Michel Fauré nous conte exhaustivement, aujourd'hui, au terme d'un travail de longue haleine dont il faut grandement le louer. Même si le ton, parfois universitaire, de son livre ne nous rend pas toujours sensible le côté chaleureusement « rigolard » du Groupe. Même si l'on eût aimé y voir non point une unique photographie — celle d'une scène de *Vies de la presse* qui illustre la couverture — mais bien plusieurs autres qui existent et qui s'imposent. Même si l'auteur y attribue l'étonnant jeu cocasse *Salut du drapeau* à Guy Deomble, qui s'était borné à l'insérer dans un chœur parlé de sa composition, alors que c'est bel et bien un pastiche de Déroulède où à Paul Reboux et à Charles Muller, l'un des meilleurs qu'ils aient écrit.

Le livre de Michel Fauré n'en a pas moins d'incontestables mérites. Ses cinquante premières pages nous donnent un très bon résumé de l'histoire du théâtre populaire, tant en France qu'en Allemagne, en U.R.S.S. et aux États-Unis. Puis c'est là sa grande originalité — en même temps qu'il nous fait revivre l'aventure du Groupe Octobre, il nous rappelle les grands événements politiques internationaux qui, en en ponctuant la croissance et le déclin, orientèrent et déterminèrent son action.

ROLAND STRAGLIATI.

* LE GROUPE OCTOBRE, de Michel Fauré. Ed. Ch. Bourgois, 256 p., 60 F.

Rafael Pividal

pays sages

Diffusion Hachette. 204 pages. 27 F.

Je n'ai pas l'habitude de crier à la révélation : tout le monde en abuse, et ça ne prend plus. Mais ici, la découverte est flagrante.

B. Poirot-Delpech

Le Monde

éditions rupture

... Pividal donne du rapport des forces entre socialisme et capitalisme une description tellement surréaliste qu'elle est plus vraie que nature.

J. Clémentin

Le Canard Enchaîné

Candide à Moscou... Le rire vous gagne devant ces inventions mirobolantes.

M. Galey

L'Express

... C'est écrit d'un trait, comme on balance le bras pour jeter la boule à un jeu de massacre.

Libération

Tout est à lire, tout est à retenir.

F. Xénakis

Le Matin

C'est un livre drôle... une satire intelligente et corrosive.

... Le roman de Rafael Pividal est intelligent, excitant et décapant.

R. Kanters

Le Figaro

Le roman le plus drôle et le plus intelligent de l'année, à lire de toute urgence.

J.L. Ezine

Les Nouvelles littéraires

Succès justifié pour la fantaisie et la liberté de l'invention.

M. Mourlet

Valeurs Actuelles

« Pays sages » est une fable. Un roman de politique-fiction qui pourrait être écrit par un Swift de l'an 2000 qui aurait beaucoup lu Freud et « le Canard enchaîné ».

A. Coppermann

Les Echos

Pividal vibre d'assez de colère contre les hautes saloperies de l'époque pour nourrir en mathématiques cap « nouveaux philosophes ». Mais lui, il est drôle.

J.M. Royer

Le Point

Ne manquez pas de lire « Pays Sages » de Rafael Pividal chez un nouvel éditeur Rupture... Fable féroce et drôle.

Francis Kochert

Le Républicain lorrain

... Quand la magie du verbe s'attache, avec l'auteur, à détruire la magie du verbe, c'est du grand art... La démonstration est si éblouissante qu'on ne sait qui, de l'univers ou de Pividal marche sur la tête. Réflexion faite, ce doit être la terre.

Pierre Pinson

Nord Matin

... On y sourit à toutes les lignes, on y rit à tous les paragraphes, on y éclate de rire à tous les chapitres.

Rodolphe Bariller

La Dépêche

vous ballade

سكزا من الأصل

géographie

Le commerce et l'espace

L'ORGANISATION de l'espace est largement commandée, dans nos sociétés, par la circulation et la distribution des biens. On le sait depuis longtemps, mais il manquait sur ce thème une bonne synthèse. Jacqueline Beaujeu-Garnier et Annie Delobez l'ont réalisée. L'ouvrage qu'elles consacrent à la géographie du commerce est dense et à la fois clair et érudit. Tout ce qui s'est publié en français et en anglais depuis une génération est révisé.

La première partie brosse le tableau des systèmes commerciaux des pays développés — aux Etats-Unis et en Europe occidentale, — des pays du tiers-monde et des pays de l'Est. La qualité de la documentation est toujours excellente et la complexité des circuits et des méthodes de distribution dans les économies socialistes est bien mise en évidence — il s'agit d'un domaine généralement négligé par les économistes.

Au-delà de cet inventaire de la diversité des structures du commerce, il est possible de déceler des régularités : la seconde partie de l'ouvrage les analyse. L'accent est mis d'abord sur la hiérarchie des centres commerciaux, par laquelle l'étude de la distribution explique la formation des réseaux urbains et la constitution d'espaces régionaux — comme le montre l'analyse des aires d'attraction. Au sein des agglomérations, le tissu commercial donne à l'espace une bonne partie de son grain : autour des centres des affaires, du C.B.D. des Anglo-Saxons, le tissu commercial se dilue progressivement jusqu'aux grandes surfaces récentes des quartiers neufs ; dans le monde rural, la faiblesse des densités implique des solutions originales — les réseaux de marchés y constituent, sous une forme éphémère et peu lisible dans le paysage, une structure aussi forte que celle des espaces urbanisés.

Un parti théorique plus systématique, une utilisation plus complète des instruments économiques, auraient sans doute donné plus de relief à cette partie ; c'est là le seul reproche que l'on peut adresser à un travail original et de très grande qualité.

PAUL CLAVEL

* GÉOGRAPHIE DU COMMERCE, de J. Beaujeu-Garnier et A. Delobez. Masson, 252 p., 85 F.

Qu'est-ce que la Normandie ?

● Pour Armand Frémont, elle est surtout vivante dans l'esprit des gens.

QU'EST-CE que la Normandie ? Une construction historique, lentement mûrie depuis l'Antiquité et qui doit beaucoup aux ducs ? Certes, mais cela ne pèse pas directement dans l'activité d'aujourd'hui. S'agit-il alors d'une unité économique ? Même pas : Paris est trop proche, qui attire les flux et commande ce qui se fait ; comme partout, mais plus encore à cause de cette proximité, l'espace régional a cessé d'être un cadre adéquat à l'organisation de l'entreprise et des échanges : les ordres et les initiatives viennent de plus haut, de plus loin.

L'herbe et la pluie

Pour Armand Frémont, la Normandie est surtout vivante dans l'esprit des gens : c'est une construction mythique bâtie autour de quelques images, de la pluie et de l'herbe, qui donnent au paysage sa coloration, de la ferme augeronne, avec ses colombages, ses chaumes et ses iria, qui signifient équilibre et bonheur au contact de la nature. Mais cette Normandie à la fois irréelle et concrète, cette Normandie floue et bien délimitée, pour quoi faire ? Les architectes du futur hésitent : ils aimeraient une structure équilibrée, où les villes resteraient de taille humaine et où elles animeraient tout l'espace, mais les hommes manquent, et le dynamisme économique aussi : les habitants d'une solution moins harmonieuse, mais moins

ambitieuse : les activités se groupent autour de la Basse-Seine et de la région de Caen, cependant que les espaces périphériques sont voués à l'élevage, à la culture et aux activités de loisir.

Ces questions, Frémont les pose au terme d'une enquête serrée sur la nature et les paysages ; il s'y montre attentif aux ambiances, aux traditions, aux gestes. Sa Normandie n'est pas celle du témoin impersonnel, mais celle qu'il a découverte en participant à sa vie et en interrogeant ceux qui l'ont décrite ou peinte : il excelle à montrer ce que Mme Bovary doit au pays de Caux et à décrire le rôle de Rouen au dix-neuvième siècle à travers ce que la ville représente dans le roman. Le Havre qu'il restitue, c'est un peu celui du Boulevard Durand, de Salacrou, cependant que Nez-de-Cuir hante la forêt d'Ecouvres, tout l'Ouest normand est vu un peu à travers Lacretelle. Au-delà des territoires, des fermes, des villes et des ports, les comportements, les sensibilités et les rêves de ceux qui font un pays, le vivent, l'aiment ou le supportent sans le pénétrer sont ainsi restitués.

On dit la géographie régionale moribonde ; Frémont prouve qu'il n'en est rien — mais c'est qu'il sait, sans le moindre pédantisme, renouveler le genre en mobilisant ce que la recherche a apporté depuis une génération ou deux. Au-delà des paysages, il lit les forces économiques, les tensions sociales et tout ce que la perception ajoute comme dimensions au cadre matériel.

P. C.

* LA NORMANDIE, d'Armand Frémont. Flammarion, 288 p., 150 F. Présentation de M. Genevoix (coll. « Atlas et géographie de la France moderne »), 48 pages de cartes en couleur, 30 pages d'ill. en noir, 32 pages de photos en couleur.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de septembre est paru

LA MISE EN PLACE DE LA RÉFORME HABY

- Ce qui change à la rentrée
- Les points de vue de M. Haby et des syndicats d'enseignants
- La question des nouveaux programmes
- L'application sur le terrain

LE FRANÇAIS AU BACCALAURÉAT

La liste complète des sujets donnée en 1977.

Egalement au sommaire :

Une interview du nouveau ministre belge de l'éducation. Les cours d'été à La Baule. La vitalité du théâtre pour l'enfance. Les métiers de l'immobilier. Que faire avec la capacité en droit ? Comment souscrire une assurance scolaire ?

LE NUMÉRO : 5 FRANCS

ABONNEMENT (11 NUMÉROS PAR AN) : 50 FRANCS

texte

UN VAINCU DU « RÊVE AMÉRICAIN », par Yves Berger

● Sous le titre « Les Derniers Puritains, pionniers d'Amérique », Hachette va publier les lettres d'un couple de Suisses francophones immigrés aux

Etats-Unis. Elles constituent un témoignage nouveau sur les sentiments et aussi les désenchantements qu'a pu susciter chez les pionniers leur découverte

du Nouveau Monde. A ce livre, Yves Berger, le récent auteur du « Fou d'Amérique », a consacré une préface dont nous publions de larges extraits.

Le « rêve américain » remonte à plus loin qu'on ne le croit d'ordinaire. Parce que l'immigration bat des records après la guerre de Sécession (par exemple : un million trois cent mille entrées en 1907), l'Européen médusé, ouïble les chiffres impressionnants que lui révèlent les statistiques qui portent sur l'immédiate avant-guerre. Six mille seulement en 1855, les immigrants se comptent quatre cent cinquante mille en 1854 et, pour nous en tenir, avec l'an 1851, aux deux seules nationalités qui font le gros de l'immigration, à savoir l'allemande et l'irlandaise, c'est trois cent quatre-vingt mille hommes, femmes et enfants qui gagnent, cette année-là, les Etats-Unis.

Cette année-là : 1851. Théodore Bost, Suisse francophone (comme on dirait aujourd'hui) et de père français, quitte son pays natal, où il reviendra une fois en un pèlerinage du souvenir. Il a dix-sept ans et s'embarque, tant-il le dire, pour l'Amérique. Il vivra là-bas jusqu'à sa mort, en 1920. Il a quatre-vingt-neuf ans alors. Qu'allait-il donc chercher au Nouveau Monde ? Et avec lui les immigrants, par dizaines de milliers ?

Les lettres qui composent ce livre le disent : « De l'ouvrage, du terrain et de la liberté », l'Amérique, ou le mythe de la terre promise. Citons un seul historien, qui résume tous les autres : « Ils (les immigrants) furent tous la misère et l'oppression politique (1). »

Les raisons d'une allergie

Sans doute l'oppression politique compte-t-elle pour peu dans le départ de Théodore Bost. Suisse, resté qu'il juge l'avenir « bouché » en Europe et l'Europe, « prisonnier des traditions ». N'est-ce pas la même espèce d'oppression ? L'Amérique, au contraire, est le pays de la nouveauté, de l'invention, quelle permet : « Si je veux faire quelque changement dans ma ferme, je ne suis pas soumis à la critique de mes voisins. » Comme il arrive, le mythe ne résistera pas à la réalité. Les lettres de Théodore Bost révèlent bien le désenchantement de leur auteur, déjà à son arrivée mais aussi vingt ans plus tard et encore à la veille de sa mort. Mais quelle(s) déception(s) ?

L'Amérique n'est pas le paradis. Fière, s'il se peut, celle de l'Ouest que celle de l'Est. On lit : « Que c'est pénible. Rester dans les Etats de l'Est, je ne le voudrais plus, j'y a trop d'ouvriers. Et ici, c'est la même chose. Pour venir en Amérique et y être bien, il faut avoir de l'argent ou être de la bien basse classe de l'Europe ; pauvre, très pauvre avant de quitter, ayant souffert la faim. Autrement je ne conseillerais jamais à un jeune homme de venir pour travailler, c'est trop pénible et ennuyeux. » Et dans une autre lettre : « O Amérique, aurais-tu bien vu de l'argent à pleines mains, tu es plus faite pour les cochons que pour les chrétiens, quel qu'on dise ! » On observera ici que Théodore Bost est retourné une fois en Europe, voyage que jamais n'accomplit l'ordinaire immigré. C'est assez dire sa nostalgie de la terre natale, qu'il ressentira toujours et qui le pousse, outre à espérer d'une jeune fille qu'il connaît à peine (mais elle est suisse et tant pis s'il doit attendre des années sa venue et le mariage !), à des comparaisons où l'Amérique, trop présente, trop pesante, n'a pas la meilleure part.

Les Américains ? Tous xénophobes : « Un étranger est toujours haï par les Américains, surtout si sa position est supérieure à la leur. » D'ailleurs tous (également) « déclassés ». Voici un néologisme de mépris qui en révèle un peu plus : Théodore Bost est, sinon américanophile, du moins anti-américain. Il ne ménage ni le pays ni les habitants. A-t-on assez parlé du « melting-pot » ? Avec ce diable d'homme, c'est raté.

Il faut se demander à quels traits du caractère de Théodore Bost tient cet anti-améri-

canisme, reflet de son inadapation à la société américaine. On nommera l'amour du pays natal, l'amour familial (le père, la mère, les frères et la sœur qui sont si loin...) déjà évoqués. Il se trouve aussi que ce protestant est profondément — et même extraordinairement — religieux (il hésitera quelque temps à choisir entre les états de paysan et de pasteur, et il a plusieurs mois au Canada, colporté des bibles...), passe tout son âge d'homme à mener la vie de la frontière (ou du pionnier) et qu'il a tient pour rien de moins que le Mal incarné.

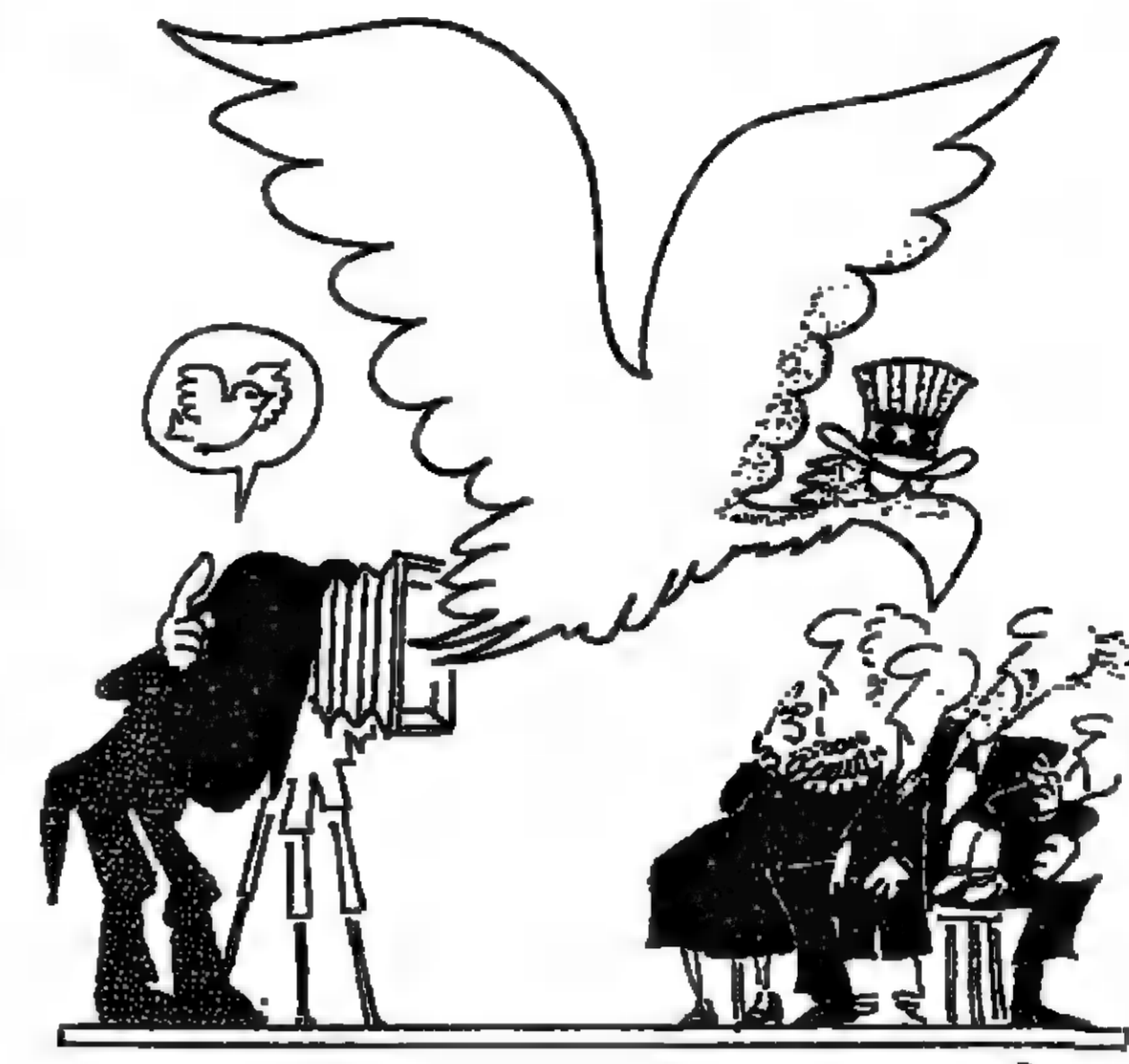
On lira avec la plus grande attention la lettre qu'il commence, à Saint-Paul du Minnesota, le 23 septembre 1855 — et qu'il complète le 30 de ce même mois. Toutes les raisons qui fondent l'anti-américanisme de Théodore Bost sont exposées là : brutes, voleurs, xénophobes (encore), voilà pour les Américains, dont la vie politique sombre dans la vulgarité, dans le néant de la vie sociale. Un bûcheron vole du bois dans un chantier : Bost, le contremaître, se pose des questions et définit, sans le savoir, un des traits principaux de la vie de la frontière : la justice individuelle — et donc sommaire. Théodore : « Au point de vue américain, chacun doit prendre soin de soi et punir ceux qui le maltraitent, comme la loi le punirait si elle le pouvait. Et, de fait, pourquoi ferais-je mettre un homme en prison pendant quelques années lorsque je peux produire un meilleur effet chez l'individu en lui donnant une bonne volée... ? » Sentiments assez peu orthodoxes, on en conviendrait, qui lurent avec les principes chrétiens, ce dont le violent a conscience, qui pour- suit : « Ce sont, dites-vous, des idées peu chrétiennes, mais je ne puis me figurer qu'un chrétien doive agir dans ce pays comme dans d'autres... » et ajoute : « Je n'ai pas besoin de vous dire que je suis présent, dans une ville où les jours on se bat, où il n'y a point de société, point de vie, à part la vie commerciale... » Oui, la Frontière. A cause d'elle, il n'est pas facile, pour un Européen, d'être américain en Amérique. Théodore Bost découvre, entre sa condition d'immigré et sa nature de chrétien, une contradiction, où il ne s'étend pas, moins par confort intellectuel et moral que parce qu'il doit se soumettre aux nécessités de sa vie quotidienne.

Et sans doute explique-t-elle, cette vie quotidienne, l'anti-américanisme de l'émigré : « Le Français moyen ignore à peu près tout des épreuves que traversèrent les immigrants, en quête de la terre promise (2). » Epreuves : avec Théodore Bost et sa famille, c'est trop peu dire. La vie du couple Théodore-Sophie est exemplaire du « râteau » qui a marqué l'existence de millions d'immigrants. Tout les accable : la mauvaise santé chronique de Théodore, pour commencer, puis la dépression économique et la chute de l'argent qui, dès les premières années de la guerre de Sécession, entravent l'essor de l'Ouest, le rigueur, à peine croyable, du climat dans le Minnesota, où les étés et les hivers sont, comme il se doit, les premiers torrides et les seconds glacials, enfin la kyrielle des sécheresses, inondations, invasions de sauterelles, chenilles — pour ne rien dire de la grêle.

Dreyfusard mais raciste

A son image, des millions d'immigrants ont peiné, souffert dans un Ouest dont les westerns ont retenu les aventuriers et les grands propriétaires terriens, ramenant les petits fermiers laborieux et miséreux. Comme le dit Léon Guignet : « L'idéal de la réussite américaine selon lequel quiconque pourvu d'énergie et de volonté, part, parti du néant, gravir tous les échelons de la société, n'est que le résidu d'une conjoncture historique privilégiée : la fusion du rêve de millions d'immigrants et des conditions historico-géographiques qui permirent à certains, mais non à tous, de les réaliser (3). »

L'anti-américanisme de Théodore Bost ne le retient pas de se passionner pour la vie politique des Etats-Unis, au contraire : sa virulence anti-américaine se nourrit de cette vie politique même, et il porte, ce qui n'étonnera pas, un égal intérêt aux événements qui se déroulent en Europe. Il y avait, dans le personnage, quelque disposition à l'emportement et à la colère (on l'a vu lors de l'épisode du « voleur de bois »), qui fait proprement merveille. Il investit contre les esclavagistes (« les fous du Sud », selon son expression), les démocrates (qui s'inclinent vers le Sud), les catholiques, les méthodistes, les Anglais (qui penchent pour le Sud), les Allemands (lors de la Première Guerre mondiale), les Américains, encore et toujours : « Si cette guerre (de Sécession) était en Suisse et conduite par des Suisses, je serais heureux et fier d'en faire partie, mais l'idée me répugne toujours plus de me battre pour ces infâmes, ces cochons, lâches Américains ! » L'auteur de ces lignes est doué pour le sarcasme — aux limites de l'insulte. Si on l'approuve de se dire, là-bas, en Californie, dreyfusard, on s'attriste de le voir, à l'endroit des Indiens, injuste et partisan. Aussi sensible à leur misère que, trente ans plus tôt, Tocqueville, Théodore ne s'en tient pas à la pure description et, avec les préjugés de son époque, il y va du couplet à la mode, sur leur « barbarie » qui, selon lui, les condamne : « Quand une race comme les Indiens ne peut rien faire, rien cultiver, de quoi se désolent-ils ? Il est bien (trop) de son temps, avec sa croyance aux vertus du travail, du progrès... »



(Dessin de PLANTU.)

des Etats-Unis, au contraire : sa virulence anti-américaine se nourrit de cette vie politique même, et il porte, ce qui n'étonnera pas, un égal intérêt aux événements qui se déroulent en Europe. Il y avait, dans le personnage, quelque disposition à l'emportement et à la colère (on l'a vu lors de l'épisode du « voleur de bois »), qui fait proprement merveille. Il investit contre les esclavagistes (« les fous du Sud », selon son expression), les démocrates (qui s'inclinent vers le Sud), les catholiques, les méthodistes, les Anglais (qui penchent pour le Sud), les Allemands (lors de la Première Guerre mondiale), les Américains, encore et toujours : « Si cette guerre (de Sécession) était en Suisse et conduite par des Suisses, je serais heureux et fier d'en faire partie, mais l'idée me répugne toujours plus de me battre pour ces infâmes, ces cochons, lâches Américains ! »

L'auteur de ces lignes est doué pour le sarcasme — aux limites de l'insulte. Si on l'approuve de se dire, là-bas, en Californie, dreyfusard, on s'attriste de le voir, à l'endroit des Indiens, injuste et partisan. Aussi sensible à leur misère que, trente ans plus tôt, Tocqueville, Théodore ne s'en tient pas à la pure description et, avec les préjugés de son époque, il y va du couplet à la mode, sur leur « barbarie » qui, selon lui, les condamne : « Quand une race comme les Indiens ne peut rien faire, rien cultiver, de quoi se désolent-ils ? Il est bien (trop) de son temps, avec sa croyance aux vertus du travail, du progrès... »

Reste à étudier le rôle de témoin que Théodore et Sophie jouent dans ce livre. Témoins considérables, à coup sûr, puisque leur témoignage porte sur quelques soixante-dix ans : en gros, de 1850 à 1920, où s'accomplissent les Etats-Unis que nous connaissons aujourd'hui.

On a dit la passion que Théodore éprouve pour l'histoire de l'Amérique et de l'Europe, et ses écrits sont dans l'histoire par bien des traits : on sent en elles l'appel de l'Ouest, où il se vend en 1854, et la mobilité de son existence est sans conteste une caractéristique de son pays d'adoption (Théodore sera tour à tour fermier, instituteur-missionnaire, professeur de français, colporteur, pêcheur, persécuté de routes, vendeur de bois, bûcheron, de nouveau fermier...). Sentimentaux, les considérations morales et théologiques reflètent l'Amérique de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle (et l'Europe aussi, assurément). On voit, année par année, la culture (aux deux sens du mot) l'emporter sur la nature — et Théodore s'enchantera d'un jardin légumier en plein bois... Reste que ces lettres révèlent un couple presque hors de l'histoire. Il suffit, ici, de consulter les historiens. Que disent-ils ?

L'Amérique de 1850, c'est celle du coton, de Lincoln, des plantations et d'une certaine douceur de vivre qui fait penser aux esclaves ; l'Amérique de 1910, c'est celle de Ford, de Rockefeller, de la publicité, des gratifications et des chemins de fer. La société est en train de se muer en une société de consommation... (4).

D'un autre historien : « On peut distinguer deux lignes de développement : d'une part, l'évolution d'une économie agricole vers une économie industrielle et, d'autre part, l'évolution d'une économie libérale vers une économie dirigée (5). »

En marge de l'histoire

Société de consommation ? Sauf à deux reprises, vers la fin de leur vie, où ils mentionnent des objets qui s'y rapportent, les Bost semblent ne pas l'avoir connue. On chercherait en vain, de même, dans les travaux auxquels Théodore se voue pendant plus d'un demi-siècle, la double évolution plus haut mentionnée. Lorsque Claude Fohlen écrit : « On ne peut nier que la guerre de Sécession ait donné le coup d'envoi à la révolution industrielle et ouvert ainsi à l'Amérique la voie des usines, des cheminées et des ouvriers d'industrie (6), » on se dit que, décidément, l'histoire ignorait tenacement les Bost : lorsqu'il abandonne, après 1870, l'agriculture épuisante, Théodore se fait bûcheron — non pas ouvrier. Tout se passe comme si, dans cette partie de l'Ouest, le Minnesota, la « progrès » et l'« évolution » étaient si peu sensibles que ses habitants ne le percevaient pas. Rien des inventions et découvertes mentionnées par les historiens, rien de leur conséquences dans la vie pratique — rien (et l'électricité non plus) ne se donne à voir (ni même à pressentir) dans les écrits du couple, qui n'en touche pas mot. Seuls apparaissent, de loin en loin, quelques trains, si fugitifs qu'ils semblent brûler, comme une gare, les pages qu'ils traversent.

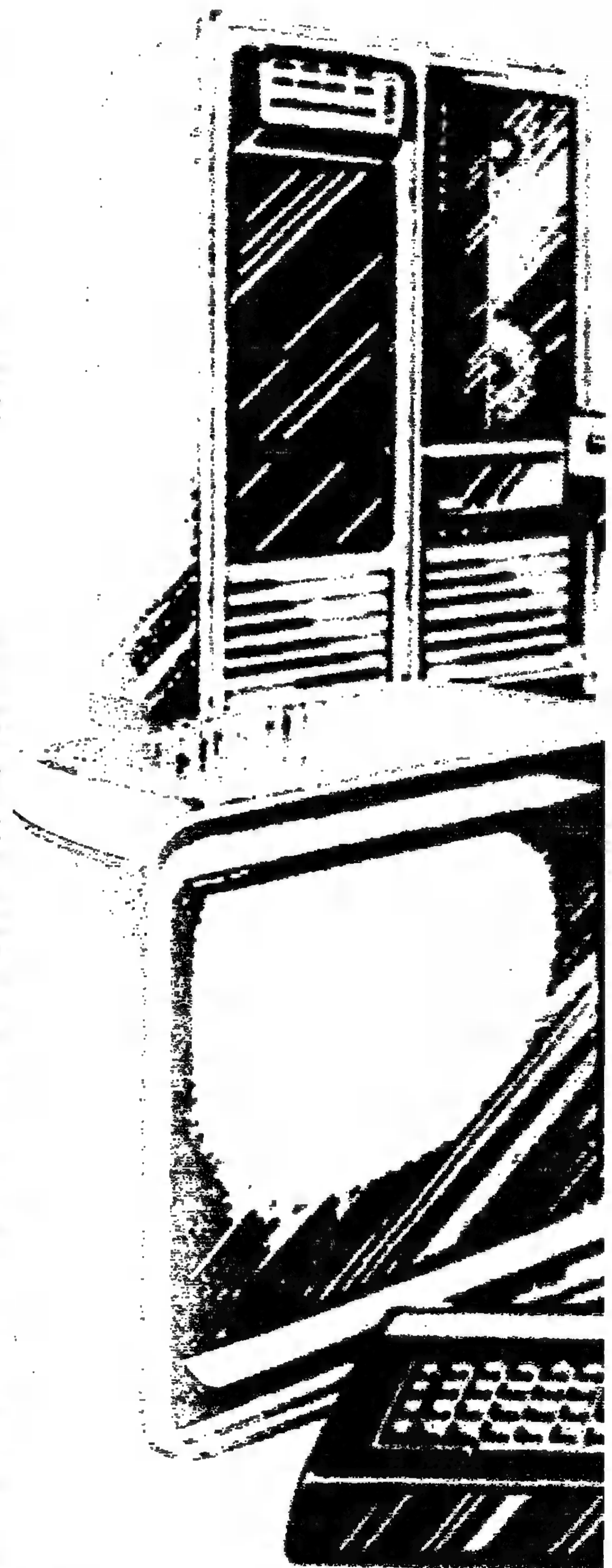
Il reste que les lettres de Théodore et de Sophie ont cette valeur, parmi d'autres : leur rareté. Peu de vaincus du « rêve américain » ont témoigné, comme eux — qu'ils l'ont fait sans le savoir.

Eussent-ils « réussi », les Bost, quelque chose manquera à notre connaissance de l'Amérique : la voix, inoubliable, déformée, de ceux qui ont luté, souffert, perdu et sont restés, malgré une adversité tenace, eux-mêmes dans la noblesse, l'optimisme et la ferveur.

- (1) Léon Guignet : Aspects de la civilisation américaine. A. Colin, p. 45.
- (2) Léon Guignet, ouvrage cité, p. 54.
- (3) Ouvrage cité, p. 55.
- (4) La Société américaine, de Claude Fohlen. Ed. Armand, p. 18.
- (5) Léon Guignet, ouvrage cité, p. 70.
- (6) Ouvrage cité, p. 54.

GAGNER DE L'ARGENT AVEC SA PLUME... EST-CE POSSIBLE ? Vous le saurez en lisant la brochure n° 411 et le plaisir d'écrire, envoyez contre 2 F par l'ECOLE FRANÇAISE DE REDACTION. Réellement privé soumis au contrôle pédagogique de l'Etat. 10, r. de la Vierge, 75001 Paris

RÉA
un ordin
ni trop ch
et fac



78370
Adre
SICO

هكذا من الأصل

FRANCAIS, par Yves Berger
 de Nouveau Monde. Les
 Yves Berger, le récent
 du « Fan d'Amérique » a
 été une profuse don
 publiera de larges extraits

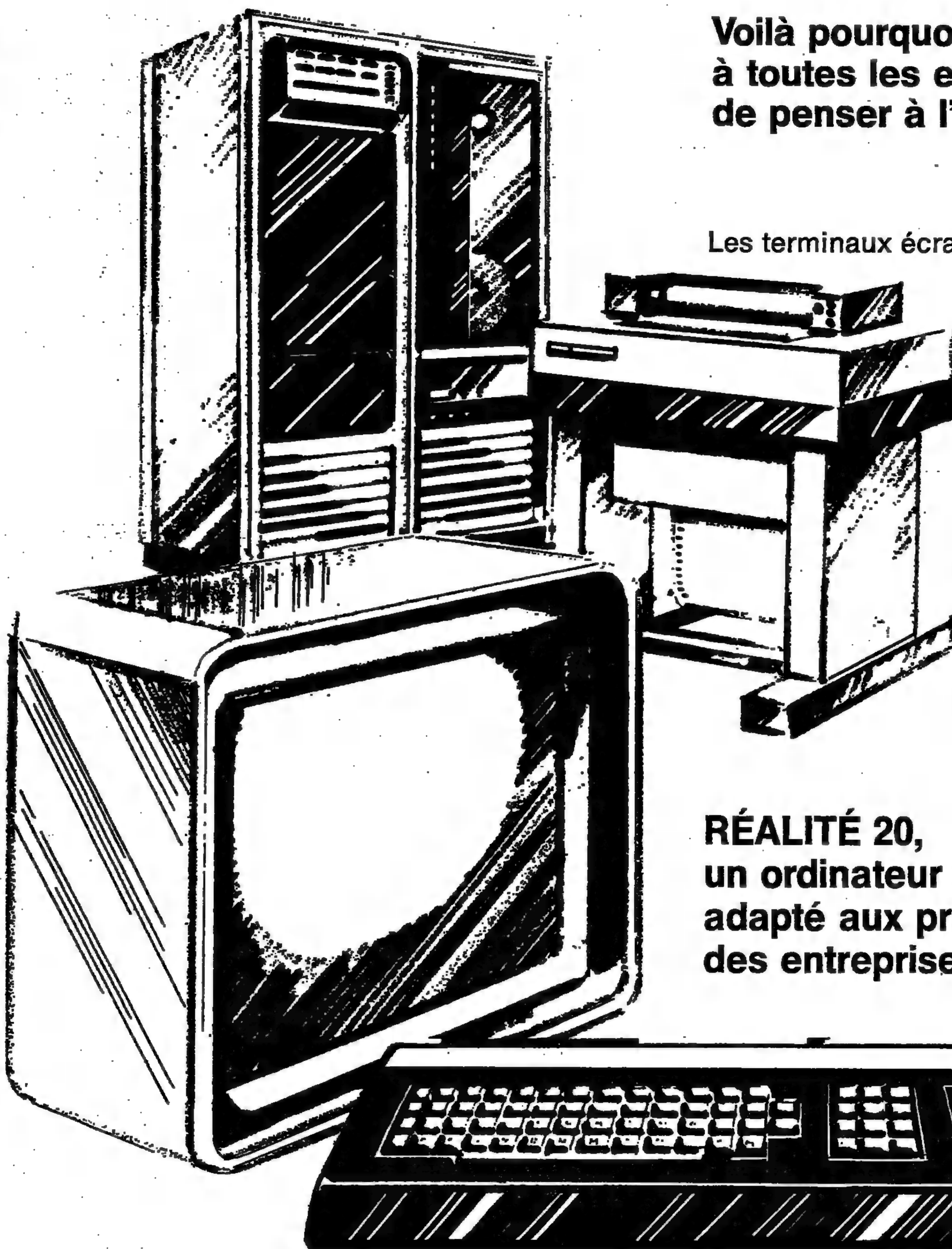


[Faded, illegible text from the newspaper page on the left side of the advertisement.]

RÉALITÉ 20

un ordinateur puissant ni trop cher - ni trop grand et facile à utiliser

Voilà pourquoi RÉALITÉ 20 permet
 à toutes les entreprises
 de penser à l'informatique



Les terminaux écrans-claviers de RÉALITÉ 20
 s'installent là
 où se trouve le personnel
 qui interroge
 ou actualise lui-même
 le système directement
 en FRANÇAIS.

Tout le monde dans
 l'entreprise travaille
 donc avec les informations
 les plus récentes :
 c'est le TEMPS RÉEL
 qui permet de surveiller
 à chaque instant le stock,
 la facturation,
 les comptes clients,...

RÉALITÉ 20,
 un ordinateur Français
 adapté aux problèmes de gestion
 des entreprises Françaises

ICN
INTERTECHNIQUE

78370 PLAISIR-FRANCE - Tél. : (1) 460.33.00 - Télex : IN 692642 F.
 Adresses des concessionnaires régionaux sur demande
 SICOB - stand 3101 - Niveau 3A

مكتبة الأمل

JUSTICE

M. Claude Lipsky et « l'Affaire »

Condamné à huit ans d'emprisonnement pour escroquerie et abus de confiance dans l'affaire du Patrimoine foncier (1), M. Claude Lipsky n'est pas le premier détenu à écrire un livre en prison. Mais il aurait pu être le premier à présenter lui-même son ouvrage, hors les murs, au cours de sa détention. Il était en effet prévu que l'ancien animateur du Patrimoine foncier, incarcéré à la centrale de Caen, bénéficie d'une permission de sortir pour participer, à Paris, à la conférence de presse organisée par son éditeur à l'occasion de la publication de « l'Affaire ». Mais l'administration pénitentiaire a finalement refusé cette permission jugée inopportune, eu égard à l'usage peu ordinaire que l'on voulait en faire (2), et l'auteur-détenu a dû se faire représenter par sa femme, le 21 septembre, à cette conférence de presse.

Mme Janine Lipsky, qui depuis six ans participe avec une discrète ferveur à la défense de son mari, a moins dénoté ce refus — guère étonnant — qu'elle n'a protesté contre une

situation pénale « inadmissible ». « Mon mari n'aurait pas dû être obligé de demander une permission pour présenter son livre, a-t-elle déclaré, car cela fait un an qu'il devrait bénéficier d'une libération conditionnelle. » Ayant subi près de cinq années d'emprisonnement, M. Lipsky réunit depuis le 28 septembre 1976 les conditions requises pour l'application d'une telle mesure. Or, celle-ci lui a été refusée.

Après avoir souligné que ce refus avait en partie déterminé le moment de la publication d'un livre dont la rédaction était terminée « depuis longtemps », Mme Lipsky a ajouté : « Tout au long de l'affaire du Patrimoine foncier, nous avons eu l'impression que l'on faisait preuve d'un acharnement particulier contre Claude Lipsky, que la justice n'était pas égale pour toutes les personnes impliquées. Mais, après la condamnation, nous pensions que ce serait fini. Pourtant, aujourd'hui, Claude Lipsky doit à nouveau demander qu'on le traite comme tout le monde en pareil cas. »

LA FIN DU RÊVE

Les déclarations de Mme Lipsky reflètent le ton et les propos de M. Lipsky dans sa version du « scandale ». Comme le laisse supposer la situation de son auteur, ce livre est inévitablement un plaidoyer pro domo. Mais M. Lipsky apporte des nuances qui atténuent l'attribution, bien que son récit ne comporte pas de révélations fracassantes ni d'éléments nouveaux pour sa défense. Il reprend les arguments qu'il a développés tout au long du procès, il diminue l'importance de certains faits ou de certaines accusations, mais jamais il ne plaide l'innocence — ainsi que le souligne à juste titre la préface de l'ouvrage.

Au gré d'une mémoire à vif et foisonnante, il retrace son histoire et celle du Patrimoine foncier dans un style d'une spontanéité qui surprend. Mais le récit et les explications que l'on attend se perdent dans une multitude de digressions et d'anecdotes qui hypothéquent la compréhension d'une affaire si complexe. Sans transition, l'auteur passe subitement de l'explication minutieuse d'une opération financière au portrait passionné de sa femme ou à la scène émouvante de son transfert, menottes aux mains, au chevet de sa mère mourante. Le compte rendu d'une phase importante de l'instruction s'interrompt soudain pour faire place à une description typologique du proxénète ou du « traqueur » rencontré en prison, quand il ne s'agit pas de l'homme inattendu que rend à la « noblesse » d'un résident palestinien l'homme d'affaires juif en « cavale » en Israël.

Candidie, M. Lipsky donne l'impression d'avoir soudainement découvert avec curiosité le monde qui l'entourait. Naïf, il se rend brutalement compte de la solitude d'un incarcéré. Indigné, il dénonce, puis explique la « tra-

(1) Incarcéré le 23 mars 1972, Claude Lipsky a été condamné à cinq ans d'emprisonnement par la onzième chambre correctionnelle de Paris le 26 juillet 1975. Cette peine a été portée à huit ans le 29 janvier 1976, par la neuvième chambre de la cour d'appel.

(2) Le Monde du 21 septembre.

● Un troisième mort rue Sedaine. Un travailleur immigré de nationalité malienne, M. M'Pa Bakary, quarante ans, est décédé des suites de ses blessures. Ce décès porte à trois le nombre des victimes de l'incendie qui s'était déclaré le 15 septembre dans un foyer de travailleurs immigrés situé 24, rue Sedaine, à Paris (cinquième). L'union départementale C.F.D.T. a réitéré sa demande de création d'une commission d'enquête pour élucider les circonstances de l'incendie.

● Six mois d'emprisonnement ferme pour usage de haschisch. Six jeunes gens ont été condamnés à Cherbourg (Manche), mardi 20 septembre, pour usage de haschisch à des peines d'emprisonnement relativement lourdes : deux ans dont huit mois avec sursis pour M. Arto Djizmedjian, musicien, pourvoyeur et principal prévenu ; dix mois ferme pour M. Claude Renouf, chômeur, et de deux à huit mois avec sursis pour les autres prévenus. Leurs avocats avaient sollicité l'indulgence du tribunal en faisant valoir que leurs clients étaient des fumeurs épisodiques.

CATASTROPHES

VINGT-CINQ MILLE SANS-ABRI APRÈS LE PASSAGE DU TYPHON « DINAH » AUX PHILIPPINES.

Manille (A.P.P.). — Après le passage du typhon « Dinah » qui a balayé à deux reprises les 16 et 19 septembre une partie des Philippines, 25 000 personnes seraient, selon la Croix-Rouge, sans abri. Les autorités militaires ont annoncé mercredi 21 septembre à Manille que le typhon avait causé la mort de 41 personnes et que 19 autres sont portées disparues. Mais l'agence de presse des Philippines fait état de la disparition de 70 personnes sur un bateau.

UN APPEL CONTRE LES GRENADES OFFENSIVES

M. Michel Grandjean, grièvement blessé au cours de la manifestation de Creys-Malville le 31 juillet dernier, et M. Emmanuel Michalon, un des frères de Vital Michalon, tué au cours de ces mêmes affrontements avec le service d'ordre, ont réuni, le 21 septembre, à Lyon, une conférence de presse pour lancer un appel afin que « soit révisé le matériel mis à la disposition des forces de police engagées dans des opérations de maintien de l'ordre ; que soit interdit l'usage d'armes de guerre (notamment des grenades offensives) dont la mise en œuvre comporte le risque, délibérément accepté, d'entraîner des blessures graves, des mutilations, voire la mort ».

Sur l'état de l'information judiciaire ouverte après le dépôt d'une plainte par sa famille, M. Emmanuel Michalon a précisé que « le décès paraît imputable à des lésions pulmonaires du type de celles que l'on retrouve lors d'une explosion ». Cette information avait été rendue publique par le parquet de Bourgoin-Jallieu le mercredi 3 août. En revanche, les conclusions des experts commis après la plainte de M. Grandjean ne sont pas encore connues, non plus que celles des spécialistes des explosifs chargés d'examiner les différents « engins » retrouvés sur le terrain au lendemain des affrontements. — (Corresp. rég.)

CONDAMNÉ EN 1976 ACQUITTÉ EN 1977

La cour d'assises de la Seine-Maritime a acquitté, mercredi 21 septembre, M. Patrick Martin, vingt-cinq ans, infirmier, le verdict rendu l'an dernier par la cour d'assises du Calvados qui le condamnait à huit ans de réclusion pour le meurtre d'un vagabond en juin 1976 à Caen. Le verdict avait été cassé pour vice de forme, le procès-verbal n'ayant pas été rédigé dans les trois jours suivant la clôture des débats. La cour d'assises de la Seine-Maritime a estimé que les charges retenues contre M. Martin étaient insuffisantes. Le second inculpé dans cette affaire, M. Guy Cheveau, trente-cinq ans, a vu sa peine réduite de dix à cinq ans

FRANCIS CORNU.

★ L'Affaire, Presses de la Cité, 352 pages, 45 francs.

DÉCISION SÈVÈRE AUX ASSISES DU HAUT-RHIN

« Pour casser la conspiration du silence »

De notre envoyée spéciale

Colmar. — A Colmar, les neuf jurés de la cour d'assises du Haut-Rhin ont été plus sévères que l'avocat général, et n'ont pas pris en compte les regrets exprimés par les accusés lorsqu'ils ont eu la parole, juste avant les délibérations. Ils ont condamné M. Gilles Barthélemy et Patrick Nicoté à huit et six ans de réclusion criminelle, M. Michel Barbet à quatre ans d'emprisonnement. Seule la condamnation de Mme Marie-Anne Stocker-Burns des Roziers a été celle qui était requise : trois ans de prison dont deux avec sursis (nos dernières éditions).

Le réquisitoire, court, avait été modéré, l'avocat général rappelant lui-même l'enfance difficile de trois des accusés « qui, sauf Marie-Anne Stocker, n'ont pas bénéficié d'un climat favorable au développement de leur personnalité ». Il avait requis sept ans de réclusion criminelle pour M. Gilles Barthélemy, trois à quatre ans d'emprisonnement pour M. Michel Barbet et Patrick Nicoté et « au moins trois ans pour Marie-Anne Stocker, sans opposition, pour aucun des accusés, aux circonstances atténuantes ».

Avant l'avocat général, M. Agnès Fichot, au nom de Chéol, la partie civile, avait plaidé « pour casser la conspiration du silence autour du crime de viol, parce qu'il faut décider que viol, on ne peut plus vivre avec, et qu'il ne suffit plus de dire que c'est un signe de notre temps, un crime bien actuel ».

Devant les jurés attentifs, M. Gilles Barthélemy, défendant les intérêts de Mlle Claudine Barbi, fait le récit de « ce festival de sadisme et de terreur », lisant le procès-verbal de l'interrogatoire de M. Gilles Barthélemy, qu'il a confirmé sur le fond de l'audience, mais avec un tout autre ton. M. Halimi relève la banalité des accusations, qui « ne sont pas des monstres, ni des Nords, ni des immigrés, ce sont des Français qui travaillent ou sont chômeurs, ce qui est tout à fait commun ».

nous les femmes, nous aimons ça être violées, torturées. Nous sommes ici pour ça, pour être les masochistes de ces sadiques... « Moi, je ne suis pas un militant, pas un partisan, je m'adresse à la justice », répondra M. Wirth, avocat commis d'office pour défendre M. Michel Barbet. Comme lui, M. Beltrame, défenseur de M. Patrick Nicoté, affirmera faire son « métier d'avocat » et évoquera le passé de son client, son enfance, ses problèmes psychologiques.

M. Noël, avocat de Mme Marie-Anne Stocker, demandera la disqualification des faits pour sa cliente, « victime de la violence amoureuse ». M. Gonnin, défendant M. Barthélemy, qui doit répondre de sa tentative de viol, plaidera la responsabilité atténuée de son client. Mais il s'attachera surtout à faire remarquer que la défense « n'a pas, alors qu'elle l'aurait pu, accusé les deux femmes désignées comme jurées ». « En outre, affirme-t-il, nous n'avons essayé ni de jeter le doute sur la moralité, comme le permettent certains éléments du dossier, ni de dire que c'est un acte de notre temps, un crime bien actuel ».

Quand la cour se fut retirée, le débat était dans la salle. Partisans et adversaires des « assises pour les violents » reprenaient leurs arguments. Les uns faisaient valoir qu'« on renforce l'appareil répressif de la justice en venant aux assises », les autres répondant : « Quand on met des patrons ou des fils dans le box, personnel, par les militants qui dénoncent aujourd'hui les femmes, ne le regrette. D'ailleurs, nous ne demandons pas la répression, nous refusons seulement que l'on qualifie le viol et qu'on fasse la preuve d'une violence excessive plutôt qu'un fléau social ».

Seule la partie civile a en effet parlé du type de société dont relèvent de tels actes. En outre, dès les premières minutes du procès, lorsque le huis clos avait été envisagé, M. Halimi indiquait : « Nous souhaitons la publicité des débats parce qu'elle a une force dissuasive importante et que nous ne sommes pas là pour requérir des peines d'emprisonnement, mais pour dissuader. »

VIOL COLLECTIF EN SEINE-ET-MARNE

Onze jeunes gens, âgés de seize à vingt ans, ont été incriminés à Melun, pour avoir participé, au mois de mai, au viol collectif d'une jeune fille de treize ans à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne). Neuf d'entre eux ont été placés sous contrôle judiciaire et deux placés sous mandat de dépôt. Ces premières inculpations visent des adolescents de plusieurs groupes qui avaient violé successivement la jeune fille.

UNE ENQUÊTE EST OUVERTE SUR LES VENTES DE BÉBÉS LIBANAIS

Le parquet de Paris a demandé, le 20 septembre, à la brigade de protection des mineurs, d'ouvrir officiellement une enquête sur les agissements d'un avocat libanais, M. Paul Awad, qui, selon l'hebdomadaire « la Vie », aurait vendu des bébés d'origine libanaise à des familles françaises. Une journaliste de l'hebdomadaire Mme Colombette, doit faire une déposition au siège de la brigade de protection des mineurs, afin d'éclairer les policiers sur les circonstances qui lui ont permis de connaître ce « marché clandestin de bébés libanais vendus à Paris 25 000 F l'un ».

M. Paul Awad a confié la défense de ses intérêts à M. Jean-François Châteaux, avocat à la cour de Paris. M. Awad, qui réside à Bayrouth, proteste contre les articles qui le mettent en cause et se réserve d'engager toutes poursuites contre ceux qui ont porté atteinte à sa réputation.

● Le P.S. et les avocats. — Après les Journées d'études des barreaux de France, inaugurées par M. Valéry Giscard d'Estaing (le Monde du 18-19 septembre), M. Jean-Claude Rottier-Leroy, rapporteur du P.S. à la réforme judiciaire, a déclaré que « la politique actuelle du pouvoir porte atteinte au caractère libéral de la profession d'avocat ».

Pour gagner l'Amérique, choisissez votre porte d'entrée.

NEW YORK	20 fois par semaine
WASHINGTON	7 fois par semaine
CHICAGO	6 fois par semaine
LOS ANGELES	3 fois par semaine
HOUSTON	4 fois par semaine
MONTREAL	6 fois par semaine
TORONTO	3 fois par semaine
MEXICO	4 fois par semaine

Air France vous offre vers l'Amérique du Nord :
 ● Le plus grand nombre de dessertes au départ de Paris (53 par semaine) vers 8 des principales villes. Et de là, des correspondances rapides vers tout le continent américain.
 ● le choix entre 3 types d'appareils
 ● le plus grand nombre de vols en Boeing 747
 ● et Concorde, le long-courrier le plus rapide du monde.



Trava l'ère de

146 Entreprises de France et plus de la m vous offrent désormais la par

CARNET

DECISION SEVERE AUX AGENTS

Pour cesser la conspiration du silence

On ne peut pas dire que les agents de la Direction de la Sécurité Nationale (DSN) soient des gens très secrets. Ils le sont, mais pas au point de ne rien dire. Ils ont, au contraire, une grande capacité de communication. Ils savent parler, ils savent écouter. Ils savent aussi, et c'est ce qui est le plus important, ils savent agir. Ils savent faire passer des messages, ils savent faire comprendre. Ils savent, en un mot, faire leur travail. Et c'est pour ça qu'ils sont si importants.

Les agents de la DSN ont une grande responsabilité. Ils sont chargés de maintenir la sécurité de notre pays. Ils doivent être capables de faire face à toutes les situations. Ils doivent être capables de prendre des décisions difficiles. Ils doivent être capables de travailler sous pression. Ils doivent être capables de faire preuve de courage et de dévouement. Ils doivent être capables de faire leur travail avec honneur et dignité.

Les agents de la DSN ont une grande capacité de communication. Ils savent parler, ils savent écouter. Ils savent aussi, et c'est ce qui est le plus important, ils savent agir. Ils savent faire passer des messages, ils savent faire comprendre. Ils savent, en un mot, faire leur travail. Et c'est pour ça qu'ils sont si importants.

Les agents de la DSN ont une grande responsabilité. Ils sont chargés de maintenir la sécurité de notre pays. Ils doivent être capables de faire face à toutes les situations. Ils doivent être capables de prendre des décisions difficiles. Ils doivent être capables de travailler sous pression. Ils doivent être capables de faire preuve de courage et de dévouement. Ils doivent être capables de faire leur travail avec honneur et dignité.

Les agents de la DSN ont une grande capacité de communication. Ils savent parler, ils savent écouter. Ils savent aussi, et c'est ce qui est le plus important, ils savent agir. Ils savent faire passer des messages, ils savent faire comprendre. Ils savent, en un mot, faire leur travail. Et c'est pour ça qu'ils sont si importants.

Les agents de la DSN ont une grande responsabilité. Ils sont chargés de maintenir la sécurité de notre pays. Ils doivent être capables de faire face à toutes les situations. Ils doivent être capables de prendre des décisions difficiles. Ils doivent être capables de travailler sous pression. Ils doivent être capables de faire preuve de courage et de dévouement. Ils doivent être capables de faire leur travail avec honneur et dignité.

Les agents de la DSN ont une grande capacité de communication. Ils savent parler, ils savent écouter. Ils savent aussi, et c'est ce qui est le plus important, ils savent agir. Ils savent faire passer des messages, ils savent faire comprendre. Ils savent, en un mot, faire leur travail. Et c'est pour ça qu'ils sont si importants.

Noissances

— RECTIFICATION —
— Dans l'annonce de naissance d'Anne-Claire et Laure-Marie Durand, datée 21 septembre, il fallait lire Durand et non Durant.

— M. Adriano Manno et Mme. née Solange Kraus, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille, Elena, le 15 septembre 1977, 181, rue Haute-de-la-Garde, 93130 La Garenne.

Mariages

— Monique Bourdieu et André Barbaux ont la joie de vous faire part de leur mariage, qui a été célébré à Gambais, le 10 septembre 1977, 13, avenue de Talleyrand, 75011 Paris.

— Mme McGarry née Marie-Rose Goussier, a l'honneur de faire part du mariage de son fils, Philippe McGarry, avec Marie-Fleur, qui sera célébré le samedi 24 septembre 1977, à 16 h. 30, en la collégiale de Saint-Bernard à Romans-sur-Isère.

Décès

— Léon BOULARD, retraité de l'enseignement, est décédé le 20 septembre 1977, dans sa quatre-vingt-seizième année, à Beaulieu-les-Forges, Digne (Charente). Prière pour lui.

— Le lieutenant-colonel et Mme François-Gérard Carpentier, ses enfants, Yann, Frédéric, Bruno et Karine, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du général d'armée Marcel CARPENTIER, grand-croix de la Légion d'honneur, survenu à Metz, le 14 septembre 1977.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 17 septembre, en l'église de Metz, suivies de l'inhumation, dans l'urnier de la famille, au cimetière de Tourny. Un service funéraire sera célébré en l'église de Saint-Louis-des-Invalides, à Paris, le jeudi 6 octobre 1977, à 11 heures. Ni fleurs ni couronnes.

— Mme Gilbert Cohen-Salmon, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Gilbert COHEN-SALMON, survenu le 21 septembre à Paris, à l'âge de soixante-deux ans.

La levée du corps aura lieu le vendredi 23 septembre, à 10 h. 15, à l'Amphithéâtre de l'Hôpital Tenon, rue Belgrand, 75008 Paris.

La famille ne reçoit pas. 62, rue Monge, 75006 Paris.

— Mme Jean Cuellieron, ses enfants et sa famille ont la douleur de faire part du décès de M. Jean CUELLIERON, professeur à l'université, Claude-Bernard, Lyon I, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques, directeur de l'IPES.

Ses obsèques ont eu lieu le 17 septembre à Lyon. Cet avis tient lieu de faire-part. [Né le 20 octobre 1915 à Paris, M. Jean Cuellieron était docteur en sciences. Assistant à la faculté des sciences de Paris (1944), puis professeur à l'École de chimie de Mulhouse (1946), il avait ensuite été nommé professeur à la faculté des sciences de Lyon. Il était aussi directeur de l'Institut de préparation aux enseignements de second degré (IPES) de l'académie de Lyon.]

— M. et Mme Bernard Manpin, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. et Mme Yves Godel, leurs enfants et petits-enfants.

— M. et Mme Louis Duval, Mlle Denise Duval, M. et Mme Albert Duval, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. et Mme Georges Duval et leur fils.

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. André DUVAL, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médaille de Verdun, ingénieur des Arts et Manufactures, ancien maître adjoint de Clichy-la-Garenne.

Leur père, grand-père, arrière-grand-père, frère, beau-frère, oncle, grand-oncle et allié, survenu le 19 septembre 1977, dans sa quatre-vingt-neuvième année, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).

Et prient de participer ou de se joindre par la prière à la messe de communion qui sera célébrée le lundi 26 septembre 1977, en l'église Saint-Vincent-de-Paul, 84, boulevard Jean-Jaures, à Clichy (Haute-Seine), sa paroisse.

On se réunira à l'église à 16 heures (cimetière de Clichy) : autobus 130, 140, 174, descendre Landry-Martin.

L'inhumation aura lieu le même jour vers 17 heures, dans le caveau de famille au cimetière Montmartre, avenue Babou, à Paris (18^e).

30, rue Dagobert, 92110 Clichy.

— Mme Raymond Goldzahn, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Léon GOLDZAHN, médaillé de la Résistance, survenu à son domicile le samedi 17 septembre.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 21 septembre, à 10 heures, 7, avenue de la France, 13006 Marseille.

— La société des Moulins Pasquet fait part du décès de son directeur, M. Léon GOLDZAHN, survenu à son domicile, le samedi 17 septembre.

Moulins Pasquet, 38, boulevard Gay-Lussac, 13014 Marseille.

— La Société MOBIS fait part du décès de son président du conseil d'administration, M. Léon GOLDZAHN, survenu à son domicile, le samedi 17 septembre.

Société MOBIS, Plan de campagne, Centre commercial Barrou, 13480 Cabriès.

— On nous prie d'annoncer le décès de Mme Marc GRAS, née Jeanne Dolléus, survenu le 21 septembre.

De la part de Mlle Solange Gras, sa fille, et toute la famille. La cérémonie religieuse aura lieu en l'église paroissiale de Saint-Chamand-en-Laye, le 24 septembre, à 9 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Joseph Hahn et leurs enfants, M. et Mme Otto Hahn et leurs enfants, M. et Mme Lucien Hahn et leurs enfants, M. et Mme Roger Hahn et leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de M. Emeric HAHN, historien d'art, docteur en lettres de l'université de Vienne.

L'inhumation a eu lieu le 22 septembre, à Dreux, 88, rue des Bas-Bouillons, 28100 Dreux.

34, rue de Bercy, 75008 Paris.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique et de danse.

— M. et Mme Jean-Marie Ribière, M. et Mme Jean-Michel Ribière, M. et Mme Jean-Pierre Ribière, M. et Mme Jean-Louis Ribière, ont fait part du décès de M. Jean-Marie RIBIERE, docteur en lettres de l'université de Paris.

Le décès est survenu le 17 septembre 1977, à Paris, à l'âge de 62 ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 septembre, à 10 heures, 10, rue du Chant-de-l'Alouette, 94400 Ormesson-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer la mort accidentelle de M. Jean ROLLIN, professeur hon

La nouvelle Ford Granada.

Elle associe le confort et la sécurité.



Entretien tous les 20.000 km seulement. Garantie 1 an, kilométrage illimité (pièces et main-d'œuvre).

LA NOUVELLE FORD GRANADA est sûre et confortable. Prenez le volant, vous en serez tout de suite convaincu. Grande surface vitrée, montants étroits pour une visibilité à 325°. Instruments de bord fonctionnels et anti-reflets. Commandes à portée de main. Lignes tendues aérodynamiques. Elle paraît efficace. Elle l'est.

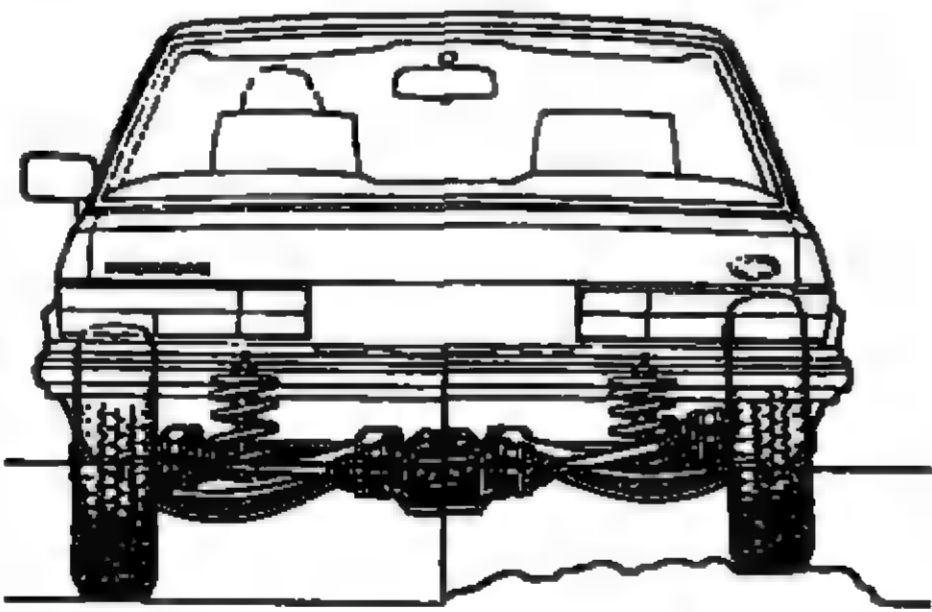
La sécurité

Suspension à 4 roues indépendantes, grand empattement, centre de gravité bas, la plus large voie de sa catégorie. Barre anti-roulis à l'avant, becquet aérodynamique, freins assistés, double circuit, à disque à l'avant. La nouvelle Ford Granada est sûre. Pour plus de sécurité, habitacle renforcé en acier, pare-brise feuilleté triple épaisseur, zones d'absorption des chocs à l'avant et à l'arrière, colonne de direction à absorption d'énergie, serrures de sécurité, lunette arrière dégivrant, ceintures à en-

rouleur. En Ford Granada, la sécurité est à son plus haut niveau.

Le confort

Mettez-vous au volant: la position de conduite est idéale. Les sièges avant, inclinables, sont réglables à volonté. Le nouveau tableau de bord est beau et fonctionnel. Les commandes principales sont re-



Suspension à 4 roues indépendantes. Meilleure tenue de route et un plus grand confort.

groupées sur la colonne de direction. La climatisation 3 vitesses renouvelle complètement l'air toutes les 20 secondes. Le confort, c'est aussi l'espace. 5 vastes places et un coffre de 400 dm³. En Ford Granada vous roulez longtemps, confortablement, en silence.

Entretien tous les 20 000 km

A l'exception de la vidange et des contrôles de routine, les révisions n'interviennent que tous les 20 000 km. Freins et embrayage auto-régulables, allumage électronique sur les moteurs V6. La Ford Granada respectera votre budget.

Les moteurs et les options

- 6 moteurs au choix:
- 1700 cm³ - V4 - 10 CV.
- 2000 cm³ - 4 cylindres - arbre à came en tête - 11 CV.
- V6 - allumage électronique:
- 2300 cm³ - 13 CV.

- 2800 cm³ - 16 CV.
- 2800 cm³ - injection 16 CV.
- 2100 DIESEL disponible dès 1978.
- En option: lève-vitres électrique, verrouillage central des portes et du coffre, transmission automatique, Pack "S", etc.
- La Ford Granada existe en 4 versions:
- Spéciale - Luxe - GL - Ghia
- et 3 carrosseries:
- coupé 2 portes, berline 4 portes et break.

Essayez la nouvelle Ford Granada chez l'un des 610 concessionnaires, agents ou points de vente Ford en France.

prix au 16.8.77 Ford Granada L
moteur 2 litres:

33.380 F*
Prix clés en main

* peinture métallisée en option.

FORD GRANADA

Légendaire robustesse et sécurité.



CHEZ LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS

ETS. BUFFARD
110/112 bd. de l'Hôpital PARIS 13^e
707.79.19

LA CHAPELLE
20 bd. de la Chapelle PARIS 18^e
206.19.40

ROCHEBRUNE
58/60 av. Parmentier PARIS 11^e
805.29.02

R.V.A.
98 bd. Raspail PARIS 6^e
222.73.80

SADVA
19 rue de Presbourg PARIS 16^e
500.32.00

SAFI
76 rue de Longchamp PARIS 16^e
553.18.40

هكذا من الأصل

Théâtre

L.

CORRESPONDANT

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

du clavier

Exposition

Pèlerinage à Watteau

CE SOIR PREMIÈRE
LA BRUYÈRE - Dir. VITALY
QUOAT
QUOAT
d'AUDIBERTI
Loc. - Tél. 76-99 et autres

THÉÂTRE DES MATHURINS
LA VILLE
DONT LE PRINCE
EST UN ENFANT
 de
Henry de MONTHERLANT
 mise en scène
JEAN MEYER
 Loc. : Théâtre (225-50-00) et Agences

mercredi 28 septembre
20 h 30
orchestre de paris
 direction
Daniel
Barenboïm
Boulez – rituel
Berio – sinfonia
 avec
les Swingle Singers II
THEATRE
DES CHAMPS-ELYSEES
 loc. 225.44.36 et Durand

 à partir du 22 septembre 20 h 30
jean harlow
contre billy the kid
comédie de **Michaël Mac Clure** texte français **Roland Dubillard**
avec Chantal Dargat et Dominique Maurin
RECAMIER BOURSEILLER
3, rue Récamier - location 548.63.81 - M^o Sévres-Babylone

CONNAISSANCE DU MONDE

PLAYEL - Mardi 11 oct., 18 h. 30 et 21 h. - Dim. 16, 14 h. 30 (nouv. séances)

LES MILLE ET UN CHARMES DE MARRAKECH VILLE IMPÉRIALE

Récit et film documents nouveaux
couleurs de **MARCEL TALABOT** originaux

Féerie du Sud et des Karakum - Vestiges des grandes dynasties - Le Place

théâtres

هكذا من الأ

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS
1215 EAST 58TH STREET, CHICAGO, ILL. 60637
TEL: 773-709-3400 FAX: 773-709-3401
WWW.CHICAGO.PRESS.EDU

هكذا من الأصل

SPECTACLES

CULTURE

HIPPISE

MORT
DU PROFESSEUR
AMÉRICAIN
JOHN LAPP

Le professeur américain John Lapp est mort à Stanford (Californie), le lundi 18 septembre, des suites d'une crise cardiaque.

[D'origine canadienne, né en 1917, John Lapp était un de ces intellectuels modestes qui, tout en étant très intelligents et leur érudition au service de la littérature française, ont su se faire une place dans le monde des lettres et d'une certaine façon, dans le monde des idées. Son œuvre est une œuvre d'homme de lettres et d'homme d'idées. Elle est publiée en France chez Belfrage (1972).

Cette année, il avait accepté de participer au « Monde des livres » pour y réfléchir la vie culturelle américaine. Il n'avait que le temps de nous envoyer deux articles, l'un sur la correspondance de Faulkner, qui venait d'être publiée aux États-Unis, l'autre sur les poèmes de John Updike.

John Lapp était chevalier de la Légion d'honneur.]

L'AGA KHAN ACHÈTE L'ÉCURIE DUPRÉ

L'Agha Khan vient de mener à bonne fin la plus spectaculaire transaction hippique de l'année. Il a acheté la totalité — quatre-vingt-trois sujets — des poulains, yearlings (poulains d'un an), foals (poulains de l'année), qui constituent le reliquat de l'élevage et de l'écurie Dupré. Cette écurie avait été créée voilà près d'un demi-siècle par le duc de Dalmatie et par François Dupré, qui avait devenu le propriétaire d'un empire hôtelier s'étendant jusqu'au Canada et en Allemagne, et comprenant notamment, à Paris, l'hôtel George-V et le Plaza-Athènes.

Dans les années 50, après le décès de l'écurie Bouscat, qui avait longtemps occupé le premier plan en Europe, l'écurie Dupré (le duc de Dalmatie s'en étant retiré) succédait à cette place avec des chevaux comme *Tanagra*, *Tanagra*, *Match*, *Belia* et un peu plus tard, *Relko*, *La Siga*, etc.

En 1965 François Dupré décédait. L'écurie revenait à sa femme, qui continuait d'en assurer l'exploitation. Cette écurie, à son tour, regrettait quelque peu, mais elle avait gardé un prestige encore considérable dans tous les pays où les courses ont droit de cité.

Le printemps dernier, Mme Dupré décédait. Elle laissait la question

de ses biens à des œuvres de bienfaisance, notamment à des associations pour les enfants handicapés physiques. Son testament était attaqué par la seule parente qui lui restait et à laquelle elle avait légué « seulement » ses yeux de l'héritière des immeubles à Paris. Le règlement de la succession passait donc à un administrateur judiciaire.

Au mois de juin, une première partie de l'écurie, constituée par tous les chevaux à l'entraînement, était mise en vente dans l'écurie qui avait appartenu à François Dupré, à Gouvieux, près de Chantilly. Le reste de l'effectif devait être dispersé à Longchamp le 3 octobre prochain, au lendemain de l'Arc de Triomphe. Le commissaire-priseur M^{re} Cornette de Saint-Cyr et les deux agents français de vente de pure-sang d'après-préférence à faire parvenir des catalogues contenant les pedigrees des poulains et poulaines à tous les amateurs du monde entier. Le vente du 3 octobre devait constituer l'un des événements hippiques de l'année. Mais on apprendit hier qu'elle était annulée. L'Agha Khan ayant fait l'ensemble du reliquat de l'écurie offre acceptée par l'administrateur judiciaire, M. Scemama.

11 millions de francs ?

Le montant de cette offre n'a pas été révélé. « S'agissant d'une vente conclue avec un administrateur judiciaire, ce n'est pas à nous qu'il appartient d'en faire le montant, nous a indiqué le secrétaire du prince, c'est au tribunal ou à l'administrateur judiciaire... »

Mais, dans le monde des courses, on avance le chiffre de 11 millions de francs. On considère d'ailleurs dans les milieux hippiques que si l'Agha Khan s'est rendu propriétaire de la totalité de l'effectif pour ce prix, il a conclu une excellente affaire : l'intérêt que suscitait la vente aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Australie, à Hongkong, en Amérique du Sud et dans tous les pays de courses laisse supposer que le produit total serait supérieur. L'Agha Khan avait lui-même vendu cet été pour 25 millions de francs aux États-Unis le seul cheval, *Blushing Groom*, l'un des champions de l'année à Longchamp. Il n'a réinvesti que la moitié du prix de ce cheval.

Les vendredis nés chez Mme Dupré seront entraînés comme les autres chevaux de l'Agha Khan par François Mathet, à Chantilly. L'effectif des poulains sera partagé entre le haras du prince à Marly-la-Ville (Oise) et celui qu'il possède en Irlande.

LOUIS DANIÉL

SPORTS

BOXE

TONNA
CHAMPION D'EUROPE

Dans le palais des sports de Milan, devant six mille spectateurs, mercredi soir 21 septembre, Grahen Tonna s'est fait passer, au tour de la presse, un redoutable en reprenant sa couronne de champion d'Europe des poids moyens et en contrainignant son adversaire, Alan Minter, à l'abandon au huitième round sur blessure ouverte.

Curieux personnage vraiment que ce Tonna, né à Tunis il y a vingt-huit ans, de parents marocains et italien. Marcellino d'adoption. Il s'est affronté à des champions de la trempe de Rodolfo Valdes (qui le mit K.O. au cinquième round, au pavillon de Paris de la porte de Pantin, en décembre 1975). Disqualifié et déchu de son titre par l'Union européenne de boxe, à la suite des écarts d'une conduite peu recommandable, il paraît aujourd'hui reprendre le droit chemin.

Ce n'est cependant pas en boxe pure que Tonna a vaincu Minter, bien meilleur pugiliste que lui du point de vue de la science du ring, mais grâce à ce « moteur » qu'il possède dans sa poitrine, distribuant par round, même dans la vie, un nombre de punches incalculable. Tonna, après tant d'incartades, n'en est pas moins remis sur l'orbite du champion du monde, qui reste à désigner, depuis le retrait de Monzon, le mois dernier. — O. M.

CYCLISME — Le Belge Ludo Peeters a gagné, le 21 septembre, Paris-Bruxelles, en descendant de 7 secondes son compatriote Marc Demeyer et le Français Bernard Hinault.

TENNIS — Principaux résultats de la coupe Forêt : Vilas (Arg.) bat Joubert (Fr.) du Sud, 6-0, 6-2 ; Joubert (Fr.) bat Barthes (Fr.), 7-6, 6-3 ; Dedin, à 19 heures, sur Radio Monte-Carlo.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 22 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

19 h. 5. Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Série : Cinq à six ; 21 h. 25. Magazine L'Événement ; 22 h. 25. Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

18 h. 25. Dorothée et ses amis ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Spécial formations politiques ; le C.D.S. ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Film : DIVORCE À L'ITALIENNE, de P. Garmal (1962) avec M. Mastroianni.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

20 h. 30. An théâtre ce soir : « Azais », de G. Beer et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Le Poulain, J.-P. Daras, M. Boudet.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

20 h. 30. Film : AU-DELA DE LA FEUR, d'Y. André (1974) avec M. Tolo, M. Bouquet, M. Constantin, J.-P. Daras, P. Cruchet, M. Creston.

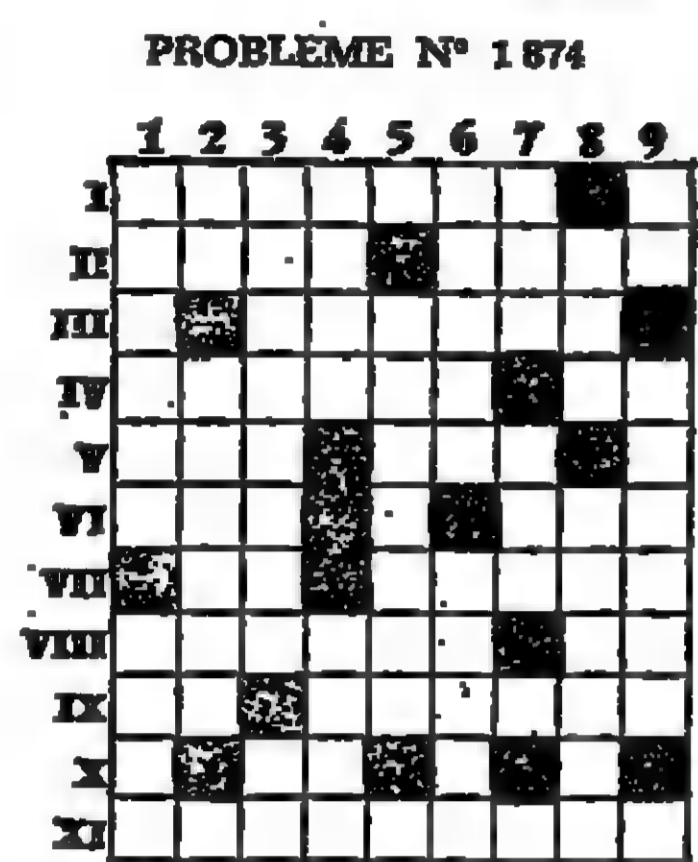
VENDREDI 23 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. Journal ; 13 h. 50. Tennis : Coupe Purde ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 1874

HORIZONTALEMENT

1. On ne peut ni demander que deux choses : être sensible et fidèle. — II. Frontière impécieuse. Tête coupée. — III. Pas illusoire. — IV. Déchire un miroir. — V. En Suisse. — VI. Orientation. — VII. Se

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 23 septembre 1977 :

UN DÉCRET :

Modifiant certaines dispositions du code de la route.

UNE CIRCULAIRE :

Relative à l'adaptation des marchés de l'Etat aux nouvelles dispositions réglementaires concernant les délais de mandatement et le versement des intérêts moratoires (1).

(1) Ce texte sera ultérieurement édité en fascicule séparé.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4907-22

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - ÉTR.

308 F 325 F 383 F 430 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

336 F 353 F 411 F 458 F

ÉTRANGER (par mandats)

L. — BRUXELLES-LUXEMBOURG
PARIS-BALE — SUISSE

335 F 352 F 410 F 457 F

II. — TUNISIE

333 F 350 F 408 F 455 F

Par voie aérienne
Facile sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ces chèques à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

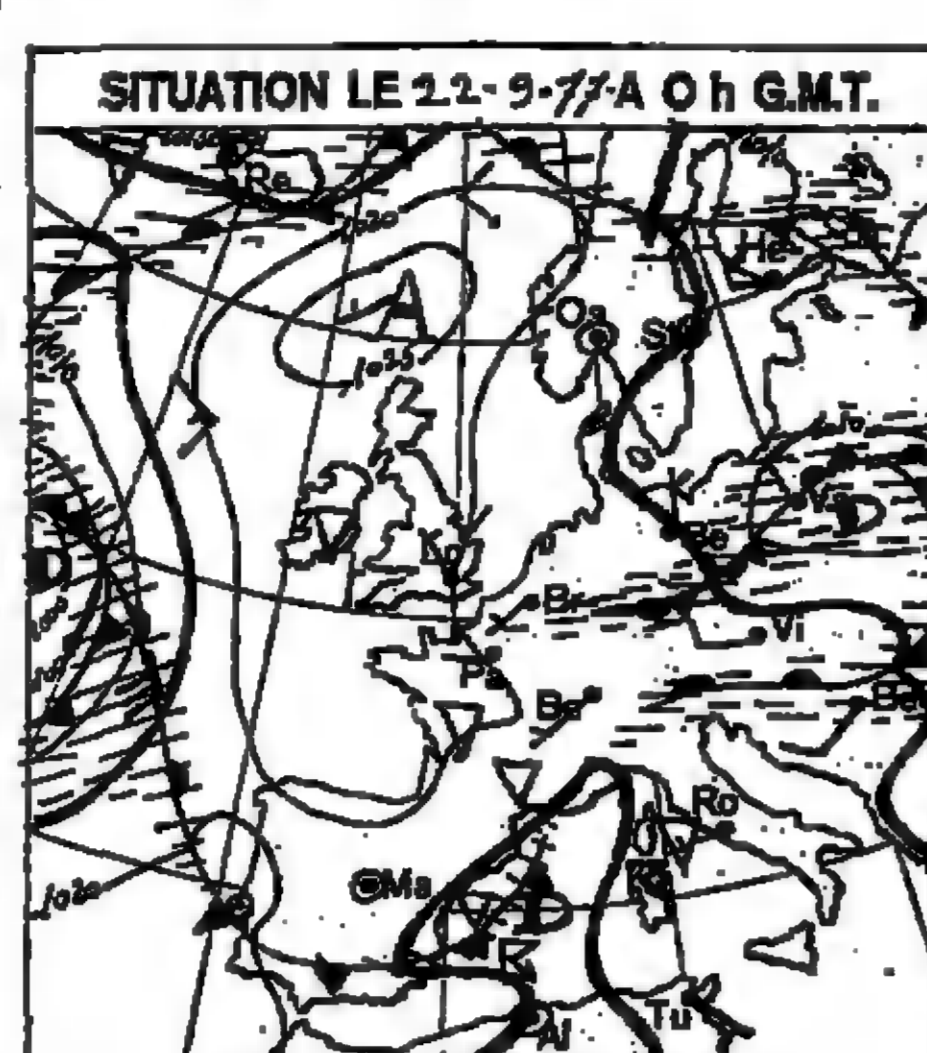
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-progrès en espèces d'impression.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Savoy, directeur de la publication, Jacques Savoy.

Imprimerie
du "Monde"
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57457.

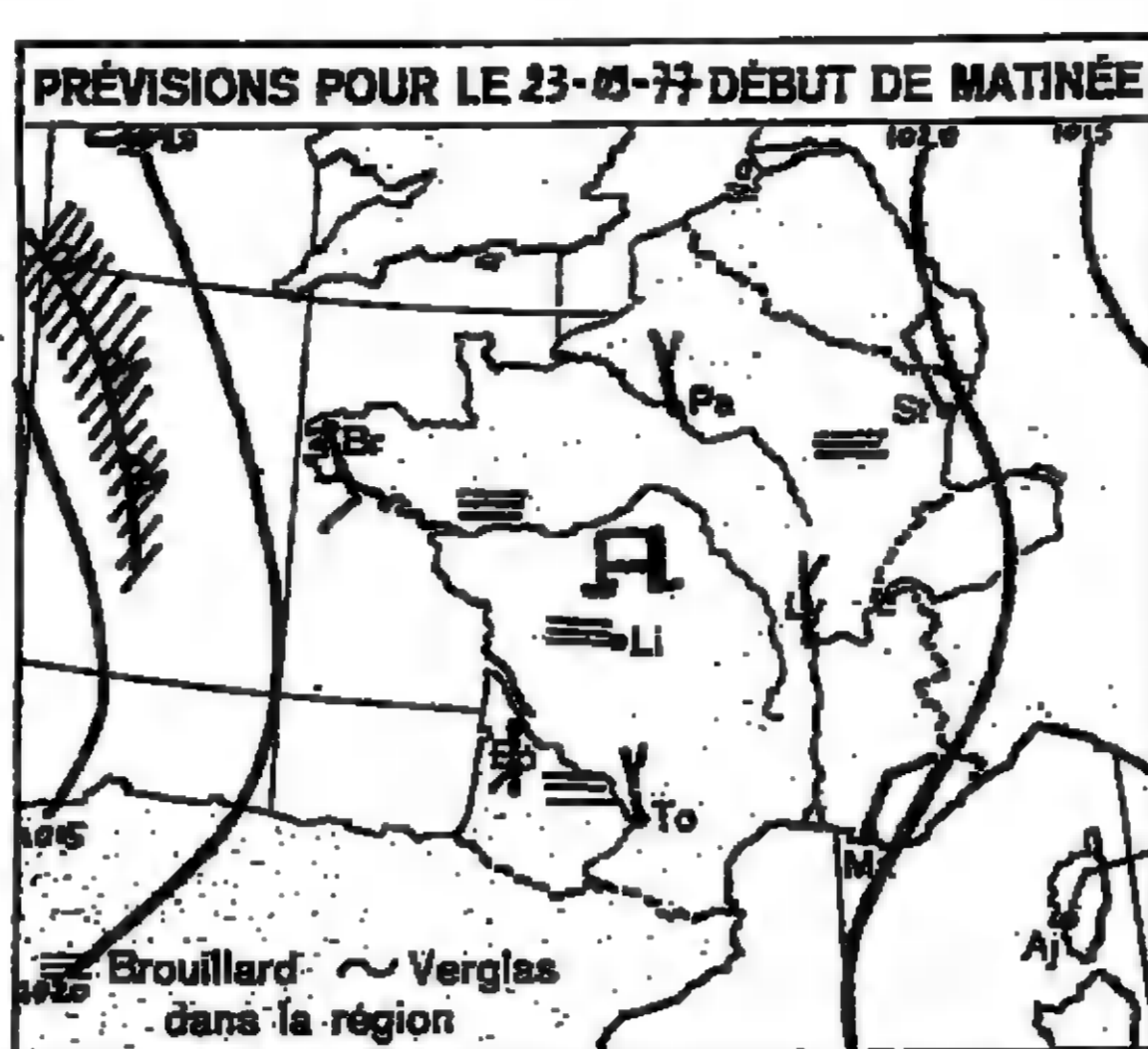
MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 23 septembre à 0 heure et le vendredi 24 septembre à 24 heures :

Au cours de ces deux jours, des masses d'air humide continueront à circuler lentement en France dans une zone de vents faibles. Les perturbations océaniques resteront au large de l'Europe, et une perturbation orageuse, affectant la Corse jeudi, s'éloignera vers l'Italie.

Vendredi 23 septembre, le temps sera variable en Corse, où des



éclairs accèderont aux pluies et aux orages de la vallée. Sur le Languedoc, la Provence et les Alpes, les vents, de secteur nord, seront modérés, et le soleil brillera souvent malgré des nuages passagers.

Sur le reste de la France, la matinée sera très nuageuse et brumeuse, de rares éclaircies apparaîtront localement l'après-midi. Les vents seront faibles en général ; ils deviendront modérés, de sud-est à sud, l'après-midi près de l'Atlantique. Les températures varie-

ront peu par rapport à celles de jeudi.

Jeudi 23 septembre, à 0 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 015 millibars, soit 763,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 21 au 22) : Ajaccio, 19 et 13 degrés ; Biarritz, 17 et 8 ; Bordeaux, 16 et 10 ; Brest, 15 et 6 ; Caen, 14 et 11 ; Cherbourg, 13 et 10 ; Clermont-Ferrand, 14 et 1 ; Dijon, 14 et 5 ; Grenoble, 14 et 1 ; Lille, 14 et 8 ; Lyon, 15 et 2 ; Marseille, 19 et 10 ; Nancy, 13 et 8 ; Nantes, 18 et 6 ; Nice, 19 et 13 ; Paris-Le Bourget, 16 et 10 ; Pau, 17 et 6 ; Perpignan, 20 et 12 ; Reims, 16 et 9 ; Strasbourg, 14 et 8 ; Tours, 15 et 11 ; Toulouse, 18 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 23 ; Téhéran, 30 et 19.

Concours

● **Dotation Kodak « grand reportage ».** — La société Kodak organise un concours ouvert aux jeunes gens de dix-huit à trente ans désirant entreprendre, en 1978, un reportage ou un voyage. Ce concours est doté de vingt-cinq bourses de cent films Kodachrome. Le règlement peut être obtenu à partir du 15 octobre 1977 et jusqu'au 1^{er} mars 1978, en écrivant à la Dotation Kodak, 8-26, rue Villiot, 75580 Paris Cedex 12. Téléphone : 347-94-98.

MÉDECINE

LES ENTRETIENS DE BICHAT

- Près de dix mille médecins sont attendus
- M. Giscard d'Estaing prononcera un discours sur la politique de la santé le 29 septembre

Les entretiens de Bichat, commencés le vendredi 23 septembre à Paris, à la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière (105, boulevard de l'Hôpital), et dureront jusqu'au dimanche 3 octobre. Plusieurs milliers de participants sont attendus à cette manifestation, la plus importante de l'enseignement post universitaire.

Aux entretiens proprement dits qui intéressent la plupart des spécialités de médecine et de chirurgie s'ajouteront des tables rondes « sur des sujets cliniques et pratiques » et deux débats d'actualité : « Le rôle du médecin dans le développement de l'éducation par la santé » et « Le coût de la santé ».

A l'occasion de ce dernier débat,

Vie pratique

LE DIMANCHE 25 SEPTEMBRE A 3 HEURES DU MATIN RETOUR À L'HEURE D'HIVER

La France reprendra à l'heure d'hiver le dimanche 25 septembre. Ce jour-là les Français abandonneront l'heure d'été en retardant leur montre d'une heure : officiellement à 3 heures du matin l'aiguille sera ramené sur 2 heures.

En France, mais aussi au Benelux, en Espagne, en Grèce et au Portugal les habitants vivent depuis le 3 avril dernier avec deux heures d'avance sur le soleil (G.M.T. + deux heures) et profitent ainsi davantage de la lumière du jour en fin de journée et économisent de l'énergie électrique.

Quatre autres pays ont annoncé leur participation à l'opération « heure d'été » en 1978. Il s'agit de la R.F.A., de l'Italie, de l'Autriche et de la Suisse. La Commission de la Communauté européenne s'efforce, d'autre part, d'amener les Britanniques, les Irlandais et les Danois à faire de même.

L'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES SERA CLOSE LE 31 DÉCEMBRE

Le ministère de l'Intérieur rappelle dans un communiqué que la période de révision annuelle des listes électorales, ouverte depuis le 1^{er} septembre, sera close le 31 décembre prochain, et indique : « L'inscription sur les listes électorales étant obligatoire, les personnes remplissant les conditions pour être électeurs et qui ne seraient pas inscrites pour quelque cause que ce soit ou qui ont changé de domicile ou de résidence doivent donc demander leur inscription.

« L'âge de la majorité étant depuis 1974 fixé à dix-huit ans, les jeunes gens qui ont ou atteindront l'âge de dix-huit ans au plus tard le 28 février 1978 doivent donc se faire inscrire.

« Les candidats à l'inscription doivent se présenter munis d'une pièce d'identité et justifier d'une attache à la commune. Cette attache peut être soit le domicile, soit une résidence continue de plus de six mois, soit la qualité de contribuable. »

loterie nationale

Liste officielle

DES SOMMES A

PAYER TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	1 41 1 041 6 991 29 981	tous groupes tous groupes groupe 1 autres groupes groupe 4 autres groupes tous groupes	F. 50 150 5 150 650 5 050 350 5 050	6	91 978	groupe 1 autres groupes	F. 100 000 10 000
2	772 29 982 57 462	tous groupes tous groupes groupe 1 autres groupes	200 5 000 100 000 10 000	7	7 587 0 647 9 597 69 347 29 987	tous groupes tous groupes groupe 5 autres groupes groupe 2 autres groupes groupe 4 autres groupes groupe 1 autres groupes	50 550 5 050 550 5 050 550 100 050 10 050 1 500 050 15 050
3	2 573 4 293 8 143 8 233 29 983	groupe 1 autres groupes groupe 5 autres groupes groupe 2 autres groupes groupe 1 autres groupes tous groupes	5 000 500 5 000 500 5 000 500 5 000 500 5 000	8	5 786 9 188 29 988 509 1 309	groupe 5 autres groupes groupe 5 autres groupes tous groupes tous groupes groupe 1 autres groupes groupe 1 autres groupes	5 000 500 5 000 5 000 500 5 000 5 000 500 5 000 5 000
4	314 8 804 9 984 29 984	tous groupes groupe 1 autres groupes groupe 1 autres groupes tous groupes	200 5 000 500 5 000 500 5 000	9	4 539 5 849 7 429 29 989 8 459 98 829	groupe 5 autres groupes groupe 3 autres groupes groupe 4 autres groupes tous groupes groupe 1 autres groupes groupe 2 autres groupes	500 5 000 500 5 000 500 5 000 5 000 10 000 1 000 100 000 10 000
5	15 075 6 155 9 635 29 985	tous groupes tous groupes groupe 1 autres groupes autres groupes groupe 6 autres groupes tous groupes	100 200 5 000 500 5 000 500 5 000	0	10 60 260 350 0 610 4 340 4 970 29 980	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes groupe 3 autres groupes groupe 2 autres groupes tous groupes	100 100 300 200 5 100 500 5 000 500 5 000 5 000
6	56 016 666 3 406 5 946 6 456 7 986 29 986 1 616 76 696	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 5 autres groupes groupe 2 autres groupes groupe 5 autres groupes tous groupes groupe 3 autres groupes groupe 5 autres groupes	100 200 200 5 000 500 5 000 500 5 000 500 5 000 10 000 1 000 100 000 10 000				

**TRANCHE
DES VENDANGES**
TIRAGE DU 21 SEPTEMBRE 1977
PROCHAIN TIRAGE
LE 28 SEPTEMBRE 1977
à SURESNES (Hauts-de-Seine)

LOTO

TIRAGE No 38

3 5 9 15 19 27

NUMERO COMPLEMENTAIRE 31

PROCHAIN TIRAGE LE 28 SEPTEMBRE 1977 VALIDATION JUSQU'AU 22 SEPTEMBRE 1977 APRES-MIDI

TRANCHE DES VENDANGES
TIRAGE DU 21 SEPTEMBRE 1977
PROCHAIN TIRAGE
LE 28 SEPTEMBRE 1977
à SURESNES (Haut-de-Seine)

LOTO 3 5 9 15 19 27
TIRAGE N° 38
NUMERO COMPLEMENTAIRE 31
PROCHAIN TIRAGE LE 28 SEPTEMBRE 1977 VALIDATION JUSQU'AU 27 SEPTEMBRE 1977 APRES-MIDI

ALLEZ AUX TERNES!

Avec l'ouverture le 22 septembre du nouveau magasin ODIOVOX Ternes au 8 avenue des Ternes, à 100 mètres de la Place des Ternes, vous pouvez maintenant acheter tout votre équipement TV, hi-fi, ménager (250 marques et 2 000 références) avec l'exclusive garantie du Buy-Back. Le Buy-Back, un système simple et la meilleure garantie d'achat jamais inventée en TV, hi-fi, ménager.

Alors, à partir du 22 septembre, mettez-vous à l'heure du Buy-Back ODIOVOX. Pour l'ouverture d'ODIOVOX Ternes et pendant 3 jours, il y a des TV couleur et des centaines de radio-réveils électroniques à gagner, simplement en vous rendant au nouveau magasin.

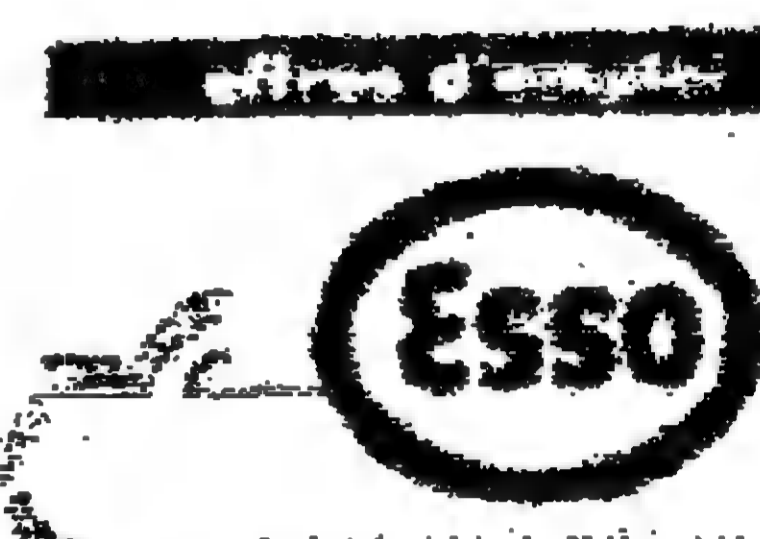
ODIOVOX

ODIOVOX, EN TV, HI-FI, MÉNAGER, NOUS SOMMES FIERS DE CE QUE NOUS VENDONS. NOUS LE PROUVONS.

- BUY BACK**
- La garantie Buy-Back
- Après votre achat, l'appareil vous plaît, vous le gardez, il ne vous plaît pas, vous le rendez et vous êtes remboursés. Sans décaissement, dans les 15 jours suivant la livraison, moins 100 F de frais généraux.
- Assuré par les techniciens ODIOVOX sur simple appel téléphonique : 666.21.21
- NOUVEAU**
- 8, avenue des Ternes
75017 PARIS
M^o Ternes
- 124, avenue de Gaudin-Lederc
75014 PARIS
M^o Porte d'Orléans
- 272, rue de Vouglair
75015 PARIS
M^o Vouglair
- VELIZY II**
- Centre Commercial Régional (niveau bas)
ROSNY II
- Centre Commercial Régional (niveau bas)
FRESNES
- Cité de France
N 106
ZONESOUC
94260 FRESNES
- ARGENTUIL
146, rue Henri-Barbusse
95100 ARGENTUIL

هكذا من الأصل

Annor



DUT INFORMATI

Le système de gestion de l'information est un outil indispensable pour les entreprises. Il permet de collecter, traiter et diffuser les données nécessaires à la prise de décision.

attache à la direction financ

Le ministère de l'Intérieur rappelle dans un communiqué que la période de révision annuelle des listes électorales, ouverte depuis le 1^{er} septembre, sera close le 31 décembre prochain, et indique : « L'inscription sur les listes électorales étant obligatoire, les personnes remplissant les conditions pour être électeurs et qui ne seraient pas inscrites pour quelque cause que ce soit ou qui ont changé de domicile ou de résidence doivent donc demander leur inscription.

centor

Le système de gestion de l'information est un outil indispensable pour les entreprises. Il permet de collecter, traiter et diffuser les données nécessaires à la prise de décision.

ANALYSE FINANCIERE

Le système de gestion de l'information est un outil indispensable pour les entreprises. Il permet de collecter, traiter et diffuser les données nécessaires à la prise de décision.

Le Monde INFORMATION-ET

Le système de gestion de l'information est un outil indispensable pour les entreprises. Il permet de collecter, traiter et diffuser les données nécessaires à la prise de décision.

Le système de gestion de l'information est un outil indispensable pour les entreprises. Il permet de collecter, traiter et diffuser les données nécessaires à la prise de décision.

Le système de gestion de l'information est un outil indispensable pour les entreprises. Il permet de collecter, traiter et diffuser les données nécessaires à la prise de décision.

Le système de gestion de l'information est un outil indispensable pour les entreprises. Il permet de collecter, traiter et diffuser les données nécessaires à la prise de décision.

Le système de gestion de l'information est un outil indispensable pour les entreprises. Il permet de collecter, traiter et diffuser les données nécessaires à la prise de décision.

Vie pratique

LE 25 SEPTEMBRE
A 3 HEURES DE RETOUR A L'HEURE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 70
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	30,00	31,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCHEREES	La ligne	T.P.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emploi régional

SOCIÉTÉ SECTEUR HYGIÈNE - SANTÉ

Pharmacie Nord de Lyon, filiale d'un Groupe International important recherche pour son service MÉTHODE ET ORGANISATION

Jeune Ingénieur mécanicien

Qui aura pour fonction :

- Aménagement postes de travail ;
- Participation aux études d'implantation ;
- Établissement gammes opératoires et standards.

Une expérience industrielle de 2 à 3 ans sera exigée et si possible dans un poste analogue. Bonne connaissance de l'anglais.

Adresser C.V., photo et prétentions au R. HUBERT (mandataire sur l'ensemble) à :

Publicité Conseil EMPLOIS ET CARRIÈRES 30, rue Varrel, 75008 PARIS

Importante Entreprise Industrielle du Sud-Ouest recrute :

Jeune ingénieur (formation mécanique)

pour étudier les différents articles de conditionnement (cartons, flacons, tubes, boîtes métalliques etc...) utilisés dans la société.

Nous souhaitons rencontrer des candidats déjà expérimentés (2 à 3 ans) et ayant tenu un poste dans des services de Méthodes ou de Production (cartonnerie, verrerie, matière plastique etc...).

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 9220 à : RSCARRIÈRES - 92, rue Bonaparte 75006 - Paris

Importante IMPRIMERIE de province, leader de sa spécialité de bonne rentabilité recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Collaborateur direct du P.D.G. au sein d'une équipe jeune (40 ans), il sera responsable des comptabilités générale et analytique, du contrôle de gestion ainsi que des problèmes administratifs (personnel, services généraux).

Un niveau d'études supérieures, une solide connaissance des traitements informatiques et une expérience confirmée de plusieurs années dans un poste similaire sont nécessaires.

La rémunération ne sera pas inférieure à 120.000 F.

Adresser C.V. sous n° 7.834, à Le Monde s Publicité, 5, rue des Italiens, 75217 Paris-9

Un important groupe laitier régional (C.A. 350 millions - 500 personnes) recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL MÉTROPOLE

pour développer les ventes de produits laitiers, dans le respect des objectifs du groupe, établir en étroite collaboration avec la D.G. les orientations commerciales. Il aura autorité sur une équipe de commerciaux déjà en place. Ce poste conviendrait à un homme de 30 ans minimum, de formation ingénieur et/ou commerciale, ayant une bonne expérience commerciale de ces types de produits, désireux de s'intégrer dans une équipe active et de vivre en province.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à : UNICOM, sous n° 530, B.P. 614, 33007 RENNES CEDEX, qui transmettra.

SOCIÉTÉ SUD LYON

Spécialiste en MANUTÈN. MÉCANIQUE ET AUTOMATIQUE recherche son

DIRECTEUR TECHNIQUE

PROFIL SOUHAITÉ :

- Ingénieur A.M. ou équivalent ;
- Age 35 ans minimum ;
- Une expérience solide dans le même type d'activité ;
- Une expérience d'entreprise et de recherche ;
- Maîtrise d'homme.

Env. avec C.V. et prétentions HAVAS-SUPPORTS, 87, rue de la République, 42002 LYON, sous référence n° 1.888.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer clairement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressés et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

offres d'emploi

Esso

recherche pour son siège social (Paris-La Défense) **deux jeunes DUT INFORMATIQUE**

Il s'agira de fonctions d'analyse, programmation de gestion. Ils bénéficieront d'une politique de développement du personnel assurant des perspectives de carrière intéressantes. Salaire brut annuel : 51.000 F. Nouveaux avantages sociaux. Les candidatures (CV + photo) doivent être adressées au service du personnel siège, Cedex n° 2, 92080 Paris La Défense.

GROUPE DE PRESSE ET D'ÉDITION produisant et commercialisant dans le monde entier des périodiques et des livres crée un poste

attaché à la direction financière 78.000

Il instruit et suit des dossiers relatifs au contrôle de gestion et budgétaire. Il assiste le Directeur Financier sur des études d'organisation et de mise en place de nouvelles procédures.

Poste évolutif nécessitant goût des responsabilités et autonomie d'action.

Convient à un diplômé d'une grande école commerciale ou équivalent (ICG apprécié) ayant au moins trois ans d'expérience contrôle de gestion ou comptabilité industrielle en entreprise, et connaissant l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous réf. 710 M à notre Conseil.

centor DÉPARTEMENT EMPLOI 13 bis, rue Henri Monnier - 75009 PARIS.

Importante Société d'Assurance utilisant gros systèmes en cours d'évolution

RECRUTE POUR SON SERVICE DES ÉTUDES INFORMATIQUES A PARIS ANALYSTE PROGRAMMEUR

Titulaire DUT Informatique, MAGE, etc. Libéré obligations militaires, libre rapidement. Carrière d'avenir, situation stable, avantages sociaux, 5x8 restaurant d'entreprise, 13^e mois et primes diverses.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence n° 6.289 à :

31, Bd Bonne-Nouvelle 75002 PARIS qui transmettra

Le Monde INFORMATION-EMPLOI

Afin d'aider nos lecteurs à la recherche d'un emploi, nous publions à nouveau quelques informations pratiques. Elles doivent être, bien entendu, adaptées par chacun à sa situation particulière.

PRÉPARATION DES ENTRETIENS N° 3 PRÉPARATION DES QUESTIONS SUR LES POSTES TENUS

De la même façon, il est utile de se poser les mêmes questions (voir paragraphes précédents) sur les différents postes que vous avez occupés. Cette préparation avant les entretiens avec les responsables de recrutement vous permettra de mettre en valeur ce que vous avez fait concrètement (efficacité, supériorité, notions utilisées, progression des ventes, montant des achats, etc.) et les aspects de votre formation et de votre expérience qui sont en rapport avec l'emploi proposé et avec le style de l'entreprise que vous percevez dans l'annonce et à travers les informations obtenues par ailleurs.

Au cours des entretiens, restez sur le terrain professionnel, en montrant au fur et à mesure des possibilités que vous sont offertes par vos interlocuteurs, que vos compétences vous permettent de vous adapter à des situations différentes. Mettez vos connaissances et expériences aux nécessités du poste à pourvoir et manifestez l'intérêt que les personnes rencontrées ont pu susciter en vous sur l'entreprise et l'emploi proposé.

Au sujet des raisons de départ, il est préférable d'éviter les aspects trop personnels et de s'en tenir aux motivations qui concernent le poste tenu et l'évolution de votre carrière.

Enfin, il est utile de conserver l'annonce offertes d'emploi et de noter, à chaque étape du recrutement :

- les dates d'envoi de la lettre de candidature, du retour du questionnaire à l'entreprise, des rendez-vous ;
- les noms des personnes rencontrées ;
- les principales questions qui vous ont été posées ;
- les réponses que vous avez obtenues aux questions que vous avez posées.

offres d'emploi

Compagnie Technicon LEADER MONDIAL EN APPAREILLAGES D'ANALYSES MÉDICALES ET INDUSTRIELLES DE LABORATOIRE recherche pour son service APRES-VENTE

1) Biochimiste-hématologiste expérimenté

La connaissance des dosages des gaz du sang sera déterminante.

2) Electronicien ou Electrotechnicien

automatisés, ayant l'expérience de la logique ; la connaissance des microprocesseurs sera déterminante.

Pour ces deux postes il est demandé au moins :

- un niveau BTS, IUT ou équivalent ;
- une grande disponibilité ;
- une grande souplesse d'adaptation tant technique qu'humaine ;
- la connaissance de l'anglais ;
- le permis de conduire V.L.
- être délégué O.M.

Envoyer C.V., photo récente et prétentions à M. CROB Chef du Service Après-Vente TECHNICON B.P. 10 - 95330 DOMONT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE (2300 personnes - 450 M. de C.A. - Filiale d'un groupe international de 10.000 personnes - Stable dans son organisation et ses résultats bénéficiaires) recherche en vue de renforcer sa

DIRECTION DE PRODUCTIONS A POISSY

UN CHEF DE SERVICE MÉTHODES CENTRALES

Etudes sur la politique industrielle de la Société à moyen et long terme

De poste adressé à un ingénieur-mécanicien (A.M. ou équivalent), de 35 ans minimum, ayant autant que possible une bonne expérience professionnelle de l'industrie automobile, des méthodes et de la fabrication, des machines-outils. Une forte personnalité, des qualités de contact, ainsi que la volonté de réussir sont également indispensables. Anglais nécessaire. Alternance souhaitable.

Adresser C.V. manuscrite, et photo à n° 27.561, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris (1^{re}), qui transmettra.

U.R.S.S.A.F. de PARIS SÉCURITÉ SOCIALE recherche

ANALYSTE D'APPLICATION

- notions organisation du travail ou ayant participé à mise en place d'un système automatisé de gestion en Service tertiaire ;
- expérience matérielle troisième génération indispensable ;
- diplôme I.U.T. ou équivalent.

NOTA

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un C.V. dét., ainsi que des prétentions en matière de salaire annuel, devront être adressées à la :

DIVISION DU PERSONNEL de l'U.R.S.S.A.F.

47, avenue Simon-Bolivar, 75009 PARIS - CEDEX 19.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE recherche

TECHNICIENS DE CONTRÔLE

pour plate-forme d'essais de périphériques d'informatique.

AGENTS TECHNIQUES AT2/AT3

logiciens d'analogue pour étude et intégration systèmes.

AGENTS de MAINTENANCE AT3/ATP

pour régions de Lille et d'Orléans.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous le n° 5.339 à SIPEP 75002 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION recherche

UN INGÉNIEUR E.C.P., A.M., INSA

originaire de la région lyonnaise

Âgé de 30 ans minimum, il assurera des fonctions technico-commerciales.

Le poste est à pourvoir pendant deux ans dans la région parisienne, puis dans la région lyonnaise.

Env. avec C.V., photo et prétentions sous numéro 69397 V à :

41, avenue de Châteaub. 94300 VINCENNES qui transmettra

enseigne. L'AMÉRICAIN

L'AMÉRICAIN CENTER

261, bd Raspail (14^e), 95-67-28. Cours de conversation le soir. INSCRIPTIONS IMMÉDIATES DÉBUT : LE 10 OCTOBRE. Cours privés. Séances intensives.

cours et leçons

MATH-PHYS RATTRAPAGE rapide par Prof. Terminale, PCEM, Fac. 325-82-47

Prof. M. ANGLAIS angl. donnerait cours plein temps ou part. 345-56-48 (matin).

offres d'emploi

IMPORTANT CABINET CONSEILS EN SÉLECTION DE CADRES parfaitement implémenté sur le marché recherche une

PSYCHOLOGUE

Formation licence ou psychopr. pour une collaboration à mi-temps ou par vacations

Une expérience de recrutement en Entreprise ou en Cabinet Conseil est indispensable pour assurer la totalité des opérations de sélection que nous souhaitons lui confier.

Présenter votre candidature sous la réf. n° 28.943 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{re}.

BANQUE PRIVÉE TRÈS ACTIVE DANS AFFAIRES INTERNATIONALES recherche

SOUS-DIRECTEUR DÉPARTEMENT CRÉDITS DOCUMENTAIRES

- formation supérieure
- anglais indispensable
- expérience bancaire 10 ans minimum.

Env. avec C.V. s/réf. 3790 à P. LICHIAUS A.B.P. 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

SEDAP recherche

PROGRAMMEUR COBOL BULL 62 - 40

ANALYSTE PROGRAMMEUR GAP II IBM 3/15

minimum 2 ans d'expérience.

Env. avec C.V. et photo à SEDAP, Tour Gamma D, 17, rue de Bercy, PARIS (12^e). Téléphone : 345-12-35, poste 4708.

IMPORTANTE ENTREPRISE INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET INSTRUMENTATION siège social à Paris recherche

INGÉNIEUR INFORMATIEN

— Spécialiste instrumentation et calculateur temps réel ;

— Ayant déjà participé à la réalisation jusqu'à son démarrage d'une installation de TELETRANSMISSION.

FREQUENTS DÉPLACEMENTS PAYS DE L'EST.

Adres. C.V. sous n° 37 à R.P. 56, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ Paris - la Défense engage

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Appliqués de gestion et temps réel.

— Complète de format. assurée ;

— Nombreux avantages sociaux ;

— Environnement agréable ;

— École privée cherchant professeur de mathématiques, 4 h. hebdo, mardi, vendr. après-midi. Env. avec C.V. Ecole Ch.-Baudelet, 10, rue Bobigny, 75002 PARIS.

Niveau PUBLIC RELATION ou situation grand standing. Env. avec C.V. ORGANISATION ET PUBLICITÉ, 2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

secrétaires

Secrétaires de direction

MONTMARNASSE, Agce imm. pl. expens. rech. SECRÉTAIRE capable de second. direct. Libre rapidement. Prix + intéressement. Env. avec C.V. et photo sous n° 4.84 à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 P A R I S.

Env. avec C.V. et photo à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Env. avec C.V. et photo à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION DACTYLO avec nombreuses années exp. Libre BAS PRIX. Pour service Commercial, département des AVIATION. OBLIGATOIREMENT ANGLAIS. Adr. C.V., prêt et photo : S.E.T. Service du Personnel, 1, r. de Chabot, 92009 Bobigny. Fr. rend. v. : 84-71-12, poste 374.

Secrétaires

345 près Pont de Neuilly cherche URGENT EXCELLENTE SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS. Sérieuses références exp. Env. C.V. et prêt. à n° 5.441, PUBLITOP, 100, rue de Richelieu, Paris 2^e, qui transmettra.

travail à domicile

Demande

Cherche une manuscrite à dactylographier à mon domicile. — Ecr. n° 6.554, à Le Monde s Public. 5, r. des Italiens, 75217 Paris-9.

occasions

Paris à Paris, à votre Pierre dure et noires sculptées, cause départ. — Ecrire à HAVAS, sous le n° 5.185, dpt. ANGLAIS angl. donnerait cours plein temps ou part. 345-56-48 (matin).

حکومت الاصل

(PUBLIOTE)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'hydraulique,
de la mise en valeur des terres et de l'environnement

AVIS DE PRÉCONSULTATION

Le Ministère de l'hydraulique, de la mise en valeur des terres et de l'environnement entreprend la construction d'un barrage sur l'Oued BOU-HAMDAÏE (Wilaya de GUELMA).

Les travaux préparatoires du barrage situé à 25 km à l'ouest de Guelma et à 85 km au Sud-Ouest d'ANNABA doivent débuter au cours du printemps 1978. L'appel d'offres correspondant à cette première phase de travaux sera lancé avant la fin de l'année en cours.

La construction du barrage et de ses ouvrages annexes (évacuateurs de crues, vidange de fond, prise d'eau) est envisagée pour l'automne 1978.

Les travaux consistent essentiellement en l'exécution :

- d'une digue en terre de près de 5 millions de mètres cubes de remblais;
- de deux galeries d'évacuation de crues de 9 mètres de diamètre intérieur et de longueur totale 1.175 mètres entièrement revêtues, dont l'une devant servir en phase travaux de dérivation provisoire;
- d'une galerie de vidange de fond de 5,50 m de diamètre intérieur, de longueur 700 mètres entièrement revêtue, avec prises d'eau aménagées.

L'ensemble totalisant 110.000 mètres cubes de béton et 700.000 mètres cubes d'excavations en terrains meubles et rocheux.

Les entreprises de travaux publics intéressées par l'exécution de ces travaux sont invitées à faire connaître leur candidature avant le 30 octobre 1977 auprès de la DIRECTION DES PROJETS ET DES REALISATIONS HYDRAULIQUES (OASIS SAINT-CHARLES BIRMANDREIS ALGER).

Les entreprises soumissionnaires devront faire accompagner leur démarche de références sur leur capacité technique et leur faculté d'organisation.

Les entreprises retenues dans un premier choix recevront un dossier dit de « Préconsultation » afin de leur permettre de confirmer leur candidature.

Après un deuxième choix, les entreprises définitivement retenues seront appelées à répondre aux appels d'offres des travaux qui seront lancés au printemps et à la fin de l'année 1978.

ÉCONOMIE - SOCIAL

BANQUE A PART

II. — Les gens de Chiasso

De notre envoyé spécial MAURICE DENUZIÈRE

Premier pays des banquiers, la Suisse connaît une nouvelle espèce de professionnels, plus avides de risques que leurs devanciers. (« Le Monde » du 22 septembre.)

Genève. — L'aspect physique de M. Ernst Kuhrmeier, directeur de la succursale du Crédit suisse à Chiasso (Tessin), n'était pas de nature à susciter les critiques des banquiers de tradition ni la méfiance des déposants prudents. On voit banquier suisse allemand, M. Kuhrmeier. De ceux qui passent pour les plus stricts et les mieux informés. Tête carrée, cheveux coupés courts, carrure imposante, grands pieds, grandes mains, un regard net sous des sourcils épais, une vague ressemblance, à cause d'une fossette au menton, avec Jean Chevrier dans l'« Escadron blanc ». Bref, un Suisse allemand viril, toujours soigné, vêtu dans les tons « banque » : bleu navy ou gris anthracite. Premier arrivé au bureau, dernier parti, toujours prêt à faire un saut en Italie pour faciliter la fuite des livres effrayés par les drapeaux rouges, ou pour organiser des placements en retour, avec les mêmes livres, qui trouvent encore à s'employer dans les affaires italiennes, à la barbe des socialistes-communistes qui, eux-mêmes, ne dédaignent pas l'occasion... bref.

M. Ernst Kuhrmeier avait commencé comme fondé de pouvoir à Chiasso en 1954. L'agence fonctionnait alors avec quatre employés. Deux ans plus tard, l'Allemanique remplaçait à la tête de la succursale le directeur tessinois « capoté » d'autres fonctions » et commençait à appliquer ses propres méthodes de gestion. Celles-ci devaient le conduire en vingt ans à une appétente réussite professionnelle, et, de là, en prison. Entre ces

deux extrêmes, ce fils d'employé de banque, formé lui-même à la Banque nationale, et qui comptait bien se faire dans un futur « d'été-majors » directeur à Zurich, avait assuré un prodigieux développement à la succursale de Chiasso. Elle comptait l'an dernier deux cent quatre-vingt employés. On y travaillait plus que partout ailleurs dans les établissements du Crédit suisse puisque le bénéfice par employé était le triple de la moyenne.

À Zurich, on citait M. Kuhrmeier en exemple. Grâce à lui, Chiasso avait dépassé Bâle et menaçait Genève, dont les directeurs de succursales moins « dynamiques » étaient jaloux. M. Kuhrmeier et son équipe passaient pour les meilleurs dans un canton où la compétition était rude. Sous les tilleuls de la Bahnhofstrasse, à Zurich, on le comparait au champion cycliste Eddy Merckx !

Une banque pour 1 000 habitants

Il faut dire que, depuis douze ans, dans le Tessin, canton quasi-italien et à dominante catholique, les banques ont poussé comme le chendent. On compte aujourd'hui dans ce pays verdoyant, où vivent 245 000 citoyens suisses, 48 établissements bancaires ayant ouvert plus de 250 succursales, ce qui donne une banque pour 1 000 habitants ! On estime à plus de 2 milliards de francs suisses les dépôts confiés à ces établissements, sur la frontière italienne, à quelques kilomètres de Côme, cité lombarde embusquée au bout du lac auquel elle a donné son nom, est un poste avancé de la banque suisse. La grande bâtisse du Credito Svizzero, une maison d'arcades pourvue au dernier étage d'une loggia, est magnifiquement située pour recevoir les livres fugaces avant même que les porteurs aient le temps de réfléchir sur leur destination.

Cette succursale désormais fameuse comptait, à la veille du scandale, un bon millier de déposants presque tous italiens. Car les livres arrivaient par valises entières. C'est à Chiasso, et pas toujours la vilette de Parme, mais les banquiers au Tessin passent pour n'avoir pas le nez délicat. On dit, à Genève, que lorsqu'un quidam apporte à l'un d'eux les millions de livres qui correspondent exactement au montant d'une rançon versée la veille à Milan pour la restitution d'un industriel ou d'une vierge de Cimabue, ils appliquent, à l'encaissement, un cours spécial inférieur de moitié au cours légal !

Ainsi les vilains gangsters sont pénalisés et les honnêtes banquiers peuvent faire un petit cadeau à leurs actionnaires !

L'objet de cet article n'est pas de revenir sur le mécanisme des opérations menées à partir de la succursale du Crédit suisse de Chiasso par Ernst Kuhrmeier et ses complices. On sait que, pour faire tourner leurs affaires, ils utilisaient l'argent des déposants et la caution morale de la grande banque dont ils n'étaient que des employés. Un livre, qui sera imprimé en septembre, sous le titre « Scandale au Crédit suisse (I) », donne quantité de détails à l'égard de ces opérations. Des noms de gens, comme Max Maillard et Roger de Weck, ont été publiés. Les journalistes américains qui révéleront le monde Webber ont conduit à leurs risques et périls une enquête qui ne laisse rien ignorer des constructions financières de l'Eddy Merckx de la banque !

Nous nous contenterons de rappeler ce que l'on reproche à M. Kuhrmeier et à ses complices, dont un député au Grand Conseil cantonal, des avocats et, à moindre titre, le président du conseil d'état tessinois, qui a dû démissionner.

Le directeur de la succursale du Crédit suisse de Chiasso avait tout simplement créé à son profit une société d'investissement, sorte de banque parallèle, dont les locaux communiquaient avec ceux du Crédit suisse et qui employait pour financer des investissements en Italie, — avec la garantie du Crédit suisse, mais sans en référer à la maison mère — les fonds déposés par des clients étrangers, lesquels avaient leurs sous bien placés « aux premières adresses » de Suisse ou dans des affaires anciennes et solides. Nommé « Texon », et domicilié au Lichtenstein, le holding de M. Kuhrmeier était parvenu à posséder à travers sa filiale Winefood, 49 sociétés (viticulture, hôtels, produits alimentaires) ; à travers sa filiale Albarella, 29 sociétés propriétaires de centres de villégiature ; à travers sa filiale Ampegas, 23 sociétés de matières

plastiques et de jouets ; à travers Oibiacard, 9 sociétés fabriquant des machines-outils ; à travers C. Rufoni, 27 sociétés, à travers des ports internationaux. Il convient d'ajouter à cette nuée de sociétés le holding financier FICL, comprenant 15 entreprises travaillant dans l'immobilier. En tout, 150 sociétés environ à la direction desquelles on trouvait toujours des amis de Kuhrmeier. Le « Texon » était un empire qui n'avait rien coûté à ses propriétaires. L'argent était fourni par les dépôts du Crédit suisse auxquels on proposait, pour les attirer, des taux d'intérêt inespérés.

Cela laissait rêver les autres banquiers de Chiasso, lesquels voyaient leurs clients les abandonner au profit du Crédit suisse où l'on offrait du 9 % sans imposer alors qu'ils ne pouvaient démentir aller au-delà de 7 %. Naturellement on s'interrogeait puis on s'irritait d'une concurrence déloyale. À Zurich, en revanche, on se réjouissait. Enfin, le Crédit suisse, depuis si longtemps lanterne rouge des trois grandes banques, allait, grâce au dynamisme de ses cadres, remonter le petit peloton !

Si l'Union des banques suisses et la Société de banque suisse, progressivement de concert depuis fin 1970, le Crédit suisse avait été un peu lâché et plafonnait en 1974 avec un bilan de 35 milliards de francs suisses alors que les deux autres grandes banques atteignaient la tranche des 45 milliards.

Maintenant les courbes statistiques indiquaient un parallélisme flatter entre les avoirs des trois grands et un expert objectif écrivait en 1976 dans un document confidentiel : « C'est le Crédit suisse qui a le mieux réussi à maîtriser l'accroissement des coûts (de gestion) suite de l'U.B.S. et de la S.B.S. » En plus loin : « Le Crédit suisse semble être aussi celui des trois institutions qui a enregistré la plus forte progression des bénéfices réels (22 %) devant l'U.B.S. (18 %) et la S.B.S. (15 %).

Tout était donc pour le mieux dans la meilleure des banques, et ces bruits qui venaient de chez les concurrents de Chiasso pouvaient passer pour l'expression d'une jalousie professionnelle. Cependant, les jaloux avaient déjà obtenu, en 1967, que le comité exécutif de l'Association tessinoise des banques rappelle M. Kuhrmeier à l'ordre. Il avait promis de s'en tenir aux règles du marché, ce qu'il ne fit pas. En 1969, des contrôleurs du fisc vinrent regarder d'un peu près les placements réalisés à l'étranger effectués par la succursale du Crédit suisse à Chiasso. M. Kuhrmeier avait « oublié » d'opérer la retenue d'impôt à la source (20 %) sur ces placements. L'administration helvétique prévit le Crédit Suisse, à Zurich, qui régla 500 000 F d'impôts impayés. On serra M. Kuhrmeier, qui dut avoir mal interprété la loi, s'en excusa, et continua d'agir à sa guise.

Crises cardiaques

Il y est bien obligé, pour alimenter une pompe qui n'arrive pas à irriguer tout le réseau complexe des dépendances de la Texon, lesquelles sont loin d'être toutes des affaires juteuses. Sans doute un prêt de 12 millions obtenu officiellement par la Texon auprès du Crédit suisse, a servi à dissimuler toutes les transactions pour lesquelles on ne payait pas l'impôt suisse. On sait aujourd'hui que ce crédit de 12 millions a ainsi fait écran à des engagements qui s'élevaient à 3 milliards 800 millions. Il y a aussi la baisse de la monnaie italienne : le billet de 1 000 lire, qui valait 6,85 FS en 1968, ne vaut plus que 5,30 FS en 1972. Il descendra à 2,80 FS en 1976. En sept ans, la dévaluation aura atteint 60 %. Mais Kuhrmeier et ses amis tiendront, au prix de quels subterfuges, jusqu'en 1976, jusqu'au jour où le président de l'U.B.S., M. Alfred Schaefer, met en garde M. Félix Schnitzler, président du Crédit suisse. Il sait ce qui se passe à Chiasso. M. Philippe de Weck, directeur général de l'U.B.S., a déjà prouvé ses homologues au Crédit suisse. Il leur a même confié un document établissant que la succursale du Crédit suisse à Chiasso cautionne des fonds qui passent directement à la Texon !

Ces avertissements confraternels sont sincères. On sait à l'U.B.S. ce qu'il peut en coûter de faire une aveugle confiance à un cadre, si brillant soit-il. En 1973, un très gros client français de l'U.B.S. qui spéculait à grand jeu sur les monnaies avec la bénédiction d'un chef de service important de la banque, a été surpris par la baisse du dollar.

Tellement surpris qu'il en est mort d'une crise cardiaque, laissant à l'U.B.S. un découvert de 140 millions de francs suisses. Le Crédit suisse a connu d'ailleurs, à la même époque, un sort semblable, sauf que la spéculation n'était pas le fait d'un client mais du directeur du service « Devises » de la banque, qui avait acheté le dollar à 2,50 le 23 juin 1973 et qui à terme ne put le vendre qu'à 2,80 F suisses. Le responsable fut lui aussi terrassé par une crise cardiaque.

M. Ernst Kuhrmeier n'en a pas eu quand M. Josef Müller, le chef du département de comptabilité et de sécurité du Crédit suisse, est arrivé à Chiasso pour tirer les choses au clair. On ne plaisait pas avec M. Müller. Il n'accepte pas d'invitation à dîner quand il est en mission, et si l'on trouve en rentrant à son hôtel une aimable demoiselle envoyée par Dieu sait quel pour l'aider à passer son pyjama, il la renvoie gentiment chez ses parents !

Et comme M. Müller sentait qu'il n'a pas la sympathie de tout le monde, il porte sous l'aisselle, dans un holster, un couteau extrêmement bien entretenu. Le 12 avril, M. Müller fait part à la direction générale de Zurich de ce qu'il a découvert à Chiasso. Il ne se pose pas la question de savoir si ses révélations surprennent ou non ses patrons. Le caractère de M. Kuhrmeier est terni. La direction générale du Crédit suisse fait mettre en gage tous les actifs de la Texon et, le 24 avril, un jeune procureur tessinois, radical de gauche, M. Paolo Bernasconi, membre d'une organisation progressiste de la magistrature, le POCER, qui n'a pas de tendresse particulière pour les malfrats, surtout s'ils sont démocrates-chrétiens, fait arrêter M. Kuhrmeier, Claudio Laf-franchi, son bras droit, député au Grand Conseil depuis 1975, et Meinrad Perler, qui sera remis en liberté sous caution quelques jours plus tard.

Les têtes tombent

En Suisse, quand trois directeurs de banque sont emprisonnés c'est un événement considérable qui peut provoquer une panique chez les déposants. La Banque nationale annonce qu'avec l'U.B.S. et la S.B.S., elle met immédiatement 3 milliards de FS à la disposition du Crédit suisse, c'est-à-dire la fois généraux et locaux, les chiffres avancés ne faisant officiellement état que d'un petit trou de 250 millions. Le 26 avril, la Bourse genevoise devient nerveuse. Le franc suisse s'élève, le dollar passe de 2,5175 FS à 2,8310 FS, la livre elle-même, comme pour consoler M. Kuhrmeier qui n'a si bien couronné, remonte de quelques points.

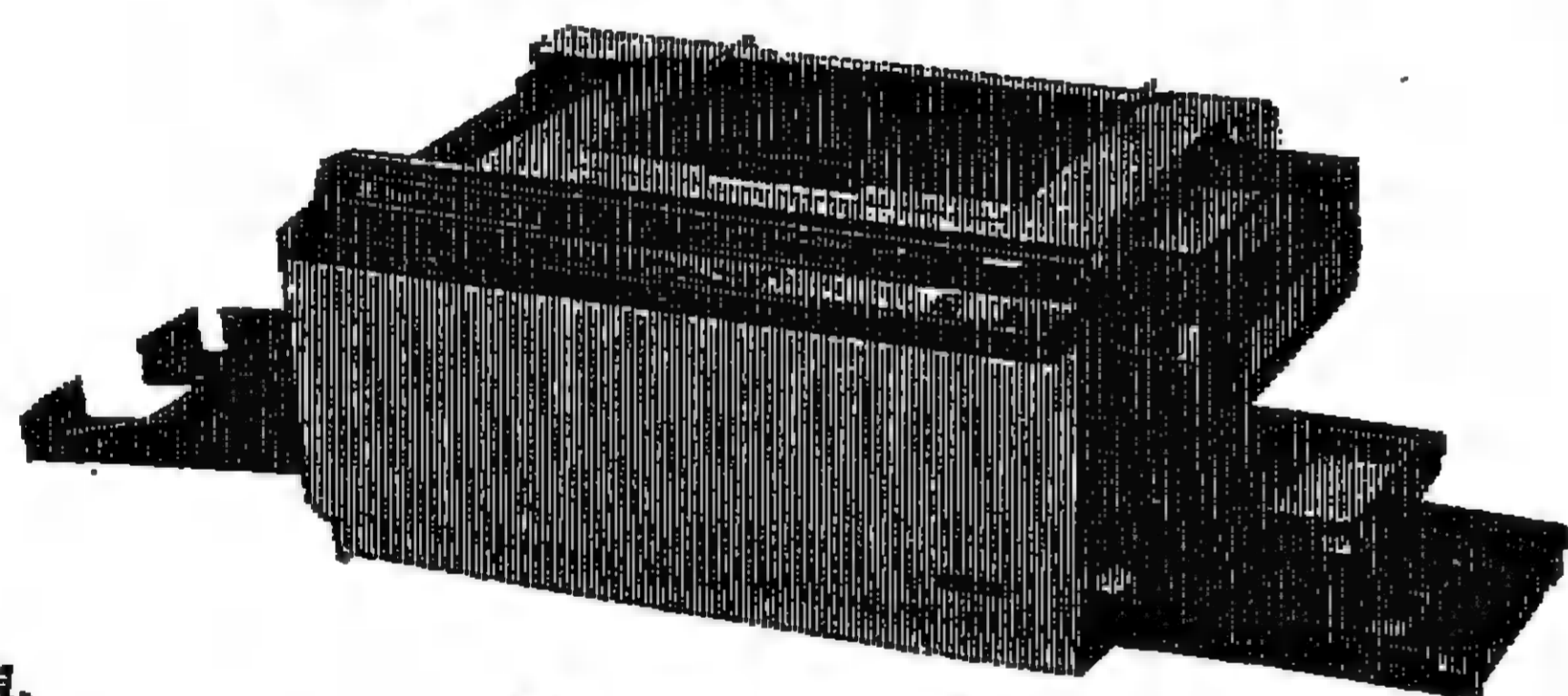
À Zurich, à l'état-major, les têtes tombent. Les subalternes ne sont pas mécontents de voir ce M. Kuhrmeier, qu'on leur donnait toujours pour modèle, être mis au rang des algèbres. On imagine que le fantôme du fondateur de la maison, M. Alfred Escher, mort en 1882, est fort en colère, mais on sait déjà que l'affaire de Chiasso ne sera pas fatale puisque fin juin le bilan du Crédit suisse est des plus satisfaisants — 43 milliards de francs suisses — et qu'on annonce aux déposants rassurés que même après déduction des provisions relatives aux engagements Texon, il reste un bénéfice brut qui permettra de servir aux actionnaires les dividendes prévus. Tous les spécialistes vous diront d'ailleurs que les bénéfices nets que publient les grandes banques représentent moins de la moitié de leurs bénéfices réels !

Ainsi la tempête levée à Chiasso n'aura pas causé de dégâts irréparables à Zurich. Le Crédit suisse s'encaisse — si l'on peut dire — en champion le coup bas. Le président-directeur général Heinz Wulff et son équipe « dynamique » sont invités à céder la place. Les nouveaux venus s'installent avec des airs sérieux, presque désolés, alors que le scandale leur a fourni une occasion imprévue d'atteindre plus vite les postes qu'ils convoient. Ils se mettent au travail en techniciens. Ils n'accepteront pas Kuhrmeier qui proclame qu'il est « le seul responsable » et pense dans sa prison qu'il a peu de chances désormais de passer ses vacances à Feldmatten, au bord du lac de Zurich, où l'on vient tout juste d'achever sa villa, dans ce site bémol réservé à l'aristocratie des banquiers... qui ont réussi !

Prochain article : LE DERNIER BANCO A GENÈVE

(1) Editions Tribune de Genève, collection « Club-Tribune », dirigée par Drago Arzuffevic.
(2) C'est M. Josef Müller qui, le 3 juillet 1977, à 20 heures, sur le quel des Bergues à Genève, a remis la maison de 2 millions de dollars aux ravisseurs de M. Luciano Serrilli-Baumont.

6 secondes.



Sharpfax 730,
le préchauffage en moins
le microprocesseur en plus.

Le SHARPFAX 730 est le premier photocopieur sur papier ordinaire à utiliser le nouveau système SCP qui permet au mono-toner de se fixer directement sur la copie par simple pression : plus de préchauffage, un seul produit utilisé, donc une maintenance simplifiée.

Avec le SF 730, SHARP adapte au photocopier la technique des calculatrices : un microprocesseur règle et vérifie à tous les stades le bon fonctionnement de l'appareil ainsi que le contrôle de ses fonctions.

Et comme tous les SHARPFAX,

le 730 est de faibles dimensions, d'un entretien économique et d'une grande souplesse d'emploi. Vous découvrirez le 730 au SICOB stand 4362, Zone C, Niveau 4, SHARP/BSB, 151-153, avenue Jean-Jaures - 93300 AUBERVILLIERS - Tél. 834.93.44

Sharp, n'attendez que le temps de la photocopie.

Nous sommes un libre-service.
Libre à vous de choisir seul.
Libre à vous de demander conseil.

MI-TEMPS

Le premier libre-service du Loisir, Sport, Détente.
Centre Goûté. Métro Goûté. Angle avenue du Maine. Rue du Commandant Mouchotte.

502 من الأصل

ÉCONOMIE - SOCIAL

LOGEMENT

LE CRÉDIT AGRICOLE NE DOIT PAS SE LIVRER A UNE « CONCURRENCE SAUVAGE »

AVEC LES ORGANISMES D'H.L.M.

déclare M. Barrot

De notre envoyé spécial.

La Baule. Avec la réforme du logement, le Crédit agricole et des caisses d'épargne, un des organismes financiers privilégiés qui dispensent l'aide de l'État au logement. Il n'est donc pas étonnant que la première banque française — qui est aussi la troisième du monde — ait consacré une demi-journée de son congrès annuel, à La Baule, aux problèmes que cette réforme lui pose. A vrai dire, la réforme n'est que la reconnaissance d'un état de fait, tant l'activité du Crédit agricole dans le domaine du logement est importante : en 1976, le Crédit agricole a distribué 10,7 milliards de francs de prêts, soit 11,4 % de l'ensemble du financement du logement (contre 10,4 % assuré par le Crédit foncier) ; il est intervenu dans le financement de cent soixante-dix mille logements. Bien que ses interventions doivent se cantonner au milieu rural, le Crédit agricole, avec des ressources qui paraissent sans commune mesure avec celles de certains organismes d'H.L.M. (et notamment les sociétés de crédit immobilières), a de quoi effrayer. C'est sans doute la raison pour laquelle M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, a insisté sur le fait que « le développement des réseaux ne peut pas être concurrentiel » et sur la nécessité de « garantir la maîtrise de l'activité globale des organismes d'H.L.M. dont la qualité et l'originalité méritent d'être sauvegardées ». En 1978 donc, sur les quarante mille prêts aidés qu'il aura à distribuer en son milieu rural, le Crédit agricole devra en consacrer quinze mille à des logements H.L.M. qui se rajouteront aux quatre-vingt mille prêts aidés du Crédit foncier et aux quarante mille prêts aidés des caisses d'épargne. — J. D.

Le 22 mars dernier, d'un rapport de M. Claude Rattier, directeur général de l'Office depuis le 15 mai 1976, M. Rattier fait état de « tour de jouer inadmissible » : de paiement d'entreprises de démarrage pour des travaux dont « le bien-fondé » ainsi que « la réalité d'y prestations correspondantes sont impossibles à établir a posteriori » ; d'achats de 311 appareils « Gyromat » sans marché régulier et sans crédits budgétaires ; d'engagements de dépenses de chauffage et d'entretien irréguliers, etc. Ces reproches faits à un cadre supérieur — qu'on n'a cependant pas licencié et qui semble prêt à se défendre — sont à rapprocher du licenciement, le 1^{er} avril 1977 d'un sous-directeur, dont l'embauche, le 17 mars 1976, avait fait l'objet d'un recours pour excès de pouvoir de la part des cadres de l'Office.

Un second rapport de M. Rattier, en date du 27 juillet, est plus général et précise qu'à cette date, il y avait à l'Office un découvert de trésorerie de 46 millions de francs, « qui devrait être ramené à une trentaine de millions à la fin de 1977 ».

La gestion de l'Office d'H.L.M. de la région parisienne : un iceberg d'irrégularités

Les raisons de la crise qui vient d'éclater, après avoir longtemps couvé, à l'Office public d'H.L.M. interdépartemental de la région parisienne ne sauraient rester secrètes jusqu'à la remise de son rapport par la Cour des comptes, dans six mois. En effet, trop d'anomalies dans la gestion passée de l'Office viennent au jour, qui semblent même que la partie émergée d'un iceberg d'irrégularités.

Les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. de l'Office estiment, dans un communiqué, que « les mesures prises constituent une manœuvre pour empêcher la tenue, avant le 8 octobre 1977, d'un conseil de discipline devant lequel devait passer un ingénieur de l'Office suspendu le 8 juin pour faute grave. Sans doute cette personne avait-elle trop de choses, sans doute le scandale risquait d'être énorme. Les dirigeants de l'Office l'avaient, dès le mois de mai, laissé entendre aux organisations syndicales ».

En l'espèce, le cadre supérieur mis en cause, employé à l'Office depuis 1961, était responsable du service « chauffage central », dont le fonctionnement a fait l'objet d'un rapport de la Cour des comptes.

Le directeur général de l'Office, M. Claude Rattier, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978. Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Johannes Witteveen, a annoncé au conseil d'administration de cette institution qu'il ne sollicitera pas un second mandat quand le premier expirera, le 31 août 1978.

Selon un communiqué publié mercredi 21 septembre par le F.M.I., M. Witteveen a expliqué sa décision par des « raisons personnelles ».

M. Witteveen avait été élu directeur général du F.M.I. au printemps 1973. Il avait pris ses fonctions le 1^{er} septembre de la même année. De nationalité néerlandaise, il avait succédé à M. Pierre-Paul Schweitzer, les États-Unis s'étant opposés à ce que celui-ci demande un troisième mandat parce qu'il avait plaidé en faveur d'une dévaluation du dollar après l'embarquement de la 15^{ème} division.

Traditionnellement, le directeur général du F.M.I. est un Européen et le président de la Banque mondiale un Américain. — (A.F.P.)

ÉNERGIE

BILLET

LA CONFÉRENCE D'ISTANBUL

Hors du surrégénérateur point de salut

De notre envoyé spécial

Istanbul. — Les scientifiques réunis à Istanbul pour la Conférence mondiale de l'énergie ont une habitude d'imposer leurs convictions. Nous parlons, d'instinct, au nom de la science. C'est aux gouvernements de prendre des décisions. Mais leur habitude les le choc ? « Il y aura une réduction considérable des niveaux de vie et on n'adopte pas le surrégénérateur », explique M. Foster, président de l'Atome energy of Canada. Plus pudique dans les termes en raison de la politique suivie par l'administration Carter depuis avril 1977, un Américain, M. Davis, avoue : « Certains aux États-Unis pensent que les surrégénérateurs sont indispensables ».

La « table ronde » consacrée, le 21 septembre, aux conditions d'utilisation du plutonium a ainsi été un long plaidoyer en faveur de cette nouvelle génération nucléaire. Si l'on veut que l'électricité soit couverte à plus de cinquante pour cent par l'énergie nucléaire en 2020 (chiffre le plus bas présenté au cours de la conférence), un effort considérable de prospection d'uranium doit être fait dans les quarante années à venir. En 1976, il a été produit près de 25 000 tonnes d'uranium, dont plus de la moitié aux États-Unis. Il en faudra quatre fois plus en 1980 et, dans un scénario qui prévoit l'installation des surrégénérateurs en Europe de l'Ouest en 1987, en Amérique du Nord en 1993 et en U.R.S.S. en 1995, la demande d'uranium s'élèverait quand même à près de 350 000 tonnes en 2020. D'ici sans précédent, puisque l'industrie devra multiplier son niveau de production par quinze en quarante ans, ce qui ne nécessitera pas moins

de 50 milliards de dollars (1976) d'exploration et 40 milliards de dollars d'investissements pour les installations de production nouvelle.

Le rapport sur les ressources nucléaires, présenté à Istanbul, ne cache donc pas qu'il semble évident que l'énergie nucléaire ne pourra même pas fournir 50 % de la demande mondiale d'électricité d'ici à l'an 2020 sans employer certains des cycles de combustible avancés. S'il y a des objections, elles sont balayées. Certes, il faut disposer d'une industrie viable de retraitement du combustible, mais une dizaine de gros centres de retraitement seront suffisants en l'an 2000. Le plutonium est toxique mais pas plus que de nombreux composés de l'industrie chimique. Technologiquement, l'utilisation du sodium est parfaitement maîtrisée. Et les critères de sécurité ne sont pas différents de ceux des autres réactions. Que reste-t-il à réaliser ? Une simple extrapolation industrielle pour passer de 300 à 1 500 mégawatts, mais c'est chose presque faite. « La France est prête à fabriquer une série de réacteurs compacts après 1985 », confirme M. Pecqueur, délégué adjoint au Commissariat à l'énergie atomique. Bien sûr, il y a la prolifération et la faison qui peut exister entre programme nucléaire et capacité d'armement atomique, mais le mal est déjà fait, semble-t-on dire à Istanbul, puisque les réacteurs de recherche qui sont très proliférants existent à près de quatre-vingts exemplaires dans le monde, et les surrégénérateurs ne posent pas un problème de nature nouvelle.

BRUNO DETHOMAS.

L'OEPE INVITE LA GRANDE-BRETAGNE A UNE DE SES RÉUNIONS

La Grande-Bretagne a été invitée à participer à une réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole qui se tiendra en octobre à Vienne, pour passer en revue l'évolution de la situation pétrolière mondiale sur le plan de la prospection, de la production et de la demande.

Le gouvernement britannique a accepté l'invitation, mais on tient à préciser à Londres, que la Grande-Bretagne n'a pas l'intention de solliciter son adhésion à l'OPEP. Les compagnies pétrolières nationales de plusieurs autres pays non membres de l'Organisation seraient également invitées. La délégation britannique sera probablement dirigée par lord Keston, président-directeur de la compagnie d'État British National Oil Corporation. — (A.F.P.)

MONNAIES

M. WITTEVEEN QUITTERA LA DIRECTION GÉNÉRALE DU F.M.I. EN 1978

Washington. — Le directeur général du Fonds monétaire international, M.

ÉCONOMIE - SOCIAL

LES DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE TEXTILE

RHONE-POULENC : de nouvelles suppressions d'emplois semblent inévitables

Le groupe Rhône-Poulenc a publié le 21 septembre le communiqué suivant : « Malgré les importants efforts déployés depuis deux ans par Rhône-Poulenc, l'industrie textile n'a pu éviter de nouvelles suppressions d'emplois. Ces suppressions sont le résultat de la dégradation de la situation de l'industrie textile en Europe, les résultats de cette dégradation n'ont cessé de se dégrader. »

Après 730 millions de francs de perte en 1975 et 575 millions de francs en 1976, la société avait accumulé à la fin de l'année dernière des pertes qui dépassaient le montant de son capital. Rhône-Poulenc textile n'a pu continuer son exploitation qu'en grâce aux avances faites par le groupe Rhône-Poulenc, avances qui atteignent un montant considérable et qui compromettent l'avenir du groupe Rhône-Poulenc textile. Ce processus, qui risque de compromettre le développement et l'avenir des autres secteurs du groupe et les responsabilités que celui-ci a vis-à-vis du personnel et de l'égard de ses actionnaires, ne permet pas de continuer indéfiniment dans cette voie.

Une perte de plus des trois quarts du capital social ayant été constatée, les actionnaires de Rhône-Poulenc textile ont été convoqués en assemblée générale extraordinaire, conformément à la loi, le 21 septembre, pour décider de l'exploitation devant être ou non poursuivie.

Cette assemblée a demandé à son président d'étudier dans les plus brefs délais une série de mesures conduisant à une réduction rapide et importante des pertes d'exploitation. Une nouvelle assemblée générale extraor-

naire sera convoquée le 30 décembre pour être informée des mesures adoptées et des effets à en attendre et prendre les décisions qui s'avèreraient nécessaires. Ces décisions ont été prises dans ces conditions qu'a été décidée la poursuite de l'exploitation.

Le ton du communiqué ne saurait tromper : Rhône-Poulenc s'apprête à prendre de sévères mesures de redressement dans son secteur textile.

Les pertes enregistrées dans ce domaine d'activité par Rhône-Poulenc sont d'autant plus graves que le groupe, faute de l'avoir fait quand il était temps, a dû procéder depuis trois ans — en pleine crise — à une profonde restructuration.

Cet effort de restructuration semble porter ses fruits, puisque les résultats du groupe Rhône-Poulenc pour le premier semestre seraient légèrement positifs, en dépit d'une perte de 300 millions de francs dans le secteur textile. Des mesures ont déjà été prises dans le secteur textile, dont les effets sont revenus de vingt-sept mille personnes en 1977 à quinze mille cinq cents environ actuellement. Elles se sont avérées insuffisantes.

De surcroît, la situation du marché des fibres s'est encore dégradée ces dernières semaines. Il faut donc aller plus loin.

Si l'on s'en rapporte aux propos tenus par M. Gandolfi, le nouveau directeur général du groupe Rhône-Poulenc, l'entreprise ne peut abandonner totalement le textile mais fera porter ses efforts sur les unités fabriquant des produits spécialisés rentables et exportables.

LAINIÈRE DE ROUBAIX : 180 licenciements

De notre correspondant

Lille. — Le projet de réduction d'effectifs qui doit être présenté par la direction de la Lainière de Roubaix lors du comité d'établissement qui se réunira vendredi 23 septembre, fait état de cent quatre-vingt licenciements : soixante cadres, cinquante agents de maîtrise, soixante-dix employés, tous occupés dans les services administratifs et commerciaux. Selon la direction, il ne s'agit pas d'une opération limitée dont les effets seraient d'ailleurs atténués par le système de pré-retraite et par des reclassements. On fait valoir aussi que si la conjoncture est mauvaise, depuis la rentrée, il n'y a pas de recrutement. Le licenciement prévient cependant dans les organisations syndicales où l'on redoute d'autres mesures de ce genre dans un avenir proche. Pour M. Diaz, le permanent de la C.G.T., la situation est préoccupante : « A la Lainière de Roubaix, on a toujours procédé par petites touches, et il n'est pas étonnant que l'on tienne aujourd'hui à limiter le licenciement à 180 personnes. Mais la situation sera inévitablement touchée. Les activités du groupe sont si diversifiées qu'il est pas facile de faire passer les licenciements à l'ensemble du groupe. On voit par exemple, cependant, très nettement se dessiner une orientation qui consiste à abandonner l'habillement en général pour se consacrer à des produits de qualité. En fait, il y a, pour l'ensemble de la filature, un recul de 5 % environ, mais comment peut-on imaginer que l'emploi de production ne sera pas mis en cause ? Mais la rotation est tellement rapide pour la main-d'œuvre féminine que de la région, même qu'il suffirait, comme cela s'est déjà fait, d'arrêter l'embauche pour supprimer des em-

plois. C'est sans doute la méthode qui sera employée. »

Pour la C.G.T., à l'usine de Cambrai où une centaine de licenciements ont déjà eu lieu au début de l'année, certains secteurs de production seraient menacés : les usines de Tourcoing et d'Elbeuf pourraient être aussi touchées.

A la C.F.D.T., on fait une analyse comparable et l'on met en avant les importations : « Provoost-Masurel a acheté deux millions de paires de chaussettes en Corée, les pull-overs arrivent à Cambrai en provenance de sa propre usine de Tunisie. En fait, nous subissons aujourd'hui les conséquences du redéploiement du textile dans les pays en voie de développement. On est donc enclin à croire que l'on ira au-delà des mesures annoncées cette fois et qui ne concernent que Roubaix. Le journal communiste *Liberté* écrit ce 21 septembre : « Nos informations nous permettent d'affirmer que pour l'ensemble du groupe c'est près de mille travailleurs que l'on prévoit de licencier. »

Le communiqué publié par la direction de la Lainière (voir le Monde du 20 septembre) qui faisait état des multiples difficultés rencontrées en ce moment par l'industrie textile, marquait lui-même une très grande prudence après la réduction du comité d'établissement de Roubaix du 23 septembre, mais on sait, d'ores et déjà, qu'il est demandé la réduction du comité central d'entreprise car la situation que ce n'est pas seulement l'unité roubaissienne qui est en cause aujourd'hui mais l'ensemble du groupe. — G. S.

La laine aussi...

Il en est des entreprises comme de certaines personnes à qui on prête trop longtemps une vertu qu'elles n'ont pas : gare au jour où elles font un pas de plus. La consommation des fibres de laine a baissé de 14,48 % en France de 1971 à 1976. Depuis un an, la mode des « gros pulls faits main » est retombée, et les ventes de laine à tricotier marquent le pas. Pour Substantiel, dont les bénéfices sont importants, « gommés » les pertes de Provoost-Masurel, le problème est double : cette baisse de la demande a entraîné une impression sur les textiles synthétiques dont, jusqu'en 1975, elle détenait le quasi-monopole.

Depuis 1976, de nombreux groupes allemands (italiens, anglais et même français (D.M.C.)) se sont mis à utiliser ce procédé alors que la demande en polyester, principal substitut de la laine, a baissé. Les ventes de Substantiel, si on ajoute que le secteur confectif de la laine a baissé de 10 % (Lacoste) n'est pas non plus florissant, on comprend mieux les inquiétudes actuelles des dirigeants.

Catastrophe ? Non, semble-t-il. Les deux autres principales filiales du groupe : Customagie (roues pour sièges d'automobile) et les tissages Louis Lacroix, maintiennent un niveau d'activité satisfaisant. Mais ils ne paient pas moins de la laine, et les pertes de Provoost-Masurel ou de Substantiel, qui ont été de cause, les résultats de la Lainière de Roubaix seront sûrement mauvais en 1977. On savait le coton malade ; on découvre aujourd'hui que la laine l'est aussi. — V. M.

CONJONCTURE

L'INDICE DES PRIX D'AOUT : UNE AMÉLIORATION ?

L'indice des prix de détail pour le mois d'août sera connu la semaine prochaine, probablement mardi 27 septembre. Le résultat sera certainement moins mauvais qu'il n'avait été en juillet (hausse de 0,5 % par rapport à juin). Peut-on pour autant parler des maux de l'inflation, comme le font certains de nos confrères ? Assurément non, et cela pour plusieurs raisons.

En août, de nombreux relevés ne peuvent pas être faits par les enquêteurs de l'I.N.S.E.E. des boutiques

et magasins étant fermés. Aucun mouvement de prix n'étant enregistré dans les cas de fermeture, l'indice incorpore une stabilité évidente. Les prix des timbres, par exemple, de mille de semaine, seuls les premiers calculs ont été effectués, et ceux-ci ne permettent de préjuger le résultat final qu'à plusieurs dizaines de jours.

D'après nos informations, en tout cas, les prix des produits alimentaires auraient de nouveau très fortement augmenté.

Réservation : 225 99 06 +

IRAN AIR

Orly Sud : 15.00 H.

PARIS-ROME-TEHERAN.

Mardi - Jeudi - Samedi.

A L'ÉTRANGER

EN DÉVALUANT

La Turquie suit en partie les conseils du F.M.I.

De notre correspondant

Ankara. — Pour la troisième fois cette année, la Banque centrale turque a procédé, le 21 septembre, à un nouvel ajustement de la livre turque — d'environ 10 % — par rapport aux principales monnaies occidentales, les deux précédents remontant à mars et à août.

Le ministre des finances, M. Bilgehan, a affirmé, mercredi, que ce réajustement tendait à assurer la conformité de la valeur de la livre turque au flottement du marché monétaire mondial. Il a également exprimé l'espoir que les exportations turques se développent, tout en se gardant de prononcer le mot de « dévaluation ». En fait, il s'agit bien de cela, même si cette dévaluation a été opérée à des taux variables — d'où le mot pudique de « réajustement » — selon les diverses monnaies occidentales.

Depuis longtemps, la livre turque n'avait pas été réajustée par rapport au dollar ou au deutschemark à un taux aussi élevé. La nouvelle de la dévaluation a entraîné, surtout au lendemain de plusieurs majorations de prix, présentées récemment par le gouvernement comme des mesures d'ajustement économique (le Monde du 13 septembre). Et nombreux sont ceux qui s'attendent à un nouvel ajustement d'ici quelques semaines. Cependant, dans l'entourage du ministre des finances, on s'efforce de démentir ce pronostic.

On sait que le gouvernement turc vient de solliciter l'aide du Fonds monétaire international, qui aurait promis une dévaluation, sans tarder, de la livre turque d'environ 30 %. Parmi d'autres « suggestions » formulées par cet organisme, figure-

raient la modération du taux de croissance économique — dont l'objectif de 8 % est jugé trop ambitieux — et un éventuel freinage de la hausse des salaires en vue de réduire la consommation des ménages. D'aucuns croient même que le F.M.I. insisterait pour une dévaluation de 40 %, qui pourrait être réalisée en deux ou trois paliers.

Le gouvernement de M. Demirel s'y résignerait-il ? Le professeur Erbakan, son partenaire de la coalition, pour sa part, a toujours affirmé son opposition à une dévaluation entreprise sous des pressions étrangères. En outre, M. Demirel est conscient qu'un fort taux de dévaluation accentuerait encore la hausse des prix et risquerait de lui aliéner davantage l'électorat urbain. Il doit sans doute se rappeler que l'ancien ministre Mendere, qui avait dévalué la livre turque de 300 % d'un seul coup en 1954, devait deux ans plus tard, être chassé du pouvoir par un coup d'État. De même, M. Demirel, alors premier ministre, a été éloigné du pouvoir en 1971 par une intervention indirecte des militaires, qui lui reprochaient de se montrer incapable de juguler l'inflation galopante. Le chef du Parti de la justice avait procédé à une dévaluation d'environ 70 % de la livre turque en août 1970.

La leçon est bien apprise. La livre turque a perdu 33,3 % de sa valeur par rapport au dollar depuis l'entrée en fonctions, en 1975, du gouvernement de front nationaliste présidé à nouveau par M. Demirel. Mais on glisse : s'est fait un coup de onze réajustements qui se sont succédé tous les deux ou trois mois. Cette technique à la brésilienne constitue une campagne de sabotage contre le mécontentement populaire.

ARTUN UNAL

EMPLOI

A Paris (17^e)

Polémique à propos de la fermeture d'une entreprise de bâtiment

Cent trente licenciements

Mise en règlement judiciaire avec cessation d'activité le 13 septembre dernier, les établissements André Morin, à Paris (17^e) (électricité, générale du bâtiment), ferment leurs portes le 23 septembre à 18 heures. Bilan : cent trente licenciements. Banale affaire d'une P.M.E. du bâtiment victime des difficultés conjoncturelles ? Non, répondent le comité d'entreprise et le syndicat C.G.T. de la société : « M. Morin a volontairement laissé mourir son entreprise. » En l'absence de lettres d'appels d'offres, annotées « à laisser sans suite », et sans réponse de la main même de leur patron.

Pourquoi ce sabotage ? Pour remettre la « nouvelle société des établissements Morin », qui fonctionne déjà dans les mêmes locaux avec une vingtaine de personnes, à la tête de l'entreprise. L'ancienne société, insolvable, n'a pas payé le personnel depuis la fin de juillet et ne régle pas les indemnités de licenciement. Alors les salariés, gérés du personnel. C'est le Fonds de garantie des salaires qui jouera. « Tous les moyens ont été mis en œuvre pour sauver l'entreprise », déclare M. Morin. Pour que la direction s'en tienne à la fermeture, il faut que les syndicats. Pour preuve, ils produisent le document comptable que leur a remis M. Morin lui-même, pour statuer sur les licenciements. Celui-ci fait apparaître un quasi-doublement des frais de personnel entre 1974 et 1976, « alors que nous avions accepté d'augmenter pendant cette période, pour aider la société à se redresser », déclare M. Morin.

M. Morin, éléphant septuagénaire, réfute en bloc ces accusations. S'il n'a pas répondu à certains appels d'offres, c'était parce que la situation précaire

de l'entreprise l'empêchait de soumissionner à des prix compétitifs contre ses concurrents. La nouvelle société des établissements André Morin ? Elle n'a été créée que pour permettre le reclassement d'une partie du personnel. D'ailleurs, M. Morin n'y exerce aucune activité, sinon « à titre de conseiller, si on le lui demande ». Le document comptable d'une partie de la société est d'une « erreur » de la personne qui l'a établi, et M. Morin se excuse, « j'ai été abusé moi-même », explique-t-il.

Pas de contestation, l'ancien local C.G.T. du 17^e licenciement et le syndicat C.G.T. des établissements Morin ont appelé le personnel à occuper l'entreprise.

LONGWY, VILLE BLOQUÉE

Contre les licenciements annoncés à Usinor et à Chiers-Châtel, les sidérurgistes de Longwy (Meurthe-et-Moselle) ont bloqué la circulation à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., le samedi 21 septembre, sur les grands axes routiers menant aux zones frontalières. De 10 heures à midi, de nombreux camions français, belges, luxembourgeois et suisses ont été immobilisés. La manifestation, une vingtaine de milliers d'ouvriers de Longwy, Usinor et Chiers-Châtel, ont été évacués sans heurt par la police.

... ET DECAZEVILLE BASSIN MORT

Une journée « bassin mort » en lieu, le mercredi 21 septembre, à Decazeville (Aveyron), en signe de protestation contre le plan de licenciements de Creusot-Loire qui doit entrer en vigueur le 1^{er} octobre 1977. Le mot d'ordre lancé par l'intersyndicale des Acieries et autres métallurgiques de Decazeville a été suivi par l'ensemble des activités commerciales de la petite ville. D'un part, à Rodex, dans le département, deux mille travailleurs du bassin houiller ont manifesté au centre de la localité contre le plan Barre. C'est une peine que le service d'ordre C.G.T. ne pu contenir la foule, qui, après une entrevue négative avec la fédération, a lancé des projectiles contre l'édifice.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS B.A.M.I. - BANQUE FININDUS

Déclarée de poursuivre sa politique de développement, la Banque Vernes et Commerciale de Paris propose de prendre une participation majoritaire dans le capital de la Banque de l'Union Européenne, dont elle dispose de vingt-deux agences, dont treize dans la région parisienne et neuf dans les Pyrénées-Atlantiques. Ces dernières constitueront le point de départ d'une nouvelle politique régionale, dont le groupe de M. Michel Inchausti détient la contrôle.

Parallèlement, la Banque Vernes et Commerciale de Paris se propose d'acquiescer une participation minoritaire dans la Banque FININDUS, groupe Schneider de la région de l'Ouest.

Ces opérations viennent d'être soumises à l'approbation des autorités de tutelle.

Rappelons que la Banque Vernes et Commerciale de Paris, après le rachat de cinq agences à la Banque Monod la région parisienne de son côté de dix-sept agences dans la région parisienne et doit ouvrir sa première agence à Lyon à la fin de l'année.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Le conseil d'administration de la Compagnie Financière de l'Union Européenne s'est tenu le mardi 5 septembre 1977, sous la présidence de M. Jean de Dreuze.

Les résultats de l'exercice 1976-1977, qui s'est terminé le 30 juin, ont été approuvés par le conseil d'administration de la société, dont il ressort que le bénéfice d'exploitation a augmenté de 23 millions de francs par rapport à l'exercice 1975-1976, en hausse de 6 %.

Le bénéfice net s'élève à 241 millions de francs, contre 223 millions de francs en 1975-1976, en hausse de 11 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire de distribuer un coupon net de 426 F assorti d'un avantage fiscal de 213 F, contre 4 F net l'année dernière.

Le conseil a examiné des projets visant à une plus grande diversification des actifs de la Compagnie Financière de l'Union Européenne à travers un holding commun avec Schneider S.A. et la Banque de l'Union Européenne, et dont elle sera la majorité. Celui-ci regroupera l'ensemble des participations du groupe dans l'Orléans de l'Union Européenne et Dong Tric, libérant dans le secteur de la promotion immobilière une restructuration des équipes et des moyens. Cette diversification s'accompagne pour la Compagnie Financière

de l'Union Européenne d'une cession partielle à d'autres sociétés du groupe Schneider de sa participation dans la Banque de l'Union Européenne ; celle-ci devrait néanmoins rester supérieure à la minorité de bourse, la participation majoritaire du groupe Schneider dans la banque étant de 51 %.

En prévision de ces opérations, le conseil d'administration a décidé la convocation d'une assemblée générale extraordinaire à l'issue de l'assemblée générale ordinaire. Il sera proposé à cette assemblée la nomination de la dénomination sociale, qui deviendra la Compagnie Financière de l'Union Européenne, et la prise en compte de la dénomination sociale, qui deviendra la Compagnie Financière de l'Union Européenne, et la prise en compte de la dénomination sociale, qui deviendra la Compagnie Financière de l'Union Européenne.

Le conseil d'administration, réuni le 20 septembre, a pris connaissance des comptes de la société pour le premier semestre.

Les recettes d'exploitation (hors taxes) se sont élevées à 49.337 millions de francs, contre 46.337 millions de francs l'année dernière, en hausse de 6,5 % par rapport à l'année dernière.

Le bénéfice d'exploitation s'élève à 13.333 millions de francs ; mais ce résultat s'élève après déduction des pertes d'exploitation (amortissement de frais et provisions), qui s'élève à 10.000 millions de francs, contre 9.000 millions de francs l'année dernière.

Le conseil d'administration a décidé de faire usage de l'autorisation de 226.334.650 F à 300 millions de francs.

Le conseil d'administration, réuni le 20 septembre, a pris connaissance des comptes de la société pour le premier semestre.

Les recettes d'exploitation (hors taxes) se sont élevées à 49.337 millions de francs, contre 46.337 millions de francs l'année dernière, en hausse de 6,5 % par rapport à l'année dernière.

Le bénéfice d'exploitation s'élève à 13.333 millions de francs ; mais ce résultat s'élève après déduction des pertes d'exploitation (amortissement de frais et provisions), qui s'élève à 10.000 millions de francs, contre 9.000 millions de francs l'année dernière.

Le conseil d'administration a décidé de faire usage de l'autorisation de 226.334.650 F à 300 millions de francs.

CREDIT LYONNAIS EUROPEENNAIRES :
Banque de Rome
Banque Hispano Americana
Commerzbank

SITUATION
AU 30 JUIN 1977

La situation au 30 juin 1977 s'établit à 185 642 millions contre 176 577 millions au 1er juin 1977.

Au passif, le poste Institut d'Emplacement, Banques et Entreprises, non bancaires adhérentes au marché monétaire se chiffre à 55 891 millions. Les Comptes d'Entrepris et Divers totalisent 26 599 millions et les Comptes de Particuliers 48 629 millions. Les Bons de Caisse atteignent 20 811 millions.

A l'actif, les Crédits à la Clientèle Portefeuille s'élèvent à 54 513 millions et les Comptes débiteurs à 28 780 millions. Les crédits mobiliers hors bilan s'inscrivent pour 157 734 millions.

Le conseil d'administration, réuni le 20 septembre, a pris connaissance des comptes de la société pour le premier semestre.

Les recettes d'exploitation (hors taxes) se sont élevées à 49.337 millions de francs, contre 46.337 millions de francs l'année dernière, en hausse de 6,5 % par rapport à l'année dernière.

Le bénéfice d'exploitation s'élève à 13.333 millions de francs ; mais ce résultat s'élève après déduction des pertes d'exploitation (amortissement de frais et provisions), qui s'élève à 10.000 millions de francs, contre 9.000 millions de francs l'année dernière.

Le conseil d'administration a décidé de faire usage de l'autorisation de 226.334.650 F à 300 millions de francs.

150 من الأصول

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES

— L'ancien et le nouvel ordre international.

— La point de vue de Paul Maynard : « Une politique de Gribouille ».

— « Coopération intercommunale et développement », par Roland Colin.

3. ETRANGER

— Les difficultés de M. Carter.

4. AFRIQUE

5. DIPLOMATIE

6. OCEANIE

7. PROCHE-ORIENT

— Washington inquiète de l'aggravation des combats au Sud-Liban.

8-7. EUROPE

8-12. POLITIQUE

LE « SOMMET » DE LA GAUCHE

— Point de vue : « Les nationalisations contre le collectivisme », par Georges Sarr.

— Les événements vus par l'Élysée.

15. SCIENCES

— Le gouvernement veut encourager la recherche industrielle.

EQUIPEMENT

16. RELIGION

— Les juifs célèbrent le Kippour 5738, par Arnold Mandel.

18. EDUCATION

DEFENSE

LE MONDE DES LIVRES

PAGES 19 A 28

— LE FÉLÉTON de B. Polrot-Delpach : Pierre-Jean Méry.

— SCOUTS : Marguerite Yourcenar peint sa famille.

— ROMANS : « Les Remontants du violant idiot », de Michel Arrivé.

— SOCIÉTÉS : L'éducation d'un bœuf.

— ESSAIS : Jean-Paul Dollé hume la France.

— LITTÉRATURE STRANIERE : Le défilé marseillais de B. Bouché.

— VERTS : Un valentin du « rêve américain », par Yves Berger.

28. JUSTICE

31 A 33. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : Fopim et le Béton, de Ahmed Rachidi.

— THÉÂTRE : Le Bateau pour Lipaï, de Topaze.

33. RUPPISME

— L'Aghe Khon échète l'écarie Dupré.

33. SPORTS

37 A 40. ECONOMIE - SOCIAL

— « Banque à part » (II), par Maurice Demestre.

— Les difficultés de l'industrie textile.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (33)

— Annonces classées (35 à 37) ;

— Aujourd'hui (34) ; Carnet (39) ;

— Journal officiel (34) ; Loto-

— (34) ; Loto (34) ; Météo-
— (34) ; Mots croisés (34) ;

— Bourse (41).

La préparation des élections législatives

Les quatre formations de la majorité se concerteront sur les cas de candidatures « sauvages »

Les représentants des quatre formations de la majorité — parti républicain, C.N.I.F., Centre des démocrates sociaux et R.P.R. — ont tenu, mercredi 21 septembre, leur dixième réunion au siège du mouvement gaulliste, tour Montparnasse. Celle-ci a été consacrée à l'examen des candidatures dans les circonscriptions de Paris, dans celles des départements d'outre-mer et dans quelques cas qui avaient été réservés. Une autre réunion aura lieu le 5 octobre, en principe pour en finir avec les investitures des candidats de la majorité.

M. Yves Guéna, délégué politique du R.P.R., rendant compte des travaux, a affirmé : « La majorité a réglé ses problèmes. Le baromètre est entré dans une zone fixe. » Le maire de Paris, Jacques Chirac, a estimé que, au total, il y aurait environ deux tiers d'élections primaires et un tiers de candidatures uniques. Il a précisé que les quatre délégations étaient convenues de se retrouver à intervalles réguliers jusqu'au premier tour des élections pour entretenir leur coopération et régler les problèmes qui pourraient surgir éventuellement.

Parmi ceux-ci, les représentants du parti républicain ont soulevé le cas de candidatures qui se réclameraient pas à l'une des quatre formations signataires du manifeste, c'est-à-dire notamment le cas du parti radical valaisien. Les délégués ont convenu que de telles situations seraient évitées par eux-mêmes dans leurs réunions ultérieures chaque fois qu'elles leur seraient signalées. Envisageant diverses hypothèses, ils ont décidé que lorsqu'une telle candidature se manifesterait dans une circonscription où l'accord s'est déjà fait pour une candidature unique de la majorité, celle-ci seule demeurerait valable et l'autre serait dénoncée comme une candidature « sauvage » ou de diversion.

Dans les circonscriptions à élection primaire, un éventuel nouveau candidat serait invité à souscrire le « pacte majoritaire », c'est-à-dire les engagements de désistement pour le second tour et les « règles de bonne conduite » pour la campagne électorale. S'il refusait, ce candidat serait alors considéré comme dans le cas précédent et « rejeté dans les ténébres électorales ».

M. Michel Poniatowski, ambassadeur et représentant du président de la République, se rend, jeudi 22 septembre dans l'après-midi, à Bonn, Indagant. Il sera reçu par le chancelier fédéral et le ministre de l'Intérieur. Il examinera, indique le communiqué, avec les autorités fédérales la manière dont peut se développer, dans les circonstances actuelles, la coopération entre les autorités des deux pays pour faire face aux menaces que le terrorisme fait peser sur la sécurité et la liberté.

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

M. PONIATOWSKI S'ENTRETIENT AVEC LES AUTORITÉS DE BONN

M. Michel Poniatowski, ambassadeur et représentant du président de la République, se rend, jeudi 22 septembre dans l'après-midi, à Bonn, Indagant. Il sera reçu par le chancelier fédéral et le ministre de l'Intérieur. Il examinera, indique le communiqué, avec les autorités fédérales la manière dont peut se développer, dans les circonstances actuelles, la coopération entre les autorités des deux pays pour faire face aux menaces que le terrorisme fait peser sur la sécurité et la liberté.

DU 25 AU 27 SEPTEMBRE

L'ensemble du réseau Sud-Est de la S.N.C.F. risque d'être affecté par un mouvement de grève

A l'exception, jusqu'à présent, de Clermont-Ferrand, c'est l'ensemble du réseau Sud-Est qui risque d'être affecté, du dimanche 25 septembre, à 0 heure, au mardi 27 septembre, à 6 heures, par un mouvement de grève déclenché par la C.G.T., la C.F.D.T., la C.F.T.C. et la F.G.A.A.C. (Fédération générale autonome des agents de conduite). En effet, après concertation avec les autorités de la région, les agents de la S.N.C.F. d'imposer et de développer un système répressif à l'encontre des agents de conduite qui n'adhèrent pas à la S.N.C.F. de justifier par des méthodes détestables la compression des effectifs imposée par le gouvernement et fait planer une menace sur l'emploi dans l'ensemble de la profession.

D'autre part, les agents de la S.N.C.F. de la région de Nantes (Loire-Atlantique, Vendée, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres et Charente-Maritime) ont déposé, mercredi 21 septembre, un préavis de grève pour la nuit du 26 septembre au 3 octobre, et après la tentative de la S.N.C.F. d'imposer et de développer un système répressif à l'encontre des agents de conduite qui n'adhèrent pas à la S.N.C.F. de justifier par des méthodes détestables la compression des effectifs imposée par le gouvernement et fait planer une menace sur l'emploi dans l'ensemble de la profession.

Les agents S.N.C.F. du sud de la région ont entrepris cette action pour « protester contre le refus de la direction de la S.N.C.F. de négocier valablement les conséquences de la restructuration envisagée » (notamment l'électrification de la rive droite du Rhône). Ceux du nord de la région ont rejoint ce mouvement pour « protester contre les modifications intervenues dans la hiérarchie de services d'hiver ».

Si ces préavis de grève sont maintenus et respectés, de sérieux perturbations sont à attendre dimanche et lundi sur l'ensemble du réseau Sud-Est.

Pour la première fois depuis 1953

UN MINISTRE NORD-CORÉEN VA SE RENDRE AUX ETATS-UNIS

Le ministre des affaires étrangères de Corée du Nord, M. Ho Tam, a obtenu un visa du département d'Etat pour assister, à New-York, à une conférence des pays non alignés. C'est la première fois, depuis les accords de Panmunjom, en 1953, qu'un membre du gouvernement de Pyongyang est autorisé à se rendre aux Etats-Unis. — (A.F.P.)

18 calculatrices peu communes chez Duriez

Vous donnez l'heure, la date avec ou sans 4 fonctions chrono ; souvenez-vous ; calculez ; vous rappelez vos 20 dernières opérations ; tout l'essentiel est là. Et plus, elles calculent : Formes triquet, caleph, règle, comp de poing, stylo. Elles portent de grands noms : Texas, Canon, Sharp, Olympia, Casio, etc. C'est à partir de 500 F, en discount chez Duriez, 123, boul. Saint-Germain. 150 modèles calculatrices tous genres, matériel à écrire, etc. Quantités limitées.

*Horloges à lecture directe. *Décodeur pour Vol-Incendie.

VISITEZ C.E.V.M.I. SICOS NIVEAU 2-STAND 2406

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1977 a été tiré à 352 301 exemplaires.

M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER EST PRESSENTI POUR COORDONNER L'ACTION DE LA FRANCE DANS LE DOMAINE DU DÉARMEMENT

Une réunion interministérielle à laquelle ont participé avec le président de la République M. Barre, de Guingaud (affaires étrangères) et Bourges (défense) a fait ce jeudi matin 22 septembre le point des études sur le désarmement. Les grandes lignes du discours que M. de Guingaud prononcera à l'Assemblée de l'ONU le 28 septembre devraient être arrêtées.

Le gouvernement a décidé le 24 août de préparer « un plan d'ensemble » de désarmement en vue de la session spéciale de l'ONU qui, au printemps 1978, traitera cette question, et de désigner « une personnalité d'expérience internationale » pour « coordonner » l'action de la France dans ce domaine. La réunion de jeudi devait examiner une liste de noms sur laquelle figuraient ceux de MM. Pierre-Christien Taittinger, M. Theulé, Georges Gorse — et d'ambassadeurs de France : MM. de Rose et François Seydoux.

C'est vraisemblablement sur M. Taittinger que se portera le choix du gouvernement. L'actuel secrétaire d'Etat aux affaires étrangères est candidat à Paris aux élections sénatoriales de dimanche. Les sénateurs, comme les députés, peuvent être chargés de mission pour une durée de six mois. En tout état de cause, le gouvernement attendra le résultat du scrutin avant de prendre définitivement sa décision.

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)

« Les sept terroristes moulinois qui avaient pris en otage, le 23 mai, les élèves d'une école de Bovenmansville et les passages d'un train près de Grouinville ont été condamnés jeudi 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison. — (A.F.P.)